

BIOGRAPHIES

- B.1240 GASCON, Charles-Auguste
B.1241 GASCON, Claude
B.1242 GASCON, Jean
B.1244 GASPE, Philippe Aubert de
B.1246 GAUDRY, Roger
B.1247 GAUDRY, Roméo
B.1248 GAULLE, Charles de



archives
municipales

VOUS NOUS OBLIGERIEZ EN NOUS RETOURNANT

LE DOSSIER DANS LE PLUS BREF DÉLAI.

GASCON, Charles-Auguste

B.1240

LE DOCUMENT SUIVANT
EST ILLISIBLE

Biographie de M. Charles-A. Gascon, candidat à la mairie

M. Charles-A. Gascon est né le 22 octobre 1878, à Montréal. Son père se nomme généralement au parti conservateur d'origine. Son père se nomme généralement au parti conservateur d'origine. Son père se nomme généralement au parti conservateur d'origine.



M. C. A. Gascon

Après ses études de droit, il fut admis au barreau de Québec, à la fin de l'année 1902. Il fut nommé juge suppléant au tribunal de la Cour Supérieure de Québec en 1905.

En 1908, il fut nommé juge au tribunal de la Cour Supérieure de Québec. Il fut nommé juge en chef de la Cour Supérieure de Québec en 1912.

Après ses études de droit, il fut admis au barreau de Québec, à la fin de l'année 1902. Il fut nommé juge suppléant au tribunal de la Cour Supérieure de Québec en 1905.

En 1908, il fut nommé juge au tribunal de la Cour Supérieure de Québec. Il fut nommé juge en chef de la Cour Supérieure de Québec en 1912.

M. Charles-A. Gascon fut élu député de la circonscription de Québec en 1914. Il fut élu député de la circonscription de Québec en 1914.

M. Charles-A. Gascon fut élu député de la circonscription de Québec en 1914. Il fut élu député de la circonscription de Québec en 1914.

M. Charles-A. Gascon fut élu député de la circonscription de Québec en 1914. Il fut élu député de la circonscription de Québec en 1914.

La carrière active de M. C.-A. Gascon

M. L.-P. Deslongchamps et le major Hugh Bell constatent chez M. Gascon, candidat à la mairie, des qualités de civisme et une vie irréprochable.

HOMME D'AFFAIRES AVERTI

M. Gascon débuta modestement dans la vie, mais il s'est acquis, tant chez les Anglais que chez nous, une réputation des plus enviablées.

La Presse - 2 décembre 1938

M. CHARLES-AUGUSTE GASCON, candidat à la mairie de Montréal, ne doit officiellement ouvrir sa campagne électorale que ce soir, en l'école S.-Arsène, alors que son discours sera radiodiffusé de 9 heures à 11. Mais, déjà hier soir, deux citoyens connus ont prononcé à la radio une causerie où M. Gascon était présenté à la population comme un homme d'affaires averti et un citoyen irréprochable sous tout rapport. Parlant à CKAC de 10 h. 45 à 11 h., M. L.-P. Deslongchamps, un citoyen avantagement connu dans le monde des affaires, a prononcé une causerie en français, dont l'équivalent avait été donné en anglais à un autre poste, quel que temps plus tôt, par le major Hugh Bell. On sait que M. Gascon, qui parle bien l'anglais, jouit d'une réputation enviable chez nos concitoyens anglophones. Ci-après, quelques extraits du discours de présentation prononcé hier soir.

Voter, devoir civique

"Le lundi 12 décembre les électrices et les électeurs de Montréal seront appelés à se choisir un maire et 29 conseillers municipaux. Voter est un devoir. L'exercice du droit de vote conférant en quelque sorte à celui qui l'exerce une part de responsabilités dans l'administration de notre ville. S'abstenir est un manque absolu de courage, et, en réalité, une mauvaise action. C'est trahir ses propres intérêts.

"Pour voter honnêtement, selon sa conscience, en toute connaissance de cause, un électeur doit s'efforcer de bien connaître les candidats qui s'offrent à lui. Il est indispensable de savoir qui ils sont, ce qu'ils ont fait dans le passé, quelle est leur formation, quelles situations ils ont déjà occupées tant dans la vie publique que dans la vie privée, quelle est aussi leur situation de famille, enfin, quels sont leurs caractères et, si possible, leurs qualités morales.

Ne pas se fier à n'importe qui!

"Tel homme dont l'éloquence ou le bagout pourraient, de prime abord, faire impression, ne mérite peut-être pas du tout, si l'on va au fond des choses, la confiance qu'il réclame avec la rondeur habile d'un adroit camelot. Tel autre, qui semble sympathique, auquel il ne paraît pouvoir être rien reproché, se révélera parfois, si on l'étudie de plus près, dépourvu de toute compétence, d'une indispensable formation et d'une expérience suffisante. Un électeur soucieux de bien remplir son devoir et de servir ses meilleurs et plus immédiats intérêts ne cherchera donc jamais trop à s'instruire aussi complètement que possible sur les candidats en lice, afin de choisir le plus digne, le plus sérieux, le plus capable de bien servir l'intérêt général avec dignité, avec compétence, avec une stricte honnêteté et le plus absolu désintéressement.

"Étant donné ce besoin, que vous ressentiez tous, d'être renseignés sur les candidatures d'hommes nouveaux qui s'offrent à vous, je vais vous entretenir très brièvement,

durant les quelques minutes qui vont suivre, d'un des candidats à la mairie de Montréal, M. Charles-Auguste Gascon. Pour le faire de la façon la plus simple, la plus compréhensible possible, je vais vous parler de lui en traçant, en quelque sorte, sa biographie devant vous.

Débuts modestes de M. Gascon

"Charles-Auguste Gascon est né à Montréal le 23 octobre 1885, dans

la très simple demeure de ses parents, qui tenaient, à ce moment, un petit commerce d'épicerie, rue Beaudry, au coin de la rue Robin. Il ne devait séjourner là avec sa famille, que peu de temps, son père s'installant peu après, comme épicier toujours, au coin de la rue Ontario et de la rue Montcalm, où il fut en affaires durant plus de trente ans.

"Charles-Auguste Gascon, sérieux, appliqué et travailleur, fit de très bonnes études chez les Frères des Ecoles Chrétiennes, à l'École Piessis, où il eut, comme condisciple, celui qui devait devenir plus tard Son Em. le cardinal Villeneuve. Du reste, M. Charles-Auguste Gascon fut, depuis lors, durant plusieurs années, le président de l'Amicale des anciens élèves de l'école Piessis, dont il est toujours l'un des membres les plus actifs.

"Le milieu familial dans lequel grandit et vécut Charles-Auguste Gascon en était un de haute valeur morale. Non seulement ses parents formèrent, durant leur longue vie commune, le couple le plus tendrement uni qui soit, mais donnèrent à leurs enfants, de l'avis même de tout leur entourage, avec les exemples les plus beaux, une formation tout à fait exceptionnelle.

Stage au high-school

"En quittant les Frères des Ecoles Chrétiennes, ses premières études terminées, Charles-Auguste Gascon entra au High School catholique de Montréal, rue Lagauchetière, au coin de la rue Sainte-Genève, pour y perfectionner sa connaissance de l'anglais. Il y parvint rapidement et, après une année de cours, fut engagé, en qualité de commis, dans l'une des plus importantes maisons anglaises de l'époque, la maison Hodgson, Summer Co., Ltd., qui tint dans la vie économique de

notre ville, et durant si longtemps, une place de toute première importance.

"Charles-Auguste Gascon devait y demeurer douze ans, et il aime à dire aujourd'hui encore qu'il prit là une première formation des affaires tout à fait remarquable. Il a conservé infiniment de reconnaissance à ceux qui y guidèrent ses premiers pas et développèrent en lui les qualités qui lui ont permis de s'affirmer depuis lors.

"Durant les trois dernières années de son séjour chez Hodgson Summer, M. Charles-Auguste Gascon remplit, dans l'ouest de Montréal, et parvint à une clientèle strictement de langue anglaise, les fonctions de voyageur de la maison.

Marié depuis 1913

"C'est le 14 janvier 1913 que M. Charles-Auguste Gascon épousa Mlle Rose Dubuc, fille de M. Dubuc, épicier, 1871, rue Ontario-est. Peu après son mariage, M. Charles-Auguste Gascon s'associa avec son beau-père (c'était au printemps de 1915) pour reprendre, à la mort de ce dernier, la direction de la maison, qui est, aujourd'hui encore, sa propriété en même temps que celle de sa belle-mère, Mme veuve Dubuc.

"M. et Mme Charles-Auguste Gascon ont quatorze enfants, dix fils et quatre filles. L'aîné, terminant cette année son cours à l'École des Hautes Études Commerciales, plusieurs des fils finissant leurs études classiques au collège Sainte-Marie, dirigé par les RR. PP. Jésuites; l'une des filles, bachelière de l'Université de Montréal, licenciée de l'école de Journalisme de l'Université de Montréal, est actuellement étudiante du Montreal School of Social Work de l'Université McGill.

"Telles sont, dans leurs grandes lignes, les notes biographiques que j'ai voulu vous donner ce soir sur M. Charles-Auguste Gascon, candidat à la mairie de Montréal. Je l'ai situé pour vous dans son milieu familial, depuis l'enfance jusqu'à l'heure présente. Vous avez tout compris, n'est-ce pas, à m'entendre vous parler de lui, que c'est un homme d'ordre, un chef de famille exemplaire, infiniment attaché aux siens. C'est, en réalité, du point de vue privé, un des meilleurs exemples que l'on puisse donner de la valeur morale des nôtres.

Homme d'affaires averti

"Solidement instruit, connaissant bien l'anglais et le français, parlant facilement et avec une chaleur communicative, ayant le sens des affaires, formé à très bonne école, M. Charles-Auguste Gascon, en dehors de son propre commerce qu'il ne cessa cependant jamais de diriger personnellement, occupa vite une place prépondérante dans d'autres et importantes affaires. Il est président de la Compagnie Mutuelle d'Immobilier, et ses avis, ses conseils, ont souvent été sollicités dans d'importantes institutions financières de notre ville. Son jugement très sûr, son remarquable bon sens, puisent leur force la plus grande dans le fait qu'il appartient, en réalité, à deux milieux à la fois, bien différents l'un de l'autre. Son commerce de détail l'a toujours mis en rapport avec la classe qu'il juge passionnément intéressante et digne de tout son dévouement; celle des travailleurs, des ouvriers. En même temps, les fonctions et le rôle qu'il remplit dans le monde des affaires, lui ont donné une formation tout à fait exceptionnelle.

Chez les marchands-détaillants

"Jusqu'à sa candidature à la mairie de Montréal, M. Charles-Auguste Gascon était vice-président du conseil provincial de l'Association des marchands-détaillants du Canada, section de la province de Québec; vice-président du conseil de cette association pour Montréal, et la confiance unanime de ses confrères l'avait appelé à la présidence de la section des épiciers de l'Association des marchands-détaillants du Canada, et vice-président de l'Est Central commercial.

"M. Charles-Auguste Gascon aussi a été membre du comité d'étude d'un nouveau mode d'administration pour notre ville.

"Très charitable et désireux toujours de servir, dans toute l'acception du mot, M. Charles-Auguste Gascon s'est inlassablement occupé, durant toute sa vie, de toutes les œuvres d'entraide et de charité qui s'offraient à lui. Nulle d'entre elles ne s'est vu refuser son concours et il n'a pas dans ce domaine jamais ménagé ni son temps ni sa peine en tout désintéressement. Très dévoué aux œuvres religieuses, auxquelles l'attache sa formation la plus intime, M. Charles-Auguste Gascon est marguillier-fondateur de sa paroisse.

LE CAS GASCON

Montréal 17 décembre 1938

M. le rédacteur: *Le Petit Journal*

On a discuté beaucoup, depuis lundi soir dernier, sur la signification du vote que Montréal vient d'émettre. 18 déc. 1938

Il est un point cependant qu'on a trop laissé dans l'ombre: celui de la faiblesse extraordinaire du candidat qui s'opposait au dynamisme, aux incontestables talents de tribun de M. Houde.

Si l'on est en droit de dire que la victoire de ce dernier est une victoire personnelle, on peut affirmer, à plus forte raison que l'échec subi par M. Gascon est une défaite bien plus personnelle.

Les gens clairvoyants estiment que les 62.000 électeurs que M. Houde n'a pu rallier ont exprimé un vote négatif: c'est-à-dire qu'ils ont d'abord voté CONTRE M. Houde plutôt que POUR M. Gascon. Car M. Gascon n'a jamais été et ne sera jamais un homme populaire.

Et si l'on en veut la preuve, on n'a qu'à analyser le vote dans le quartier où il tient feu et lieu et exerce son commerce depuis nombre d'années.

Donc, dans Bourget, dans son propre château-fort, M. Gascon a obtenu 1700 votes et M. Houde 2584: soit une majorité pour ce dernier de 984 voix.

Vingt-huit des trente bureaux de votation ont nettement favorisé M. Houde: les deux autres étaient les polls les plus éloignés de l'endroit où demeure M. Gascon. Tous les polls du voisinage de la maison et de l'épicerie de M. Gascon lui ont été franchement adverses.

C'est ainsi que le scrutin, dans les 7 bureaux réunis au No 2031 rue Bordeaux (près Ontario) ont donné une majorité de 200 à M. Houde et dans les 9 bureaux groupés au No 1800 rue Papineau (au sud d'Ontario) la majorité de M. Houde a été de 568.

Voilà qui démontre clairement que M. Gascon ne jouit d'aucune popularité personnelle dans son entourage et chez ses voisins, c'est-à-dire parmi les gens qui le connaissent le mieux.

Pourquoi M. Gascon n'est-il pas aimé dans son quartier? Il ne m'appartient pas, pour aujourd'hui, de répondre à cette question.

Mais ce que je puis affirmer — et les personnes qui ont suivi les assemblées de M. Gascon sont là pour le confirmer — c'est que M. Gascon s'est montré partout au cours de la lutte d'une faiblesse monumentale.

Il s'est contenté de lire les plus divers discours que les plus diverses personnes écrivaient tour à tour

pour lui. Il a produit partout l'effet d'un homme solennel et calculateur qui récitait, sans conviction et d'un ton archi-monotone, des phrases dont il ne paraissait pas très bien saisir toute la portée. Devant ce spectacle de ventriloque sombre, austère et rébarbatif, les salles se vidaient en peu de temps, les contribuables préférant le sommeil dans leur lit à l'assoupissement sur une chaise.

Autre chose: M. Gascon a bien voulu se proclamer un "bon sportsman" au lendemain de l'élection.

Mais nous sommes plusieurs à penser, dans la ville de Montréal, qu'un candidat qui s'efforce (dans une feuille assez quelconque d'ailleurs) de faire retomber la responsabilité de sa DEFAITE PERSONNELLE sur des gens qui l'ont aidé de la façon la plus active et la plus désintéressée n'a pas le droit de se parer d'un si beau titre.

Non, un candidat défait qui, par couardise, enfantillage ou irréflexion, renie les volontaires qui l'ont aidé n'est pas un sportsman. Il en est même tout le contraire.

Certes, je reconnais volontiers à M. Gascon une vie exempoire, une belle et nombreuse famille et toute les apparences d'une grande dignité.

Mais il y a, de par la ville, des milliers d'électeurs qui réunissent toutes ces vertus et même davantage.

Cela ne leur confère pas le titre de sportsman et encore moins les qualifications qui permettent à un citoyen de prétendre à la plus haute magistrature de la cité.

Ce n'est pas un masque qu'il faudra choisir dans deux ans à l'Hôtel-de-Ville c'est un homme.

Bien à vous,

J. B. T.



CHARLES-AUGUSTE GASCON
INDUSTRIEL ET MARCHAND

ILS sont plutôt rares ceux de nos compatriotes dont la carrière offre un plus bel exemple de dévouement, d'intégrité et de succès, que celle de Charles-Auguste Gascon, l'un des hommes d'affaires les plus en vue de la métropole. Candidat à la mairie de Montréal en 1938, il ne connut pas le succès, mais il eut cependant la très grande satisfaction de rallier autour de lui l'adhésion de 63,000 voteurs. Avouons que pour un début politique, c'était plus que consolant. Né à Montréal, le 23 octobre 1885, du mariage de Zotique Gascon, épicier, et d'Agnès, fille de Pierre Deschâtelets, il a fait ses études à l'école Plessis, puis au Catholic High School. A l'âge de 16 ans, en 1901, il entra au service de la maison Hogson Summer and Co. Ltd., où après un stage de neuf ans, il devint voyageur. Pendant trois ans il couvre le territoire ouest de la cité de Montréal. En 1913, il s'associa avec Aimé Dubuc dans l'exploitation d'un commerce d'épicerie et de boucherie, l'un des plus importants de la partie est de la ville. Avant d'être candidat à la mairie il avait fait partie de la commission Brien qui a enquêté sur le chômage. Il a représenté l'Association des Marchands Détaillants du Canada, dans un comité chargé de trouver un mode d'administration nouveau pour la cité de Montréal.

Il est président de la Cie d'Immeubles Ltée, président de J. Christin & Cie Ltée, administrateur des successions Hormidas Dubuc et Joseph Beauchamp, marguillier fondateur de la paroisse Ste-Marguerite-Marie, membre de la Société Saint-Jean Baptiste et Chevalier de Colomb. Il a été président de la section des Epiciers de l'Association des Marchands Détaillants du Canada. Il est président de la section provinciale de l'épicerie et deuxième vice-président de l'exécutif provincial de l'Association des Marchands Détaillants. Lors de son passage au Conseil Lafontaine, il a organisé un orchestre qui existe encore. Avec ses enfants il a formé une chorale à voix mixtes qui se fait entendre dans la paroisse Ste-Marguerite-Marie. En 1930, lors de la canonisation des Sts-Martyrs Canadiens, il a fait un voyage en Europe, visitant l'Espagne, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Suisse, et la Bavière. Elève du célèbre violoniste De Sève, il trouve ses récréations favorites dans la musique instrumentale et vocale. De plus il a toujours été un fervent du tennis. Le 14 janvier 1913, il épousait Rose Dubuc, fille d'Aimé Dubuc, de laquelle lui sont nés quatorze enfants tous vivants. Monsieur Gascon a son domicile à 1873, rue Ontario est, à Montréal.

Des Gascon au théâtre, dans le journalisme, mais...

LE NOM DES GASCON A D'ABORD BRILLE EN AFFAIRES.

par Cloude Asselin

Il y a des années, un adolescent devenait garçon d'ascenseur dans un de ces grands établissements qu'on appelait à l'époque magasins de nouveautés. Qu'est-il devenu depuis? M. Charles-Auguste Gascon, industriel et homme d'affaires, nous raconte sa carrière.

Ses études primaires terminées, Charles-Auguste Gascon, fils d'un épicier de l'est de Montréal, entra au service des marchands Hogdson, Sumner & Cie, maison de commerce brassant des affaires de l'Atlantique au Pacifique. Le vieil édifice s'élevait rue Saint Sulpice, en ce coin pittoresque du Montréal d'antan. Le jeune Gascon, après un très court séjour aux manettes de l'ascenseur, passa rapidement au Service des commandes de la campagne, où il s'occupa au classement par rayons des commandes; besogne ardue, car alors, toutes les écritures s'effectuaient à la main! Puis, il quitta les étalages de tissus, soies, étoffes, toiles, bas, jouets, et le reste, pour le bureau où on l'affecta aux crédits et à la vérification des factures. Là encore, il traduisait les factures de l'anglais au français pour la clientèle des marchands de langue française. On commençait tôt le matin à 8 heures et on finissait à 6 heures le soir!

Pour la vie...

Dans cette entreprise de caractère nettement anglais, le jeune homme de 18, 19 ans apprit la langue et le maniement des affaires. Il se rompit à l'économie... pratiquée avec efficacité par ses patrons; il débuta en effet au salaire de \$100 par an... Quand la maison adopta le dactylographe, ce fut lui qu'on chargea d'organiser la section dite de la ville, nouvellement pourvue de machines à écrire. Enfin, avant de devenir voyageur de commerce du magasin, pour l'ouest de Montréal, il connut l'expérience du comptoir en servant comme commis aux "fancy goods" (parfums, savons). C'est ainsi qu'il vint directement en contact avec les marchands qui venaient acheter au gros. En somme, lorsqu'il quitta l'entre-

prise Hogdson, Sumner & Cie, il possédait d'utiles connaissances qui devaient lui devenir des plus précieuses.

L'épicerie

La semaine de travail au magasin de nouveautés se terminait le samedi midi. Mais Charles-Auguste Gascon, loin de se reposer, aidait son père à l'épicerie familiale qui fermait tard dans la soirée. En 1913, approchant de la trentaine, il épousait Mlle Rose Dubuc, fille unique d'un épicier de l'est également. Or, son beau-père, M. Dubuc, n'étant plus très fort de santé, invita M. Gascon à lui donner un coup de main à son épicerie. Le jeune marié profita donc de la riche expérience de M. Dubuc puisque ensuite, pendant quelque 35 ans, il fut épicier. Animé d'un haut sens civique, il se fit des années durant, promoteur du progrès des épiceries au détail; il prôna la rénovation des magasins et attira l'attention du gouvernement provincial sur maint problème touchant le commerce de l'épicerie. De sorte qu'aujourd'hui, l'Association des Marchands Détaillants du Canada a reconnu les services de son ancien président en le nommant sénateur de l'organisme. Loin derrière s'estompent les années où l'épicerie ouvrait ses portes à 5 h. du matin pour servir aussitôt à une demi-douzaine de clients matinaux leur bouteille de whisky blanc... Plus faible en teneur d'alcool que de nos jours, on le vendait au baril, dans le bon vieux temps. Il y avait aussi les approvisionnements au marché... Il fallait alors, l'hiver, atteler le cheval avant l'aube, presque en pleine nuit, et mener la "sleigh" par les rues enneigées de Montréal.

Musicien...



Volontaire mais affable, M. Gascon est directeur de la société d'assurances "La Sauvegarde", commissaire-censeur de la Banque Provinciale du Canada, et vice-président de la Ligue du Dimanche, en plus de diriger d'importantes entreprises commerciales.

PETIT JOURNAL
FEB 14 1960

Malgré ses occupations, malgré les lourdes charges familiales — la famille Gascon comptait 14 enfants, 10 garçons et 4 filles — le père trouva le temps de répandre le sens et le goût de la musique au foyer. Lui-même avait appris, jeune, le chant et le violon. Aussi, eut-il l'idée originale de former une petite maîtrise groupant ses enfants, on interprétait cantiques et chants religieux, à voix mixtes. Il s'y trouvait tous les registres, tenors, basses, soprani, mais on manquait d'altos, paraît-il.

M. Gascon s'était toujours intéressé à la musique. Jeune homme, il avait fondé un petit orchestre qui louait ses services aux défilés de modes ou, encore, lors de grandes ventes ou d'inaugurations de magasins. L'orchestre jouait de même au théâtre amateur, tantôt aux intermèdes, tantôt au cours des actes. Evidemment, on exécutait le répertoire populaire à la fin du XIXe siècle: le fox, la valse, le "two-step". A la scène, on ponctuait le jeu des acteurs de musiquette sentimentale; par exemple, la Berceuse de Jocelyn pour un bout de scène triste; l'ouverture "Guillaume Tell" de Rossini pour les cavalcades échevelées. Et selon que les engagements

étaient petits ou gros, le nombre de musiciens allait d'un minimum essentiel de 6 ou 5 membres (piano, violon, cornet, clarinette, violoncelle) aux cadres d'un ensemble symphonique d'une trentaine d'exécutants, dont des membres de la famille des musiciens Pelletier.

Patron...

En 1909, M. Gascon devenait co-propiétaire de la société d'eaux gazeuses "Christin". "Depuis ma jeunesse," de déclarer l'homme d'affaires, "j'anticipais le jour où je pourrais devenir maître d'une entreprise bien à moi. Par un concours de circonstances, l'occasion s'est présentée. Mais rien ne se bâtit tout seul. Il faut du travail, sans cesse du travail, une énorme patience et beaucoup d'abnégation. Combien dur j'ai travaillé dans ma vie, je ne saurais le dire," d'enchaîner M. Gascon, étonnamment solide de stature et juvénile de cœur malgré ses 74 ans. "Le travail ne fait pas mourir, loin de là! Mais il faut encore plus: à l'amour du métier, doit s'ajouter un sens aigu de l'économie méthodique. J'en sais quelque



CHARLES-AUGUSTE GASCON
... travail!

(Suite de la page précédente)

chose, car j'ai préché par l'exemple. Il y a en effet un quart de siècle que je dirige la Compagnie Mutuelle d'Immeubles. Est-ce dire que l'économie peut se suffire à elle seule? Non, il faut, particulièrement à certains tournants décisifs, tout risquer, tout miser, mettre dans la balance ses énergies et ses moyens. L'attitude du rentier grippe-sous et prudent montre une absence de générosité et d'enthousiasme. Prenons par exemple l'entreprise Christin, quand je l'ai acquise, je m'y suis voué totalement, sans ménager mes efforts. Je me suis constamment préoccupé d'appliquer les méthodes les plus rationnelles à la fabrication des eaux gazeuses. Moderniser sans arrêt, améliorer les moyens de production, ne jamais se satisfaire des résultats atteints, mais tendre à faire encore mieux, voilà les principes que j'applique."

Education et famille

Le nom Gascon brille notam-

ment dans les affaires, le théâtre, le journalisme.

On pose alors naturellement la question à M. Gascon: "Avez-vous un secret? Avez-vous une façon particulière de préparer à la vie une si nombreuse famille?"

Déjà grand-père de 24 petits enfants, l'homme d'affaires répond posément: "Mes enfants ont opté pour des voies différentes et diverses selon leurs goûts et aptitudes. L'exemple des parents, l'encouragement aux petits qui grandissent jouent un rôle capital; au foyer, nous avons essayé de contribuer à épanouir la personnalité des enfants suivant leurs penchants, leurs talents, mais sans les forcer à se diriger vers telle ou telle voie. Chez mon père, nous étions 9 enfants et dans la famille, on nous donna l'exemple de la cordialité, de l'honnêteté et de la piété. Ce fut une atmosphère semblable qui régna lorsque nos 14 enfants grandirent. A la maison, ils cultivèrent le goût de la belle musique — je vous ai parlé de ma chorale de famille. J'ai pris part et je prends encore part à leurs jeux et ébats: tennis, billard, ping-pong, tournage de films. L'éducation a tenu une place d'honneur. Je n'ai rien négligé, absolument rien négligé pour procurer à mes enfants l'instruction la plus poussée, la plus soignée."

Et sans y penser, tout bonnement, M. Gascon fournit en deux mots la preuve marquante de son désintéressement — il me pardonnera d'en faire mention — "Je n'ai aucun mérite".

GASCON, Claude

B.1241

Document(s) illisible(s)

lors du

microfilmage

LE DEVOIR
OCT 16 1957



CLAUDE GASCON
ADMINISTRATEUR

Monsieur Claude Gascon est né à Montréal le 4 juillet 1925. Après ses études primaires, il entreprit ses études secondaires aux collèges Notre-Dame et Montréal, pour entrer par la suite au service de l'entreprise familiale, la

compagnie de liqueurs douces "Christin", propriété de son père, monsieur Charles-Auguste Gascon.

Aujourd'hui un des administrateurs de la compagnie, il a acquis une expérience enviable pour un jeune homme d'affaires.

En plus de ses occupations à la compagnie "Christin", monsieur Claude Gascon s'occupe de plusieurs activités sociales et culturelles, et il porte une attention spéciale au domaine théâtral. Ex-marguillier de la paroisse Ste-Marguerite-Marie, il s'intéresse aussi aux diverses activités paroissiales.

Jeune et dynamique homme d'affaires il entre dans la politique municipale avec le désir de rendre service à ses concitoyens. Son expérience dans l'administration, ses connaissances culturelles, et son grand dévouement font de monsieur Claude Gascon un homme apte à occuper un poste de conseiller à l'hôtel de ville.

(Suite demain)

GASCON, Jean

B.1242

Remise du premier Prix annuel de la critique à Jean Gascon, du T.N.M.

Jean Gascon est maintenant, comme il le dit, "diplômé". En effet, c'est hier qu'a eu lieu, au cours d'un déjeuner du Cercle de la Critique, la présentation officielle du prix annuel du Cercle à M. Gascon, choisi par les critiques comme étant l'artiste qui a le plus contribué à enrichir notre vie artistique pendant l'année qui vient de s'écouler.

Tenant des mains de S. H. le maire Jean Drapeau le parchemin signe du Prix, M. Gascon a déclaré aussi qu'il l'acceptait "au nom de ses compagnons du T.N.M., sans la collaboration desquels la troupe n'aurait pas eu le succès qui lui méritait cette marque d'appréciation". M. Gascon était accompagné par quelques membres de la troupe.

Le président du Cercle, M. Jean Béraud, en demandant au maire de faire la présentation, a fait remarquer que le Cercle entendait également accorder à M. Gascon un trophée plus substantiel, en l'espèce une pièce de céramique spécialement conçue par l'artiste Louis Archambault.

"Cette année, a-t-il dit aussi, le Cercle, qui comprend les critiques de tous les arts, n'a accordé qu'un seul prix, mais s'il était l'an prochain jugé bon d'offrir un prix à un représentant de chaque art, il faudrait sans doute encore demander l'aide du maire de Montréal, comme tout le monde !..."

M. Drapeau, répondant à cette adresse, a d'abord félicité les critiques de s'être groupés, ce qui correspondait, a-t-il dit, à un besoin depuis longtemps ressenti. Il a ensuite félicité les critiques pour avoir jugé bon d'ajouter à leur rôle habituel celui d'effectuer annuellement une "consécration". Il a aussi fait remarquer qu'il se sentait très touché de voir comment deux des membres qu'il avait choisis pour son Conseil des Arts avaient été honorés, M. Gascon par le Cercle et M. Jean Michaux, architecte, par un concours officiel à Vancouver.

Commentant les raisons qui

l'amenaient à accepter de participer à cette présentation d'un prix artistique, M. Drapeau a réitéré son sentiment de la nécessité d'accorder une indépendance économique aux arts, qui sont une des structures essentielles de la vie économique d'une cité. Il a voulu aussi répondre à ceux qui lui reprochent l'existence de taudis à chaque fois qu'il parle de l'importance de la vie artistique, en déclarant qu'il ne peut pas concevoir les arts comme différant des autres activités essentielles de la vie civique. A la fois il ne les voit pas comme devant être négligés, ni comme devant être placés au-dessus de tout.

Jean Gascon recevant le prix du Cercle de la Critique

La Presse 12 avril 1955



C'est S. H. le maire Jean Drapeau qui a fait les honneurs au Cercle de la Critique hier. On le voit ici au moment où il présentait à M. Jean Gascon, directeur du Théâtre du Nouveau Monde, le parchemin signifiant que le Cercle lui a accordé son premier Prix annuel, "pour services rendus aux arts". On aperçoit entre les deux le président du Cercle de la Critique, M. Jean Béraud. — (cliché LA PRESSE).

Théâtre - artiste
Jean Gascon

Remise du prix "Victor Morin" à Jean Gascon

C'est demain qu'aura lieu la remise officielle du grand prix de théâtre "Victor Morin", créé récemment par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et décerné à M. Jean Gascon. Ce prix constitue, comme l'on sait, l'un des premiers et des plus importants prix de théâtre — sinon le premier — au Canada français.

Son premier lauréat, M. Jean Gascon, est un comédien de haute réputation et la SSJB en lui décernant le premier et insignifiant honneur a voulu signaler "son activité persévérante et efficace dans le monde du théâtre canadien-français".

La remise du prix à M. Gascon se fera au cours d'un banquet organisé en son honneur et qui se déroulera à l'hôtel Ritz-Carlton, à 7 heures du soir. M. Gascon sera à la fois l'hôte invité et le conférencier à ce banquet.

Théâtre
Jean Gascon

Il a reçu, hier, le prix Victor Morin, de la SSJB M. Gascon souhaite la venue d'un théâtre qui soit l'image idéale de notre peuple

"Il faudrait que notre théâtre devienne le microcosme de notre société, une image révélatrice de ce que nous sommes, de ce que nous pourrions ou voudrions être. Il faut s'efforcer de toucher le grand public dans ce qu'il a de meilleur, sans jamais sacrifier à la qualité et à la dignité. Il faut que nous sachions exactement qui est notre peuple et travailler pour lui. C'est ce dont je rêve maintenant et ce devrait être le programme de travail de la prochaine décennie".

C'est en des termes fort énergiques que M. Jean Gascon, directeur de l'École nationale de théâtre et de la Compagnie du Théâtre du Nouveau Monde a prononcé une allocution hier, quelques instants après avoir reçu le prix Vic-

tor Morin de la Société Saint-Jean-Baptiste, pour les services qu'il a rendus au théâtre canadien-français.

Quel sera le théâtre de demain du Canada français? Pour sa part, M. Jean Gascon souhaite "qu'il soit écrit par des poètes dramatiques et qu'il trouve au moment voulu les interprètes et le public qu'il mérite. Car ce théâtre, il faut qu'il soit populaire, c'est-à-dire, il faut qu'il s'adresse à tout le peuple".

L'homme de théâtre ajoute que la tâche des Molière et des Shakespeare était sans doute plus facile que celle qui attend nos dramaturges, parce qu'ils vivaient dans une société unifiée et plus statique. Nous, qui sommes bouleversés, ballotés, ballottés, nous avons plus de difficultés à nous adresser à nos contemporains qu'ils n'en avaient à leur époque.

Théâtre - art -
Jean Gascon

Il a reçu, hier, le prix Victor Morin, de la SSJB M. Gascon souhaite la venue d'un théâtre qui soit l'image idéale de notre peuple

"Il faudrait que notre théâtre devienne le microcosme de notre société, une image révélatrice de ce que nous sommes, de ce que nous pourrions ou voudrions être. Il faut s'efforcer de toucher le grand public dans ce qu'il a de meilleur, sans jamais sacrifier à la qualité et à la dignité. Il faut que nous sachions exactement qui est notre peuple et travailler pour lui. C'est ce dont je rêve maintenant et ce devrait être le programme de travail de la prochaine décennie".

C'est en des termes fort énergiques que M. Jean Gascon, directeur de l'École nationale de théâtre et de la compagnie du Théâtre du Nouveau Monde a prononcé une allocution; hier, quelques instants après avoir reçu le prix Vic-

tor Morin de la Société Saint-Jean-Baptiste, pour les services qu'il a rendus au théâtre canadien-français.

Quel sera le théâtre de demain du Canada français? Pour sa part, M. Jean Gascon souhaite "qu'il soit écrit par des poètes dramatiques et qu'il trouve au moment voulu les interprètes et le public qu'il mérite. Car ce théâtre, il faut qu'il soit populaire, c'est-à-dire, il faut qu'il s'adresse à tout le peuple".

L'homme de théâtre ajoute que la tâche des Molière et des Shakespeare était sans doute plus facile que celle qui attend nos dramaturges, parce qu'ils vivaient dans une société plus unifiée et plus statique. "Pour nous qui sommes bousculés, triturés, ballottés constamment par des bouleversements terrifiants... pour nous qui, haletants, n'arrivons plus à suivre la course effrénée à laquelle se livrent les grandes forces économiques, la tâche ne sera pas facile".

M. Gascon a fait une violente sortie, au début de son exposé, contre la paresse intellectuelle. "Tout autour de nous, a-t-il dit, à longueur de journée, on nous vante le confort et la paresse. L'idée de l'effort intellectuel est rejetée comme étant d'un âge révolu. Le tout-mâché, le tout-digéré devient le critère de la qualité. La philosophie, la science, l'art ne nous sont plus proposés que sous forme de digest. Bientôt on nous présentera la culture sous forme de pilules. Nous devons nous défendre avec acharnement contre ce système abêtissant. Nous devons choisir nous-mêmes les aliments qui vont nous nourrir, rejeter ce qui n'est pas bon, nous gorger de ce qui nous est bénéfique."

Il a dit que ce qui éloigne le public de nos salles de théâtre, c'est "le goût pour la facilité, la peur de l'effort et le confort des fesses".

J. Gascon
St-Jean-Baptiste

①

Jean Gascon
"réalisera" le défilé
de la St-Jean.



● Jean Gascon, ame dirigeante du Theatre du Nouveau Monde a accepté la direction générale du prochain défilé de la St-Jean-Baptiste. Il sera responsable de la conception, de la réalisation et de la "mise en scène" de ce défilé, qui a fait peu ou novice cette année et a remporté un succès sans précédent. Son bras droit sera M. Paul Buissonneault, responsable des roulettes, des théâtres ambulants, etc., au Service des Parcs de la Cité de Montréal.

Jean Gascon

Jean Gascon est nommé directeur à Stratford

STRATFORD, Ont. — M. Jean Gascon, co-fondateur et directeur artistique du Théâtre du Nouveau-Monde, vient d'être nommé directeur associé du Festival shakespearien de Stratford.

M. Gascon a dirigé la "Comédie des erreurs" lors de la saison artistique de 1963.

M. Michael Langham, directeur artistique du Festival de Stratford, annonce que M. Gascon, qui a dirigé durant la saison artistique 1963 la "Comedy of Errors", montera "Le bourgeois gentilhomme", de Molière, qui sera jouée l'été prochain.

Cette pièce sera également présentée le printemps prochain à Chichester, Angleterre, durant les célébrations qui marqueront le quatrième centenaire de la naissance de Shakespeare.

JEAN GASCON devenu depuis quelques années grand voyageur, du théâtre, reviendra-t-il à ses anciennes amours, le Théâtre du Nouveau Monde ? Cette question, plusieurs se la posaient et il y avait effectivement matière à point d'interrogation sérieux.

Pris dans une kyrielle d'organisations, faisant voyage sur voyage, Jean Gascon était devenu presque inaccessible au moment même où Jean-Louis Roux abandonnait le théâtre, du moins pour un certain temps, et où l'autre pilier du TNM, Guy Hoffman, manifestait l'intention de réduire un peu ses activités théâtrales pour des raisons de santé.

Il a reçu des offres de New York et d'ailleurs, il est directeur associé du Festival de Stratford en Ontario, directeur exécutif de l'École nationale de théâtre et directeur artistique du théâtre du Nouveau Monde dont il s'était quelque peu éloigné depuis quelque temps.

Alors que le TNM annonce des réformes profondes à ses structures, que fait Jean Gascon ? Où va-t-il se donner le plus ? Nous le lui avons demandé alors qu'il revenait tout juste de Vancouver, après avoir participé avec la troupe de Stratford, au festival de Chichester en Angleterre, à l'occasion du 400^e anniversaire de la naissance de Shakespeare.

Déjà, il nous a dit qu'il ne sait absolument plus comment il faisait pour mener tout cela de front...

— Mais alors, vous et le TNM, qu'est-ce qui se passe ?

— Bien, chose certaine, je vais consacrer beaucoup plus de temps que je ne l'ai fait dernièrement au TNM, quitte à relâcher certaines autres activités. Après cette période de lassitude par laquelle est passé le TNM depuis environ trois ans, il faut du leadership à tout prix. Il faut faire avancer la barque, donc il faut un timonier. Remarquez que cela ne veut pas dire que je vais mener tout seul, au contraire. Je vais tenter, c'est déjà commencé d'ailleurs, de trouver des collaborateurs nouveaux et plus nombreux. Il n'est pas trop bon d'être toujours dirigé par la même personne.

— Les offres de New York...

— J'ai été tenté à un moment, de devenir une manière de pigiste de la mise en scène, ce qui est très intéressant quand on est rendu à un certain âge, mais j'ai pensé finalement que j'avais assez de l'intermédiaire de Stratford, et que cela suffisait pour me sortir de la routine, si jamais il y avait routine.

— Non, je reste ici, je reste ici à moins que ce "re-départ"

DE RETOUR DE CHICHESTER JEAN GASCON REDEVIENT LE "TIMONIER" DU TNM

*"Nous espérons
pour bientôt
un théâtre fait
à notre mesure"*

du TNM ne débouche sur rien. J'ai mes racines ici, le TNM aussi, nous jouons pour une société que nous connaissons, dont nous sommes partie ; c'est normal que je demeure ici. D'ailleurs je me suis déjà mis au travail ; j'arrive pour préparer le répertoire ; nous sommes actuellement en période de lectures."

Sonnerie de téléphone. C'est important. Ce sera très court et ça se résumera à peu près à ceci : "Impossible demain, je suis à New York. Vendredi ? A New York encore... et samedi à Ottawa... téléphone dimanche, on verra". Et il débranche le téléphone qui n'en finissait plus de sonner.

— Qu'est-ce que c'est, au juste, ce "re-départ" du TNM ?

— Ça comprend plusieurs choses : nouvelles structures, nouveaux collaborateurs, projets, espoirs, etc.

"Par exemple, au niveau des collaborateurs, ça se précise. Hoffman ne nous quittera pas. Il va réduire ses activités mais il occupera quand même un poste important puisqu'il sera le directeur des productions. Il ne sera pas obligé de jouer à tous les soirs sans arrêt... Il y a aussi Jacques Languirand qui occupera le poste de "dramaturge ; en fait il aura de

grandes responsabilités sur le plan artistique et sur celui des relations avec les auteurs ; il travaillera aussi à l'orientation de la compagnie, au secrétariat et enfin, aux relations extérieures, une chose qui nous a toujours beaucoup manqué."

— Et ces nouvelles structures ?

— Ça, c'est très important, c'est un point tournant. La compagnie n'est plus une compagnie privée ; elle n'appartient plus à des individus. En fait, le TNM est devenu une compagnie sans but lucratif, donc, il appartient à tout le monde. Nous allons mettre sur pied un bureau de gouverneurs qui verra aux charges financières du TNM, qui prendra les décisions quant aux dépenses importantes et qui essaiera d'assurer un avenir solide à la troupe. A cela, se greffera un secrétariat général et un comité de lecture. Ces quelques réformes, je pense, vont nous permettre de définir une orientation plus nette de la compagnie sur le plan artistique. A faire productions après autres productions, comme cela, en série, on devient un peu comme des marchands de soupe. Il nous faut repenser le répertoire. Déjà nous envisageons du travail de recherches, du travail en collaboration avec

des auteurs, la création d'un laboratoire où on pourra tenter des expériences ; et si tout va bien, des recherches en scénographie.

— Le répertoire se précise-t-il ?

— En fait, nous recherchons un répertoire de qualité, qui de plus, pourrait attirer. Car ces grands spectacles, il faut bien que nous les fassions, c'est notre boulot à nous de les faire. Mais aux grands spectacles nous voulons juxtaposer une ébauche de répertoire expérimental, disons 3 ou 4 pièces que nous jouerons moins longtemps. Une chose absolument primordiale, il ne faut pas, il ne faut pas justifier le répertoire par les recettes.

— Lorsque le TNM a été fondé, n'était-ce pas dans le but de créer une compagnie permanente qui ait sa maison de théâtre ?

— Certainement, et ça l'est toujours autant. C'est parce que nous avons pas réussi après plus de dix ans de travail qu'on a pu sentir cette lassitude dont je parlais tantôt. On se demandait : "Où est-ce qu'on s'en va?". Et nous n'avons pas pu déboucher sur ce qu'on pourrait appeler un avenir souriant. Je sens cependant que nous sommes maintenant assez près



photos Paul-Henri Talbot. LA PRESSE

de réaliser nos objectifs premiers, c'est-à-dire une compagnie permanente, dans sa propre maison de théâtre. Pourquoi? A cause de certains facteurs dont je ne peux parler encore... et aussi parce que les gouvernements de plus en plus se rendent compte de la nécessité d'avoir une ou plusieurs maisons de théâtre. Ils le réalisent très bien, mais ils n'ont pas d'argent en ce moment. Il y a aussi les fêtes du centenaire qui arrivent et l'Exposition universelle. Je crois que cela va nous donner un grand coup de pouce et j'espère aussi que dans les projets officiels, on trouvera une place pour nous.

—Alors la rumeur selon laquelle vous déménageriez vos pénates au Théâtre National?

—Il est certain que nous voulons quitter l'Orpheum; le loyer grève notre budget d'une manière terrible, mais relativement au Théâtre National, il n'y a rien de fait.

—Je crois fermement que le TNM aura sa maison de théâtre d'ici peu d'années; il serait idiot de réaménager un ancien théâtre alors que nous espérons pour bientôt un théâtre fait à notre mesure.

—Votre camarade Jean-Louis Roux disait dernièrement que le théâtre d'ici allait mourir avec son public bourgeois si on ne parvenait pas à trouver un nouveau public. Qu'en pensez-vous?

—Il y a énormément de vrai dans ce que Roux dit. En ce moment, on plafonne, on n'avance pas. C'est notre faute beaucoup et c'est aussi la faute du public. Maintenant, le théâtre qui marche est le théâtre pour bourgeois qui ne s'adresse qu'à une partie très marginale de la population. Mais personne n'a tenté ici de trouver un répertoire valable. Nous voulons un nouveau public, il va nous falloir partir dans l'inconnu.

—Par exemple, lorsque Planchon a commencé en province, il est parti à l'aveuglette, comme un Don Quichotte. Il s'est "accroché" des auteurs; il s'est occupé de la jeune génération. Je pense que pour nous, le temps est vraiment venu de nous demander à qui nous nous adressons et à qui nous voulons nous adresser. Il faudrait que les auteurs de talent se posent la même question...

—Les réductions aux syndiqués ont-elles eu un effet sérieux?

—Disons que ça "marchotte". Quand c'est un succès populaire, ils viennent. Je trouve que c'est un moyen inefficace. Nous ne sommes jamais allés les voir. Nous n'avons jamais discuté avec eux, nous ne leur avons jamais demandé ce qu'ils désiraient.

—Les usines, ça vous dit quelque chose?

—Certainement, je désire ardemment que nous allions y jouer, mais là encore, il y a une question de temps et une question d'argent. Lorsque nous serons établis, nous devrons avoir, un peu en marge de la compagnie, un théâtre expérimental qui "sortirait".

—Le répertoire n'aide peut-

être pas beaucoup dans cette recherche d'un nouveau public?

—A peu près toutes les troupes ici jouent un même répertoire de qualité qui suit de très près celui de Paris. Nous n'avons pas les moyens et le temps de chercher autre chose, de nous arrêter et de trouver une solution, du moins pas dans la situation actuelle. Nous sommes pris dans l'exploitation et nous devons faire bon an mal an des spectacles au cours d'une période de 10 ou 11 mois.

—Les jeunes qui, en ce moment, sont dans une "fièvre théâtrale", il me semble que vous les avez un peu perdus...

—Oui, je pense qu'on les repousse un peu. Ils ne se sentent plus chez eux. Nous avons beaucoup négligé l'orientation artistique du TNM et puis, on avait l'impression que ça ne déboucherait sur rien. Mais il n'y a pas de raisons pour qu'ils nous boudent tant que cela... Le répertoire qu'ils aiment actuellement, Arrabal, Beckett, Ionesco, etc, j'ai l'impression que c'est de l'antirépertoire... ça les bouscule.

—Je crois énormément à la création collective et je pense qu'il y a là une ébauche de solution. Il nous faudra faire de la recherche, mais de la recherche en groupe, avec des auteurs, avec des sociologues, et nous pourrons peut-être atteindre des formes nouvelles. Tenez, je suis allé à Prague dernièrement. J'étais complètement surexcité; ils en font là-bas de la recherche, diverses formes de plateaux, des écrans synchronisés, l'intégration du cinéma à la scène. C'est ce que nous devrions faire ici...

—Parlons des expériences récentes. Vous revenez de Chichester en Angleterre où vous avez participé avec la troupe de Stratford à un festival organisé à l'occasion du 400^e anniversaire de la naissance de Shakespeare...

—Oui, nous y avons présenté "Le Bourgeois gentilhomme" dont j'avais fait la mise en scène et qui sera repris cet été à Stratford avec quelques modifications.

—Nous avons joué sur une scène conçue selon le même principe que celle de Stratford, un théâtre ouvert. D'ailleurs ce fut une expérience assez fantastique que de jouer Molière en anglais et, qui plus est, sur une scène ouverte, alors que Molière est pensé pour la scène à l'italienne. J'ai eu quelques hésitations. Il est impossible de tricher sur une scène ouverte, on ne peut rien masquer; les spectateurs nous entourent presque complètement. Ce fut un travail passionnant; ça m'a révélé une tout autre manière de voir Molière. Et la réaction a été extrêmement bonne. Une réaction d'autant meilleure que même le directeur du théâtre, Laurence Oliver, et ceux qui l'avaient bâti, ne croyaient pas à cette forme de plateau qui avait très mauvaise réputation. Et pour eux, ce fut une révélation très importante, la plus importante même."

Gil Courtemanche

Dirigé
par
Jean Gauthier

■ ■ ■

Doctorats honorifiques décernés à deux Montréalais

Le Premier ministre Lester B. Pearson sera l'une des six personnalités qui recevront des doctorats honorifiques de l'université McGill lors de sa collation de grades du printemps, le vendredi, 28 mai. Monsieur Pearson prononcera le discours de circonstance.

L'université confèrera également des grades honorifiques à deux Montréalais éminents: Son Honneur le maire Jean Drapeau, c.r. et monsieur Jean Gauthier, l'une des personnalités du monde canadien du théâtre.





FRANK SCOTT



JEAN GASCON

Le Prix Molson à Jean Gascon et Frank Scott

OTTAWA — Le Conseil des Arts du Canada annonce l'attribution du Prix Molson à deux Montréalais : Jean Gascon, homme de théâtre, et Frank Scott, professeur de droit constitutionnel à l'Université McGill. Ils recevront chacun une somme de \$15,000 à l'occasion d'un dîner de gala qui sera offert par le Conseil des Arts le 22 novembre prochain.

Âgé de 43 ans, Jean Gascon est l'une des personnalités les plus en vue du monde du théâtre au Canada. Tant à titre de comédien que de metteur en scène, il s'est distingué dans un grand nombre de spectacles et il jouit d'une réputation internationale. Il cumule actuellement les fonctions de directeur artistique du Théâtre du Nouveau Monde (dont il fut l'un des fondateurs et, pendant longtemps, l'âme dirigeante), de directeur associé du Festival shakespeareien de Stratford et de directeur-fondateur de l'École nationale de théâtre.

Frank Scott, âgé de 66 ans, est un constitutionnaliste réputé, un écrivain et un poète. Il a été, pendant trois ans, doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, où il continue aujourd'hui à enseigner le droit constitutionnel. Il est l'auteur de nombreuses études et articles, notamment sur des questions constitutionnelles et sociales et sur la politique étrangère du Canada. Il a également publié plusieurs ouvrages de

poésie et traduit des œuvres de Saint-Denis Garneau et Anne Hébert. Il est membre de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Le Prix Molson fut créé il y a deux ans grâce à un don de \$600,000 accordé au Conseil des Arts du Canada par la Fondation Molson. Ce prix a pour objet de signaler et d'encourager les contributions exceptionnelles à la vie artistique et intellectuelle du Canada ou aux bonnes relations entre le Canada français et le Canada anglais. Il est destiné "à des personnes qui, par leurs œuvres, ont rendu au Canada, dans le domaine des arts, des humanités ou des sciences sociales, des services jugés assez remarquables pour ajouter au patrimoine culturel ou intellectuel du pays ou pour constituer un important facteur de compréhension et d'amitié entre Canadiens d'origine française et Canadiens d'origine anglaise."

Pour y être admissible, il faut être citoyen canadien, être âgé d'au moins 35 ans et d'au plus 70 ans, avoir travaillé au moins dix ans dans sa spécialité et y être reconnu comme une autorité. Chaque prix est de \$15,000, et le titulaire a toute liberté de l'utiliser à sa guise.

L'an dernier, le Prix Molson avait été attribué au poète Alain Grandbois et à l'historien Donald Creighton.



BISHOP'S CONVOCATION: Jean Gascon, right, artistic director of the Stratford Festival, was one of six Canadians awarded honorary doctorates Saturday at a special convocation held at Bishop's University to mark the open-

ing of the new Centennial Theatre. Degrees were conferred by the chancellor of the university, Justice Douglas Abbott, shown here with Mr. Gascon.

(Gazette Photo Service)

Honorary Degrees Awarded At Bishop's Convocation

LENNOXVILLE—Six Canadians received honorary degrees for contributions to the arts at a convocation marking the opening of Bishop's University's Centennial Theatre here over the weekend.

The degrees — doctorates in civil law — were awarded to Robertson Davies, author, publisher of the Peterborough Examiner, and master of Massey College, University of Toronto; Celia Franca, artistic director of the National Ballet of Canada; Jean Gascon, artistic director of the Stratford Festival and co-founder of Montreal's Theatre du Nouveau Monde; Guy Roberge, former chairman of the National Film Board and now Quebec's agent-general in Britain; A. J. M. Smith, poet; and tenor Jon Vickers.

The ceremony was presided over by Hugues Lapointe, lieutenant governor of Quebec who officially opened the Centennial Theatre.

Mr. Lapointe said it was commendable of university officials to have built the theatre at a time when its opening would coincide with

Canada's Centennial year.

"The executives have shown in this manner that the university wanted to participate, tangibly in this important anniversary," he said.

"It is equally praiseworthy of Bishop's University to underline Canada's bicultural character by honoring two Canadians of French origin today," he added.

The Centennial Theatre —

By Claude Arpin

a \$1,250,000 project capable of seating 580 — comes after eight years of planning and fund-raising and is described by university officials as a building that can serve as a cinema, lecture room and concert hall.

Built according to the specifications of Bishop's director of drama, Professor Arthur Motyer, the theatre has been designed to adapt to all stage productions — from the elaborate Elizabethan plays to the more austere theatre of the absurd.

It offers actors a proscenium stage, a semi-circular Greek-style orchestra area, and an imitation Stratford thrust platform stage.

The first major production in the Centennial Theatre will be "The Knight of the Burning Pestle", a satire on knight errantry by Elizabethans Beaumont and Fletcher. The play is scheduled for March 2, 3, and 4.

CE DOSSIER
CONTIENT
DES
DOCUMENTS ORIGINAUX.

ILS SONT CONSERVÉS DANS
LE FONDS DU SERVICE DU
GREFFE (VM6)

LE DOCUMENT SUIVANT
EST ILLISIBLE

1244

MEMORIAL NECROLOGIQUE.

M. PHILIPPE ADVERT DE GASPÉ.

Il s'est éteint, hier, en notre ville, un homme qui, à un âge où ses semblables songent à mourir ou assistent à la ruine de leurs facultés intellectuelles, s'est fait un nom célèbre dans les lettres canadiennes. En effet, c'est à Gaspé, ce rare talent de contour, chez M. de Gaspé, au sein du froid des années fait tomber la plume des mains du plus rude ouvrier de la penne, que ce vieillard a commencé à écrire dans un style plein de vigueur, parfaitement dégagé et très-coulant, tout comme si l'auteur eût été dans toute l'ardeur de la jeunesse.

Arrivé aux limites extrêmes de son existence, il a pris au regard sur le passé, et il lui a paru poétique de narrer à la génération, au milieu de laquelle il vivait comme le représentant d'un autre âge, des scènes d'autrefois, de peindre les mœurs, les coutumes de nos ancêtres. C'est à ce dessein que nous devons deux ouvrages, qui jouissent d'une popularité bien méritée: les Anciens Canadiens et les Mémoires.

Dans ces livres, M. de Gaspé a exploité une mine féconde. Sa longue existence lui a permis de voir se dérouler sous ses yeux tous les événements qui remplissent la domination anglaise en Canada. Quand le siècle où nous vivons commence, il touchait à sa quinzième année. Il a donc été témoin de toutes nos luttes politiques, de nos combats pour conserver notre existence. Il a vu l'attitude des fédéralistes de l'Angleterre et des écoliers anglais, en face des vainqueurs, le froideur et la distance qu'ils se témoignaient; les premiers contacts de ces éléments hétérogènes, les commencement d'une espèce de fusion, ou d'un rapprochement signifié par les deux ennemis, quand les nécessités de la vie, le besoin de nouer des relations de société l'exigèrent, enfin il a vu le petit peuple canadien bien faible, bien abattu, à la conquête, se développer avec une énergie sans pareille en dépit de mille difficultés.

L'esprit fin et délicat, observateur plein d'intelligence, usant de la vie comme un grand seigneur, répandu, grâce à la distinction de ses manières, et à sa famille, dans le monde officiel, à même de jeter un coup d'œil sur la bourgeoisie et la classe populaire, M. de Gaspé a peint avec vérité et exactitude le tableau si varié que présente l'histoire des soixante dernières années. Il a fait revivre les scènes du temps passé, pour les photographier. Ce cachet de vérité, et de naturel, est abandon dont son style poète l'empreinte, répandit sur ses ouvrages un charme extraordinaire. Aussi, tout que les Canadiens auront le culte de leurs ancêtres, tant qu'ils ont des histoires et les luttes, l'histoire rétrospective, et mise en relief d'une façon saisissante, seront le don de Gaspé et les Anciens Canadiens, c'est-à-dire, qu'ils auront autant que la langue française dans la Province de Québec.

Pendant ces dernières années, M. de Gaspé vivait à Québec, théâtre où s'est écoulée sa jeunesse et qu'il a si bien décrit. Il paraît avoir eu mille de nous comme un dévouement d'un autre âge, comme un chaton qui nous se lail à la veuille morte. Il nous rappelle tout un monde d'hommes illustres, les gouverneurs anglais, nos grands évêques, nos hommes politiques qui ont agi et vécu sous ses yeux.

Presque chaque jour M. de Gaspé se promenait dans nos rues. Qui n'a pas admiré ce vieillard qui se courbait lentement vers la tombe, errant par notre ville. On eût dit qu'on jetait un coup d'œil distrait à droite et à gauche, il retourrait vers le passé, pour le comparer au présent. Sa pensée devait faire des rapprochements bien curieux.

Dans la publication de ses ouvrages, M. de Gaspé était devenu populaire, c'était une livrairie, un personnage qui s'avait et le physionomie et le caractère de tout le monde. Aussi c'est avec regret que notre ville a appris sa maladie, qui ne faisait que trop pressager sa fin prochaine. Il a été au-delà, lentement dans la mort, conservant jusqu'à la dernière minute l'usage de ses facultés et s'en servant pour dire adieu à sa famille et adorer et prier

avec une grande ferveur. Dieu devant lui, qui il sentait qu'il allait paraître. M. de Gaspé est mort chez M. le juge Rivest, ses restes seront transportés mardi prochain, à Saint-Jean-Port-Job, où ils seront inhumés. Journal de Québec.

La Minerve, 24 Fev. 1871

By EDGAR ANDREW COLLARD
20 Avril 1950
THE DEBTORS' PRISONS PRISONS

Wretched Servitude

In October, 1812, William Reid, the jailor of Quebec, offered a reward of £20 for the capture of a debtor. The debtor was named James Johnson, alias James Hickson, and he had escaped from the common jail of the District of Quebec during the night. He was described as being remarkably bow-legged, very talkative, very lively, animated in his discourse, and speaking in the true Cockney dialect.

Such advertisements were not unusual in those days. Imprisonment for debt was the law of the land. And it was an ancient law in Canada. As early as 1667, under the French Regime, "la contrainte par corps" was instituted by an "ordonnance." With the beginning of the British Regime about a century later, the laws against debtors became far more stringent, following the greater severity of the English practice.

In the year 1769 the Attorney General, Francis Maseres, wrote that the greater stringency of the English law concerning "arrests of the body for debt" had "a good deal surprized and alarmed the Canadians upon its first introduction." But he believed that "many persons of good sense and character" among both the French and English citizens were agreed that hard laws were necessary. After all, the business of the colony had to be transacted largely on credit, and there were undoubtedly a good many borrowers of a "knaveish and trickish disposition." The creditors, it was felt, should have the right to put such irresponsible borrowers behind bars.

But the sufferings caused by this law were noted in the same year by a committee appointed "to take into Consideration the State of the Administration of Justice under the Justices of Peace in this Province." This committee, headed by Chief Justice William Hey, reported that the practice of imprisoning debtors to secure "payment of ever so small a debt" was having "sad Consequences," and was resulting in "wretched Servitude." Under the operation of the law the jails were "constantly filled with numbers of unhappy Objects, and whole families reduced to beggary and ruin."

'May This Prison Separate. . .'

Yet imprisonment for debt, despite various mitigations, was to continue in force in Canada until the middle of the 19th century. Some notable personages, of high social rank, found themselves under the same roof as the malefactors. One of these was Philippe Aubert de Gaspé, son of Hon. Pierre Ignace de Gaspé, a member of the Legislative Council of Lower Canada.

An order for his arrest was issued by his creditor, but some 18 months were to pass before it was put into effect. For Aubert de Gaspé, these 18 months were a long period of mental torture. Later, in "Les Anciens Canadiens" he wrote: "Can you imagine a torture more cruel than that inflicted on a man with a large family, who through 18 months must tremble at the least noise he heard, and shudder at the sight of every stranger, suspecting always that any stranger might be bringing the order to shut him away from all that was most dear! It astonishes me that I did not give way under the strain of such terrible anxiety."

At length the stranger came, bearing the fateful order. Aubert de Gaspé was taken to the jail that

stood in the little square off Ste. Anne street, in Quebec, as it stands today (though now housing the cultural activities of the Quebec Literary and Historical Society).

As he passed under the doorway of the jail, his eyes fell upon a curious Latin inscription: "Carcer iste honos a pravis vendicare possit." ("May this prison punish the wicked from the good!") Aubert de Gaspé was to meditate upon this inscription during his long imprisonment. He felt it bitterly ironic, when applied to himself. His wickedness had consisted only in signing as a guarantor for a debt incurred by a friend. He now knew that advantage had been taken of his youth, and his lack of experience in business, and his innocent desire to be helpful. But while he was confined in prison, the person that who had actually incurred the debt went free.

For some three years Aubert de Gaspé was kept in the Quebec jail, where he could hear the carriages clattering by over the cobble stones of Ste. Anne street and could look through the bars to see the lights in the windows of the houses crowded nearby. Two of his children fell seriously ill, and the doctor would visit him in prison to tell him that there seemed little hope that they would live. In his prayers Aubert de Gaspé would cry out: "Draw nigh and behold if there is any misery like unto mine!"

Not until Sept. 18, 1841, did the legislature pass "An act for the relief of Philippe Aubert de Gaspé." The prisoner was to be released. One of the reasons for this act was the recognition that "the health of the said Philippe Aubert de Gaspé appeared to be materially impaired by his long confinement."

But the release was not without its conditions. The prisoner had to agree to "surrender all his property of every description, towards satisfying the aforesaid debt," and he was forbidden to set foot outside the District of Quebec until the last of the debt had been paid.

Bail to the Limits

This regulation, that permitted debtors to move about within certain limits, was really a milder form of confinement. In Toronto an area around the jail was marked out by a series of posts, painted blue, and tipped with a dab of white. These posts extended around the most populous part of the town and ended, at either extremity, at the waters of the bay. Any debtor who had given "bail to the limits" could move about within these posts but could not pass beyond them without incurring the risk of close confinement.

One of those who had posted "bail to the limits" was Sir Allan Napier MacNab, Bart., the great Tory leader in the days before Sir John A. Macdonald. When he was a young student at law in Toronto, Sir Allan was incurring debts recklessly as he did in his old age, amid the splendors of Dundurn Castle in Hamilton. It is said that when he and other young law students were strolling about the town, MacNab would stop short when he came upon one of these painted posts and he would at once retrace his steps. As one writer observed: "His perambulations were thus restricted within a somewhat limited radius."

Within the jails, the debtors were sometimes regarded as gentlemen in distress and were accorded more than customary courtesies. There

was special provision for debtors in the old Montreal jail on Notre Dame street east (now the offices and store house of the Quebec Liquor Commission). Rev. Newton Bosworth described the jail in 1839. "The whole of the third story," he wrote, "is occupied by the Debtors' bed-rooms and day-rooms—33 of the former, and three of the latter. The walls and ceilings of these rooms are all plastered and the doors neatly paneled."

It appears, in fact, that the debtors did not have to rub shoulders with the commoner sort of prisoner even when attending chapel. The chapel was so constructed that the debtors entered by a door of their own. Once inside the chapel, they found themselves in a partitioned section, where they could see the pulpit and the preacher, but where they caught no glimpse of the other prisoners who were actually attending the same service.

More than this, it appears that the keeper of the jail made a practice of sitting down at table with the debtors—a practice somewhat like that of the ship's captain sitting at table with his select passengers.

Yet the debtor's lot in prison could be one of great misery. In 1811 a Philanthropic Society was founded in Halifax for the express purpose of giving charity to imprisoned debtors. Each member of the society paid a fee of 12 shillings, "exclusive of any voluntary additions his feelings may dictate." Two members were elected monthly for the purpose of visiting the jail "and relieving such of its miserable inmates who are confined for debt without the means of procuring subsistence."

'Can't Hunt in There!'

The imprisonment of a debtor could be indefinitely prolonged, as he had no way of earning the money needed for his release. Philippe Aubert de Gaspé used to tell a story to show the futility of the penalty. It was a story about an Indian who, for several years, had noticed a vast building, of forbidding appearance, with high walls and barred windows. He often wondered what sort of building it could be.

One day he met a judge. "Pale face," he said, "could you tell me what that big wigwam is for?"

The judge replied: "There is where they lock up the redskins who refuse to pay the beaver skins they owe to the merchants."

The Indian looked again at the building. When he saw that there was no way to get out, he burst out laughing. Turning to the judge, he said: "But Indians can't hunt beaver in there!"

Imprisonment for debt was brought to an end in 1849. The bill to abolish it was sponsored by Sir Louis Hippolyte Lafontaine (whose monument by Henri Hebert stands in Lafontaine Park).

The harsh and futile old law ought to be ended, he believed, "inasmuch as imprisonment for debt, when no fraud is imputed to the debtor, not only tends to demoralization, but is also contrary to the interests, rightly understood, of the creditor, as it is incompatible with the indulgence and regard due to the misfortune of others, that ought to always to characterize the legislation of every Christian country. . ."

(All Rights Reserved)

Un type remarquable: Ph.-Aubert de Gaspé

par Alain Grandbois,
de l'Académie
canadienne-française

Avec la famille de Philippe-Aubert de Gaspé, qui fut avocat, shérif, interné pour dettes, seigneur de Saint-Jean-Port-Joli et de Gaspé, et homme de lettres par surcroît, on peut retrouver tout l'armorial de la Nouvelle-France. Son trisaïeul, Charles de La Chesnaye, fils de l'intendant des fortifications d'Amiens, était venu s'établir au Canada en 1655, à l'âge de 25 ans. Il était actif, débrouillard et brouillon, car il réussit de se fâcher avec à peu près tous les membres influents de la colonie, y compris l'intendant Talon et le comte de Frontenac.

Il sut cependant se conserver les bonnes grâces des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec, qui relatent dans leurs annales que "la Communauté lui a gardé des obligations singulières pour l'avoir assistée, pendant plus de 30 ans, et lui avoir prêté des sommes considérables avec la bonté d'un père, sans la presser jamais de payer, aimant mieux souffrir que l'inquiéter, faisant souvent des présents, même partageant son pain à la cherté des vivres".

Les descendants

Il mourut en 1702, laissant deux seigneuries et trois ou quatre fiefs, sans compter quelques bons sacs d'écus bien sonnants. Le Roi lui avait octroyé des lettres patentes de noblesse en 1693, et donné, en 1696, un siège au Conseil souverain.

Son fils aîné fut tué au service de la Nouvelle-France, en 1690. Le continuateur de la lignée, Pierre, prit le nom d'une des seigneuries — celle de Gaspé. Il y vécut la vie du hobereau, s'occupant de chasse, de pêche, de culture, et ne négligeant point de visiter ses censitaires. Son héritier, Ignace-Aubert de Gaspé, possédait le goût de l'aventure. A 16 ans, il s'engage comme cadet dans la marine, puis il prend part à des campagnes contre les Indiens, au cours desquelles il se distingue. Plus tard il se trouve comme officier, dans l'organisation de l'expédition du Mississipi menée par M. de Bienville. Il se bat contre les Anglais pendant des années, de l'Acadie à Niagara, de Carillon à Sainte-Foy. Après la Conquête, il se voit parfaitement ruiné, doit retourner à son manoir de Saint-Jean-Port-

Joli, incendié par l'ennemi, et dont il réussit patiemment à relever les ruines. Il meurt en 1787, le cœur ulcéré. C'était un bon soldat. Son fils, Pierre-Ignace, profita du sort des peuples heureux, dont on dit qu'ils n'ont point d'histoire. Il fut un paisible colonel de la Milice, et membre non moins paisible du Conseil législatif. Il fut en outre le père de Philippe-Aubert de Gaspé, qui naquit en 1786 et mourut en 1871.

Vie mouvementée

Celui-ci eût fort aimé ne pas avoir d'histoire, mais sa nature, qui était exubérante, le portait à certaines extravagances qui lui apportèrent des ennuis. Il était trop joyeux compagnon. Il se fit recevoir avocat au barreau de Québec, puis sollicita une situation de shérif, car il effrayait les notables par son existence quelque peu tapageuse. Il tenait table ouverte, ne négligeait aucune jolie femme, et jouait les yeux fermés; bref, il distribua trop de signatures sur trop de billets promissaires. Il dut faire quatre années de détention. Il écrit à ce propos: "Incapable de refuser aucun service, ma main ne se ferma plus: je devins non seulement le banquier de mes amis, mais aussi la caution et l'endosseur du premier venu; ma signature était à la disposition de tout le monde. C'est là ma plus grande erreur..." A sa sortie de prison, la population de Québec lui fit une ovation. On voulut le fêter, le retenir. Il refusa tout, retourna à son manoir de Saint-Jean-Port-Joli. Là, il s'enferma parmi ses livres, lut Virgile, Corneille, Racine, les derniers romantiques, et reçut quelques amis choisis.

A l'âge de 75 ans, il publie un roman: "Les Anciens Canadiens". C'est tout le parfum d'une autre époque qui se dégage de ce livre sincère, ingénu, plein de couleur et de vie. Il meurt à 85 ans. Il laisse des Mémoires qui peuvent compter parmi les meilleures chroniques de son temps.

Extraits

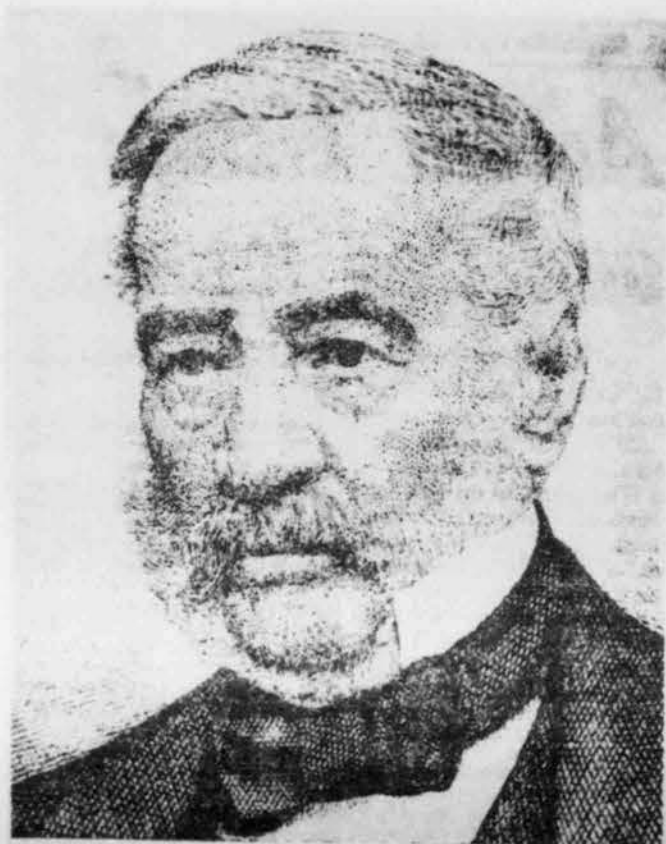
"Le manoir d'Haberville était situé au pied d'un cap qui couvrait une lisière de neuf arpents du domaine seigneurial, au sud du chemin du Roi. Ce cap ou promontoire était d'un aspect très pittoresque; sa cime, couverte de bois résineux conservant sa verdure même durant l'hiver, consolait le regard du spectacle attristant qu'offre, pendant la saison, la campagne revêtue de son lincol hyperboréen. Ces pruches, ces épinettes, ces pins, ces sapins toujours verts, reposaient l'œil attristé pendant six mois, à la vue des arbres moins favorisés par la nature qui, dépouillés de leurs feuilles, couvraient le versant et le pied de ce promontoire... Le manoir seigneurial, situé entre le fleuve Saint-

Laurent et le mont, n'en était séparé que par une vaste cour, le chemin du Roi, et le bocage. C'était une bâtisse à un seul étage, à comble raide, longue de cent pieds, flanquée de deux ailes de quinze pieds avançant sur la cour principale. Un fournil, attendant du côté nord-est à la cuisine, servait aussi de buanderie. Un petit pavillon, contigu à un grand salon au sud-ouest, donnait quelque régularité à ce manoir d'ancienne construction canadienne.

"Deux autres pavillons au sud-est servaient, l'un de laiterie, et l'autre d'une seconde buanderie, recouvrant un puits qui communiquait par un long dalot à la cuisine principale...

"De quelque côté qu'un spectateur, assis sur la cime du cap, portât ses regards, il n'avait qu'à se louer d'avoir choisi ce poste élevé, pour peu qu'il aimât les belles scènes qu'offre la nature sur les bords du Saint-Laurent. S'il baissait la vue, le petit village, d'une éclatante blancheur, semblait surgir tout à coup des vertes prairies qui s'étendaient jusqu'aux rives du fleuve. S'il l'élevait au contraire, un panorama grandiose se déroulait à ses yeux étonnés: c'était le roi des fleuves, déjà large de sept lieues à cet endroit, et ne rencontrant d'obstacles au nord que les Laurentides dont il baigne les pieds, et que l'œil embrasse, avec tous ses villages, depuis le cap Tourmente jusqu'à la Malbaie; c'était l'île aux Oies et l'île aux Grues à l'ouest; en face, les Piliers, dont l'un est désert et aride comme le roc d'Oëa de la magicienne Circé, tandis que l'autre est toujours vert comme l'île de Calypso; au nord, la batture aux Loups-Marins, de tout temps si chérie des pêcheurs canadiens; enfin, les deux villages de l'Islet et de Saint-Jean-Port-Joli, couronnés par les clochers de leurs églises respectives."

2...



Philippe-Aubert de Gaspé (1786-1871), avocat, shérif, interné pour dettes, seigneur de Saint-Jean-Port-Joli et de Gaspé, et homme de lettres par surcroît.

Inhumation dans l'église Notre-Dame de Grâce.

Aubert
de Gaspé,
Azeline.

Le 3 juin 1864, je prêtre soussigné ai inhumé, dans les caveaux de l'église de Toutes Grâce, le corps de Demoiselle Azeline Aubert de Gaspé, fille de Philippe Aubert de Gaspé, Ecuyer, Seigneur de St-Jean Port Joly et de la Pocatière, et de Dame Suzanne Allison, née au manoir du dit St-Jean Port Joly, le 16 mai 1827, et décédée à Montréal, le 30 mai dernier.

Ont été présents à cette inhumation Messieurs Côme Séraphin Cherrier et F. Bouthillier soussignés et quelques autres témoins.

F. Bouthillier

Chs de Salaberry Lt-Col.

A. S (illisible)

Chs Allison

P. Aubert de Gaspé

J. Daniel ptre

Henry Poirier

D. Camboreau ptre.

Inhumation dans l'église Notre-Dame de Grâces.

Aubert
de Gaspé,
Azeline.

Le 3 juin 1864, je ^{Notre Dame de} prêtre soussigné ai inhumé, dans les caveaux de l'église de ~~Toutes Grâces~~, le corps de Demoiselle Azeline Aubert de Gaspé, fille de Philippe Aubert de Gaspé, Ecuyer, Seigneur de St-Jean Port Joly et de la Pocatière, et de Dame Suzanne Allison, née au manoir du dit St-Jean Port Joly, le 16 mai 1827, et décédée à Montréal, le 30 mai dernier.

Ont été présents à cette inhumation Messieurs Côme Séraphin Cherrier et ~~F.~~ ^{Tauréde} Bouthillier soussignés et quelques autres témoins.

B. S. Cherrier

T. Bouthillier
Savense de Beaujeu
A. S (illisible)

Chs de Salaberry Lt-Col.

Chs Allison

J. Daniel ptre

P. Aubert de Gaspé

Henry Poirier
Power

D. Camboreau ptre.

↓
je crois que c'est Tamboreau

← L'initiale qui précède ce nom n'est pas un P, mais bien un T. c.à.d. T.

OU DE GASPE EST-IL INHUME?

Conférence pour la réunion de la Société historique de
Montréal 26 octobre 1960.

Depuis quelques années en certains milieux de notre ville, une rumeur veut que Philippe Aubert de Gaspé ait été inhumé dans la crypte de l'église Notre-Dame de Grâce.

Voyons ce que les documents nous révèlent.

Qui était P. A. de Gaspé?

Philippe Aubert de Gaspé est l'arrière petit fils de Pierre Aubert de Gaspé le premier qui prit le nom De Gaspé. Il était le fils de CHARLES AUBERT DE LA CHENAYE dont le père était un ingénieur des fortifications d'Amiens. Charles, enobli par Louis (armoiries-Dans P.G. Roy: Ph. Aubert de Gaspé)p 176) fut seigneur de Saint Jean Port Joli et obtint également concessions d'une partie de la Rivière du Loup et de Cacouna,(73) des terres du Lac Témiscouata (1683). Le contrat de mariage est la propriété de la Société Littéraire de Québec. Il avait épousé en 2e noces Marie Louise Juchereau de la Ferté, petite fille du premier seigneur de Beauport, dont il eut 6 enfants (1) En 3e noces le 11 août 1680 il s'alliait à Marie Angélique fille de Pierre Denys de la Ronde et de Catherine Leneuf.(voir P.G.Roy, p.) dont il eut onze enfants.

Pierre épousa à Québec, en 1ère noces Jacqueline Catherine Juchereau (1699(de St-Denis en secondes noces en 1711 Angélique Le Gardeur de Tilly il eut de ce second mariage sept enfants dont le troisième Ignace est le grand-père de P.A. de Gaspé. Il épousa Anne Coulon de Villers soeur du Sieur de Jumonville que Washington aurait fait le 28 mai 1754, alors qu'il portait le pavillon de parlementaire (cf.Rev.d'histoire Vol.vi no.3 déc. 1952)

Il avait combattu à Carillon et une fois ruiné il s'en alla finir ses jours à St-Jean Port Joli. Il mourut le 26 janvier 1787, trois mois après la naissance de son illustre petit fils. Son fils Pierre Ignace Joseph était le dernier-né. Il était marié à Catherine Tardieu de Lanaudière. Il en eut sept enfants. L'aîné Philippe Joseph est l'auteur des anciens Canadiens. Pierre Ignace, ayant refait sa fortune meurt à son tour le 13 février 1823 à 66 ans. Il avait été membre du Conseil Législatif.

Le 30 octobre 1786, raconte P. de Gaspé dans ses mémoires, dans une maison de la ville de Québec remplacé par le palais archiépiscopale un petit être bien chétif mais très vivace puisqu'il tient aujourd'hui la plume à l'âge de 70 ans ouvrait les yeux à la lumière.

P. Aubert de Gaspé s'est peint dans son roman Les Anciens Canadiens, sous les traits de Monsieur D'Egmont. Il a de plus exposé sa jeunesse aventureuse dans ses Mémoires. Il avoue candidement ses frasques et l'on sait que ses prouesses l'ont conduit en prison pour dettes. Punition excessive selon la plupart des contemporains. C'était un coeur tendre qui ne s'avait pas dire non quand on lui demandait de l'argent. Seul cependant le juge Panet lui vint en aide dans son infortune.

Ayant terminé sa carrière de shérif à Québec il se retira dans son domaine à St-Jean Port Joli. Il y faisait du théâtre, de la musique et de la littérature.

Monsieur de Gaspé, le plus célèbre d'une lignée patriarcale, expira à Québec à l'âge de 85 ans, chez le Juge Stuart son gendre qui a entouré sa vieillesse des plus tendres soins.

Selon l'Abbé Casgrain, 80 enfants, petits enfants et arrières petits enfants "portèrent le deuil du vieux chêne (que le souffle de Dieu aura renversé). Le repos fut absent de sa vie. Et Casgrain ajoute: Les funérailles de M. De Gaspé ont eu lieu à St-Jean Port Joli ou il avait exprimé la volonté de se reposer à côté de ses ancêtres (Casgrain Vol.II p.292).

Le Journal des T-R édition du jeudi 2 février cite le Journal de Québec "M. De Gaspé est mort chez M. le Juge Stuart, ses restes seront transportés mardi prochain, à St-Jean Port Joli où ils seront inhumés.

"Un immense concours de personnes assistait à ce service le plus triste et le plus profond qu'il ait vu la paroisse de St-Jean-Port-Joli. (Casgrain) Cette paroisse plus heureuse que d'autres, a prouvé en cette circonstance qu'elle était digne d'être la gardienne de cette précieuse dépouille (Roy p.130)

Ce n'est pas l'écrivain Ph. A. de Gaspé qui est inhumé à Notre Dame de Grâce, mais la fille de celui-ci Azeline, comme en fait foi l'acte de sépulture ci-joint

R Trudeau

Inhumation dans l'église Notre-Dame de Grâce.

Le 3 juin 1864, je, prêtre soussigné, ai inhumé, dans les caveaux de l'église de Notre Dame de Toute Grâce, le corps de Demoiselle Azeline Aubert de Gaspé, fille de Philippe Aubert de Gaspé, Ecuyer, Seigneur de St-Jean Port Joli et de la Pocatière, et de Dame Suzanne Allison, née au manoir du dit St-Jean Port Joli, le 16 mai 1827, et décédée à Montréal, le 30 mai dernier.

Ont été présents à cette inhumation Messieurs Côme Séraphin Cherrier et Tancred Bouthillier soussignés et quelques autres témoins.

C. S. Cherrier

Chs. de Salaberry, Lt.-Col.

T. Bouthillier
saveuse de Beaujeu

P. Aubert de Gaspé
(L'initiale qui précède ce
nom n'est pas un P, mais
bien un T.)

A. S. (illisible)

Chs. Allison

J. Daniel, ptre

Azeline

née à St-Jean Port Joli
16 16 mai 1824
(P.G. Roy, p.170)



COUVENT DES DOMINICAINS
5375, AV. N.-D. DE GRÂCE
MONTREAL-28

Monsieur Beaudry

Comme je dois quitter la ville pour quelques jours, j'ai confronté la copie et l'original. Il en est résulté les petites corrections que j'ai indiquées.

Je suis heureux de vous avoir été utile et je vous prie de me croire

Bien vôtre

J. A. M. Bissonnette
J.S.

Philippe-Joseph Aubert de Gaspé, a scion of the last century, was the Dominick Dunne of his day, a diarist who wrote only the nicest things about high society

A MAN OF SENTIMENT
The Memoirs of Philippe-Joseph
Aubert de Gaspé 1786-1871
Translated and annotated
by Jane Brierley
Véhicule Press
397 pp., \$30 (cloth), \$15 (paper)

By ELINOR KYTE SENIOR
Special to The Gazette

Perhaps the most remarkable thing about Philippe-Joseph Aubert de Gaspé's *Memoirs* is that it has taken 122 years for an English translation to appear. This is all the more surprising in that his first and only novel, *Les Anciens Canadiens*, published in 1863, was immediately translated into English. *Les Anciens Canadiens* (The Old Canadians) ultimately ran through 20 editions, three of them in English.

Fortunately, Montreal literary translator Jane Brierley decided it was high time that English readers should have the benefit of de Gaspé's memoirs. Her efforts have resulted in a lively rendition of the original *Memoirs*, which provides one of the best glimpses into rural and urban Quebec society at the turn of the 19th century.

The *Memoirs* are really a form of autobiography, interspersed with innumerable anecdotes, from the pen of a man who began life at the apex of society — the scion of one of Quebec's most distinguished families — but who fell from grace in part because (as he readily admits) of his casual attitude toward money matters and his open hand to friends. He had to endure the humiliation of more than three years in debtors' prison in Quebec and 14 years of voluntary exile at the family seignury at Saint-Jean Port-Joli on the southern shore of the St. Lawrence.

De Gaspé suffered much, yet at the end of his long life he was the epitome of Lord Chesterfield's ideal gentleman — one who never willingly gives pain. While a lesser man, puffed up with new-found fame as a successful novelist might have vented long pent-up anger against those who had injured him, de Gaspé chose to let such memories fade.

Instead, the pages of his *Memoirs*, like those of his novel, are filled with the kindest recollections of a "man of sentiment" who never descends to the sentimental.

This, in itself, makes the *Memoirs* well worth reading — that a writer can ramble on for close to 400 pages, recounting only the best (and usually fascinating) snippets and anecdotes about his contemporaries and friends, many of whom walked on a larger historical stage than he did.

These included men like his schoolmate, the precocious Louis-Joseph Papineau, whose renown preceded his entry into the Quebec Seminary. There was Col. Charles de Salaberry of Chateauguay fame, who was also celebrated for his legendary physical strength, as were other Quebec

History with charm



Philippe-Joseph Aubert de Gaspé: a young man of distinction, in a drawing by an anonymous artist.

families such as the Grenons.

There were Lord and Lady Dorchester, the former's nose coming in for a gentle drubbing as de Gaspé relates with gusto how a *habitant* gingerly plastered it with snow in the Canadian style for defrosting and found the viceregal proboscis quite a handful. And, of course, there is the delightful de Lanaudière family, to whom de Gaspé was closely related.

The first Canadian de Gaspé forebear, Charles Aubert de la Chesnaye, arrived in New France in 1665 as a trader and soon acquired seigneurial status. This enterprising pioneer was ennobled by Louis XIV in 1693 for his valor in fighting the Iroquois, among other things. Down through the years, the de Gaspé family became kinsmen to many of the prominent families in New France.

The memorialist's mother was a daughter of the Chevalier Charles Tardieu de Lanaudière, and his grandmother was a daughter of the Baron de Longueuil of Montreal. It is little wonder that the de Gaspés were one of six families singled out by Lady Dorchester as her closest friends and to whom she referred her son when he arrived in Quebec.

It was this son, Col. Carleton, who retrieved de Gaspé from a social blunder that might have led to an *affaire d'honneur*. De Gaspé recounts the affair as an example of how "true gentlemen are inclined to be indulgent toward youth." While dancing a quadrille with his cousin, de Gaspé blurted out "Damn the dance!" when he found neither the tune nor the dance congenial. He was quickly reprimanded by an older British officer who reminded him that "one does not damn a dance chosen by a gentleman."

As de Gaspé admits, the polite thing

would have been to apologize for his offensive outburst, but he was young and proud, and refused. The officer stalked off muttering, "I will force you to retract."

Instead of receiving a dreaded note next morning as a prelude to a duel, de Gaspé received a note from Col. Carleton inviting him to dinner. The third dinner guest was the offended officer and, after a pleasant evening, de Gaspé quietly apologized to the officer.

De Gaspé later learned that the two older officers had arranged the dinner as a means of reconciliation. With candor, de Gaspé admitted that his action at the ball had been a case of "misplaced pride by an inexperienced young man," who was happy enough to be reinstated socially and invited to mess dinners "where Madeira flowed like water."

Thus de Gaspé fleshes out historical characters into real people in a way few modern historians could ever hope to imitate or, for that matter, would wish to, as many of the modern breed of historians regard the "individual in history" as an anachronism. With them, it is the "forces of history" that count.

Jane Brierley's masterful translation throws out a challenge to this school of historians. In her translator's note, she rightly insists that the de Gaspé *Memoirs* are a historical as well as a literary document that "bring a vivid reality to everyday scenes that we can usually glimpse only through the charts and quantitative analyses of the New History."

So, for those readers, scholars and family genealogists who revel in a historical stage filled with people, rather than forces, de Gaspé's *Memoirs* will prove a refreshing treat, for he paints a picture quite often at variance with

accepted dogma.

That villain of Quebec history, Gov. Sir James Craig, for instance, whose "reign of terror" from 1807 to 1811 is generally deplored by historians, finds in de Gaspé, if not a defender, at least a man prepared to give the devil his due.

"He (Craig) was considered a vain man," de Gaspé wrote, "but he had too much intelligence to be vain." The memorialist goes on, "I am going to make a judgment that will seem extraordinary in relation to the man whose memory is still odious to French Canadians after a lapse of 54 years. I... concluded that far from being tyrannical and wicked, Sir James was a good-hearted man... Anyone who is capable of one of the noblest and most admirable sentiments, that of gratitude, cannot be a monster."

To illustrate his point, de Gaspé relates how Craig singled out a *habitant* who had helped him in escaping from the Americans during the 1775-76 invasion of Quebec. When Craig learned, upon his return to Canada as governor, that the *habitant* was in dire straits, he provided him with a good farm, livestock, implements and a generous gift of money.

This picture of a kindly Craig is typical of de Gaspé's style and intent — to show people as he saw and remembered them. To him, "a most cordial understanding existed between the officers of the regular army and the militia," even those militia officers like the future Judge Pierre-Stanislas Bédard, jailed in 1810 on a charge of sedition as one of the founders of the radical journal, *Le Canadien*.

Such a statement, like many in the *Memoirs*, rudely jolts military and other

historians who have too readily assumed that the attitudes of one generation were necessarily those of another.

And, if not for de Gaspé, few would know the degree to which the Recollet friars were part and parcel of Quebec life, beloved by all except the dogs who gave them a wide berth and a snarl whenever a cowl appeared.

The canine dislike of the monks sprang from natural causes. The monks had devised a revolving spit to roast their meat at the open hearth, a spit that could be turned by a captive dog as easily as by an urchin. The monks would plunge their spit dog into a small wire cage that was connected to the crank that turned the spit.

As the captive dog began furiously to tread in the hopes of escape, specially as the tantalizing odors drifted from the roast, the crank would be turned and the "Recollet Dog" found himself on a perpetual treadmill until released when the roast was succulent and ready for the monks' dinner.

If the Recollets showed little pity for their canine workforce, they were the reverse toward the sick and needy. Not only did they distribute alms to the poor, tend the sick and dying, teach the young their catechism and extend generous hospitality to rich and poor in their monastery, they were, as de Gaspé reveals, the walking chroniclers of the age. Their arrival at any home was the occasion for the breaking open of a good bottle of old wine and an evening's tale of all the news from far and near.

De Gaspé's own profession was law. His candid remarks on English versus French legal systems will give modern jurists cause to pause and consider. He observes that denials of justice were frequent because of partiality on the part of jurymen, especially if race, religion or politics were involved. Not for nothing did William Lyon Mackenzie boast that he would trust anything to a York jury.

Similarly, in Lower Canada during the rebellion period, authorities hesitated to bring accused Patriotes before the civil courts and eventually they were tried by courts-martial. Even *habeas corpus* was questioned by de Gaspé, who claims that far too often men languished in jail without being brought to trial.

As de Gaspé's collective family memory spanned the era when New France passed into English hands, he is able in his *Memoirs* to remind next generations that his own generation, including the rural *habitant*, retained great affection for the French Royal Family and were horrified by news of the revolution and the death of the King and Queen.

The *habitants* never blamed the monarch for the disasters that befell New France. The English did not conquer the country, the *habitant* insisted, it was "La Pompadour who sold the country to the English." When news arrived in 1793 that Louis XVI had been guillotined, de Gaspé noted that "a profound melancholy took hold of all people of finer feeling, with the exception of a few hardened democrats, sorrow was general."

As the father of 13 children, de Gaspé speaks with some authority when he offers advice to parents "whose children drive them to distraction." To illustrate his point that parents should not despair of their wild offspring, he described "a devilish little imp," one Charles Bezeau, whose mother sent him off for taming by the Hudson's Bay Company. When he returned, he was not only tamed, but a mature, considerate man who rescued his family from poverty.

De Gaspé's own dearly loved wife was Suzanne Allison, the daughter of a British officer, and his family connections were so interwoven with the English that many of today's oldest provincial English and French families are linked through the de Gaspés.

Jane Brierly has succeeded in her aim of transmitting for the English reader the freshness and conversational charm of de Gaspé's *Memoirs*. But she does far more. In liberally annotating names, places and other words unfamiliar to modern readers, she embellishes the memorialist's footnotes. At last Quebecers as well as Québécois have easy access to this delightful portrait of our province's past.

• Montreal historian Elinor Kyte Senior is the Visiting Professor of Military and Strategic Studies at Acadia University.

Bing

Le cardinal Léger a officiellement annoncé hier :

M. Roger Gaudry, premier recteur laïc de l'U. de M.

Dans un communiqué qu'elle a remis à la presse hier, l'université de Montréal annonce officiellement la nomination de son nouveau recteur : M. Roger Gaudry. Le premier recteur laïc de l'U. de M. entrera en fonction le 1er juin prochain et il succédera à Mgr Irénée Lussier, qui a occupé ce poste depuis dix ans (deux mandats de cinq ans chacun).

Agé de 51 ans, M. Gaudry quittera la maison de produits pharmaceutiques Ayerst, McKenna et Harrison, où il est vice-président et directeur de recherche pour le Canada et les Etats-Unis, pour occuper ses nouvelles fonctions. Boursier Rhodes, détenteur d'un doctorat ès sciences, M. Gaudry a enseigné pendant 14 ans à la faculté de médecine de l'université Laval. Depuis 1961, il est membre du Conseil des gouverneurs de l'U. de M., ainsi que de son comité exécutif. Marié depuis 1941 à Madeleine Vallée, il est père de cinq enfants, deux garçons et trois filles; un de ses fils est également boursier Rhodes.

C'est le chancelier de l'U. de M. et archevêque de Montréal, Son Eminence le cardinal Paul-Émile Léger, qui a annoncé la nouvelle.

Le communiqué rappelle que l'U. de M. "détient une charte canonique dont la charte civile reconnaît l'existence. D'après les dispositions de cette charte canonique, la nomination du recteur relève de la Sacrée Congrégation des universités et collèges".

Aussi, le communiqué précise-il que la nomination de M. Gaudry "a été agréée par la Sacrée Congrégation des séminaires et universités, sur représentation du cardinal-chancelier, après consultations avec les membres du Conseil des gouverneurs de l'université et les représentants de l'Association des professeurs. Son Eminence laisse entendre qu'il a également consulté de nombreuses personnalités, tant du gouvernement que des corps intermédiaires".

On sait que l'U. de M. a été fondée en 1876 comme filiale de l'université Laval à Montréal, qu'elle est devenue institution autonome en 1919 et qu'elle a eu jusqu'ici quatre recteurs ecclésiastiques :



Mgr Georges Gauthier (1920-23), Mgr André-Vincent-Joseph Piette (1923-34), Mgr Olivier Maurault (1934-55) et Mgr Irénée Lussier (depuis 1955). "Les autres universités catholiques du Québec, Laval et Sherbrooke, ont à leur tête des recteurs ecclésiastiques. L'U. de M. a été la première à avoir un vice-recteur laïc, quand M. Lucien Piché a été nommé en 1961".

La rumeur voulait d'ailleurs que M. Piché, ainsi que M. Guy Rocher soient, avec M. Gaudry, les candidats les plus sérieux au poste de recteur de l'U. de M. Directeur du département de sociologie et vice-doyen de la faculté des sciences sociales de l'institution, M. Rocher est membre de la Commission d'enquête sur l'enseignement au Québec.

Le communiqué de l'U. de M. ne parle pas de consultations auprès des étudiants au sujet de la nomination de M. Gaudry. Néanmoins, la première réaction officielle à cette nomination est venue du président de l'Association générale des étudiants de l'U. de M. (AGEUM).

Dans un communiqué remis à la presse hier après-midi, M. Michel Vaillancourt déclare :

"Nous avons toujours maintenu une seule et même attitude face à la nomination d'un nouveau recteur depuis le congrès de l'Association en août dernier.

"Nous avons alors énuméré les qualités que le prochain recteur devrait avoir selon nous. Mais jamais à aucun moment nous n'avons proposé un individu en particulier. Aussi sommes-nous tout à fait prêts à collaborer avec M. Gaudry. Cette collaboration devrait s'exercer dans le sens des recommandations du Rapport Parent, c'est-à-dire, en impliquant une consultation constante sur les principaux problèmes de l'université. Nous sommes donc disposés à collaborer avec M. Gaudry pour préparer la nouvelle charte de l'université, redéfinir les champs de décisions, établir les priorités, démocratiser l'université; ceci implique la construction de salles de cours, de résidences et de tout ce qui servira à faire de l'U. de M. une université au service de la collectivité".

Plus Gaudry

U. of M.'s Rector

CARDINAL Leger was speaking of elementary and secondary education when, in a mile-stone speech in 1961, he said it seemed important to him "to examine our institutions with loyalty and with great inner freedom; to bring discernment to bear between the permanent and the temporary elements of our cultural traditions." It has long been obvious, however, that this is his basic approach to all institutions on which the Church has an influence.

This was particularly notable in the recent announcement that Dr. Roger Gaudry will become the first lay rector of the University of Montreal when he succeeds Msgr. Irénée Lussier at the end of the latter's term of office next June.

The move is not the first of its nature made by the Cardinal in his position as Chancellor of the institution which operates under both a pontifical and a provincial charter. Rather, it was the culmination of a series of appointments intended to make the university conform to the present social climate in Quebec. In 1961 he had a lay vice-rector appointed, and replaced two of the five clerics on the board of governors to make way for laymen. As of next June, the Cardinal and the Bishop of St. Jerome will be the only two clerics on the 12-man board of governors.

Dr. Gaudry certainly has all the qualifications necessary to make an eminently suitable rector. A Rhodes Scholar, biochemist Gaudry taught at his alma mater, Laval, for 14 years in the faculty of medicine and was noted for the students he attracted to the biochemistry laboratory he set up there.

On turning to industry, the new rector made his mark both as a researcher and as an administrator. He is the author or co-author of close to 100 scientific papers and, under his direction, the staff of the Ayerst, McKenna and Harrison laboratories grew from 25 to more than 200, of whom at least 50 hold doctorates. He leaves the company with the title of vice-president and director of research for Canada and the United States.

While he is obviously science-attuned, Dr. Gaudry has made it clear that, as he put it, "I am not appointed as rector to serve only one sector of the university, but rather the whole university." To achieve this it is his intention to surround himself with advisors from all the academic disciplines represented at U. of M.

Dr. Gaudry will need all his talents to match the mark left by Msgr. Lussier during his tenure of office, and it is to be hoped that Msgr. Lussier's experience and ability will not be lost to the cause of Canadian education.

L'HOMME DU MOIS

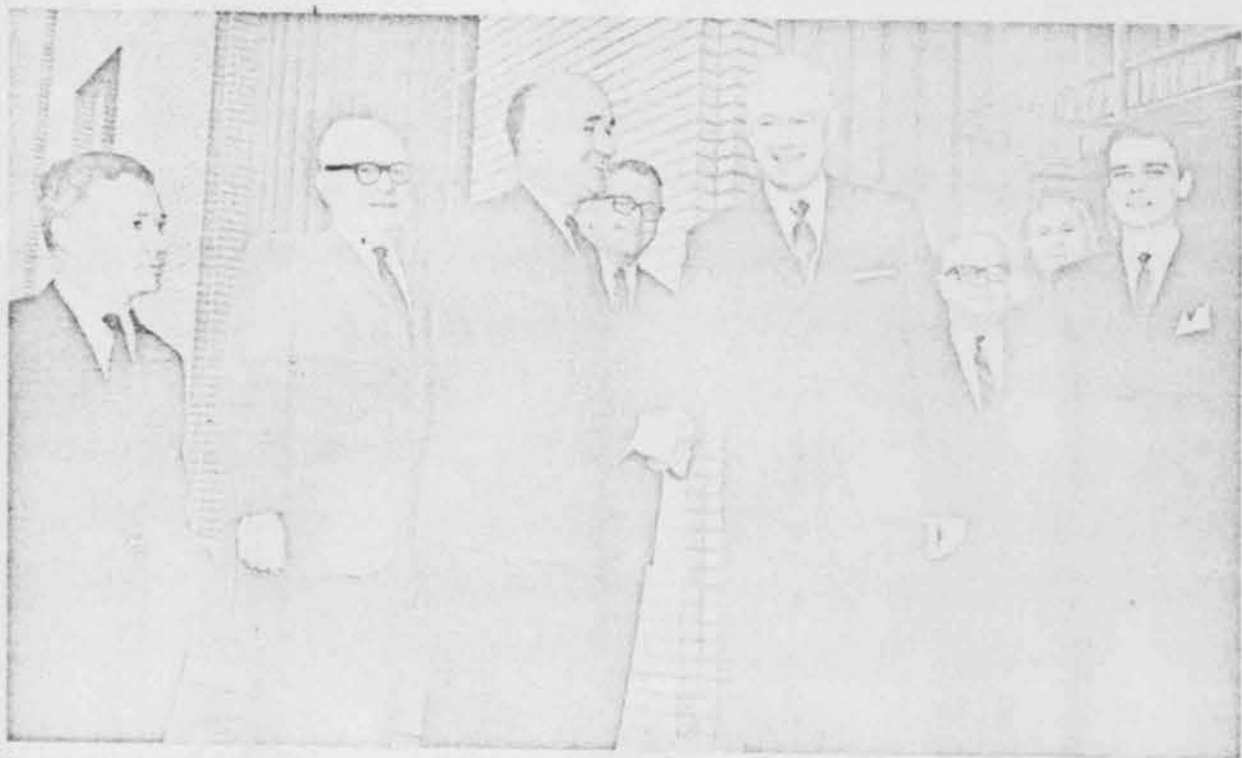
Roger Gaudry

Recteur de l'Université de Montréal

par ROLAND PRÉVOST



Le Dr Roger Gaudry est l'un des plus éminents chercheurs du Canada français. Au service de la maison de produits pharmaceutiques Ayerst, McKenna & Harrison, il a présidé au développement de l'un des plus importants laboratoires de recherche industrielle au Canada. Sous sa direction, l'équipe de chercheurs est passée de 25 à plus de 200, dont 50 détiennent des doctorats en diverses disciplines scientifiques, et plus de 60 autres sont des diplômés universitaires.



Le nouveau recteur de l'Université de Montréal entrait en fonction le 1er juin 1965. A la porte d'entrée du Hall d'honneur, le Dr Roger Gaudry est accueilli par les membres de l'exécutif et des représentants du milieu de l'Université de Montréal. De gauche à droite: M. André Bachand, adjoint au recteur et directeur des relations extérieures; M. Léon Lortie, secrétaire-général; M. Lucien Piché, vice-recteur; à l'arrière: M. Jean-Guy Décarie, président des Diplômés de l'Université de Montréal; M. Roger Gaudry, nouveau recteur; M. Paul Huot, trésorier général; M. Louis Casaubon, conseiller financier du recteur; M. Michel Pelletier, président de l'AGEUM, Association générale des étudiants de l'Université de Montréal.

La nomination d'un recteur laïc à l'Université de Montréal n'a surpris personne: elle s'inscrit — on peut dire naturellement — dans le climat actuel du Québec. Ce qu'il faut signaler, le point sur lequel il faut insister, c'est que M. Roger Gaudry est un scientifique, autre signe de notre temps où la science et la technologie impriment de plus en plus leur marque à tous les niveaux de l'activité humaine.

Il y a mieux encore, dans l'optique des lecteurs de "Commerce" et de quiconque se préoccupe de notre avenir économique: M. Gaudry est certainement l'un des rares hommes de science canadien-français à posséder une longue expérience universitaire jointe à une connaissance très vaste des besoins industriels.

C'est pourquoi, malgré les multiples charges imposées au recteur d'une grande université en plein essor, il a bien voulu m'accorder dès les premiers jours de son mandat une interview pour la revue "Commerce".

C'est pourquoi aussi il m'a déclaré tout de suite que l'une de ses principales préoccupations est de créer un rapprochement, plus

exactement une collaboration, entre l'université et les milieux industriels. "C'est un problème urgent," dit-il, "puisque le rendement industriel dépend de la qualité des universités et inversement les universités ne peuvent progresser sans l'apport moral et financier des hommes d'affaires. Est-il besoin d'ajouter que cela n'exclut nullement la nécessité de la culture intellectuelle, mais renouvelée au moment où savants et éducateurs des Etats-Unis en déplorent l'absence dans leur pays?"

La personnalité d'un grand homme

Esprit méthodique, pragmatique, cela transparaît dans ses réponses aux questions du journaliste; cela explique certes l'ascension continue d'une carrière qui l'a conduit jusqu'au plus haut poste académique accessible à un Canadien français.

Dans l'esquisse de cette carrière, on remarquera à tous les échelons la reconnaissance d'un talent exceptionnel, auquel s'ajoutent — ou plutôt se révèlent — au cours des années les qualités de l'homme d'action.

Brillantes études classiques, au bon vieux Séminaire de Québec, couronnées par la médaille du Gouverneur général; études de chimie à l'Université Laval où, pendant trois années consécutives, il obtient la bourse Price décernée au premier de la promotion; deux années de recherches à l'Université d'Oxford, grâce à une bourse Rhodes. Incidemment l'un de ses fils a aussi mérité une bourse Rhodes. Il y a quelques années, "succession" d'occurrences peu fréquente.

Brillant départ dans sa carrière

Revenu à l'université Laval, il présente une thèse si clairvoyante sur l'orientation de la biochimie qu'il devient, aussitôt après avoir obtenu le doctorat ès sciences, le premier non-médecin à enseigner à la Faculté de médecine.

Dès ce moment, en effet, il était attiré par le problème des acides aminés ou amino-acides, dont on réalisait l'importance dans la nutrition. Parallèlement à son enseignement, M. Gaudry poursuivait pendant 14 années des travaux dans cette voie, rédigeant, seul ou



Sous l'impulsion de M. Gaudry, professeur de carrière à la Faculté de médecine de l'Université Laval de 1940 à 1954, le laboratoire de biochimie a connu un développement rapide.



Les professeurs et les étudiants s'étaient réunis en grand nombre dans le Hall d'honneur pour saluer le Dr Roger Gaudry lors de son entrée en fonction comme premier recteur laïc de l'Université de Montréal. L'accueil était d'autant plus enthousiaste que le Dr Gaudry est certainement reconnu comme la personne la plus apte à remplir cette fonction dans la conjoncture actuelle.

avec les collaborateurs qu'il formait, une quarantaine de communications et d'articles, production qu'il devait dépasser, plus tard, sur maints aspects de la recherche industrielle.

Recherches fondamentales, mais dont une brève explication suffira à faire valoir la portée pratique: Les acides aminés sont les constituants des protéines qui elles-mêmes forment la base de la cellule vivante; c'est donc ici tout le processus vital qui est en jeu. Certains acides aminés n'apparaissant pas naturellement dans l'organisme, on doit les puiser dans les aliments, d'où leurs relations avec la diététique.

De l'enseignement universitaire à la recherche industrielle

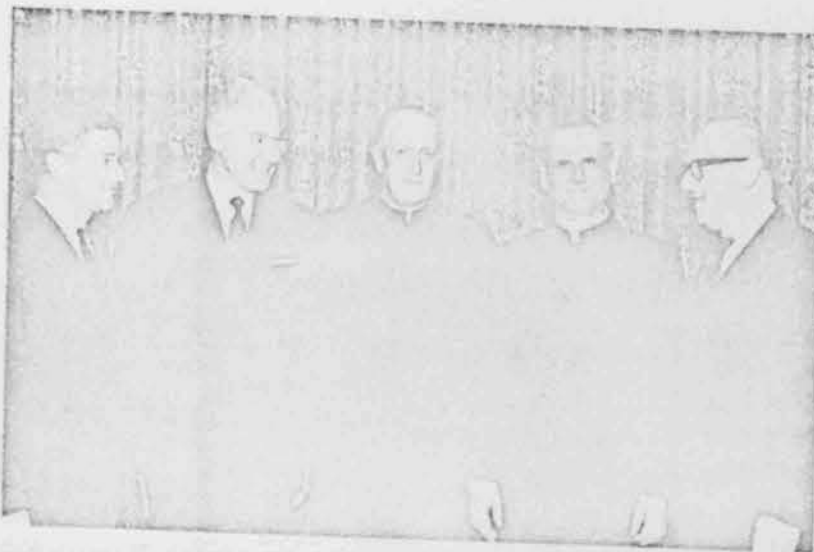
Ses travaux avaient si bien retenu l'attention qu'il fut chargé des laboratoires montréalais de la compagnie de produits pharmaceutiques Ayers, McKenna et Harrison. Sous sa direction depuis 1954, ce laboratoire de recherche est devenu le plus important du genre au Canada, avec une équipe presque décuplée, comprenant une cinquantaine de docteurs en diverses disciplines scientifiques. Lorsqu'il a quitté cette maison pour accepter le rectorat de l'Université de Montréal, il en était devenu vice-président et directeur de la recherche pour le Canada et les États-Unis.

Les honneurs et les responsabilités multiples

Entre temps, les honneurs lui étaient venus, on pourrait dire inévitablement: trois fois titulaire du Prix scientifique de la province, élu à la Société royale du Canada, médaillé de l'ACFAS, membre honoraire du Conseil de la Société de chimie industrielle de France et membre honoraire de la Corporation des chimistes professionnels du Québec, etc. sans compter des "honneurs" qui comportent des obligations, telle par exemple sa collaboration au Conseil national des recherches et au Conseil des recherches pour la défense nationale.

Le milieu industriel

"Mes fonctions dans un laboratoire industriel m'ont certes introduit dans un monde bien différent du monde universitaire", me dit M. Gaudry, "mais c'est comme président de l'Institut de Chimie du



A l'occasion de l'annonce de la nomination de M. Roger Gaudry, recteur de l'Université de Montréal, étaient réunis pour le féliciter: l'honorable Paul Gérin-Lajoie, ministre de l'Éducation; Monseigneur Irénée Lussier, recteur de cette institution depuis 10 ans; le chancelier de l'Université de Montréal, Son Eminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal; et le maire de la ville de Montréal, Me Jean Drapeau.

Canada que j'ai acquis une expérience incalculable, dont j'espère bien faire profiter notre université.

"Par définition, si j'ose dire, j'ai alors pris contact avec l'industrie chimique, une industrie dont chacun reconnaît les très vastes ramifications. J'ai visité 33 sections de l'Institut de Chimie, de Halifax à Vancouver, j'ai rencontré les grands industriels, qui peuvent se payer des laboratoires de recherches bien organisés.

"Cela m'a fait saisir avec encore plus d'acuité la situation défavorable dans laquelle se trouvent, à cet égard, la petite et la moyenne industrie. Il y a une dizaine d'années, j'avais réclamé avec insistance la création d'un Conseil provincial de la recherche scientifique et d'une organisation analogue pour la recherche industrielle, précisément pour mettre nos petits industriels au pas de notre époque et surtout pour les préparer aux transformations rapides de la technologie et des marchés.

"C'était devenu indispensable et ce l'est chaque jour davantage. On vient de nous annoncer que la province de Québec aura enfin un Conseil de recherches... après six autres provinces. Que sera-t-il vraiment, et que sera le Centre de recherche industrielle, ce dernier étant, à mon avis, le plus urgent? Je n'en sais rien, mais je suis un peu inquiet à ce sujet.

La Commission Parent et le Conseil provincial de recherches

"En effet, la Commission Parent a recommandé dans son rapport la création d'un Conseil provincial de recherches mais dont le but serait plutôt de distribuer les contrats de recherches aux universités.

"La Commission avait pour mission de restructurer notre enseignement. La Commission a cependant employé la même expression: "Conseil provincial de recherches", qui, dans mon esprit, devrait avoir comme mission principale l'organisation de laboratoires provinciaux de recherches industrielles. Il n'est pas possible qu'un Conseil provincial de recherches puisse remplir les deux fonctions, mais je n'en suis pas certain.

"Dans le cas où il faudrait deux organismes différents, pour éviter toute confusion, il vaudrait beaucoup mieux conserver le titre de "Conseil provincial de recherches" à l'organisme devant s'occuper de recherches industrielles, comme c'est le cas dans la plupart des autres provinces.

"Dans certains pays — les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, en particulier — des industries s'unissent pour effectuer des recherches en commun; cela existe aussi un peu au Canada, par exemple chez les grands exploitants forestiers." J'ai aussi mentionné à M. Gaudry certains instituts de recherche appliquée,

en marge d'universités, comme par exemple à Stanford et au Wisconsin, qui font surtout des travaux très spécifiques. Bien entendu, je n'avais pas la prétention de lui faire des révélations...

La recherche appliquée au Canada-français

"Pour nous, Canadiens français", me répond-t-il, "il ne peut en être question. Bien rares sont nos industriels qui auraient le moyen de commanditer de façon substantielle un tel laboratoire: cela reviendra manifestement au Centre de recherche industrielle que l'on va créer. Il ne faut pas que sa mission se borne à des travaux techniques; elle devra comprendre l'étude des marchés, la prévision de nouvelles découvertes dans un avenir plus ou moins proche, et surtout la liaison avec les petits et moyens industriels qui ont besoin de conseils immédiats pour améliorer leur production, leurs méthodes de vente, etc."

L'opinion publique et l'avancement des sciences

Je demande: "Le rapport Parent recommande l'augmentation des octrois aux universités, le Conseil de la recherche scientifique sera un organisme de coordination, de planification (si planifier en ce domaine n'est pas un peu absurde), mais tout cela ne risque-t-il pas de travailler à vide tant qu'il n'existera pas dans l'opinion publique un climat favorable aux sciences?"

Là-dessus aussi, l'opinion du nouveau recteur est bien nette:

"Cela, c'est l'affaire de l'ACFAS. Vers 1930, si je ne me trompe, fut

fondée l'Association canadienne-française pour l'Avancement des Sciences, dont le congrès annuel rassemble une quarantaine de nos sociétés savantes, dans les sciences physiques et les sciences humaines. Incidemment, il n'existe aucune fédération semblable dans le Canada anglophone.

"Il y a à peine six ans que l'ACFAS a un secrétariat permanent, avec un personnel rémunéré. Jusque là, elle avait vécu de dévouement et de dénuement: on ne peut imaginer la somme de sacrifices que se sont imposés nos scientifiques pour maintenir et faire progresser l'ACFAS.

"Tout en soutenant des œuvres éducatives comme le Cercle de Jeunes Naturalistes (maintenant autonome), l'ACFAS a pris des initiatives admirables: conférences gratuites dans les institutions du niveau secondaire, colloques sur l'enseignement de certaines disciplines, et surtout la fondation de la revue "Le Jeune Scientifique" dont l'organisation des Sciences Fairs du Canada disait récemment: "it consistently maintained a high standard". L'ACFAS a maintenant l'expérience et les cadres voulus pour provoquer dans notre population un courant favorable aux sciences et, par là, susciter les vocations scientifiques."

La contribution des hommes d'affaires à l'avancement des sciences

Sachant que notre entretien était destiné aux hommes d'affaires canadiens-français, M. Gaudry insiste:

"Il ne faut plus mesquiner au sujet de l'ACFAS. Je sais que le gouvernement provincial a aug-

menté ses subventions au cours des récentes années, mais il faut davantage.

"Dans le contexte actuel, je peux reprendre à notre compte le mot de M. Gaston Palewski, ministre des Affaires scientifiques en France: **La Science est la clé de l'avenir canadien-français.**

"Ou bien nos industriels, nos financiers, bref tous nos chefs d'entreprises accorderont à notre effort scientifique un appui financier consistant et permanent, ou bien ils mettront en péril l'avenir économique du Québec: on ne peut indéfiniment vivre sur les initiatives des autres!"

"Or, pour l'instant, il est urgent de soutenir à plein l'ACFAS: il le faut pour assurer la relève dans nos universités et nos laboratoires, pour aider une jeunesse qui, sans bruit et sans éclat, a déjà donné la preuve de ses dons scientifiques".

NOTES BIOGRAPHIQUES

Né à Québec en 1913, le docteur Roger Gaudry fit ses études primaires au Pensionnat St-Louis de Gonzague, et ses études secondaires au Petit Séminaire de Québec d'où il sortit avec la Médaille du Gouverneur-Général du Canada et le titre de Bachelier-ès-Art de l'Université Laval, en 1933.

De 1933 à 1937, il étudia les sciences à l'École Supérieure de Chimie (maintenant Faculté des Sciences de l'Université Laval). Il obtint, durant trois années consécutives, la bourse Price décernée au premier de sa promotion.

En 1937, le docteur Gaudry obtint le diplôme de Bachelier-ès-Sciences Appliquées de l'Université Laval ainsi que la bourse Rhodes. Après deux années de recherche en chimie organique à l'Université d'Oxford, il obtint son Doctorat-ès-Sciences de l'Université Laval en 1940 et fut alors chargé du cours de chimie à la Faculté de Médecine. Il devint successivement Professeur agrégé de la même faculté, en 1945, et Professeur titulaire en 1950.

En 1954, le docteur Gaudry se joint au personnel de la maison Ayerst, McKenna et Harrison comme Directeur-Adjoint des laboratoires de Recherches et devient, en 1957, Directeur des Recherches de cette même compagnie ainsi que des Laboratoires Ayerst de New-York. En 1963, il



1960 — Le Dr Roger Gaudry tient une réunion dans la salle de conférence des Laboratoires Ayerst. Il était directeur de la recherche, pour le Canada et les Etats-Unis, pour le compte de cette compagnie dont il avait été élu vice-président.



est nommé Vice-Président de la compagnie tout en conservant l'entière direction des recherches.

Au cours de sa carrière, le docteur Gaudry reçut de nombreuses distinctions scientifiques et professionnelles. Trois fois récipiendaire du prix scientifique de la Province de Québec; élu membre de la Société Royale du Canada en 1954, il était la même année conférencier invité à la Sorbonne sous les auspices de l'Institut Scientifique Franco-Canadien. En 1955-56, il occupe le poste de Président de l'Institut de Chimie du Canada. En 1958, il reçoit la médaille Pariseau de l'Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences. En 1960-1961, il est Président de l'Association Canadienne des Boursiers Rhodes.

Le docteur Gaudry est membre du Conseil de la Société de Chimie Industrielle de France depuis 1960, membre du Conseil des Gouverneurs de l'Université de Montréal et membre du Comité Exécutif de la même Université depuis 1961. Il est nommé, en 1962, membre du Conseil de Recherches pour la Défense du Canada et, en 1963, membre du Conseil National de Recherches du Canada ainsi que membre du Bureau de Direction de l'Institut National du Cancer du Canada. En 1964, le docteur Gaudry est nommé membre honoraire à vie de la Corporation des Chimistes Professionnels du Québec.

Le docteur Gaudry est auteur ou co-auteur de près de 90 communications et articles scientifiques traitant surtout de chimie organique et biologique.

En février 1965, le docteur Gaudry devient le premier recteur laïc de l'Université de Montréal; il commence son mandat le 1er juin.

Marié depuis 1941 à Madeleine Vallée, le docteur Gaudry est le père de cinq enfants; trois filles et deux garçons dont l'un vient d'obtenir une bourse Rhodes. □

roger gaudry, premier recteur laïc de l'université de montréal

par Gilles Gariépy

Lorsque la nomination de M. Roger Gaudry au poste de recteur de l'Université de Montréal fut annoncée, au printemps dernier, il était déjà assuré depuis plusieurs mois que ce serait un laïc qui prendrait la succession de Mgr Irénée Lussier à la tête de la plus grande université française d'Amérique.

L'intérêt de cette nomination n'était donc plus centré sur le précédent qu'elle constituait dans l'histoire des universités françaises du Québec qui, toutes dotées d'une charte canonique, étaient dirigées jusqu'ici par des membres du clergé, du moins au palier supérieur.

Le choix de M. Gaudry signifiait surtout qu'un universitaire renommé, doublé d'un administrateur scientifique remarquable, prenait en mains la direction de l'Université de Montréal, à une époque décisive de sa croissance académique et matérielle.

Âgé de 51 ans, M. Gaudry a derrière lui une impressionnante carrière.

Au moment où il fut appelé à diriger l'Université, il était vice-président et directeur des laboratoires de recherche d'une grande firme internationale de produits pharmaceutiques, Ayerst, McKenna & Harrison.

Entré au service de cette maison en 1954, après avoir enseigné la chimie durant treize ans à l'Université Laval de Québec, M. Gaudry y bâtit une des équipes de chercheurs les plus remarquables au Canada. Pas moins de cinquante détenteurs de doctorats travaillaient sous sa direction au moment de son départ. Les laboratoires montréalais de la Ayerst, McKenna & Harrison sont devenus sous son administration les plus importants de cette société.

M. Gaudry a renoué un contact direct avec le monde universitaire en 1961, lorsqu'il devint membre du conseil des gouverneurs de l'Université de Montréal.

Il n'a eu aucune difficulté à se replonger dans les affaires universitaires, qu'il n'avait du reste jamais délaissées complètement. Chimiste reconnu, chercheur estimé et consacré, M. Gaudry a publié une centaine d'articles scientifiques et a collectionné

de nombreux titres: Membre de la Société Royale, conférencier à la Sorbonne, président de l'Institut de Chimie du Canada, membre d'honneur de la Société de chimie industrielle de France, membre du Conseil des recherches pour la défense et du Conseil national des recherches du Canada, et plusieurs autres.

Dès son jeune âge, le nouveau recteur de l'Université de Montréal a brillé sur le plan académique. Après des études classiques au Petit Séminaire de Québec, il obtenait à l'Université Laval un baccalauréat ès sciences appliquées, et décro-

chait la bourse d'étude la plus prestigieuse au Canada, la bourse Rhodes, qui lui permit deux années d'études à Oxford, en chimie. (Son fils Marc a mérité le même honneur il y a trois ans.)

La guerre l'empêcha de terminer son doctorat en Angleterre, mais il présenta sa thèse à Laval en 1940, et commença à enseigner dans cette institution l'année suivante. Il fut le premier à enseigner à la faculté de médecine sans être médecin. Il mit sur pied un noyau de chercheurs qui ont donné à cette faculté une réputation enviée.

Le succès de ses entreprises passées ne laisse pas de doute: lorsque M. Gaudry dit qu'il se fixe l'objectif, en tant que recteur de l'Université de Montréal, de promouvoir l'excellence académique de toutes ses facultés, tous les Montréalais sont rassurés, car la croissance académique de "leur" université sera à la mesure de la croissance du nombre d'étudiants, et à la mesure de son développement matériel qui va encore en s'accroissant.

(M. Gilles Gariépy est journaliste à La Presse.)



EX: MONTREAL 65' - SEPTEMBRE 1965

first layman rector

by James Ferrabee

When *l'Université de Montréal* resumes classes this fall, it will have its first layman rector in its 46-year history as an independent institution. He is Dr. Roger Gaudry.

The three major degree-granting institutions of higher learning in French-Canada all have their roots in the Catholic church. They grew and expanded in this atmosphere and have continued to do so despite the fact that since the Second World War, laymen have taken over more and more of the financial, teaching and administrative responsibility.

Dr. Gaudry comes to the university then, making formal what has been a fact of life, not only here but in other Catholic countries, for many decades. He comes well equipped.

At the age of 51, he has been a university teacher for 14 years, a businessman with an international company for 11 years and a man widely recognized not only in North America but also in Europe, where he obtained part of his education.

An indication of his wide reputation came in April as he was making a month-long tour of Europe.

La Société de Chimie industrielle de France conferred on him an honorary membership in a ceremony in Paris.

Dr. Gaudry was born and brought up in the old city of Quebec, the cradle of French civilization in North America. His early education was gained at *Le Petit Séminaire de Québec* and *l'Université Laval* there.

He earned his Bachelor of Arts in 1933 and his Bachelor of Applied Sciences in

1937 at Laval, heading his class three times. In 1937, he won what has become one of the most coveted prizes for North Americans during the last 50 years, a Rhodes scholarship.

The scholarship enabled him to continue his studies at Oxford University, England, for two years in the field of the pure sciences. His field, of course, was chemistry, more especially in the areas where it mixed with medicine.

The war interrupted his final year of study at Oxford and he completed work at his home university of Laval, where he was awarded a doctorate in 1940. He immediately set to work as a professor.

He was professor of chemistry attached to the Faculty of Medicine at that university from 1941 until 1954 when he decided to turn in the gown for the grey flannel suit of a businessman.

The first appointment was as assistant director of research for Ayerst, McKenna and Harrison, an American-based, internationally-known pharmaceutical company. In the 11 years he was with the company, he successively became director of research for the whole North American company and a vice-president.

At the same time, he built the laboratories in suburban Montreal from a team of 25 persons to an army of more than 200, with more than 50 of them doctors in various disciplines, and made it the main centre of research in this flourishing industry in North America.

The Canadian Government has been quick to recognize his organizational

talents and scientific achievements. He is a member of the council of both the government-run scientific bodies, the National Research Council and the Defence Research Board.

He has a strong conviction about the quality of Canadian-trained scientists which he expressed during a recent interview:

"We have extremely high scientific standards in this country," he said. "Canadian scientists are in great demand in the United States because of this training."

Dr. Gaudry's connection with *l'Université de Montréal* began four years ago when he was appointed to the board of directors. Since then, he says, he has had occasion to wonder whether he was working for his company or the university.

There is no longer any doubt. He inherits from quiet, unassuming Msgr. Irénée Lussier one of the most attractive universities in the country and potentially one of the most powerful.

His quietly vigorous manner, his training in both strains of influence which have welded Canada, the Gallic and Anglo-Saxon traditions, give him the natural background to lead an institution which this year had 13,000 students enrolled in its classes.

As most things in Montreal, the university is shaped with an eye to conserve what is of lasting value from the old world and mold it into the modern shape of the new world.

(James Ferrabee is on the editorial staff of *The Gazette*.)

M. ROGER GAUDRY,
Recteur de l'Université de Montréal



FRANÇOIS DUNOIS-É.

GAUDRY, Roméo B.1247

M. Roméo Gaudry décédé à 73 ans

La gent artistique montréalaise vient de perdre un excellent ami en la personne de M. Roméo Gaudry, décédé hier soir après une longue maladie.

M. Gaudry, qui a été le fondateur de l'émission des événements sociaux au poste CKAC, émission qui a dirigée pendant plus de vingt-cinq ans, était une personnalité de premier plan. Affable, courtois, méthodique et d'une probité proverbiale, il s'était fait partout de nombreux

LA PRESSE

OCT 24 1958



ROMEO GAUDRY

amis. Son émission était religieusement suivie par un public toujours fidèle. Elle a rendu de grands services à la population.

En ces dernières années, tout en gardant la direction de ce programme, il avait été remplacé au micro du poste de la "Presse" par M. Camille Leduc.

M. Gaudry avait accordé un patronage constant à notre théâtre d'abord puis au domaine de la radio et du divertissement en général. Durant la belle époque des grandes saisons théâtrales canadiennes, que ce fut au Stella, au Monument national ou au Saint-Denis, il n'a jamais manqué une seule représentation. Il recevait aussi fréquemment les artistes chez lui. Enfin, il y a quelques mois à peine, il terminait une "histoire personnelle" de notre théâtre.

Né à Montréal, le 16 mai 1885, M. Gaudry avait épousé, le 15 juillet 1924, Mlle Simonne Leduc.

Il laisse, outre son épouse, ses frères: l'abbé Edgar Gaudry, curé à Notre-Dame-des-Victoires de Montréal; Lucien, rentier; Eugène, courtier en assurances, et Rosario, gerant adjoint de la Commission des liqueurs de la province, ainsi que plusieurs neveux et nièces.

La dépouille est exposée à 4737, avenue Delormier, angle Gifford. Les funérailles auront lieu, lundi matin, à 9 h., à l'église Saint-Stanislas de Kostka.

71248

~~71118~~

GAULLE, Charles de

~~71118~~

De Gaulle offre ses hommages à Montréal

Le général de Gaulle, chef des Français libres, et S. H. le maire Adhémar Raynault, ont échangé des messages à l'occasion du troisième centenaire de Montréal.

Voici le message adressé au maire Raynault, au nom de toute la population de Montréal, par le chef des Français libres :

"Voici 300 ans, le 18 mai 1942, Maisonneuve et sa suite débarquaient le long du St-Laurent à l'endroit où devait s'élever la ville de Montréal.

"La grande métropole canadienne célèbre ainsi la mémoire de ces Français qui firent pénétrer la civilisation chrétienne au cœur du continent américain. Aujourd'hui encore, la France est à l'avant-poste du combat pour la civilisation. Ses martyrs portent témoignage de sa résistance indomptable à l'entreprise d'asservissement temporel et spirituel que des barbares ont déchainée sur le monde au nom de l'ordre nouveau.

"Les soldats luttent pour la délivrance de la patrie. La France n'a pas perdu le souvenir de ses fils qui ont fait connaître et aimer, au delà des

mers, son nom et ses traditions. Le Comité National Français dont l'action puise son inspiration la plus haute dans les pages glorieuses de l'histoire de France comme dans la certitude d'une victoire libératrice par sa collaboration avec les peuples civilisés adresse en cette occasion, un message d'espoir et de confiance".

REPOSE DU MAIRE

Voici maintenant le message qu'a adressé M. Raynault, au général de Gaulle :

"Je vous remercie de votre charmant message télégraphique à l'occasion du Troisième Centenaire de notre ville. Au moment où la France souffre, nous comprenons toutes les voix et aussi bien les silences qui témoignent de sa fidélité aux grandes vertus qu'elle a transplantées en cette ville en nous formant du meilleur de son sang et de sa pensée catholique et française".

La Patrie
16 Mai 1942

Le nom du général *"Le Canada"* de Gaulle 12 déc. 1947

De Nostradamus à Faucher de Saint-Maurice

M. Albert Dauzat, le distingué professeur à l'École des Hautes Études (Sorbonne) et l'auteur d'une "Grammaire raisonnée de la langue française", vient de donner au Monde, de Paris, (numéro du premier octobre 1947), un intéressant article sur l'origine et l'orthographe du nom du général de Gaulle, en soulevant là une question que notre éminent confrère, Emile Buré, pensait bien avoir tranchée définitivement dans l'hebdomadaire France-Amérique, de New-York, à l'automne de 1943.

A l'aide d'un texte que nous avons nous-même trouvé dans un ouvrage de Faucher de Saint-Maurice, l'écrivain canadien du XIX^e siècle, nous apportons dans ce débat, au Canada, le 22 novembre 1943, une contribution à laquelle l'article de M. Albert Dauzat redonne quelque actualité. Mais procédons par ordre et présentons d'abord l'article de M. Albert Dauzat :

La défense de la langue française

Encore la particule et le nom "de Gaulle"

J'ai promis à mes lecteurs de revenir sur le nom du général de Gaulle. Auparavant je passe la plume à mon distingué collègue de l'université de Rennes, M. Pocquet du Haut-Jussé, qui dans les lignes suivantes met définitivement au point la question de la "particule nobiliaire" :

1° Le nom de terre précédé du mot seigneur (ou quelque autre équivalent) n'est pas un nom de personne, car le possesseur, s'il vient à perdre la terre, en quitte le nom : Jean seigneur de Malestroit. Ce n'est pas là l'origine directe de la particule nobiliaire.

2° Au contraire le nom de terre est devenu un nom de personne lorsqu'il est porté par des gens ne possédant pas le fief, mais parents (descendants ou collatéraux) du possesseur. Alors le nom de terre suit immédiatement le prénom sans l'intermédiaire du qualificatif "seigneur". Exemple : Jean de Malestroit.

3° Au XVII^e siècle le nombre de gentilshommes cessant de porter leur patronyme pour se faire appeler d'un nom de terre se multiplie. Les historiens savent combien l'identification de ces personnages est difficile lorsque le nom de terre qu'ils ont emprunté est très commun : le sieur du Chesne, le sieur de la Porte. Noël du Fall est, je crois, le premier à avoir raillé cette mode de la particule nobiliaire.

4° Au XVII^e siècle le préjugé de la particule nobiliaire est si fort que :

a) Des familles nobles dont le patronyme ne le comportait pas, l'adoptent assez bizarrement : Cornulier, Farcy, Ferron deviennent de Cornulier, de Farcy, de Ferron. Même Lefèvre devient de Lefèvre.

b) Le roi en donnant des lettres de noblesse autorise l'impétrant à prendre la particule : Simon Moulin s'appellera Simon du Moulin.

5° Par contre-coup apparaît la prétention d'interdire la particule aux roturiers. On prétend obliger les familles roturières dont le nom est tiré d'un lieu, à souder leur particule : Delaville.

6° A l'époque révolutionnaire toutes les particules disparaissent ou se soudent. L'état antérieur n'est rétabli que peu à peu et non complètement au cours du XIX^e siècle.

Revenons maintenant au nom du général de Gaulle dont l'origine est controversée, car le problème étymologique se double d'un problème généalogique.

La généalogie de sa famille a été étudiée dans un petit livre intéressant de Jean Gonnet (aujourd'hui décédé), les Origines bourguignonnes du général de Gaulle, publié en 1945 à Chalon-sur-Saône, à l'imprimerie Renaux. Malheureusement cette généalogie offre une lacune qui fait obstacle à la solution du problème.

L'auteur a trouvé en Bourgogne une famille Gaule ou Gaulle fixée à Culsercy (dans la Bresse louchannaise) en 1511, et anoblée par Charles IX en 1573. A partir du dix-septième siècle la filiation de cette famille se perd.

D'autre part l'ancêtre le plus anciennement connu du général de Gaulle, Antoine de Gaulle, apparaît à Châlons-sur-Marne en 1713. Il est possible, mais non certain, qu'il descende de la famille bourguignonne précitée. Il est étrange qu'un généalogiste averti comme Jean Gonnet n'ait pas pu retrouver les antécédents de cette famille champenoise à une époque où les registres d'état civil étaient tenus de façon régulière par le clergé. Est-ce parce que la famille serait venue de l'étranger, par exemple de Flandre ? Il semble que les historiens champenois pourraient élucider la question.

En attendant, deux hypothèses au moins sont à envisager.

Si la famille du général descend des Gaule bourguignons du seizième siècle, roturiers anoblis par Charles IX, nous sommes très probablement en présence d'un surnom comme pour les noms de famille Perche-Laperche désignant soit une personne très grande,

soit le possesseur d'une gaule ou d'une perche. Le minuscule hameau La Gaule de Saône-et-Loire (commune de la Chapelle-au-Mans), qui ne figure dans aucun texte ancien, est une création relativement moderne ainsi que ses homonymes et ne peut être à l'origine d'un nom de famille formé comme presque tous les patronymes entre le treizième et le quizième siècle.

Si au contraire la famille vient des Flandres, nous revenons à l'explication que j'ai donnée précédemment : forme francisée du flamand van de Walle, "du fossé". On m'a suggéré un flamand supposé, de Gaul, "le cheval", mais je ne crois pas que ce patronyme, soit attesté en Flandre ; en tout cas, il ne s'accorderait pas avec la forme de Waulle qu'offrent des noms de famille de la même région. Et rien de commun avec Kaal, "chauve", proposé par un autre lecteur.

La parole est aux généalogistes champenois pour départager les opinions.

Albert DAUZAT

Voici maintenant l'article que le Canada écrivait sur le nom du général de Gaulle, le 22 novembre 1943 sous la rubrique "Autour et alentour" :

De Gaulle, avec deux "I"

Le gaullisme qui a pénétré en France métropolitaine depuis les premières heures de l'armistice déshonorant des hommes de Bordeaux, et qui travaille même le maréchal Pétain, dit-on, a suscité dans la presse française, vendue à l'ennemi, de nombreux articles felleux tantôt signés de Marcel Déat, d'Henri Bérid et autres oiseaux de même plumage.

Le grand journaliste français Emile Buré citait récemment dans l'hebdomadaire new-yorkais France-Amérique, un autre de ces articles à la fois plus haineux et plus comiques que les précédents sur le général de Gaulle. Le Canada reproduisait, il y a quelques jours les commentaires de l'ancien directeur de l'Ordre à ce sujet.

"Que convient-il de penser du nom de de Gaulle?" écrit dans le Matin un publiciste qui s'appelle Armand Bernard.

Et il ajoute ceci :

"On doit se demander quelle peut bien être l'origine de cette appellation bizarre et si propre à enthousiasmer les esprits hypnotisés sur les prophéties de Nostradamus et de sainte Odile. Les deux "I" dont elle est ornée sont encore à leurs yeux un signe confinant de sa mission, puisque, en latin, la France est appelée Gallia. De là, à voir, dans le chef de l'émigration, un fils de France de la descendance de Vercingétorix, de Clovis et de Charlemagne et d'un Bourbon de la main gauche, il n'y a vraiment qu'un pas."

Plus loin, après avoir vainement cherché dans de vieux livres un nom qui ressemblerait à celui de de Gaulle, il laisse entendre que ce nom est un faux :

"On trouve bien au début du XVII^e siècle, en Bourgogne, une famille de petits robins du nom de de Gaule (avec un seul I) mais elle n'est même pas mentionnée dans les registres de la grande révision de 1696. Quittons l'héraldique pour plonger dans l'onomastique. Nous voyons que le répertoire si complet de l'excellent ouvrage de Paul Chapuy "L'origine des noms patronymiques français" ne fait état d'aucun nom même approchant. Passons à la toponymie (étude des noms de lieux) et nous chercherons en vain quelque bourgade ou village dont un de Gaulle eût pu être seigneur ou manant.

Nous avons donc d'excellentes raisons pour poser en principe que ce nom "prédestiné" est, a priori, suspect d'être un nom forgé. Et dès lors nous sommes en droit d'appliquer cette règle sur laquelle nous guidons nos recherches. Quand on se heurte à l' inexplicable, il faut en chercher la solution dans l'inattendu plausible.

Or, il se trouve qu'en hébreu, Degol signifie : comme verbe, se glorifier ou s'exalter, et comme substantif : l'étendard."

Et voilà maintenant le héros de la résistance française qui devient un Juif aux yeux de Vichy et de Paris!

Bien que nous ne disposions pas au Canada de l'abondante bibliographie qu'on peut avoir à la main dans n'importe quelle ville importante de France sur l'onomastique française, nous avons pu trouver dans "Les joies et les tristesses de la mer", de Faucher de Saint-Maurice, à la page 105 de son édition de 1888 (librairie Saint-Joseph, Montréal) le passage suivant :

"Qui connaît aujourd'hui Jean-Baptiste Degaulle, ingénieur hydrographe? Les Archives de l'Académie Royale de la Marine nous disent néanmoins que se trouvant en 1758 à Louisbourg lors de la prise de cette ville, il s'échappa avec huit de ses camarades au moment où elle ouvrait ses portes aux Anglais. Degaulle aborda à Gaspé, et, à prix de fatigues inouïes, il arriva à Québec, où pendant quelque temps, pour vivre, il enseigna la navigation."

Cette citation indique clairement que le nom qui fait la gloire de la France contemporaine, malgré l'effondrement de 1940, peut porter deux "I" sans avoir été forgé.

Le texte de Faucher de Saint-Maurice, que nous avons transmis naguère à Elizabeth de Miribel pour qu'elle le fasse parvenir au premier des résistants français, devrait maintenant peser lourd auprès des généalogistes et des amateurs d'onomastique sinon auprès d'excellents grammairiens comme M. Dauzat.

LAFCADIO

De Gaulle, une personnalité hors pair

par André Passeron

Son âge: soixante dix-sept ans le 22 novembre prochain. Sa taille, exceptionnelle pour un Français: un mètre quatre vingt quatorze.

Après ses études dans la rigueur d'un établissement religieux, il devient officier et se passionne pour les techniques de la guerre moderne. Mais la force d'inertie de l'Etat-Major est trop grande pour être vaincue d'un coup. Il s'acharne quand même et prend pour devise une réplique d'Hamlet: "Etre grand, c'est soutenir une grande querelle" et la place en tête du livre où il développe sa pensée: "Le fil de l'Épée". C'est aussi la grandeur qui avait frappé le leader socialiste Léon Blum lorsqu'il reçut, en 1936, la visite du Commandant de Gaulle venu lui exposer sa théorie sur la guerre des blindés: "Je vis entrer raconte Léon Blum, avec une aisance calme et même placide, un homme dont la taille, la largeur, la carrure avaient quelque chose de gigantesque. Il était tout d'une pièce. Il était dans sa personne physique. Il l'était dans son comportement moral".

Plusieurs de ceux qui ont fréquenté de Gaulle avant la guerre ont ressenti cette impression de grandeur, d'ardeur, de conviction et de passion. A l'Ecole de Guerre, en 1927, le Maréchal Pétain disait même aux officiers avant une conférence de de Gaulle: "Ecoutez le Capitaine de Gaulle avec attention, car le jour viendra où la France reconnaissante fera appel à lui".

Et, en 1935, lorsqu'il vient voir le Président du Conseil pour lui exposer ses vues, celui-ci est aussitôt acquis.

Dans ses Mémoires, M. Paul Reynaud décrit ainsi cette première rencontre: "Je vis entrer dans mon cabinet un haut lieutenant - colonel de Chasseurs à pied. Il y avait dans les mouvements de ce grand corps une tranquille assurance que confirmait le regard de ses yeux bruns profondément encaissés dans leurs orbites. Une fois engagé dans la démonstration, parlant sur un ton uni, avec une voix d'une douceur surprenante dans ce grand corps, il imposait sa conviction. Lorsqu'il tendait l'en avant la pointe de son visage, en écartant lentement ses deux avant-bras on le sentait pénétrer d'une évidence irrésistible."

L'homme du salut

Dans l'armée française d'avant-guerre, cet officier, long comme un jour sans pain, est déjà très connu, mais ses théories apparaissent comme trop révolutionnaires et elles sont peu appréciées. Et ce n'est qu'après la déclaration de la guerre, en 1940, qu'on lui donne enfin le commandement d'une division cuirassée... et ses étoiles de Général à titre temporaire. Mais il est trop tard et les quelques brillantes victoires qu'il remporte n'arrêtent pas la vague de l'armée allemande qui déferle sur la France. Nommé sous-secrétaire d'Etat à la Guerre par M. Paul Reynaud, le 6 juin 1940, il essaie, mais en vain d'organiser la poursuite du combat dans les colonies françaises tandis que l'invasion de la France se poursuit. Sa résolution cependant est prise. A Bordeaux, où le gouvernement a dû se réfugier, il introduisit son grand corps

dans un petit avion et part pour Londres. Le lendemain de son arrivée, alors que le Maréchal Pétain signe l'armistice, ce Général presque inconnu s'adresse au micro de Radio-Londres, aux Français qui fuient sur les routes et qui ne peuvent l'entendre pour les appeler à continuer la guerre.

Va-t-il une fois de plus prêcher dans le désert et une fois de plus l'Histoire lui donnera-t-elle raison contre tous?

Cette fois le destin du monde change. La suite est connue.

La résolution de de Gaulle attire autour de lui des Français de plus en plus nombreux. Aux premiers qui, à travers mille dangers, réussissent à gagner Londres et se présentent à lui en disant: "Nous arrivons pour continuer la lutte à vos côtés", il répond: "Mais Messieurs, vous ne faites que votre devoir". C'est ensuite le combat contre l'ennemi, partout où il se trouve, et la volonté incessante de faire reconnaître la France comme un partenaire égal des alliés jusqu'à la capitulation des Allemands et des Japonais.

Douze ans de semi-retraite

Les années passent: la Résistance des Français à l'occupation, la libération de la France, la victoire, le gouvernement de de Gaulle installé à Paris et en 1946 son départ. Il quitte en effet le pouvoir à ce moment parce que l'évolution du régime ne correspond plus, une fois encore, à son sens de la grandeur et que le jeu des forces politiques l'empêche de continuer à vivre sa légende. Aussi va-t-il l'écrire. Il se retire dans sa maison de campagne, à deux cents kilomètres de Paris, dans le petit village de Colombey - les-Deux-Eglises, pour rédiger ses Mémoires. Dès la première page il parle encore de la grandeur: "Pour moi, la

France ne peut être la France sans la Grandeur. Cette foi a grandi en même temps que moi". Mais il raconte aussi, nouvel aigle aux ailes coupées, qu'il fait quinze mille fois le tour de son jardin. Il le fera pendant douze ans, s'arrêtant parfois pour aller à travers la France prononcer devant des foules immenses des discours enflammés et dénoncer la politique des gouvernements qui sont au pouvoir.



Enfin, le 19 mai 1958, alors que l'armée vient de faire un coup d'Etat à Alger et que le gouvernement se sent dangereusement impuissant, il annonce qu' "il est prêt à assumer les pouvoirs de la République". Une fois de plus il apparaît au peuple comme le Libérateur.

Chef de l'Etat depuis 1959

Elu Président du Conseil puis Président de la République pour sept ans, il dispose enfin tout à la fois de l'appui populaire et des pouvoirs légaux pour une longue période.

Les Français constatent, cependant, qu'il a changé. Toujours aussi grand, il garde le même port de tête et les mêmes mouvements amples de ses immenses bras, mais il a grossi, ses cheveux ont blanchi et ses traits sont plus marqués. Mais son grand front, ses petits yeux marrons enfoncés, son long nez, sa petite moustache grise presque invisible, ses larges oreilles donnent toujours à son visage un caractère unique. Car, s'il n'est pas comme tout le monde, il sait, par contre, parler à tout le monde. Il multiplie ses discours et il visite chacun des quatre vingt dix départements pour parler encore aux Français de la grandeur de la France. On s'habitue à le voir vêtu de costumes gris foncé. Mais souvent aussi, il reporte l'uniforme de Général de Brigade avec deux étoiles sur les manches, décoré seulement de la Croix de Lorraine qui, durant toute la guerre, fut l'habit de lumière de son épopée. Exceptionnel à tant

d'égards, de Gaulle est aussi le premier homme d'état français à ne laisser aucun Français indifférent. Si la majorité l'approuve passionnément, une minorité lui voue une haine aveugle qui est allée parfois jusqu'au crime: il a, en effet, échappé par miracle à deux attentats.

Extraordinaire endurance

Malgré son âge, il assume tous les devoirs de sa charge qui est lourde car la nouvelle Constitution a confié au Président de la République des responsabilités que n'avaient par les anciens. Il voyage sans cesse en France, se rend à l'étranger, reçoit des visiteurs et parle très souvent à la radio et à la télévision, d'une voix forte et balancée avec des intonations si typiques qu'un chansonnier est devenu célèbre en l'imitant. En avril 1964, il est opéré de la prostate et l'on pense qu'il ne va plus pouvoir mener la même vie active. Or, deux mois plus tard, il visite trois départements. Comme à son habitude, nu-tête sous le soleil brûlant ou sans manteau sous la pluie battante, il aime à défier les éléments et il écarte tous les conseils de prudence.

Six mois après, il entreprend en Amérique du Sud le plus long et le plus fatigant voyage qu'il ait jamais fait. En 1966, à 76 ans, il entreprend le périple le plus long qu'un chef d'Etat ait jamais accompli: il boucle le tour du monde.

Tel est l'homme dont le Président Kennedy disait à son retour de Paris: "J'ai rencontré un monument appelé Charles de Gaulle".



De Gaulle accueillant le feu président Kennedy à l'Elysée en 1961

Mémoire étonnante

Sa mémoire étonnante et son sens de la formule, il les a appliqués aussi à apprendre d'autres langues. Ainsi, en Allemagne, il a surpris tout le monde, même ses proches collaborateurs, en prononçant au cours d'un voyage plusieurs longs discours en allemand, sans hésitations et sans fautes. Et la surprise a encore été plus grande lorsqu'au Mexique, il a invité les Mexicains, en espagnol, à marcher avec les Français "la main dans la main".

C'est pour tout cela que les discours, les allocutions télévisées, les conférences de presse et même les moindres propos du Général de Gaulle sont toujours attendus comme un message ou comme une curiosité. L'écrit et la parole sont pour lui des actes de gouvernement, des décisions de combat, des manifestations du destin.

N'a-t-il pas écrit un jour: "Je me sens remplir une fonction qui dépasse de très loin ma personne, servir d'instrument au destin".

De Gaulle

2-L'orateur et l'écrivain

par André Passeron

Toute sa vie, de Gaulle l'a passée à exposer ses théories, à démontrer son point de vue, à convaincre les autres et à justifier ses décisions. Avec une égale habileté et une égale maîtrise, il a utilisé tour à tour l'écriture et la parole. Et il s'est révélé - ses adversaires le reconnaissent eux-mêmes un grand maître dans l'exercice de ces deux arts difficiles. Jamais aucun homme d'Etat français n'a autant écrit et autant parlé. Et jamais, non plus, on n'a autant écrit en France sur un homme public durant sa vie.

Le Général de Gaulle lui-même a écrit neuf ouvrages et les discours qu'il a prononcés remplissent une douzaine de volumes. Sur son action pendant la guerre, cinquante livres ont été écrits par des compagnons de combat, par des diplomates, par des hommes politiques, amis ou adversaires. Depuis son retour au pouvoir, en 1958, plus de cinquante autres ouvrages lui ont été consacrés, depuis le récit descriptif et objectif jusqu'au poème de louange ou au pamphlet vengeur.

Il est difficile de choisir dans toute cette littérature, mais comme le disait un de ses adversaires politiques, "les meilleurs livres sur de Gaulle; ce sont ceux écrits par de Gaulle lui-même".

Tout jeune, de Gaulle s'intéresse à la lecture, aux lettres et à la culture. Pendant ses études, il apprend par cœur des pages entières de Cyrano de Bergerac, de Chateaubriand, d'Alfred de Vigny, mais il s'imprègne aussi des classiques grecs et latins, des dramaturges anglais, comme Shakespeare, et des philosophes allemands.

A quinze ans, il écrit même une petite pièce en vers "Une mauvaise rencontre". Mais ce sera sa seule oeuvre que l'histoire ne retiendra pas.

Au cours des années qui suivent - la guerre, une blessure à Verdun, où il est fait prisonnier -, il étudie et il médite. Le fruit de ses premières pensées; il le donne dans son premier livre: "la discorde chez l'ennemi", ce n'est pas seulement l'oeuvre d'un critique militaire, c'est déjà un ouvrage de morale politique dans lequel il tire la leçon des rivalités entre le pouvoir politique et le commandement militaire chez l'adversaire. Il se révèle, dans ces analyses, autant soldat que psychologue et écrivain.

Il poursuit ensuite sa méditation solitaire au hasard des garnisons et publie de temps à autre des articles que ne lisent que les abonnés peu nombreux de revues spécialisées. Mais de 1932 à 1938, il édite successivement trois ouvrages: "Le Fil de l'Epée", "Vers l'armée de métier", et "La France et son Armée". Les théories qu'il y expose sont, dans le climat de l'époque, tellement révolutionnaires que l'on commence à s'inquiéter de ce qu'il y a dans la tête de ce grand colonel.

Il démontre, en effet, qu'une armée professionnelle serait plus apte à protéger la France dans les premiers jours d'une guerre, qu'une armée composée de soldats nombreux mais sans qualifications. Il montre, surtout, contrairement à ce qu'affirme la doctrine officielle, que les régiments de chars blindés peuvent seuls obtenir la victoire. La France fera d'ailleurs en 1940 la douloureuse expérience de la sagesse de ces théories lorsque les chars allemands, mettant en oeuvre la doctrine de la guerre des blindés de de Gaulle, envahirent son territoire.

Mais surtout, il décrit dans ses livres les qualités que doit avoir le chef pour commander à ses troupes. Et dans le portrait qu'il fait de "l'homme de caractère", on reconnaît, mais plus tard, qu'il s'est lui-même décrit. Il écrit ainsi: "On ne remue par les foules autrement que par des sentiments élémentaires, de violentes images, de brutales invocations", ou encore: "L'homme d'action embrasse l'action avec l'orgueil du maître", ou bien aussi:

"Réserve, caractère, grandeur, ces conditions du prestige imposent un effort qui rebute le plus grand nombre". On ne finirait pas de citer ces formules qui sont autant de maximes de moraliste.

Un style somptueux

Son style s'y affirme déjà comme celui d'un grand écrivain. Il aime les périodes assez longues, balancées, équilibrées, les énumérations complètes, les images frappantes. Il n'hésite pas à employer des mots qui ne sont plus d'usage courant. Ainsi, pour parler des rapports entre la France et l'Allemagne, il écrit: "Les Gaulois et les Germains". Les mots nobles viennent tout naturellement sous sa plume, comme le caractère, le prestige, l'autorité et surtout la grandeur. Il préfère parler des "soldats" plutôt que des militaires, des "nations" ou des "peuples" plutôt que des pays. Cet art de l'écriture, de Gaulle le perfectionne sans cesse. S'en servant comme d'une arme, il n'hésite pas, pendant la guerre à adresser, - au risque de commettre une indiscipline - des notes, des lettres, des messages aux ministres et à ses supérieurs pour leur expliquer les dangers de la situation et leur proposer des solutions. Au point que le Général Weygand qui commandait l'Armée française dit, un jour, voulant être méprisant: "de Gaulle, mais c'est un journaliste!".

Mais les malheurs de la guerre vont vite donner à ce "journaliste" l'occasion d'abandonner la plume pour la parole. Son premier acte de chef de la France Libre est en effet un discours: son fameux appel du 18 juin (1940). Plein d'un souffle pathétique, il se mêle à cette invitation lancée aux Français pour continuer le combat, un ton de chef, précis concis et direct. Il invente à cette occasion une formule qui deviendra un véritable slogan et un message d'espoir: "La France a perdu une bataille; mais elle n'a pas perdu la guerre".

Dès lors, c'est par la parole qu'il va s'exprimer jusqu'à la victoire, parlant sans cesse, encore et toujours de la grandeur de la France.

Parler au pays

Après la guerre, retiré dans son village de Colombey-les-Deux-Eglises, il écrit les trois gros volumes de ses Mémoires. Ils constituent pour les Français un document historique de première importance sur la vie de la France pendant la guerre... et aussi sur la personnalité de de Gaulle.

Leur mise en vente fut le plus grand succès de librairie d'après la guerre. C'est le premier "best seller" français et il détient toujours le record de vente des livres politiques.

Mais en même temps, de Gaulle, devenu chef de parti, parcourt la France pour prononcer des discours qui sont pour l'opinion, chaque fois, autant d'événements politiques. Ils se révèlent alors un redoutable polémiste, un adversaire si agressif et si dangereux pour le gouvernement que celui-ci ne lui permet plus d'utiliser les ondes de la radio nationale.

Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle inaugure un style nouveau de gouvernement en s'adressant directement au peuple. Tout d'abord, il fait précéder à plusieurs référen-

dums qui constitueront pour chaque Français un refus ou une adhésion directe et intime à la personne même de de Gaulle.

Mais surtout, il prononce de multiples allocutions. Grâce au développement grandissant de la télévision, il impose sa

présence dans chaque foyer et, par sa manière de s'exprimer, donne à chaque Français l'impression qu'il s'adresse à lui personnellement, pour ainsi dire, "en tête à tête".

Dans les voyages qu'il effectue dans chacun des départements français, il n'est pas

rare qu'il prononce sept ou huit discours par jour.

Ce qui frappe alors ses auditeurs dans ces diverses occasions, c'est d'abord son accent, le ton de sa voix, c'est ensuite le fait qu'il soit capable de parler sans aucune note, sans jamais hésiter, pendant des heures.

C'est enfin le choix des formules, les expressions qu'il invente et qui, pour ne pas être de la langue courante, n'en sont que plus frappantes.

Par exemple, pour se moquer des critiques de l'opposition il parle de "la hargne, la rogne et la grogne"; pour écarter le passé, il dit que "le temps des lampes à huile et de la marine à voile est fini."

Il décrit les pays sous-développés par cette image: "deux milliards d'hommes qui ont faim."

Qui est de Gaulle ?

"J'ai rencontré un monument qui s'appelle Charles de Gaulle"

par André PASSERON

Son âge : soixante-dix sept ans, le 22 novembre prochain. Sa taille, exceptionnelle pour un Français : un mètre quatre-vingt-quatorze. En entrant à l'école militaire de Saint-Cyr à vingt ans, ses camarades l'appelaient "la grande asperge" et aussi "le coq" en raison de sa fierté. Plus tard, ses soldats des Forces françaises libres l'avaient baptisé "le Grand Charles". Depuis, même en civil, c'est le seul Français que ses compatriotes reconnaissent immédiatement, car sa tête émerge partout au-dessus des foules.

Cette grandeur physique est une des clés du personnage. Car pour lui, tout est grandeur.

GUERRE MODERNE

Après ses études dans la rigueur d'un établissement religieux, il devient officier et se passionne pour les techniques de la guerre moderne. Mais la force d'inertie de l'Etat-Major est trop grande pour être vaincue d'un coup. Il s'acharne quand même et prend pour devise une réplique d'Hamlet : "Etre grand, c'est soutenir une grande querelle" et la place en tête du livre où il développe sa pensée : "Le fil de l'Épée". C'est aussi la grandeur qui avait frappé le leader socialiste Léon Blum, lorsqu'il reçut, en 1936, la visite du Commandant de Gaulle venu lui exposer sa théorie sur la guerre des blindés : "Je vis entrer, raconte Léon Blum, avec une aisance calme et même placide, un homme dont la taille, la largeur, la carrure avaient quelque chose de gigantesque. Il était tout d'une pièce. Il était dans sa personne physique. Il était dans son comportement moral".

Plusieurs de ceux qui ont fréquenté de Gaulle avant la guerre ont ressenti cette impression de grandeur, d'ardeur, de conviction et de passion. A l'Ecole de Guerre, en 1927, le Maréchal Pétain disait même aux officiers avant une conférence de de Gaulle : "Écoutez le Capitaine de Gaulle avec attention, car le jour viendra où la France reconnaissante fera appel à lui".

CONQUIS

Et, en 1935, lorsqu'il vient voir le président du conseil pour lui exposer ses vues, celui-ci est aussitôt conquis. Dans ses mémoires, M. Paul Reynaud décrit ainsi cette première rencontre : "Je vis entrer dans mon cabinet un haut lieutenant colonel de Chasseurs à pied. Il y avait dans ses mouvements de ce grand corps une tranquille assurance que confirmait le regard de ses yeux bruns profondément encaissés dans leurs orbites. Une fois engagé dans la démonstration, parlant sur un ton uni, avec une voix d'une douceur surprenante dans ce grand corps, il imposait sa con-

viction. Lorsqu'il tendait en avant la pointe de son visage, en écartant lentement ses deux avant-bras, on le sentait pénétré d'une évidence irrésistible".

COMMANDEMENT

Dans l'armée française d'avant-guerre, cet officier, long comme un jour sans pain, est déjà très connu, mais ses théories paraissent trop révolutionnaires et elles sont peu appréciées. Et ce n'est qu'après la déclaration de la guerre, en 1940, qu'on lui donne enfin le commandement d'une division cuirassée... et ses étoiles de général à titre temporaire. Mais il est trop tard et les quelques brillantes victoires qu'il remporte n'arrêtent pas la vague de l'armée allemande qui déferle sur la France. Nommé sous-secrétaire d'Etat à la Guerre par M. Paul Reynaud, le 6 juin 1940, il essaie, mais en vain, d'organiser la poursuite du combat dans les colonies françaises tandis que l'invasion de la France se poursuit. Sa résolution cependant est prise. A Bordeaux, où le gouvernement a dû se réfugier, il introduit son grand corps dans un petit avion et part pour Londres. Le lendemain de son arrivée, alors que le Maréchal Pétain signe l'armistice, ce Général, presque inconnu, s'adresse au micro de la BBC aux Français qui fuient sur les routes et qui ne peuvent l'entendre pour les appeler à continuer la guerre.

Va-t-il une fois de plus prêcher dans le désert et une fois de plus l'histoire lui donnera-t-elle raison contre tous ?

Cette fois le destin du monde change. La suite est connue.

VOTRE DEVOIR

La résolution de de Gaulle attire autour de lui des Français de plus en plus nombreux. Aux premiers qui, à travers mille dangers, réussissent à gagner Londres et se présentent à lui en disant : "Nous arrivons pour continuer la lutte à vos côtés", il répond : "Mais, messieurs, vous ne faites que votre devoir". C'est ensuite le combat contre l'ennemi, partout où il se trouve, et la volonté incessante de faire reconnaître la France comme un partenaire égal des alliés jusqu'à la capitulation des Allemands et des Japonais.

Les années passent : la Résistance des Français à l'occupation, la libération de la France, la victoire, le gouvernement de de Gaulle installé à Paris et en 1946 son départ. Il quitte, en effet, le pouvoir à ce moment parce que l'évolution du régime ne correspond plus, une fois encore, à son sens de la grandeur et que le jeu des forces politiques l'empêche de continuer à vivre sa légende. Aussi va-t-il l'écrire. Il se retire dans sa maison de campagne, à deux cents kilomètres de Paris, dans le petit villa-

(John F. Kennedy)

ge de Colombey les deux Eglises, pour rédiger ses Mémoires. Dès la première page il parle encore de la grandeur : "Pour moi, la France ne peut être la France sans la Grandeur. Cette foi a grandi en même temps que moi". Mais il raconte aussi, nouvel aigle aux ailes coupées, qu'il fait quinze mille fois le tour de son jardin. Il le fera pendant douze ans, s'arrêtant parfois pour aller à travers la France prononcer devant des foules immenses des discours enflammés et dénoncer la politique des gouvernements qui sont au pouvoir. Enfin, le 19 mai 1958, alors que l'armée vient de faire un coup d'Etat à Alger et que le gouvernement se sent dangereusement impuissant, il annonce qu'il est prêt à assumer les pouvoirs de la République". Une fois de plus il apparaît au peuple comme le Libérateur.

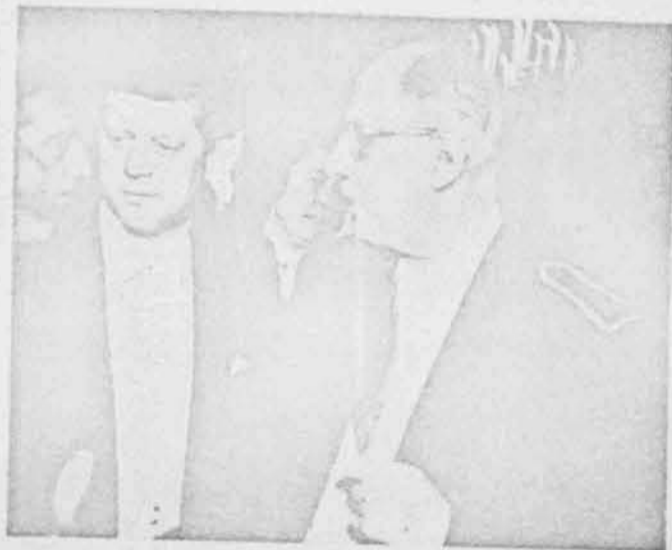
Elu Président du Conseil, puis Président de la République pour sept ans, il dispose enfin tout à la fois de l'appui populaire et des pouvoirs légaux pour une longue période.

Les Français constatent, cependant, qu'il a changé. Toujours aussi grand, il garde le même port de tête et les mêmes mouvements amples de ses immenses bras, mais il a grossi, ses cheveux ont blanchi et ses traits sont plus marqués. Mais son grand front, ses petits yeux marrons enfoncés, son long nez, sa petite moustache grise presque invisible, ses larges oreilles donnent toujours à son visage un caractère unique. Car, s'il n'est pas comme tout le monde, il sait, par contre, parler à tout le monde. Il multiplie ses discours et il visite chacun des quatre-vingt-dix départements pour parler encore aux Français de la grandeur de la France. On s'habitue à le voir vêtu de costumes gris foncé. Mais souvent aussi, il reporte l'uniforme de Général de Brigade avec deux étoiles sur les manches, décoré seulement de la Croix de Lorraine qui, durant toute la guerre, fut l'habit de lumière de son épopée. Exceptionnel à tant d'égards, de Gaulle est aussi le premier homme d'Etat français à ne laisser aucun Français indifférent. Si la majorité l'approuve passionnément, une minorité lui voue une haine aveugle : il a, en effet, échappé par miracle à deux attentats.

UN MONUMENT

En dépit de son âge, il assume tous les devoirs de sa charge qui est lourde, car la nouvelle Constitution a confié au Président de la République des responsabilités que n'avaient pas les anciens. Il voyage sans cesse en France, se rend à l'étranger, reçoit des visiteurs et parle très souvent à la radio et à la télévision, d'une voix forte et balancée avec des intonations si typiques qu'un chansonnier est devenu célèbre en l'imitant. Le 17 avril 1964, il subit une intervention et l'on pense qu'il ne va plus pouvoir mener la même vie active. Le 8 mai, il fait sa première apparition publique en se rendant à l'Arc de Triomphe de l'Etoile. Il disait peu après : "Mes médecins ont renoncé à faire de l'opposition". Deux mois plus tard, il visite trois départements. Comme à son habitude, nu-tête sous le soleil brûlant ou sans manteau sous la pluie battante, il aime à défier les éléments et il écarte tous les conseils de prudence.

Six mois après, il entreprend en Amérique du Sud le plus long et le plus fatigant voyage qu'il ait jamais fait. En 1966, à 76 ans, il entreprend le périple le plus long qu'un chef d'Etat ait jamais accompli : il boucle le tour du monde.



Le général de Gaulle et le président Kennedy au Palais de l'Elysee, le 31 mai 1961.

La vie à l'Élysée: l'activité du général s'identifie à un culte

LE SECRET, l'exactitude, la discipline qui gouvernent la vie privée du général de Gaulle, se retrouvent, mais plus accentué encore, dans l'organisation du travail du président de la République et dans sa vie publique. Tout dans l'activité du général de Gaulle paraît si minutieusement prévu et organisé qu'on peut davantage parler de cérémonial, comme pour la célébration de quelque culte, que de simple protocole. Cette rigueur qui ne laisse rien au hasard s'applique aussi bien à l'emploi du temps du Général qu'à l'organisation des services de l'Élysée et qu'à la manière dont se tiennent les conseils et autres réunions que préside le chef de l'État. De sa formation militaire, de Gaulle a gardé l'habitude de se lever tôt. Il lit aussitôt la presse et préfère feuilleter lui-même les journaux, parcourir les titres de toutes les rubriques, plutôt que de lire la revue de presse politique que lui prépare son cabinet. C'est par ce moyen, en effet, qu'il se tient au courant des préoccupations et de l'évolution de l'opinion et son entourage ne peut jamais lui cacher tel événement ou telle réaction.

Il se rend ensuite, vers neuf heures trente, dans son bureau. C'est une grande pièce qui, par trois larges fenêtres, donne sur le vaste parc du palais de l'Élysée. Un grand calme y règne qui contraste avec le bouillonnement de la ville qui entoure le palais. Sur le mur opposé aux fenêtres, une large tapisserie représente "Don Quichotte guéri de la folie par sa sagesse".

Dès son arrivée, il reçoit le secrétaire général de la Présidence, M. Etienne Burin des Rosiers, ancien ambassadeur, et son directeur de cabinet, M. Xavier de la Chevalerie, ministre plénipotentiaire. Ces deux hommes sont les seuls, en France, à connaître tous les secrets de l'État et tous les secrets du Général. Ils sont à la fois ses conseillers techniques pour les questions politiques, les maîtres de cérémonies de sa vie quotidienne et ses confidentiels intimes. Après ce contact matinal, ils réunissent, dans leurs bureaux contigus à celui du Général, leurs collaborateurs pour transmettre les ordres et observations.

L'Élysée fonctionne, en effet, comme un véritable super-gouvernement. Chaque conseiller s'occupe des problèmes qui relèvent d'un département ministériel et traite directement avec le ministre intéressé, avant de soumettre au général de Gaulle les projets de déci-

sion. Au nombre d'une vingtaine, ce sont pour la plupart de jeunes fonctionnaires formés par une grande école de réputation prestigieuse, l'École nationale d'administration. C'est d'ailleurs de Gaulle lui-même qui, en 1945, avait créé cette école pour recruter les cadres de l'État.

Mais, de tout temps, certaines matières ont, plus que d'autres, passionné de Gaulle. C'est pourquoi il s'est établi une distinction de fait entre ce que l'on appelle dans les milieux parisiens, comme du temps des rois, le domaine réservé du souverain et le domaine délégué, géré par les ministres. Dans le domaine réservé entrent, évidemment, les secteurs nobles, qui, aux yeux de De Gaulle, sont l'instrument de la puissance et de la grandeur de la Nation : la diplomatie et la Défense nationale. En matière diplomatique, de Gaulle donne lui-même les grandes indications à son ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, qui se charge de développer et d'appliquer les idées du Général. L'accord entre les deux hommes est d'ailleurs complet. Une preuve en est fournie par le fait que M. Couve de Murville est le seul membre du gouvernement français à occuper le même portefeuille depuis 1958. Avec lui, le général de Gaulle a de nombreuses conversations et des contacts plus étroits qu'avec les autres ministres. Il se fait tenir aussi personnellement au courant du déroulement de toutes les négociations internationales et il y participe, par personne interposée, en donnant directement des instructions aux négociateurs.

Au cours de la matinée, le Général travaille sur des dossiers. Il exige que pour chaque problème on lui présente une note de synthèse courte, précise, claire et complète. C'est dans ce domaine qu'il excellait dans ce genre de note qu'un jeune attaché au cabinet de De Gaulle, en 1945, chargé des questions d'enseignement, fut remarqué par le chef du gouvernement : il s'appelait Georges Pompidou. Il doit à cette qualité, mais aussi à la fidélité de son amitié et à la faveur du général de Gaulle, d'être aujourd'hui son premier ministre. Le président de la République reçoit aussi dans la matinée des visiteurs : parlementaires, hauts fonctionnaires, ambassadeurs, techniciens de renom, financiers, hommes d'État ou ambassadeurs étrangers. Ils sont introduits dans son bureau par l'un des aides de camp, officiers représentant les trois

armes et dont le plus connu est Gaston de Bonneval qui a vécu pendant des années, à la lettre, dans l'ombre du Général.

Les audiences se déroulent toujours de la même façon : le Général invite le visiteur à exposer son problème. Il l'écoute, prononce parfois un mot, exprime de temps à autre une réflexion toujours originale, se montre aimable, et surtout ne prend jamais de note. Aussi, quelle n'est pas la surprise pour certains d'entendre, souvent des semaines plus tard, leurs idées exprimées par de Gaulle dans un discours ou dans une autre conversation. C'est que le président de la République s'est servi une fois de plus de sa prodigieuse mémoire.

A treize heures — discipline militaire oblige — quelles que soient les circonstances, le Général déjeune. Dans toutes les activités du général de Gaulle, cette exactitude et cette ponctualité sont exemplaires. Ainsi, ce qui a le plus surpris les journalistes américains habitués à suivre les déplacements d'Eisenhower ou de Kennedy, a été de voir sur les programmes des voyages du général de Gaulle des indications telles que "Départ : 9 h 40 — arrivée : 9 h 53... et de constater que l'horaire était respecté, tandis que pour eux, il aurait suffi de mentionner "départ entre 8 h 00 et 11 h 00".

Après le déjeuner, le Général, tout en buvant le café dans ses appartements, lit la presse parisienne du soir.

L'après-midi, la même activité le rappelle à son bureau à partir de quinze heures.

Une fois par semaine, le mercredi, il préside le Conseil des ministres. Autour d'une longue table, ayant en face de lui M. Pompidou, les ministres se placent dans un ordre immuable et il donne la parole à chacun, dans un ordre différent mais tout aussi immuable. Rompant avec les traditions de la République, il a créé aussi des Conseils restreints qu'il préside lui-même à intervalles réguliers et qui sont consacrés à des secteurs précis : affaires étrangères, défense, affaires économiques, etc... C'est bien souvent dans ces réunions sans caractère institutionnel que sont prises les grandes décisions qu'approuve ensuite le Conseil des ministres.

Le soir, le dîner est servi selon un cérémonial différent selon qu'il s'applique aux "diners intimes" de trente



Le général de Gaulle et le président Kennedy...

couverts ou aux "diners d'apparat" de 150 ou 200 convives. A l'issue des diners d'apparat le Général prononce, toujours de mémoire, de brèves allocutions dont le texte est remis d'avance à la presse qui peut ainsi constater qu'aucune modification n'y est apportée. Souvent une soirée de gala s'ensuit à laquelle un millier d'invités participent. A partir de vingt-deux heures les nouveaux arrivants sont présentés au général et à madame de Gaulle. Le chef de l'Etat dit à chacun un mot aimable et personnel. Il se rend ensuite, escorté de ses proches collaborateurs, dans les salons où la foule s'écarte pour le laisser passer mais se resserre aussitôt pour écouter ses bons mots ou ses paroles historiques.

Et à vingt-trois heures, immuablement, il se retire dans ses appartements tandis que chacun des invités demande à son voisin : "Alors, que vous a-t-il dit ?"

Une autre innovation de De Gaulle, mais à laquelle il a apporté tous les soins d'un metteur en scène de grand talent : la conférence de presse.

Jamais en France, avant lui, un président de la République n'avait donné de conférence de presse. Cet usage des présidents des Etats-Unis, de Gaulle s'en est emparé pour en faire un spectacle entièrement différent. Il donne, en moyenne, deux conférences de presse par an. Elles sont, chaque fois, ce que les Anglo-Saxons appellent un "one man show" et chaque fois il remporte

le même succès. Le "Tout-Paris" politique se bat pour y être invité. Mais en dehors de quelque six cents journalistes, seuls de rares privilégiés peuvent entrer dans les salons dorés de l'Elysée les jours de conférence. Tous les détails de cette cérémonie politique ont été réglés par le Général lui-même, depuis l'emplacement des caméras, l'éclairage, la disposition des chaises, jusqu'à son apparition.

A quinze heures précises, le jour J, il écarte un rideau de velours rouge et apparaît sur une estrade où a été dressé un bureau de style Louis XV. Et, pendant une heure et demie ou deux heures, sans aucune note sous les yeux, d'une voix forte ou sur le ton de la fausse confiance, dans un style particulièrement soigné, sans aucune hésitation, il répond à cinq ou six grandes questions posées par les journalistes, mais auxquelles, bien sûr, il s'attendait. Il sait, d'ailleurs, aussi bien feindre de n'avoir pas entendu une question que d'avoir entendu une question qui ne lui a pas été posée. Il déclenche alors les rires de son auditoire. Il disparaît alors derrière son rideau après cette représentation qui est, en fait, plus qu'une conférence de presse, une conférence donnée à la presse et qui symbolise l'originalité qu'en toutes choses il donne à la vie politique française depuis près de dix ans.

A. PASSERON



Arrivée du Général de Gaulle à Alger,
le 30 mai 1943

LA VISITE DU PRESIDENT DE GAULLE

"ETRE GRAND, C'EST SOUTENIR UNE GRANDE QUERELLE..."

SON âge: soixante-dix-sept ans le 22 novembre prochain. Sa taille, exceptionnelle pour un Français: un mètre quatre-vingt quatorze. En entrant à l'Ecole militaire de Saint-Cyr à vingt ans, ses camarades l'appelaient "la grande asperge" et aussi "le coq" en raison de sa fierté.

Plus tard, ses soldats des Forces françaises libres l'avaient baptisé "le Grand Charles". Depuis, même en civil, c'est le seul Français que ses compatriotes reconnaissent immédiatement, car sa tête émerge partout au-dessus des foules.

Cette grandeur physique est une des clés du personnage. Car pour lui, tout est grandeur.

Après ses études dans la rigueur d'un établissement religieux, il devient officier et se passionne pour les techniques de la guerre moderne. Mais la force d'inertie de l'Etat-Major est trop grande pour être vaincue d'un coup. Il s'acharne quand même et prend pour devise une réplique d'Hamlet: "Etre grand, c'est soutenir une grande querelle" et la place en tête du livre où il développe sa pensée: "Le fil de l'Épée". C'est aussi la grandeur qui avait frappé le leader socialiste Léon Blum lorsqu'il reçut en 1936 la visite du Commandant de Gaulle

venu lui exposer sa théorie sur la guerre des blindés: "Je vis entrer, raconte Léon Blum, avec une aisance calme et même placide, un homme dont la taille, la largeur, la carrure avaient quelque chose de gigantesque. Il était tout d'une pièce. Il l'était dans sa personne physique. Il l'était dans son comportement moral."

Plusieurs de ceux qui ont fréquenté de Gaulle avant la guerre ont ressenti cette impression de grandeur, d'ardeur, de conviction et de passion. A l'Ecole de Guerre, en 1927, le Maréchal Pétain disait même aux officiers avant une conférence de de Gaulle: "Ecoutez le Capitaine de Gaulle avec attention, car le jour viendra où la France reconnaissante fera appel à lui".

Et, en 1935, lorsqu'il vient voir le Président du Conseil pour lui exposer ses vues, celui-ci est aussitôt conquis. Dans ses Mémoires, M. Paul Reynaud décrit ainsi cette première rencontre: "Je vis entrer dans mon cabinet un haut lieutenant-colonel de Chasseurs à pied. Il y avait dans les mouvements de ce grand corps une tranquille assurance que confirmait le regard de ses yeux bruns profondément encaissés dans leurs orbites. Une fois engagé dans la démonstration, parlant sur un ton uni, avec une voix d'une douceur surprenante dans ce grand corps, il imposait sa conviction. Lorsqu'il tendait en avant la pointe de son visage, en écartant lentement ses deux avant-bras, on le sentait pénétrer d'une évidence irrésistible."

Dans l'armée française d'avant-guerre, cet officier, long comme un jour sans pain, est déjà très connu, mais ses théories paraissent trop révolutionnaires et elles sont peu appréciées. Et ce n'est qu'après la déclaration de la guerre, en 1940, qu'on lui donne enfin le commandement d'une division cuirassée... et ses étoiles de Général à titre temporaire. Mais il est trop tard et les quelques brillantes victoires qu'il remporte n'arrêtent pas la vague de l'armée allemande qui déferle sur la France. Nommé sous-secrétaire d'Etat à la Guerre par M. Paul Reynaud, le 6 juin 1940, il essaie, mais en vain, d'organiser la poursuite du combat dans les colonies françaises tandis que l'invasion de la France se poursuit.

Sa résolution cependant est prise. A Bordeaux, où le gouvernement a dû se réfugier, il introduit son grand corps dans un petit avion et part pour Londres. Le lendemain de son arrivée, alors que le Maréchal Pétain signe l'armistice, ce Général presque inconnu s'adresse au micro de la BBC aux Français qui fuient sur les routes et qui ne peuvent l'entendre pour les appeler à continuer la guerre.

Va-t-il une fois de plus prêcher dans le désert et une fois de plus l'Histoire lui donnera-t-elle raison contre tous?

Cette fois le destin du monde change. La suite est connue.

La résolution de de Gaulle attire autour de lui des Français de plus en plus nombreux. Aux premiers qui, à travers mille dangers, réussissent à gagner Londres et se présentent à lui en disant: "Nous arrivons pour continuer la lutte à vos côtés", il répond: "Mais, messieurs, vous ne faites que votre devoir".

C'est ensuite le combat contre l'ennemi, partout où il se trouve, et la volonté incessante de faire reconnaître la France comme un partenaire égal des alliés jusqu'à la capitulation des Allemands et des Japonais.

Les années passent: la Résistance des Français à l'occupation, la libération de la France, la victoire, le gouvernement de de Gaulle installé à Paris et en 1946 son départ. Il quitte en effet le pouvoir à ce moment parce que l'évolution du régime ne correspond plus, une fois encore, à son sens de la grandeur et que le jeu de forces politiques l'empêche de continuer à vivre sa légende. Aussi va-t-il l'écrire. Il se retire dans sa maison de campagne, à deux cents kilomètres de Paris, dans le petit village de Colombelles-deux-Eglises, pour rédiger ses Mémoires. Des la première page il parle encore de la grandeur: "Pour moi, la

France ne peut être la France sans la Grandeur. Cette foi a grandi en même temps que moi." Mais il raconte aussi, nouvel aigle aux ailes coupées, qu'il fait quinze mille fois le tour de son jardin. Il le fera pendant douze ans, s'arrêtant parfois pour aller à travers la France prononcer devant des foules immenses des discours enflammés et dénoncer la politique des gouvernements qui sont au pouvoir. Enfin, le 19 mai 1958, alors que l'armée vient de faire un coup d'Etat à Alger et que le gouvernement se sent dangereusement impuissant, il annonce qu'"il est prêt à assumer les pouvoirs de la République". Une fois de plus il apparaît au peuple comme le Libérateur.

Élu Président du Conseil puis Président de la République pour sept ans, il dispose enfin tout à la fois de l'appui populaire et des pouvoirs légaux pour une longue période.

Les Français constatent, cependant, qu'il a changé. Toujours aussi grand, il garde le même port de tête et les mêmes mouvements amples de ses immenses bras, mais il a grossi, ses cheveux ont blanchi et ses traits sont plus marqués. Mais son grand front, ses petits yeux marrons enfoncés, son long nez, sa petite moustache grise presque invisible, ses larges oreilles donnent toujours à son visage un caractère unique. Car, s'il n'est pas comme tout le monde, il sait, par contre, parler à tout le monde. Il multiplie ses discours et il visite chacun des quatre-vingt dix départements pour parler encore aux Français de la grandeur de la France. On s'habitue à le voir vêtu de costumes gris foncé. Mais souvent aussi, il repote l'uniforme de Général de Brigade avec deux étoiles sur les manches, décoré seulement de la Croix de Lorraine qui, durant toute la guerre, fut l'habit de lumière de son épopée. Exceptionnel à tant d'égards, de Gaulle est aussi le premier homme d'Etat français à ne laisser aucun Français indifférent. Si la majorité l'approuve passionnément, une minorité lui voue une haine aveugle: il a, en effet, échappé par miracle à deux attentats.

En dépit de son âge, il assume tous les devoirs de sa charge qui est lourde, car la nouvelle Constitution a confié au Président de la République des responsabilités que n'avaient pas les anciens. Il voyage sans cesse en France, se rend à l'étranger, reçoit des visiteurs et parle très souvent à la radio et à la télévision, d'une voix forte et balancée avec des intonations si typiques qu'un chansonnier est devenu célèbre en l'imitant. Le 17 avril 1964, il subit une intervention et l'on pense qu'il ne va plus pouvoir mener la même vie active. Le 8 mai, il fait sa première apparition publique en se rendant à l'Arc de Triomphe de l'Étoile. Il disait peu après: "Mes médecins ont renoncé à faire de l'opposition". Deux mois plus tard, il visite trois départements. Comme à son habitude, nu-tête sous le soleil brûlant ou sans manteau sous la pluie battante, il aime à défier les éléments et il écarte tous les conseils de prudence.

Six mois après, il entreprend en Amérique du Sud le plus long et le plus fatigant voyage qu'il ait jamais fait. En 1966, à 76 ans, il entreprend le périple le plus long qu'un chef d'Etat ait jamais accompli: il boucle le tour du monde.

Tel est l'homme dont le Président Kennedy disait à son retour de Paris: "J'ai rencontré un monument appelé Charles de Gaulle."

A. P.

Le Général de Gaulle dans la vie quotidienne

DEPUIS près de 10 ans, la majorité des Français votent pour lui, et pourtant aucun ne sait vraiment comment vit dans l'intimité celui qu'ils appellent familièrement "le Grand Charles".

Les Français qu'on interroge sur la vie quotidienne du Président de leur République répondent tantôt que de Gaulle est un homme comme les autres, que sa vie privée ne concerne que lui et ne doit pas, comme celle des stars de cinéma, être affichée en public; tantôt, ils restent sans réponse et se contentent de dire "de Gaulle, c'est de Gaulle", pour montrer que le personnage historique n'a rien de commun avec un quelconque homme de la rue.

Si, en effet, la vie quotidienne de de Gaulle est assez mal connue du grand public français, c'est tout d'abord parce que, là comme ailleurs, le Général lui-même a voulu s'entourer d'un épais secret. Mais c'est aussi parce qu'elle est faite d'un mélange constant, curieux et complexe de vie publique et de vie privée.

De Gaulle possède la conviction profonde et très sincère qu'il incarne la France et on imagine mal de Gaulle, le soir venu, changer de personnage en entrant dans ses appartements.

Deux éléments, deux règles non écrites, dominent et organisent la vie quotidienne de de Gaulle: le secret et la rigueur. De son long passage dans l'armée, il a gardé le sens de la ponctualité, de l'exactitude, de l'ordre et aussi du commandement.

Le Général et madame de Gaulle se sont résignés à vivre dans le Palais de l'Élysée, qu'au début ils n'aimaient guère, car il se trouve en plein centre de Paris et se prête mal à une vie familiale. Toutefois, dans les appartements privés qu'ils ont fait aménager, l'intimité s'accommode des dorures, des boiseries et des magnifiques meubles anciens. Le Général prend toujours ses repas à heures fixes. Ainsi, le déjeuner est fixé à treize heures, quitte à interrompre une réunion qui se poursuit encore à ce moment. Le soir il passe à table à vingt heures trente avec la même exactitude.

On a constaté qu'à l'Élysée, comme à l'extérieur, au cours de ses voyages, le Général mange toujours d'un bon appétit. Comme tous les Français, il sait apprécier les bons vins et il possède, aussi bien à Paris qu'à sa maison de la Boissierie, à Colombey-les-deux-Eglises, une cave très bien fournie. Mais s'il mange de tout et goûte particulièrement les pâtisseries, comme beau-

coup de Français, il commence son dîner par un potage. Et lorsqu'un jour un de ses collaborateurs qui n'aimait pas le potage en refusa au serveur, le Général lui ordonna: "Mangez-en, c'est un plat national." Toutefois, les repas de l'Élysée ne sont plus comme jadis d'interminables cérémonies; même officiels, ils ne durent jamais plus de trois quart d'heure.

Une autre règle est également respectée: celle du repas du jeudi. C'est le jour de congé des écoliers en France et le Général invite chaque semaine ses petits-enfants à déjeuner: les trois garçons de son fils, l'Officier de marine Philippe de Gaulle, et dont l'aîné s'appelle aussi Charles et ressemble beaucoup à son illustre grand-père.

Souvent aussi, en dehors des repas officiels, le Général invite à sa table ses collaborateurs et leurs épouses. C'est alors lui qui conduit la conversation et elle ne porte jamais sur le travail ou sur la politique, mais sur la littérature, le cinéma, les faits divers ou les souvenirs de voyage.

Le soir, le Général se fait parfois projeter les films qu'il ne peut, évidemment, pas aller voir dans les salles de cinéma.

Il regarde régulièrement la télévision dans son salon et lorsque l'émission ne lui a pas plu, il en parle au ministre de l'Information en lui disant: "Votre télévision n'est pas fameuse."

Avant de se coucher, il lit un des nombreux livres que les auteurs lui envoient. Grand lecteur, le Général répond toujours de sa grande écriture allongée aux auteurs qui lui ont dédié leur ouvrage. Ses lettres de ce genre sont souvent longues et elles contiennent toujours des remarques ou des critiques prouvant que le Général ne s'est pas contenté de feuilleter le livre.

Ce rythme de vie et de travail surprend toujours ceux qui approchent cet homme de soixante-dix-sept ans. En fait, de Gaulle possède deux qualités physiques exceptionnelles: une facilité de récupération extrêmement rapide et une insensibilité presque totale aux changements de température. C'est pourquoi, s'il peut sembler à certains moments de la journée fatigué, il n'est pas étonnant que quelques heures plus tard plus rien n'y paraisse.

Comme tous les Parisiens qui partent pour leur maison de campagne, de Gaulle aime se rendre fréquemment dans sa maison de Colombey-les-deux-Eglises. Lorsqu'il décide d'y aller, il prévient d'abord madame de Gaulle.

Elle se rend aussitôt, seule, sans protection policière dans un grand magasin connu du centre de Paris et y achète de la charcuterie, des spécialités qu'aime particulièrement le Général et qu'elle lui préparera à Colombey. Dans sa maison de campagne qu'il gagne soit en voiture, soit en hélicoptère, le Général ne reçoit personne en dehors de ses enfants et petits-enfants. Pour ces derniers il a fait installer dans le jardin des jeux divers, des appareils de sport et une piscine en matière plastique démontable.

Durant toute la période où il n'a pas été au pouvoir, de 1946 à 1958, et que les gaullistes appellent, comme dans la Bible, "la traversée du désert", Colombey était devenu le lieu de pèlerinage des fidèles de de Gaulle. Aujourd'hui, c'est le havre de repos du Général où sa méditation et la rédaction de la suite de ses Mémoires ne sont troublées que par les rires de ses petits-enfants. Mais il lui arrive, parfois, de partir de Colombey avec madame de Gaulle pour faire une promenade à pied dans les bois, ou bien pour se rendre "incognito" dans un restaurant des environs.

Ses gardes du corps doivent alors se cacher dans les broussailles ou jouer le rôle d'innocents clients d'auberge de campagne. Car, si de Gaulle admet qu'on le protège, il ne supporte pas de s'en rendre compte. C'est d'ailleurs, en quittant Paris pour Colombey, sans autre escorte qu'une seule voiture de policiers, qu'il a, à deux reprises, échappé par miracle aux balles des tueurs de l'O.A.S. qui mitraillaient sa voiture.

A sa manière aussi, le Général de Gaulle mêle sa vie publique et sa vie privée en des occasions qui se renouvellent de plus en plus fréquemment et qui contrastent avec les habitudes des précédents Présidents de la République. Lors de ses voyages dans les provinces françaises ou à l'étranger, madame de Gaulle l'accompagne. Mais pendant la journée, elle visite seule des écoles, des hôpitaux, des œuvres charitables et elle ne rejoint son mari que le soir pour présider avec lui les banquets officiels.

A l'Élysée, enfin, à l'occasion des multiples réceptions, le Général et madame de Gaulle accueillent leurs hôtes comme de véritables maîtres de maison. Et lorsqu'on dit à Paris qu'il y a réception à l'Élysée, chacun sait que cela signifie que "les de Gaulle reçoivent".

A. P.



Le général de Gaulle entouré des leaders soviétiques, lors d'une réception
donnée à l'ambassade de France à Moscou, le 22 juin 1966

Madame de Gaulle première dame de France

Madame de Gaulle arrivera à Québec, dimanche accompagnant son mari le général de Gaulle, président de la République française et de la Communauté, dans son voyage au Canada.

Epouse, mère et grand-mère dévouée, madame de Gaulle n'a jamais cherché à se mettre en avant. Mais partout où elle est allée, elle a témoigné d'un vif intérêt personnel pour ceux avec qui elle s'est trouvée directement en contact. Maintenant, en qualité de Première Dame de France, elle s'acquitte de ses fonctions officielles avec une dignité et une grâce particulières.

Son rôle public

En tant que femme du président de la République, madame de Gaulle doit recevoir de nombreux visiteurs de marque. Les chefs des Etats membres de la Communauté et leurs femmes sont fréquemment reçus, comme le sont les membres du gouvernement et d'autres hauts fonctionnaires français.

Son enfance

Née le 22 mai 1900, Yvonne Vendroux descend d'une longue lignée d'armateurs. Sa famille avait un solide sens du devoir religieux, familial et civique. Son père, consul de plusieurs pays et président d'associations charitables, était à la tête d'une industrie de biscuits. Pendant la première guerre mondiale, Mme Vendroux avait servi en qualité d'infirmière-major à l'hôpital militaire de Calais.

L'enfance d'Yvonne Vendroux s'est partagée entre Calais et sa propriété de famille, le "Château de Septfontaines", près de Charleville. Plus tard, elle fit ses études à Sainte-Agnès, à Assnières, près de Paris, chez les religieuses dominicaines.

Son mariage

En avril 1921, après cinq mois de fiançailles, Mlle Vendroux épouse un jeune capitaine de l'Armée de terre qu'elle avait rencontré à Paris, Charles de Gaulle. Ils menèrent alors la vie des jeunes ménages d'officiers du monde entier, constamment envoyés d'une garnison à une autre : en Rhénanie, en France, en Syrie. Trois enfants naquirent pendant cette période : Philippe, Elisabeth et Anne.

Philippe est devenu officier de l'Aéronavale et a épousé Mlle de Montalembert. Ils ont trois fils : Charles, Yves et Jean.

Elisabeth a épousé un officier de l'Armée de terre, le Colonel de Boissieu. Ils ont une fille : Anne.

La seconde fille du Général et de madame de Gaulle, malade depuis sa prime jeunesse, est morte à l'âge de vingt ans. Madame de Gaulle, en souvenir de sa fille Anne, a fondé une institution pour les enfants infirmes, alimentée par les droits d'auteur des "Mémoires" du Général.

Sa maison de campagne

En 1934, les de Gaulle achetèrent "La Boisserie", vaste demeure entourée de terrains boisés, près de Colombey-les-deux-Eglises. Cela permit à madame de Gaulle d'échapper aux logements provisoires des familles d'officiers, et d'installer à la campagne une demeure telle qu'elle les aimait depuis son enfance.

Madame de Gaulle a toujours porté beaucoup d'intérêt aux jardins. Elle aime particulièrement les fleurs. Après la libération, une plate-bande de fleurs en forme de Croix-de-Lorraine, symbole des Forces Françaises Libres, a été plantée sur le gazon.

Les de Gaulle ont leur banc à l'église du village, et le curé a pris l'habitude de faire appel à eux quand un de ses paroissiens est dans le besoin.

Ainsi, "la Boisserie" est le "foyer" où madame de Gaulle est revenue chaque fois que les devoirs militaires et les charges politiques du Général le lui ont permis.

Les années de guerre

Le 19 mai 1940, pendant la bataille de France, les enfants de Gaulle étaient en train, avec l'aide de "Mademoiselle", (Marguerite Potel), la fidèle gouvernante de la petite Anne, de préparer un gâteau pour la fête de leur mère, lorsqu'on annonça qu'ils devaient se rendre immédiatement à Carantec, en Bretagne, auprès de leur tante Marie qui était malade. Là, ils trouvèrent tante Marie en bonne santé et des passeports qui devaient permettre à la famille de se rendre en Grande-Bretagne. Sur la route de Brest, la voiture tomba en panne, et ils arrivèrent juste à temps, le 17 juin, pour attraper le dernier bateau, sans autres affaires personnelles que ce qui pouvait entrer dans un sac à main.

En débarquant à Falmouth, 24 heures plus tard, ils achetèrent les journaux qui citaient le célèbre message lancé à la radio, le 18 juin, par le Général de Gaulle, message par lequel il refusait d'accepter la défaite et appelait tous les Français à se rallier à ses côtés dans la Résistance. C'est ainsi qu'ils apprirent sa présence à Londres où ils le rejoignirent le 19 juin en fin d'après-midi.

Après deux ou trois déménagements, madame de Gaulle finit par s'installer dans un pavillon à Birkhamstead, près de Londres. Le Général s'y rendait en week-end. Madame de Gaulle et "Mademoiselle" se partageaient les travaux de la maison. Philippe s'engagea dans les forces navales de la France Combattante et Elisabeth alla au Lycée "Our Lady of Sion", Acton, Burnell Park, Shropshire, et conquit ses diplômes.

Lorsque le Général de Gaulle vint à Alger pour organiser le Comité de Libération Nationale, madame de Gaulle l'accompagna. Elisabeth demeura à Oxford pour terminer ses études. A Alger, madame de Gaulle continua à vivre modestement, ravitaillant sa famille de son mieux, selon les possibilités offertes par les tickets de rationnement. Elle s'intéressait aux problèmes des autres Françaises en exil et secourait les enfants nécessiteux du voisinage, Français ou Musulmans. Lorsque la chaleur de l'été devint insupportable, elle emmena sa famille "camper" dans une modeste maison de garde-forestier située dans les montagnes de Kabylie.

A l'Elysée

Avec la victoire de 1944, le Général de Gaulle rentra à Paris et devint Président du gouvernement provisoire. Ils s'installèrent à Neuilly, banlieue résidentielle de Paris, et madame de Gaulle, pour la première fois, eut à accomplir ses fonctions d'hôtesse officielle à la façon plus cérémonieuse du temps de paix. Le Général donna sa démission le 20 janvier 1946. En mai de la même année, une fois les dégâts faits à "La Boisserie" pendant la guerre complètement réparés, madame de Gaulle et lui retournèrent à Colombey-les-deux-Eglises, où l'ancien Chef de la France Libre et du gouvernement provisoire français écrivit ses "Mémoires".

Lors de la crise de mai 1958, le Président Coty demanda au Général de Gaulle de former le dernier gouvernement de la IV^e République et d'en réformer les institutions. L'Assemblée Nationale lui accorda des pouvoirs spéciaux et la mission de rédiger une nouvelle constitution.

Madame de Gaulle apprit la nouvelle à Colombey-les-deux-Eglises, fit ses valises et vint s'installer à l'hôtel Matignon, résidence officielle des Présidents du Conseil français. Lorsque le Général fut élu premier Président de la Ve République, elle vint s'installer avec lui au Palais de l'Elysée.

Si Madame de Gaulle a sacrifié la vie simple qu'elle préférait pour remplir ses devoirs de Première Dame de France, nul ne peut s'en apercevoir, car son sourire, l'amabilité et la sympathie qu'elle manifeste à tous ceux qui l'approchent, prouvent que sa destinée reste la même : apporter à Charles de Gaulle le soutien de sa confiance.

La visite du président de Gaulle

Au service de la France toute sa vie

CHARLES, André, Marie, Joseph de Gaulle est né à Lille, le 22 novembre 1890. Son père, professeur de littérature et d'histoire, "homme de travail imprégné du sentiment de la dignité de la France", fit partager à ses cinq enfants son amour pour son pays.

Reçu à 18 ans à l'école de Saint-Cyr, Charles de Gaulle en sort en 1912 dans les premiers, comme sous-lieutenant au 33^e Régiment d'Infanterie.

La guerre éclate en 1914. Le lieutenant de Gaulle se distingue dès les premiers combats. Il est deux fois blessé avant d'être promu capitaine en septembre 1915. Fait prisonnier, il essaie cinq fois de s'évader. Chaque fois repris, il est finalement envoyé jusqu'à la fin de la guerre dans un camp de représailles.

Libéré par l'Armistice du 11 novembre 1918, il accompagne le général Weygand dans un mission en Pologne, puis est appelé à l'école de Saint-Cyr pour enseigner l'histoire militaire.

Il se marie le 6 avril 1921 avec Mademoiselle Yvonne Vendreux.

Après sa sortie de l'École Supérieure de Guerre en 1924, il est affecté à l'état-major de l'Armée du Rhin, puis attaché au Conseil Supérieur de la Guerre.

Il commence à être connu dans les milieux militaires par ses théories sur la réorganisation de l'armée. Entre les deux guerres, il devait du reste, faire paraître plusieurs livres et de nombreux articles sur ce sujet, notamment "Au fil de l'épée" où il annonce la naissance d'un nouveau type de force militaire mécanisée.

De 1929 à 1931, promu commandant, puis lieutenant-colonel, il est affecté à Beyrouth, à l'état-major des troupes du Levant où il acquiert une connaissance des pays d'Islam qui lui sera précieuse.

En 1937, nommé colonel, il prend le commandement d'un régiment de chars cantonné à Metz.

La guerre éclate à nouveau en 1939. Le colonel de Gaulle reçoit le commandement de la 4^e Division Cuirassée cinq jours après l'invasion de la Belgique et de la Hollande et repousse une attaque allemande devant Laon le 17 mai. A la suite de cette action, il est promu général de brigade à titre temporaire. A 49 ans, il est alors le plus jeune général de l'armée française.

Le 6 juin, il est convoqué d'urgence à Paris pour y assumer les fonctions de sous-Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et à la Guerre dans le Cabinet de Paul Reynaud. A ce titre, le Général de Gaulle se rend à plusieurs reprises en Grande-Bretagne où il confère avec M. Winston Churchill.

Mais déjà la défaite s'accomplit. Le gouvernement Reynaud, replié à Bordeaux, démissionne.

Le 17 juin 1940, le Général de Gaulle prend l'avion pour Londres et le lendemain lance au micro de la B.B.C. son "Appel du 18 juin": "La France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre".

L'un après l'autre, les territoires de la France d'Outre-Mer se rallient au Général de Gaulle qui, en décembre 1940, crée le Mouvement de la France Libre.

En juin 1942, l'héroïque résistance de la 1^{ère} brigade des forces françaises libres à Bir Hakeim rappelle au monde que la France combat toujours.

Après la libération de l'Afrique du Nord au cours des premiers mois de 1943, il constitue, le 3 juin, à Alger un comité de libération nationale qui, un an plus tard, se transforme en "gouvernement provisoire de la République française" assisté d'une assemblée consultative provisoire.

En France, les mouvements de résistance se sont organisés au sein du Conseil National de la Résistance qui apporte son appui au Général de Gaulle.

Enfin, en 1944, de Gaulle pose, au cours de la conférence de Brazzaville, les jalons de ce qu'il allait devenir la Communauté.

Le 5 juin de la même année, les Alliés débarquent en Normandie et le 14 le Général de Gaulle se rend à Bayeux où il reçoit un accueil triomphal, prélude de la réception que lui réserve Paris, le 25 août, délivré par la Résistance avec l'aide de la 2^e Division Blindée du Général Leclerc.

L'Assemblée Constituante, élue en novembre 1944, confirme le chef du gouvernement provisoire dans ses fonctions et, par un vote unanime, lui donne pleins pouvoirs pour constituer le gouvernement.

Entre-temps, le Général de Gaulle effectue deux visites officielles aux Etats-Unis (14 juillet 1944 et août 1945). Il se rend également à Moscou en décembre 1944 où il signe avec Staline un pacte d'alliance et d'assistance mutuelle.

Sous la direction du Général de Gaulle et tandis que s'effectuent des élections municipales, départementales et législatives, de nombreuses réformes économiques et sociales sont réalisées. Toutefois, devant l'impossibilité d'obtenir de la part des divers partis l'unité d'action indispensable à la réalisation de son programme, le Général de Gaulle renonce à conserver la responsabilité du gouvernement. Il se retire à Colombey-les-Deux-Eglises, rédige ses mémoires de guerre puis crée le Rassemblement du Peuple Français et multiplie les contacts avec les représentants de l'opinion française.

Les événements d'Algérie en 1958, le désarroi des pouvoirs publics, suscitent un mouvement d'opinion qui entraîne le retour au pouvoir du Général de Gaulle.

Respectueux du "processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain", le Général est appelé par le Président R. Coty à constituer le dernier gouvernement de la IV^e République. Il est investi le 1^{er} juin, à une large majorité, par l'Assemblée Nationale.

Du 21 août au 1^{er} septembre, il parcourt l'Afrique Noire francophone et Madagascar en vue de proposer aux peuples d'outre-mer un type nouveau d'association avec la métropole: la Communauté.

Le projet de Constitution soumis par le chef du gouvernement à l'approbation du peuple français obtient 80% des suffrages exprimés en métropole.

Les élections législatives de novembre 1953 marquent une importance croissante de gaullistes au Parlement. Le Général de Gaulle est élu le 21 décembre Président de la République de la Communauté par 72.5% des voix.

Le 18 mai 1960 est adopté un amendement de la Constitution aux termes duquel tout Etat membre de la Communauté peut devenir indépendant à la suite d'un accord, sans pour cela cesser d'appartenir à la Communauté. C'est ainsi que douze Etats africains et malgache devinrent totalement indépendants, tout en maintenant d'étroites relations avec la France.

Le 18 mars 1962, enfin, les accords signés à Evian consacraient à leur tour l'indépendance de l'Algérie.

Ils marquent la dernière étape de la décolonisation. La politique algérienne du Général de Gaulle, soumise à référendum le 8 avril de la même année, est approuvée par 99.7% des suffrages exprimés.

Sur le plan intérieur, le Chef de l'Etat, soucieux de voir la stabilité politique du pays lui survivre, demande à nouveau par référendum, le 18 octobre 1962, que le Président de la République puisse être élu au suffrage universel. Cette proposition est approuvée par 61.7% des suffrages exprimés.

Ce référendum est suivi, les 18 et 25 novembre par les élections législatives qui assurent la majorité au Parlement aux partis qui se réclament du Général de Gaulle.

A l'expiration du premier septennat, en 1965, le Général de Gaulle décide de se représenter aux élections présidentielles qui ont lieu pour la première fois au suffrage universel direct.

Il est élu au second tour, le 19 décembre 1965, avec 55.10% des suffrages exprimés et proclamé, le 28 décembre 1965, Président de la République par le Conseil Constitutionnel pour un deuxième septennat (1966-1973). Les élections législatives de mars 1967 confirment la majorité gaulliste au Parlement tout en réduisant son ampleur.

Depuis 1958, le Général de Gaulle a effectué les visites officielles suivantes :

- Italie — 23-28 février 1959
- Madagascar — 2-11 juillet 1959
- Sénégal — 8-14 décembre 1959
- Grande-Bretagne — 5-8 avril 1960
- U.S.A.-Canada (Guyane-Antilles) —
18 avril - 3 mai 1960
- Allemagne — 4-7 septembre 1962
- Grèce — 16-19 mai 1963
- Iran — 16-20 octobre 1963
- Mexique (Antilles - Guyane) — 15-24 mars 1964
- Amérique du Sud —
20 septembre - 16 octobre 1964
- U.R.S.S. — 20 juin - 1er juillet 1966
- Ethiopie — 27-29 août 1966
- Cambodge — 31 août - 2 septembre 1966
- Pologne — 7-13 juin 1967

Ouvrages du Général de Gaulle

LA DISCORDE CHEZ L'ENNEMI : Nancy - Paris - Strasbourg, Berger-Levrault, 1924.

Editions postérieures : Paris, Berger-Levrault 1944.
Paris, Club Français des Bibliophiles, 1964, t. 1 des "Oeuvres" du Général de Gaulle.

HISTOIRE DES TROUPES DU LEVANT (Rédigée par le Chef de bataillon de GAULLE et le Chef de bataillon YVON. A collaboré en outre à sa rédaction définitive, le lieutenant-colonel breveté de MIERRY).

Paris - Imprimerie nationale, 1931 (Exposition coloniale internationale de Paris, 1931 - Les armées françaises d'Outre-Mer).

LE FIL DE L'ÉPÉE Nancy - Paris - Strasbourg, Berger-Levrault, 1932. Editions postérieures : Paris, Berger-Levrault, 1944.

Paris, Berger-Levrault, 1959.
Paris, Union Générale d'Éditions, 1962 ("Le Monde en 10-13-17").

Paris, M. Lubineau, 1963.
Paris, Club Français des Bibliophiles, 1964, t. 1 des "Oeuvres du Général de GAULLE.

Traduction en anglais par Gérard Hopkins "The Edge of the sword" : London, Faber, 1960 - New-York, Criterion Books, 1960.

VERS L'ARMÉE DE MÉTIER Nancy - Paris - Strasbourg, Berger-Levrault, 1934. Editions postérieures : Paris, Office français d'édition 1944 (Cahiers de l'Office français d'édition 24).

LA FRANCE ET SON ARMÉE Paris, Plon, 1938 (Présences). Editions postérieures : Beyrouth, Les Lettres françaises, 1943.

Paris, Plon et Berger-Levrault, 1945.
Londres, Hutchinson, 1948.
Paris, Club Français des Bibliophiles 1964, T. II des "Oeuvres" du Général de Gaulle.
Paris, Union Générale d'Éditions 1963 (Le Monde en 10-13-257-258).

Traduction en anglais par F. L. Dash, "France and her army" : Londres, Hutchinson, 1945.

TROIS ÉTUDES (Rôle historique des places fortes - Mobilisation économique à l'étranger - Comment faire une armée de métier) suivies du Memorandum du 26 janvier 1940 : Paris, Berger-Levrault, 1945.

MEMOIRES DE GUERRE T. I - L'APPEL : 1940-1942 - Paris-Plon, 1954. Editions postérieures : Paris, Plon, 1955 (Le livre de poche historique). Paris, Plon, 1960.
Paris, Plon, 1962 (Club Français des Bibliophiles).

Traduction en anglais par Jonathan Griffin "War Memoirs - The Call to honour 1940-1942" : Londres, Collins, 1955 - 2 vol. New York, Viking Press, 1955.

T. II - L'UNITE, 1942-1944 - Paris, Plon, 1956. Editions postérieures : Paris, Plon, 1958 (Le Livre de Poche historique 391-392). Paris, Plon, 1960.
Paris, Plon, 1962 (Club Français des Bibliophiles).

Traduction en anglais par R. Howard pour le récit et par Joyce Murchie et Hamish Erskine pour les documents, "War Memoirs - Unity - 1942-1944". Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1959 - 2 vol. New York, Simon and Schuster 1959 - 2 vol. Paris, Berger-Levrault, 1944.

Alger 1944.
Londres, Hutchinson, 1946.
Paris, Presses pocket, 1963 (Presses pocket. III).

Paris, Club Français des Bibliophiles 1964, T. II des "Oeuvres" du Général de Gaulle. Traduction en anglais, "The Army of the future" : London - Belbourne, Hutchinson, 1940.

T. III - LE SALUT : 1944-1946 : Paris-Plon, 1959. Editions postérieures : Paris, Plon 1959.
Paris, Plon, 1961 (Le Livre de Poche historique 612-613). Paris, Plon, 1962 (Club Français des bibliophiles).

Traduction en anglais par R. Howard pour le récit et par Joyce Murchie et Hamish Erskine pour les documents, "War Memoirs - Salvation, 1944-1946" : London, Weidenfeld and Nicholson, 1960 - 2 Vol. - New York, Simon and Schuster, 1960 - 2 vol.

Principaux ouvrages publiés en France sur le Général de Gaulle

ARON (Robert) : Charles de Gaulle - Paris - Plon 1966.

CATTAUI (Georges) : Charles de Gaulle - Paris - Ed. universitaires 1956.

JOUBE (Jean-Pierre) : L'Homme du 18 juin - Paris - Presses Universitaires 1945.

LA GORCE (Paul-Marie de) : De Gaulle entre deux Mondes - Paris - Fayard 1964

LA COUTURE (J.) : Général de Gaulle - Paris - Le Seuil 1965.

MAURIAC (François) : De Gaulle (trois époques) - Lyon - Ed. Gutenberg 1946.

NACHIN (L.) : Charles de Gaulle, Général de France - Paris - Ed. Colbert 1944.

PASSERON (André) : De Gaulle parle. I (1953-1962) - II (1962-1966) - Paris - Fayard 1966.

De Gaulle, prophète du 20e siècle

par André Malavoy
président de l'Association des Français
libres de Montréal

Certains hommes non seulement incarnent un passé, animent un présent, mais aussi - chose exceptionnelle - engagent un avenir. On les nomme alors prophète.

Le mot au sens strict est d'acception biblique; le prophète a reçu une part de la Révélation. Le sens s'est étendu et il y a eu bien des abus. Parfois cependant l'extension est juste, par exemple quand on applique le mot à certains grands écrivains qui ont prophétisé la tragédie de notre époque, Péguy, Bernanos. Dans l'ordre politique, Marx et Lénine sont des prophètes pour les communistes; Herzl en est un pour les Israéliens.

La France depuis 30 ans a son prophète, et selon notre vocation à l'universel, nous pouvons dire que ce prophète parle pour le monde entier.

Plus d'un trouvera notre admiration excessive; plus d'un condamnera un gouvernement personnel à l'heure de la Démocratie. Nous portons-nous vers le césarisme? En tout cas, il ne manque pas autour de nous de Brutus - Brutus dont la langue et la plume a remplacé le poignard; sont-ils trop lâches pour celui-ci? Qui évoquera la voix de Marc Antoine, selon la version du grand Will? Oui, nos assassins d'intention sont hommes très honorables...

Nous savons quant à nous que l'autorité est nécessaire en France plus qu'ailleurs; nos contrariétés, inscrites déjà dans la géographie, et notre richesse excessive l'imposent. Sous la grande Révolution, à laquelle se réfèrent si facilement les censeurs démocrates, l'autorité s'est appelée la Terreur.

Nous ne voulons pas de terreur et nous n'en avons pas. La règle démocratique est respectée, les élections le prouvent assez. Notre liberté reste intacte, il n'est que de lire la presse française pour s'en convaincre.

De Gaulle a prophétisé la guerre moderne. Il est évident qu'il ne faut lui reprocher de l'avoir amenée. Reconnaissons seulement que si cette Cassandre avait été écoutée, la France, l'Europe

et le monde auraient fait l'économie du drame 1940-45.

A l'heure du plus grand effacement de l'Europe, de Gaulle s'est voulu son prophète. Nous n'oublions pas le rôle héroïque et décisif de l'Angleterre en 1940, mais, le conflit s'amplifiant, le monde s'est partagé entre deux géants. L'Angleterre n'a pu survivre qu'en amarrant sa barque au vaisseau américain; encore en est-il aujourd'hui, jusqu'à preuve du contraire.

Pourtant, le rôle de l'Europe est essentiel, irremplaçable dans l'aventure humaine. Europe des Grecs repoussant à Marathon les armées persanes; Europe de Rome; plus tard Europe du monde français, du monde italien, ibérique, germanique, anglo-saxon, scandinave, slave, etc... Trésor unique grâce à la conjonction de l'esprit et du courage, avec la géologie et le climat. Ce n'est pas ici qu'on peut nous contredire, où la fierté du pays est de représenter une belle greffe européenne sur la terre d'Amérique.

Les bons esprits (les coeurs haut placés aussi) savent que la grande question de notre époque est celle du Tiers-Monde, son éveil à la justice et à la dignité. Or, dès 1941 le discours de Brazzaville rendait un son prophétique; c'est lui qui a ouvert la voie à la décolonisation.

Les Etats-Unis d'Amérique représentent 6% de la population mondiale et consomment 50% des richesses de la planète. Qui pourra croire que cet état de chose est fait pour durer? De nos jours, les nations riches le deviennent de plus en plus, en face de la paupérisation croissante des autres. Si l'Occident ne sait pas affronter ce problème, sa mort est assurée; ce ne sont pas les bombes ni le napalm qui pourront l'en sauver. Une seule voix s'est élevée dans l'Occident chrétien pour clamer ces vérités, réclamer plus de justice pour le tiers monde. Cette voix est celle de l'homme qu'un chef d'état africain nommait récemment le "guide spirituel du Tiers Monde". L'avenir dira qu'il a été son prophète.

La première dame de France Madame Charles de Gaulle

Madame de Gaulle accompagne le général de GAULLE, Président de la République, dans sa visite au Québec.

Son enfance

Née le 22 mai 1900, Yvonne VENDROUX descend d'une longue lignée d'armateurs. Sa famille avait un solide sens du devoir: religieux, familial et civique. Son père, consul de plusieurs pays et président d'associations charitables, était à la tête d'une industrie de biscuits. Pendant la première guerre mondiale, Mme VENDROUX avait servi en qualité d'infirmière-major à l'Hôpital Militaire de Calais. L'enfance d'Yvonne s'est partagée entre Calais et sa propriété de famille, le "Château de Septfontaines", près de Charleville. Plus tard, elle fit ses études à Sainte-Agnès, à Asnières, près de Paris, chez les religieuses dominicaines.

Son mariage

En avril 1921, après cinq mois de fiançailles, Mlle VENDROUX épouse un jeune capitaine de l'armée de terre qu'elle avait rencontré à Paris, Charles de GAULLE. Ils menèrent alors la vie des jeu-

nes ménages d'officiers du monde entier, constamment envoyés d'une garnison à une autre: en Rhénanie, en France, en Syrie.

Trois enfants naquirent pendant cette période: Philippe, Elizabeth et Anne.

Philippe est devenu capitaine de vaisseau de l'aéronavale et a épousé Mlle de MONTALEMBERT. Ils ont trois fils: Charles, Yves et Jean.

Elizabeth a épousé un officier de terre, le Général de BOISSIEU. Ils ont une fille: Anne.

La seconde fille du général et de Madame de GAULLE, malade depuis sa prime jeunesse, est morte à l'âge de vingt ans. Madame de GAULLE, en souvenir de sa fille Anne, a fondé une institution pour les enfants infirmes, alimentée par les droits d'auteur des "Mémoires" du général.

Sa maison de campagne

En 1934, les de GAULLE achetèrent "La Boisserie", vaste demeure entourée de terrains boisés, près de Colombey-les-Deux-Eglises. Cela permit à Mme de Gaulle d'échapper aux logements provisoires des familles d'offi-

ciers, et d'installer à la campagne une demeure telle qu'elle les aimait depuis son enfance.

Mme de GAULLE a toujours porté beaucoup d'intérêt aux jardins et aux fleurs.

Les de GAULLE ont leur banc à l'église du village, et le curé a pris l'habitude de faire appel à eux quand un des ses paroissiens est dans le besoin. Ainsi, "La Boisserie" est le "foyer" où Mme de GAULLE est revenue chaque fois que les devoirs militaires et les charges politiques du général le lui ont permis.

A l'Elysée

Avec la victoire de 1944, le général de GAULLE rentra à Paris et devint Président du Gouvernement Provisoire. Sa famille s'installa à Neuilly, banlieue résidentielle de Paris, et Mme de GAULLE, pour la première fois, eut à accomplir ses fonctions d'hôtesse officielle à la façon plus cérémonieuse du temps de paix. Le général donna sa démission le 20 janvier 1946. En mai de la même année, une fois les dégâts faits à "La Boisserie" pendant la guerre complètement réparés, Mme de GAULLE et lui retournèrent à Colombey-les-Deux-Eglises, où l'ancien Chef de la France libre et du Gouvernement Provisoire français écrivit ses "Mémoires".

Lors de la crise de mai 1958, le Président COTY demanda au général de GAULLE de former le dernier Gouvernement de la IV^{ème} République et d'en réformer les institutions. L'Assemblée Nationale lui accorda des pouvoirs spéciaux et la mission de rédiger une nouvelle constitution.

Mme de GAULLE apprit la nouvelle à Colombey-les-Deux-Eglises, fit ses valises et vint s'installer à l'Hôtel Matignon, résidence officielle des Présidents du Conseil français. Lorsque le général fut élu premier Président de la V^{ème} République, elle l'accompagna au Palais de l'Elysée.

Dans cette nouvelle demeure, Mme de GAULLE est tout à la fois la gracieuse hôtesse officielle, l'épouse et la mère dévouée qu'elle a toujours été. Cinq pièces ont été réservées à la vie de famille. Le déjeuner du jeudi, jour de congé pour les élèves, en France, est réservé aux enfants et aux petits-enfants.

Si Mme de GAULLE a sacrifié la vie simple à laquelle la portaient ses goûts pour remplir ses devoirs de Première Dame de France, nul ne peut s'en apercevoir: son sourire, l'amabilité et la sympathie qu'elle manifeste à tous ceux qui l'approchent, prouvent que sa destinée reste la même: apporter à Charles de GAULLE le soutien de sa foi en lui.

Les grandes étapes de la vie de Charles de Gaulle

Charles, André, Marie, Joseph de Gaulle est né à Lille, le 22 novembre 1890.

Reçu à 18 ans à l'école de Saint-Cyr, Charles de Gaulle en sort en 1912 dans les premiers, comme sous-lieutenant au 33^e Régiment d'Infanterie.

La guerre éclate en 1914. Le lieutenant de Gaulle se distingue dès les premiers combats. Il est deux fois blessé avant d'être promu capitaine en septembre 1915. Fait prisonnier, il essaie cinq fois de s'évader. Chaque fois repris, il est finalement envoyé jusqu'à la fin de la guerre dans un camp de représailles.

Libéré par l'Armistice du 11 novembre 1918, il accompagne le général Weygand dans une mission en Pologne, puis est appelé à l'école de Saint-Cyr pour enseigner l'histoire militaire.

Il se marie le 6 avril 1921 avec Mademoiselle Yvonne Vendroux.

Après sa sortie de l'École Supérieure de Guerre en 1924, il est affecté à l'état-major de l'Armée du Rhin, puis attaché au Conseil Supérieur de la Guerre.

Il commence à être connu dans les milieux militaires par ses théories sur la réorganisation de l'armée. Entre les deux guerres, il devait du reste, faire paraître plusieurs livres et de nombreux articles sur ce sujet, notamment "Au fil de l'épée" où il annonce la naissance d'un nouveau type de force militaire mécanisée.

De 1929 à 1931, promu commandant, puis lieutenant-colonel, il est affecté à Beyrouth, à l'état-major des troupes du Levant où il acquiert une connaissance des pays d'Islam qui lui sera précieuse.

En 1937, nommé colonel, il prend le commandement d'un régiment de chars cantonné à Metz.

La guerre éclate à nouveau en 1939. Le colonel de Gaulle reçoit le commandement de la 4^{ème} Division Cuirassée cinq jours après l'invasion de la Belgique et de la Hollande et repousse une attaque allemande devant Laon le 17 mai. A la suite de cette action, il est promu général de brigade à titre temporaire. A 49 ans, il est alors le plus jeune général de l'armée française.

Le 6 juin, il est convoqué d'urgence à Paris pour y assumer les fonctions de sous-Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et à la Guerre dans le Cabinet de Paul Reynaud. A ce titre, le Général de Gaulle se rend à plusieurs reprises en Grande-Bretagne où il confère avec M. Winston

Churchill.

Mais déjà la défaite s'accomplit. Le gouvernement Reynaud, replié à Bordeaux, démissionne.

Le 17 juin 1940, le Général de Gaulle prend l'avion pour Londres et le lendemain lance au micro de la B.B.C. son "Appel du 18 juin": "La France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre".

L'un après l'autre, les territoires de la France d'Outre-Mer se rallient au Général de Gaulle qui, en décembre 1940, crée le Mouvement de la France Libre.

En juin 1942, l'héroïque résistance de la 1^{ère} brigade des forces françaises libres à Bir Hakeim rappelle au monde que la France combat toujours.

Après la libération de l'Afrique du Nord au cours des premiers mois de 1943, il constitue, le 3 juin, à Alger un comité de libération nationale qui, un an plus tard, se transforme en "gouvernement provisoire de la République française" assisté d'une assemblée consultative provisoire.

En France, les mouvements de résistance se sont organisés au sein du Conseil National de la Résistance qui apporte son appui au Général de Gaulle.

Enfin, en 1944, de Gaulle pose, au cours de la conférence de Brazzaville, des jalons de ce qui allait devenir la Communauté.

Le 5 juin de la même année, les Alliés débarquent en Normandie et le 14 le Général de Gaulle se rend à Bayeux où il reçoit un accueil triomphal, prélude de la réception que lui réserve Paris, le 25 août, délivré par la Résistance avec l'aide de la 2^{ème} Division Blindée du Général Leclerc.

L'Assemblée Constituante, élue en novembre 1944, confirme le chef du gouvernement provisoire dans ses fonctions et, par un vote unanime, lui donne pleins pouvoirs pour constituer le gouvernement.

Entre temps, le Général de Gaulle effectue deux visites officielles aux Etats-Unis (juillet 1944 et août 1945). Il se rend également à Moscou en décembre 1944 où il signe avec Staline un pacte d'alliance et d'assistance mutuelle.

Sous la direction du Général de Gaulle et tandis que s'effectue des élections municipales, départementales et législatives, de nombreuses réformes économiques et sociales sont réalisées. Toutefois, devant l'impossibilité d'obtenir de la part des divers partis l'unité d'action dinsi-

pensable à la réalisation de son programme, le Général de Gaulle renonce à conserver la responsabilité du gouvernement. Il se retire à Colombey-les-Deux-Eglises, rédige ses mémoires de guerre puis crée le Rassemblement du Peuple Français et multiplie les contacts avec les représentants de l'opinion française.

Les événements d'Algérie en 1958, le désarroi des pouvoirs publics, suscitent un mouvement d'opinion qui entraîne le retour au pouvoir du Général de Gaulle.

Respectueux du "processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain", le Général est appelé par le Président R. Coty à constituer le dernier gouvernement de la IV^{ème} République. Il est investi le 1^{er} juin, à une large majorité, par l'Assemblée Nationale.

Du 21 août au 1^{er} septembre, il parcourt l'Afrique Noire francophone et Madagascar en vue de proposer aux peuples d'outre-mer un type nouveau d'association avec la métropole: la Communauté.

Le projet de Constitution soumis par le chef du gouvernement à l'approbation du peuple français obtient 80% des suffrages exprimés en métropole.

Les élections législatives de novembre 1958 marquent une importance croissante de gaullistes au Parlement. Le Général de Gaulle est élu le 21 décembre Président de la République de la Communauté par 78,5 % des voix.

Le 18 mai 1960 est adopté un amendement de la Constitution aux termes duquel tout Etat membre de la Communauté peut devenir indépendant à la suite d'un accord, sans pour cela cesser d'appartenir à la Communauté. C'est ainsi que douze Etats africains et malgache devinrent totalement indépendants, tout en maintenant d'étroites relations avec la France.

Le 18 mars 1962, enfin, les accords signés à Evian consacraient à leur tour l'indépendance de l'Algérie.

Ils marquent la dernière étape de la décolonisation. La politique algérienne du Général de Gaulle, soumise à référendum le 8 avril de la même année, est approuvée par 90,7% des suffrages exprimés.

Sur le plan intérieur, le Chef de l'Etat, soucieux de voir la stabilité politique du pays lui survivre, demande à nouveau par référendum, le 18 octobre 1962, que le Président de la République puisse être élu au suffrage universel. Cette proposition est approu-

vée par 61,7% des suffrages exprimés.

Ce référendum est suivi, les 18 et 25 novembre par les élections législatives qui assurent la majorité au Parlement aux partis qui se réclament du Général de Gaulle.

A l'expiration du premier septennat, en 1965, le Général de Gaulle décide de se représenter aux élections présidentielles qui ont lieu pour la première fois au suffrage universel direct.

Il est élu au second tour, le 19 décembre 1965, avec 55,10% des suffrages exprimés et proclamé, le 28 décembre 1965, Président de la République par le Conseil Constitutionnel pour un deuxième septennat (1966-1973). Les élections législatives de mars 1967 confirment la majorité gaulliste au Parlement tout en réduisant son ampleur.

LE DOCUMENT SUIVANT
EST ILLISIBLE

Nous avons été au fond des choses

• Texte du discours du général de Gaulle

VOICI le texte intégral de la réponse que le général de Gaulle a faite au discours du maire Jean Drapeau. La transcription a été réalisée par la station CFTM-TV. Les sous-titres sont de nous.

Monsieur le Maire,

Si un fait, si un événement, pouvait justifier à lui seul le voyage que j'ai l'honneur de faire au Québec, à l'invitation du premier ministre du gouvernement de ce pays, ce serait l'allocution vraiment émouvante, mais profonde, que vous venez de prononcer, et dont je vous demande de croire que pour les Français, en particulier, si vous le permettez, pour leur Président, les mots en iront très loin.

Ce matin, monsieur le Maire, et c'aura été la dernière étape de notre voyage, vous nous avez fait visiter rapidement cette ville énorme de Montréal. Tout de suite je vous dirai que rien ne peut être plus émouvant et plus encourageant pour un Français que d'avoir vu cela ; d'avoir discerné ce passé et d'avoir constaté ce présent.

Le passé, oui c'est bien ici que Jacques Cartier est venu il y a 432 ans, pour planter sur le Mont-Royal, où vous m'avez conduit tout à l'heure, le drapeau du vieux pays ; c'est bien ici que Maisonneuve fonda la Ville-Marie ; c'est bien ici que de vaillants Français et Françaises

qui étaient nos ancêtres, et notamment la glorieuse Jeanne Mance, ont su défendre la cité assiégée pendant 25 ans par des tribus redoutables ; c'est ici que gouverneurs, Champlain et ses successeurs, c'est ici qu'il y a un peu plus de deux siècles au cœur de votre ville, Sainte-Hélène, malgré les prouesses de Montcalm, Lévis et ses soldats livrèrent le dernier combat dans le dernier bastion contre les conquérants anglais.

Quelle vitalité, quelle puissance

On aurait pu croire, on pourrait croire que ce passé ayant été marqué d'une telle douleur, Montréal aurait perdu son âme française et dans le doute et dans l'effacement. Miracle ! il n'en a rien été. Et au contraire, quelle vitalité, quelle puissance, quelle ardeur se dégagent de cette grande cité.

La voilà devenue une métropole économique, avec une industrie de plus en plus considérable, des relations commerciales de plus en plus étendues, la voilà qui joint la navigation des grands lacs américains à celle de l'Atlantique, la voilà qui installe dans ses murs l'organisation internationale de l'aviation civile, la voilà qui est érigée en capitale intellectuelle avec une université de langue française, ses centaines de professeurs, ses milliers d'étudiants, ses multiples collèges affiliés.

La voilà transformée en modèle d'urbanisation et en particulier pour ce qui est de ce magnifique, de ce moderne et possible Métropolitain. Et la voilà, qui offre à l'univers le cadre d'une exposition colossale et sans précédent.

Une sorte de choc

Pendant mon voyage, du fait d'une sorte de choc, auquel ni vous ni moi-même ne pouvions rien, c'était élémentaire et nous en avons tous été saisis. Au cours de ce voyage, je crois avoir pu aller, en ce qui vous concerne, au fond des choses. Et quand il s'agit du destin, et notamment du destin d'un peuple, en particulier du destin du peuple canadien-français ou français-canadien, comme vous voudrez, aller au fond des choses, y aller sans arrière-pensée, c'est en réalité non seulement la meilleure politique, mais c'est la seule politique qui vaille en fin de compte.

Ensemble, nous avons été au fond des choses, et nous en recueillons les uns et les autres des leçons capitales. Nous les emportons pour agir. Vous, pour poursuivre votre œuvre dans ce Canada dont vous êtes le cœur, dans cette Amérique sur laquelle vous êtes implantés, avec naturellement toutes les circonstances, toutes les conditions particulières qui vous environnent, mais avec la flamme de nos âmes. Nous, avec nos difficultés dans un monde qui nous est dur et difficile, dans une Europe qui a été ravagée, déchirée, et en particulier, en ce qui concerne la France, dans une époque dangereuse et où il ne s'agit pas pour la France de croire qu'elle peut avoir le choix, entre une autre alternative que celle-là, être elle-même, c'est-à-dire forte, vigoureuse et humaine, ou bien décliner, c'est-à-dire peu à peu se dissoudre et disparaître et ainsi enlever à l'humanité une espérance suprême qu'elle a toujours eue.

Deux œuvres conjuguées

Votre œuvre, et celle des Français de France, ce sont deux œuvres conjuguées ; ce sont deux œuvres liées ; ce sont des œuvres qui procèdent de la même inspiration, ce sont des œuvres françaises. N'ayez pas peur de le voir, de le dire et de le faire.

Cela implique, c'est évident, que nous resserions beaucoup plus étroitement nos rapports physiques et nos rapports moraux ; que nous nous rapprochions à tous les égards par des échanges intellectuels, spirituels, scolaires, littéraires, artistiques, professionnels, sportifs, familiaux.

Cela doit être organisé, développé.

Nous avons commencé sur la base d'accords signés entre le gouvernement de ce Québec et le gouvernement de la France. Nous devons le poursuivre et le développer.

Et quant au reste, tout ce qui grouille, grenouille, scribouille, n'a pas de conséquence historique dans ces grandes circonstances, pas plus qu'il n'en eut jamais dans d'autres.

Voeux plus ardents et beaucoup plus précis

Par conséquent, nos vœux, mes vœux, sont avec vous en partant, aussi ardents que jamais, mais beaucoup plus précis, explicites, et je voudrais que, quand je vous aurai quittés, avec ceux qui m'accompagnent, vous ayez gardé l'idée, que la présence pour quelques jours du général de Gaulle dans ce Québec en pleine évolution, ce Québec qui se prend, ce Québec qui se décide, ce Québec qui devient maître de lui, mon voyage, dis-je, aura pu contribuer à votre élan. C'est tout naturel, pour toutes les raisons que j'ai dites, et qu'avant moi, Monsieur le Maire a dites si noblement.

En saluant monsieur le premier ministre et son gouvernement qui m'ont invité dans le Québec, et grâce auquel j'ai fait ce voyage magnifique, et qui pour le monde entier, aura la plus grande portée, en saluant son Excellence le Cardinal, qui dans tout ce qu'il a voulu faire, l'a fait à notre égard d'une manière inoubliable, je lève mon verre en l'honneur de Monsieur le Maire Drapeau, je lève mon verre en l'honneur de sa ville, sa ville pour la remercier ; eh bien, c'est à lui que je m'adresse, non seulement pour ce qu'il a dit sur l'ensemble de notre situation, mais pour ce qui s'est passé à Montréal et ce qui s'y passe sous sa direction.

Parmi les millions, les millions de visiteurs que l'univers envoie en ce moment même vers Montréal, qui donc pourrait ignorer quelle part est la sienne, dans l'immense essor de la cité, grâce à l'exceptionnelle valeur et à l'ardeur sans limite qu'il apporte à la servir.

Je lève mon verre en l'honneur de Monsieur le Maire Drapeau, en l'honneur de Madame Drapeau, et qui nous sommes très reconnaissants de ses gracieuses attentions ; en l'honneur de Montréal, de la ville de Montréal, aujourd'hui plus chère à la France qu'elle ne l'a jamais été.

Discret au goût, discrète à l'odorat

Smirnoff
VODKA

Bouteille au Canada sous le régime Smirnoff-P&G

La série "L'ONU doit se transformer", de Robert Pouliot, continue demain.

L'ONU doit se transformer



Un monument appelé de Gaulle

TOUT était-il inscrit d'avance dans l'enfant qui naquit dans une maison de la rue Princesse, à Lille, le 22 novembre 1890 ? "Dans le doute, admettons que l'ascendance, le climat fin de siècle et le milieu familial aient conditionné le jeune Charles de Gaulle", écrit l'auteur d'un ouvrage récemment paru sur le général, "et, les circonstances aidant, orienté son destin". Destin hors pair assurément.

Mais si le destin est exceptionnel, l'homme l'est tout autant. Actuellement âgé de 76 ans, le général de Gaulle est doté d'une taille exceptionnellement grande pour un Français: six pieds cinq pouces. Cette grandeur physique est, dit-on, une des clés du personnage. Car pour lui, tout est grandeur. Et quand il quittera le pouvoir en 1946, le jeu des forces politiques l'empêchant de continuer à vivre sa légende, c'est encore ces mots qu'il écrira, dans sa propriété de Colombey-les-deux-Eglises (dont il fera quinze mille fois le tour du parc), en tête de ses mémoires: "Pour moi, la France ne peut être la France sans la grandeur. Cette foi a grandi en même temps que moi".

Voyages

Depuis quelque temps, le général a changé. Toujours aussi grand, il garde le même port de tête et les mêmes mouvements amples de ses immenses bras, mais il a grossi, ses cheveux ont blanchi et ses traits sont plus marqués. Sa physionomie garde toujours ce caractère unique, — qui fait par ailleurs la joie des caricaturistes du monde entier — et c'est toujours d'une voix forte et balancée qu'il multiplie les discours, aux intonations si typiques qu'un chansonnier est devenu célèbre en l'imitant.

Car en dépit de son âge, et assumant au maximum les responsabilités étendues qu'il s'est fait octroyer par la nouvelle constitution — au grand dam de l'Opposition, — le président de la République française voyage sans cesse en France et à l'étranger.

Quelques mois après avoir subi une intervention chirurgicale, en 1964, il entreprend en Amérique du Sud le plus long et le plus fatigant voyage qu'il ait jamais fait. Et en 1966, à 76 ans, il entreprend le plus long périple: il boucle le tour du monde.

Tel est l'homme dont le président Kennedy disait à son retour de Paris: "J'ai rencontré un monument appelé Charles de Gaulle". ●

Le Président

PRINTEMPS 1958. A Alger où la rébellion fait rage de tous les côtés à la fois, la situation se dégrade d'heure en heure. Dans un Paris où le temps est orageux, une formidable partie politique se déroule. Désabusé, faussement débonnaire, le général en retraite Charles de Gaulle lance une boutade au Palais d'Orsay devant les représentants du gouvernement réunis: "Croit-on qu'à soixante-sept ans je vais commencer une carrière de dictateur?"

Dix ans plus tard, la réponse est: oui. Après avoir renvoyé le faible et affable président Coty à son Havre natal — il ne devait d'ailleurs pas survivre longtemps, — remanié la constitution, s'être fait plébisciter par le peuple, le président de Gaulle, il faut le dire, a gouverné en maître à peu près absolu. Ce que serait devenu le pays s'il n'y avait eu cette restauration énergique de l'Etat, cette stabilité politique, cette indépendance nationale tant de fois affirmée, cela est impossible à dire, — si ce n'est qu'en extrapolant les activités de la défunte IV^e République, le tableau risquerait d'être sombre.

"Une conception planétaire"

"Ce qui domine chez de Gaulle, c'est une conception planétaire de la politique française", écrit un de ses historiographes, observateur attentif du gaullisme depuis plus de trente ans. Il est trop conscient de la place qu'occupe désormais la France pour ne pas revendiquer avec passion la mission qui lui incombe dans un monde "dur"; quand ce ne serait que pour jouer ce rôle d'intermédiaire efficace entre les deux géants — voire peut-être demain entre l'Occident et la Chine.

La bombe atomique

C'est en même temps pour cette raison qu'il a entrepris la construction de la bombe atomique. Outre le souci de défense nationale — qu'un grand pays, selon de Gaulle, ne peut aliéner entre des mains étrangères, même amies — elle constitue un ensemble. D'où cette conclusion logique: à une défense nationale propre à la France, il faut une "force de frappe" française.

Les anciennes colonies

furent un des premiers grands problèmes qu'eut à affronter le gaullisme. Au cours de sa tournée de l'été 1958, de Gaulle déclare à Brazzaville que la France et ses anciennes possessions formaient des "ensembles". A travers la "Com-

munauté" précaire ainsi créée, dans laquelle les processus de décolonisation n'allaient cesser de s'accélérer, de Gaulle ne cessa de devancer les mouvements pressentis — en vertu de son pragmatisme politique — pour consentir finalement avec éclat à entériner la sécession algérienne.



Yalta

La conférence de Yalta, à la fin de la deuxième guerre mondiale, lors de laquelle trois puissances s'étaient partagées le monde en l'absence de la France n'a cessé de hanter la pensée gaulliste durant ce dernier quart de siècle. La fin sensible de l'affrontement de deux blocs aux idéologies rivales se dessine parallèlement à ce travail de sappe qu'a poursuivi de Gaulle depuis son retour au pouvoir.

L'Europe

L'union de l'Europe, après tant de déchirements, était un des buts à atteindre. Or, cette union implique la réconciliation franco-allemande. Pour ce faire, il fallait que l'Allemagne reconnaisse le règlement de ses frontières par accord avec ses voisins, et que l'Europe, dépassant le stade de l'organisation économique, s'élargisse "de l'Atlantique à l'Oural", afin de jouer avec "l'Amé-

rique sa fille" un rôle primordial dans le progrès de deux milliards d'hommes qui en ont "terriblement besoin".

Souveraineté

Mais attention. Une grande Europe ne signifie pas une fusion des Etats, une délégation même partielle de la souveraineté sur un plan quelconque, politique ou militaire. On connaît les railleries gaullistes sur le "volapük" européen, et quelles en seraient les conséquences. Et c'est à l'occasion d'un grave débat national sur l'affaire de la Communauté européenne de défense — qui avait, en 1954, ses partisans — que de Gaulle prend à partie le secrétaire d'Etat américain. Comme M. Foster Dulles menaçait, en cas de non-ratification de la CED, d'une "révision déchirante" de la politique des Etats-Unis: "Allez-y, ne vous gênez pas", lance de Gaulle.

Etats-Unis

De Gaulle est-il anti américain? Pour nombre d'observateurs, la question ne mérite même pas d'être posée, tellement la chose est sûre. Mais peut-être, là encore, faut-il nuancer. Et de Gaulle a affirmé lui-même aux télespectateurs français entre deux tours de scrutin, le 15 décembre 1965, qu'il n'est pas plus anti-américain parce qu'il ne les "accompagne pas toujours" (notamment dans la politique qu'ils mènent en Asie) que les dirigeants américains ne sont anti-gaullistes parce qu'ils sont en désaccord avec lui.

En France

Et à l'intérieur du pays? Certes, au bout de près de dix ans de "dictature éclairée", les observateurs du monde entier s'accordent pour qualifier de spectaculaire le redressement du pays et le rehaussement de son prestige international. Pourtant, les 5 et 19 décembre 1965, ce ne fut plus un plébiscite pour le président: mis en ballottage, de Gaulle fut réélu au second tour à une majorité de 55% seulement des suffrages exprimés. Un certain mécontentement social en a été la cause, la politique "de prestige" ou "de grandeur" ne manquant naturellement pas d'être exploitée comme il se doit par l'Opposition. Et un de ses historiographes écrit du président: "Sans doute a-t-il été "désacralisé". Mais sous un aspect moins mystique, il apparaît plus humain".

Peut-être était-ce le seul élément dont l'extraordinaire personnalité du président de Gaulle avait encore besoin. •

Comment un obscur général est devenu "de Gaulle, la France, l'Histoire" . . .

par BORIS V. VOLKOFF



De Gaulle au micro de la BBC le 18 juin 1940.

LE 16 juin 1940, un général de haute stature traverse la salle à manger de l'hôtel Splendid à Bordeaux. Il aperçoit tout à coup un vieillard chauve à la moustache blanche, très entouré. Le raidissement du général est imperceptible, son salut impeccable; le vieillard jette un regard froid, incline la tête: pour la dernière fois, le général Charles de Gaulle vient de saluer le maréchal Philippe Pétain, qui fut jadis son parrain à l'École de Guerre et qui, demain, sera officiellement son ennemi mortel.

De retour de Londres où il avait été envoyé en mission par Paul Reynaud, président du Conseil, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, venait en effet d'apprendre à l'atterrissage que le maréchal Pétain assumait désormais le pouvoir et qu'il s'appretait à demander l'amnistie:

"Ah, les imbéciles, s'est-il alors exclamé, "Ah, les cons"!"

Dans la nuit du 16 au 17 juin, le général de Gaulle traverse une crise profonde: doit-il ou ne doit-il pas accepter le fait accompli, cette capitulation dont le maréchal Pétain portera à jamais la responsabilité:

"Une armée peut capituler, expliquera-t-il après la guerre, un Etat, jamais"!

Sa décision fut bientôt prise: "Tard dans la soirée, écrit-il dans ses "Mémoires de guerre", je me rendis à l'hôtel où résidait sir Ronald Campbell, ambassadeur d'Angleterre, et lui fis part de mon intention de partir pour Londres. Le général Spears, qui vint se mêler à la conversation, déclara qu'il m'accompagnerait."



Charles de Gaulle, enfant.

Winston Churchill, premier ministre de Grande-Bretagne, devint furieux en apprenant que la seule personnalité française qui ait accepté de poursuivre la lutte aux côtés du Royaume-Uni était un obscur général de brigade et non pas un grand ténor de la politique, comme Paul Reynaud, ou à la rigueur Edouard Daladier. Mais il l'accepta, bien à contrecœur: de Gaulle lui expliqua qu'il n'avait pas l'intention de prendre personnellement la lutte en main, mais qu'il voulait assumer l'interim en attendant qu'une personnalité im-



Le général de Gaulle et le président Eisenhower au Château de Rambouillet, le 3 septembre 1959.

portante, comme le général Nogues, résident général au Maroc par exemple, prenne le commandement suprême d'une "France libre". Churchill s'incline et met, en attendant mieux, la BBC à la disposition de de Gaulle:

"Non, croyez-moi, lance alors celui-ci à la radio dans son célèbre appel du 18 juin, rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule. . ."

A ceux qui présentent des objections à son initiative, de Gaulle réplique froidement:

"Vous me dites que les Français auront faim, auront froid. Ce qui compte s'appelle la Patrie"!

Dix jours plus tard, le gouvernement britannique reconnaît le général de Gaulle comme seul chef de la "France libre". C'est alors que ses ennuis commencent: certains officiers supérieurs britanniques le considèrent comme traître au seul gouvernement "légal" de la France, celui du maréchal Pétain. L'amiral anglais commandant à Liverpool lui interdit même de visiter les camps d'Aintree et de Haydock où se trouvaient rassemblés plusieurs milliers de marins français. Le général Spears, nommé officier de liaison entre le cabinet britannique et la "France libre", devait toutefois tout mettre en oeuvre pour faciliter la tâche de celui qui entreprenait seul la lutte contre l'invasisseur d'un pays où il ne pouvait plus mettre les pieds:

"Les Français sont des veaux, des dégonflés . . . dit-il au capitaine Fourcaud, un des premiers à se rallier à lui, "Comptez ce qu'il y a autour de moi. Enfin, on verra. . ."

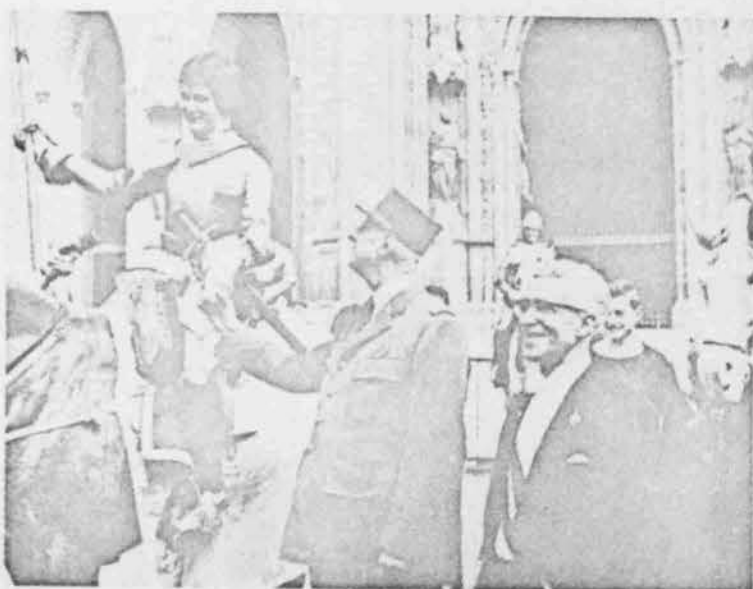
De fait, sur 2.000 convalescents français traités en Angleterre, de Gaulle obtient 200 engagements. Pourtant un bataillon colonial stationné à Chypre se joint à lui, des flotilles de pêcheurs amènent en Grande-Bretagne des volontaires enthousiastes et un embryon d'armée se dessine lentement.

Le 13 juillet, encouragé par les premiers résultats, de Gaulle déclare au micro de la BBC:

"Français! Sachez-le! Vous avez encore une armée de combat!"



Le général de Gaulle, en voiture, lors de son voyage à Strasbourg, le 23 novembre 1963.



Commémoration de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc. Le général de Gaulle et Mlle Deschamps, qui personnifiait Jeanne d'Arc, le 8 mai 1959.

Il fait défilé "ses troupes":

"Le 14 juillet, je passai à Whitehall, au milieu d'une foule saisie par l'émotion, la revue de nos premiers détachements, pour aller à leur tête déposer une gerbe tricolore à la statue du maréchal Foch" (Mémoires de guerre: "L'Appel")

Auparavant, Churchill avait accepté le principe de la formation d'un "Comité national". Le 23 juin, deux déclarations britanniques démaient au gouvernement du maré-

chal Pétain le caractère de l'indépendance et prenaient acte du projet de formation du Comité. Le 28 juin, le général de Gaulle était officiellement reconnu "chef des Français libres":

Le général demeurait soldat, mais à partir de ce jour, il devenait homme d'Etat. L'officier de carrière incarnait désormais son pays:

"La France, c'est moi", lancera-t-il au colonel Monclar qui ne voulait pas faire tirer sur les troupes de Vichy en Syrie.

Désormais, il se battra non seulement contre l'ennemi, l'occupant, mais aussi contre ses Alliés. Lors de l'attaque britannique contre Mers-el-Kébir, il hurlera avec rage:

"Ces imbéciles d'Anglais, ces criminels! Ils font couler le sang français! Et ils trouvent encore le moyen d'apporter de l'eau au moulin de la capitulation!"

On connaît ses démêlés avec Churchill, Roosevelt, l'affrontement Giraud-de Gaulle au Comité d'Alger, les participations de la France libre aux combats en Afrique, en Italie, en Union soviétique, la Libération, l'occupation d'une zone en Allemagne, puis le retrait, en 1946, de celui qui dira alors:

"Ils viendront me chercher quand la France aura de nouveau besoin de moi!"

"Ils" devaient le faire attendre douze ans . . . "Ils" sont venus le chercher . . . ●

PARIS

Ah! s'ils avaient un Drapeau!

(de notre correspondant particulier)

PARIS — Les pouvoirs publics, en France, et singulièrement à Paris, sont généralement longs, très longs, à décider des changements. Cette timidité administrative n'est du reste que le reflet d'une mentalité qui n'appartient pas seulement, il s'en faut, aux commis de l'Etat. Si le Français moyen rejette volontiers sur les fonctionnaires la lenteur de leur action, il est tout aussi lent, quant à lui, à sortir de l'ornière de ses propres habitudes.

Ce traditionalisme est assurément, en 1967, le principal obstacle à l'intégration européenne qui ne se fera pas sans pleurs et grincements de dents, tant chez les représentants du capital que chez ceux de la force ouvrière. Et l'observateur qu'agace un peu les tergiversations des interlocuteurs dans la grande discussion nécessaire par "la mise à l'heure de l'Europe", n'est pas loin de se féliciter des pouvoirs spéciaux requis et obtenus par le gouvernement. L'ennui, et c'en est un, c'est que le gouvernement est lui-même conservateur sur bien des plans et qu'il faudrait presque souhaiter pour l'Opposition des pouvoirs, exceptionnels eux aussi, qui lui permettent de légiférer sur les sujets négligés par le pouvoir.

Tout cela revient à dire, au fond, qu'au pays du "bla-bla", seule la dictature permet les grandes réalisations, mais que, pour que celles-ci ne soient point limitées aux seules préoccupations prioritaires du Chef suprême... il faudrait pouvoir en changer de temps à autre. A bas le roi, vive le roi!

LE "GRAND MÉNAGE" DE
M. MALRAUX



Le conservatisme de l'actuel pouvoir aura notamment permis à Paris, la plus belle ville du monde, de retrouver un visage trop longtemps maquillé par la crasse pudiquement nommée "patine". Il aura fallu l'influence autoritaire d'un Malraux pour permettre ce "grand ménage". Mais à présent que les monuments, et avec eux la plupart des beaux hôtels particuliers dont Paris est si riche, offrent aux visiteurs ébahis une nouvel-

lectes français "envient les Etats-Unis, le Canada et les pays scandinaves" comme le faisait récemment remarquer Jacques Merles (*Sept-Jours*, numéro 40, page 47: "Charmant mais..."). On ne peut qu'être d'accord avec notre confrère quand il écrit qu'on "masque la réalité actuelle par l'intermédiaire des gloires du passé dont on essaie continuellement de faire revivre les ombres". C'est ce qu'a fait Malraux même s'il était im-



LES JARDINIERS DE CHARLES XI DANS LES PLATES-BANDES DE LOUIS XIV...

le splendeur, la capitale apparaît de plus en plus comme une vieille ville, douloureusement sous-développée du point de vue architectural.

Il ne faut certainement pas chercher ailleurs la raison pour laquelle les archi-

portant, essentiel, de nettoyer Paris, c'est ce qu'a fait le général-président en faisant aménager le Trianon pour recevoir les chefs d'Etat en visite. Ceux-ci ne sont certainement pas insensibles à





PITTORESQUES, CERTES: LES HALLES CENTRALES

l'honneur qui leur est fait de loger dans ce merveilleux petit palais du Grand Siècle construit par Hardouin-Mansart. Mais, s'ils y réfléchissaient un peu, ne concluraient-ils pas, tout simplement, que ces lieux ne font honneur qu'à Louis XIV, pas à "Charles . . . XI", dont le règne ne signifiera, pour le Grand Trianon, que l'installation de l'électricité et du téléphone?

Et il est permis de se demander s'il n'aurait pas mieux valu construire de toutes pièces, un palais XXe siècle pour prouver aux grands de ce monde que la France architecturale ne s'est pas arrêtée au temps de M. Haussmann. C'est pourtant ce qu'on croirait en voyant le Paris d'aujourd'hui qui n'offre rien de

transcendant depuis le début du siècle, la grande époque de Paris, celle de la tour Eiffel, du métro, des ponts métalliques, des grands boulevards.

Ce n'est pourtant pas faute de besoins, ni même d'intentions pures. Un préfet comme M. Maurice Doublet, récemment entré en fonctions est aussi convaincu des premiers qu'animé des secondes. Mais il lui faut compter avec les conseillers municipaux qui remettent constamment en question le moindre projet, aiguillonnés qu'ils sont par une presse parisienne souvent conservatrice, elle-aussi, en matière d'urbanisme.

Voilà plus de huit ans qu'est décidé le déplacement du "ventre de Paris" vers

la périphérie. C'est ce quartier des Halles, bien connu des noctambules qui y vont manger la soupe à l'oignon au milieu des cageots, à l'heure où seul vit encore, dans une ville couche-tôt, ce havre d'activité nourricière. Les "défenseurs" du vieux Paris et les riverains qui vivent de ce commerce après deux ou trois heures du matin, invoquent les mêmes arguments "historiques" que les anciens nostalgiques de la "patine" délayée par Malraux.

Depuis des années, le drame de l'aménagement de Paris résidait dans la multiplicité des responsables. Mais à présent que M. Doublet semble vouloir prendre les choses sérieusement en main, il se trouve une multitude d'empêcheurs de moderniser en rond, pour le "tenir à l'oeil", pour l'empêcher de décider tout seul sans tenir compte des avis de conseillers municipaux souvent aussi réactionnaires et protecteurs d'intérêts particuliers qu'une bande de commissaires d'écoles du Québec nourris des principes d'un Léo Tremblay.

Une chose est certaine, les Halles disparaîtront du centre de Paris. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est l'usage qu'on fera, en définitive, de ce quartier récupéré. Quelques projets architecturaux ont été présentés récemment à la presse parisienne. Plusieurs architectes ont traduit en maquettes futuristes leur conception de l'urbanisme de notre temps. Réactions multiples, des journaux surtout où l'on croirait que chacun, y compris le PDG et les camelots, avait sa petite idée là-dessus et l'entendait exprimer. Et de reprocher à l'administration d'avoir brûlé les étapes, de n'avoir pas respecté toutes ses obligations de consulter les élus du peuple, d'avoir tenté de mettre ceux-ci devant un fait accompli, alors qu'elle a cherché, simplement à accélérer les choses qui traînent depuis 1959.

Celui qui a vécu, ces années dernières, la gestation et la réalisation de l'Expo de Montréal en vient à se dire qu'elle n'aurait jamais été prête à temps si elle avait dû se tenir dans "la-première-plus - grande - ville - française - du - monde" •

40,000 cards say 'merci' to de Gaulle

The St. Jean Baptiste Society, a French-Canadian nationalist organization, announced yesterday that it had received more than 40,000 post cards from Quebecers, inscribed with "Merci, mon Général," to be forwarded to French president Charles de Gaulle.

Gilles Breault, a member of the society, launched the campaign several weeks ago to collect cards to show the French president the "gratitude and the support of the Quebec people" for his "historic" visit to Canada last July.

The cards will be sent to Paris in a few weeks under the auspices of the SJBS.

Behind The News

Citizen De Gaulle

NEW YORK.—Hard as I try I can't get it out of my mind that de Gaulle's diplomacy is a loftier version of the books on how to see Europe on \$5 a day. Last week he ended a six-day effort to sell the unpalatable French line to the Polish leaders and people, with great public acclaim but no hard results. Last month he broke off a visit to Canada on which he tried to sharpen the movement for splitting Canada into two nations.

In neither instance did de Gaulle have any leverage power over the government involved or its decisions. This also has been true of his major campaign to knock out the American dollar as the crucial world currency and ultimately to get America out of Europe. This is why I see him as a cut-rate global traveller, trying to flimflam his lack of the "hard currency" of sheer power and to get along on a smaller ration of that commodity than any head of state since Mussolini tried to build an empire on grandeur, bluster and sawdust.

I don't deny de Gaulle's victories nor begrudge him his unquestioned greatness.

by
**Max
Lerner**

His achievement of power in 1957 was a tour de force of political wizardry, the danger he has done to NATO is considerable and, thus far, he single-handedly has managed to keep Great Britain out of the European Common Market.

Yet the U.S. presence in Europe is still massive, and if the American image has suffered recently it has not been because of de Gaulle but the Vietnam war. The new Battle of Britain has still to be fought, and while de Gaulle managed to avoid a direct confrontation at the recent Rome meeting, the latest report of the Common Market study group sees no bars or arguments against Britain's entrance.

It has been the great irony of de Gaulle's whole career that, while hungering for legitimacy, he always has had to play the role of rebel, sometimes even of trouble-maker and spoiler. That was his role during the Second World War and during the long period of self-imposed exile after 1946 and when he finally achieved power by a coup in 1957.

Thus it was not a new role, but an old one, that he assumed in Quebec when he called for a "free Quebec," driving further the troublesome ethnic wedge between the "two Canadas."

There is an absorbing and distinguished new novel on this theme of the two Can-

adas by Hugh McLennan — "The Return of the Sphinx." McLennan means the phrase in the sense of the paralyzing silence that has descended on the two traditions in Canada, raising a wall of noncommunication between them. He could not have foretold, when he wrote his book, that another sphinx — in the form of de Gaulle — would descend on Canada, seeking to revenge himself on both Britain and America by weakening the ally of both.

If de Gaulle wants two Canadas, he also wants three Europes. His mission in Warsaw was to persuade the Polish leaders to join a "Central Europe" which would be formed between Western and Eastern (Russian) Europe. Having failed in his past attempts to get a solid ally for French power by successively wooing Germany, Italy, China and Russia, de Gaulle now is trying to detach Poland (and perhaps Romania and Hungary) from the Soviet bloc, to weld them into a loose alliance with France and use them as a power leverage to make up for the global power France lacks.

The Polish leaders would have none of it. While de Gaulle doubtless reached many of the Polish people, they are no substitute for the decision-making elites whom he must win over. Again he has played the role that an earlier Frenchman, Citizen Genet, played when he came to the United States as ambassador and tried to appeal to the American people over the heads of President George Washington and Secretary of State Thomas Jefferson.

Like Genet, Citizen de Gaulle has failed. He seems doomed to remain a great lonely figure, wandering in the desert, thirsting for the springs of power he cannot find.

(Copyright Los Angeles Times)

● C'est pour quand, monsieur le maire Drapeau, un BOULEVARD CHARLES DE GAULLE à Montréal? Seuls les Canadiens anglais ne seraient pas en faveur... mais peu importe, puisqu'ils sont en minorité.

Enfin...un boulevard CHARLES DE GAULLE

Depuis la mémorable visite du président de la France dans l'Etat du Québec, j'ai souvent souligné au maire Drapeau qu'il serait logique, pour ne pas dire impérieux, qu'il existe un boulevard Charles de Gaulle à Montréal, la deuxième ville française sur notre planète; mais ce fut peine perdue. Cependant, et à l'occasion d'une visite chez des amis à Lorraine, j'ai été agréablement surpris de constater que la principale voie de circulation était désignée sous le nom de ... BOULEVARD CHARLES DE GAULLE. Le maire de Lorraine, Monsieur J.A. Clément, s'est chargé de favoriser ses citoyens d'un tel ... privilège.

DE GAULLE À QUÉBEC EN JUILLET PROCHAIN

Dans une émission télévisée, le correspondant de Radio-Canada à Paris vient d'annoncer sous toute réserve qu'il est possible que le général Charles de Gaulle revienne à Québec au cours de juillet prochain.

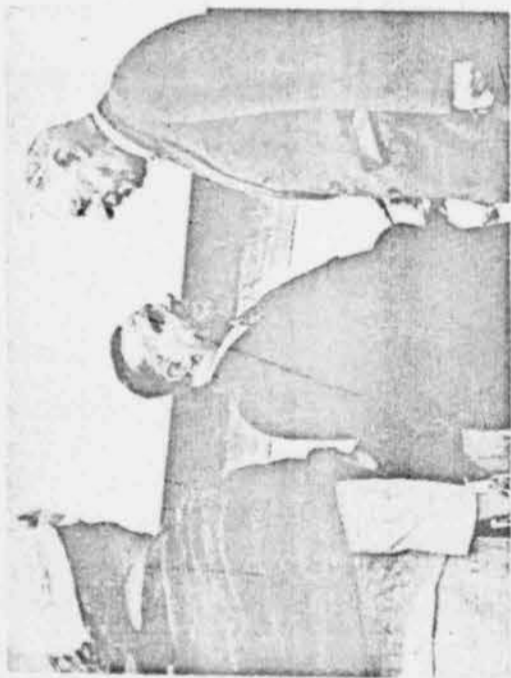
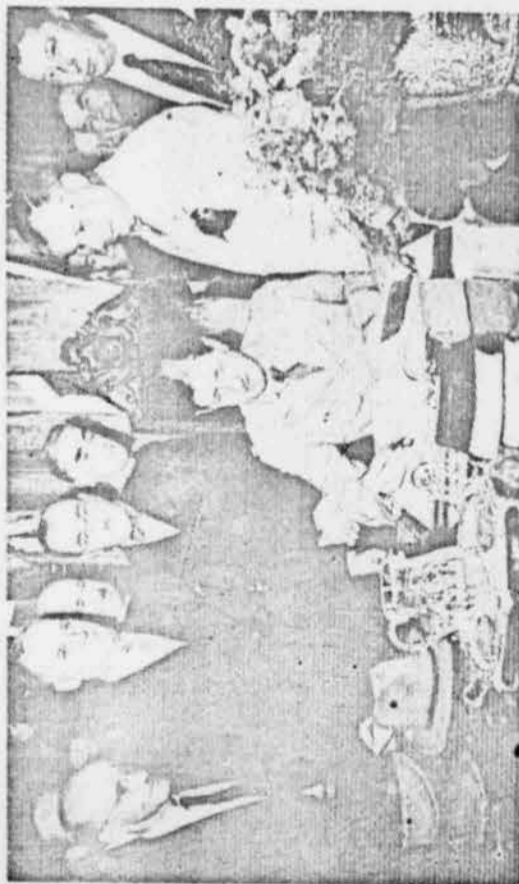
Le célèbre général viendrait mettre une dernière main à certaines ententes Paris-Québec sous formes de projet.

Au bureau du premier ministre à Québec, on a déclaré hier après-midi ne rien savoir d'un tel projet

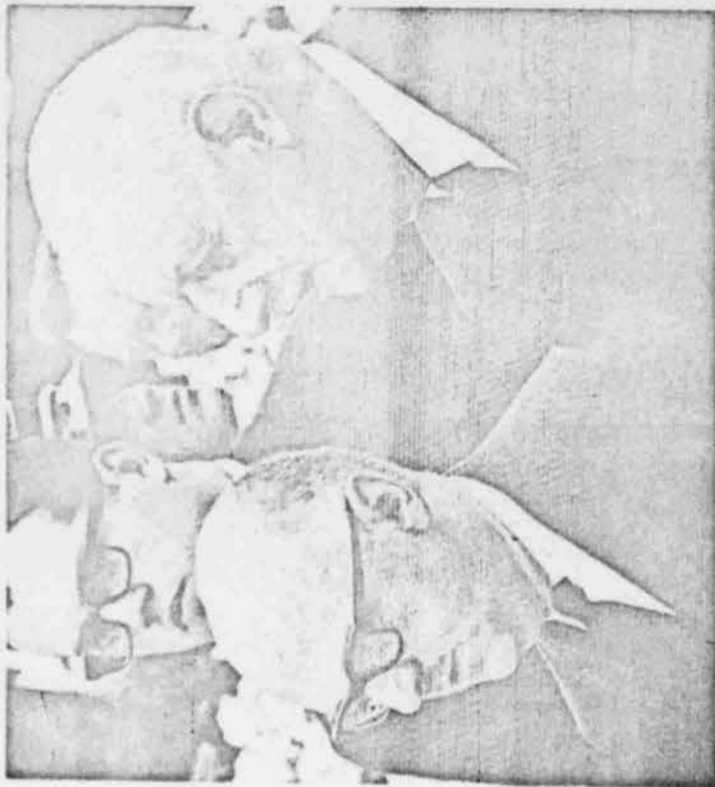
qui peut être classé dans le domaine des rumeurs. D'autre part, deux grandes agences de presse ont fait une brève enquête à l'Élysée pour s'assurer de la véracité de la nouvelle et elles n'ont rien pu obtenir de concret.

• Le Club Fleur-de-Lys de Québec recommande que la rue St-Cyrille devienne le boulevard CHARLES DE GAULLE. Il y a quelques mois, j'avais manifesté le désir, dans cette page, qu'une importante artère de Montréal se nomme, à l'avenir, boulevard Charles De Gaulle. Peut-être que ça viendra . . . un jour ou l'autre.

DE GAULLE



Trois visites à Montréal, trois maires. A gauche, en 1944, il signe le livre d'or sous l'oeil d'Adhémar Raynault; ci-dessus, en compagnie de Sarto Fournier, en 1960; à droite, aux côtés du maire Jean Drapeau lors de sa visite de 1967.



PERSPECTIVES, La Presse,
Samedi, 26 avril 1969



Juillet 1944. De la Tour de la Paix, à Ottawa, le général de Gaulle s'adresse à une foule de 10 000 personnes. Le Premier ministre Mackenzie King écoute attentivement.

14 - 26 avril 1969

PERSPECTIVES, La Presse,
Samedi, 26 avril 1969

25 ans avant la grande scène du balcon...

DE GAULLE A POURTANT EU MAILLE A PARTIR AVEC LE QUÉBEC

par Jean-Paul Kauffmann

UN ENTREFILET perdu en bas de page du *Devoir*: "Le général de Gaulle est cet homme qui s'est fait l'avocat du plan anglais d'une union franco-britannique". Le 20 juin 1940, Charles de Gaulle rentre par la petite porte dans l'histoire du Québec. Parmi l'affaire Arcand et la polémique qui oppose partisans et adversaires de la conscription, un obscur général de brigade fait sa première apparition dans la presse québécoise. Qui d'ailleurs se soucie de lui à l'époque? En France même, on a très vaguement entendu parler de ce message de Londres qui deviendra plus tard dans le rituel gaullien le fameux Appel du 18 Juin (avec un a majuscule, évidemment). Au Québec, les journaux relatent très brièvement le fait. D'ailleurs, si le moment ne s'y prêtait, on serait presque tenté de rire. Pensez! un militaire en rupture de ban qui, du micro d'une radio étrangère, déclare froidement: "J'ai conscience de parler au nom de la France". L'éditorialiste du *Devoir* écrit: "Le comité de Gaulle ne songe qu'à faire des embarras sans fin au gouvernement de Bordeaux". C'est à peu près le sentiment général de la presse du Québec à cette époque.

Oui, vraiment, de Gaulle n'a pas très bonne presse ici. En France, c'est bien pire: on l'a condamné à mort. Les grandes nations ont reconnu le gouvernement de Vichy. Le Canada, pour sa part, ignore totalement "ce comité de Gaulle". Même le nonce du pape a présenté au maréchal Pétain ses lettres de créance. Le geste du général va-t-il sombrer dans l'indifférence la plus totale? Un seul homme donne sa chance à de Gaulle: Churchill. Il a lui aussi l'esprit romanesque. Malgré l'incrédulité des Anglais — ils regardent avec inquiétude ce général qui commence à se prendre pour Jeanne d'Arc —, Charles de Gaulle constitue son Comité national français qui, le 24 juin, ne comporte qu'un seul nom, le sien.

Qu'en pense-t-on ici? Rien. Strictement rien. Il est vrai que le pays est aux prises avec des problèmes autrement plus importants. A des milliers de milles de là, pourtant, dans un bureau minable, un homme silencieux et hautain reçoit des fonctionnaires perdus, des ministres indésirables et des soldats rebelles. C'est avec eux qu'il fera la France libre. Il a bientôt organisé un état-major de fortune, rassemblé plusieurs milliers d'hommes et créé un bureau de propagande. Une des premières nouvelles d'importance sur le gaullisme commençant au Québec a justement trait à ce bureau. On reproche en effet à Radio-Canada de "transmettre trop volontiers les harangues de Hitler et de répéter même sur disques la propagande du groupe de Gaulle". Le rapprochement aurait certainement plu au chef de la France libre! A propos de ce comité français de Londres, un journal québécois parle de "simulacre de junte", un autre de "ramassis". Le plus piquant est qu'ils ont raison. En réalité, à l'origine, la France libre sera un assemblage tellement hétéroclite que de Gaulle, malgré son apparence inébranlable, songera plusieurs fois à "tout laisser tomber", comme il le dira à plusieurs reprises. Mais même Jeanne d'Arc n'a-t-elle pas eu, elle aussi, ses moments de doute?

Le 1er août 1940 est une date importante dans les relations de de Gaulle avec le Québec. Qui s'en souvient encore? C'est la première fois que le Général s'adresse personnellement aux Canadiens français. Pourquoi? "Parce que, répond Charles de Gaulle, personne ne peut mieux comprendre la France que les Canadiens français" (il ne dit pas encore "Français du Canada"). Après avoir fustigé les défaitistes: "Je ne vous énumérerai pas nos erreurs militaires, morales, nationales. Le soldat, le catholique, le Français qui vous parle les connaît et les reconnaît", il demande de l'aide: "L'âme de la France cherche et appelle votre secours". D'ailleurs, il n'en cache pas les raisons: "La France mesure votre rôle et votre importance à l'intérieur de l'Empire britannique". Eh bien, voilà qui est clair. On aurait beau jeu aujourd'hui de l'accuser d'opportunisme. Mais n'a-t-il pas écrit quelque part que "l'homme d'Etat ne doit pas sacrifier ses convictions, il doit les utiliser"? Il est curieux de constater que, dans ses discours de juin et juillet 1940, le maréchal Pétain se servait à peu près des mêmes mots pour dénoncer la "décadence morale" du pays. Ces déclarations avaient fortement impressionné à l'époque la population du Québec qui, depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, n'avait pas cessé de juger la France comme "la grande pécheresse". La défaite était donc considérée ici comme un rachat, voire une purification. Le général de Gaulle, qui refusait pour sa part de l'accepter, était considéré un peu comme suspect. On reconnaîtra, en tous cas, que dès 1940 de Gaulle "général catholique", savait s'adapter à son public. Malheureusement, le message eut peu d'échos parmi la population. Les journaux d'ici le rapportèrent d'ailleurs avec un mois de retard. Il est vrai que la fin de la déclaration n'avait pas manqué de faire sourciller beaucoup de lecteurs: "A moi pour l'instant incombe le devoir de parler au nom de la France", avait conclu simplement le Général.

La méfiance des journaux reste donc encore très vive au Québec envers "le groupe de Gaulle". Mais un jour il a dit: "On ne se plaint pas des journaux. On ne les lit même pas. On les écrit". Le 28 août 1940, il répond indirectement aux réticences de l'opinion québécoise et déclare: "Les Canadiens français sont mal informés de ce qui s'est passé en Europe".

Il espère qu'un "comité français gaulliste va se former à Montréal pour l'information". Qui pourra prétendre après cela que le Général ne s'est jamais intéressé aux Québécois qu'à cause de leur uranium?

Rapprochement inattendu: dans une étude parue en septembre 1940 dans le *Devoir*, un historien compare le chevalier de Lévis à Charles de Gaulle à cause de son attitude héroïque: "il brûle ses drapeaux et refuse de se soumettre". Ce parallèle est intéressant; il prouve qu'une fraction de l'opinion québécoise (peu nombreuse, il est vrai) approuvait le geste du général de Gaulle. Pour ces quelques Québécois, il n'est du reste pas tout à fait inconnu. Ainsi le *Devoir* et d'autres journaux parlent, à plusieurs reprises, de ce "soldat valeureux, technicien de renom". Pour le reste des Québécois, il est vaguement considéré comme un farfelu ou un mégalo-mane.

C'est véritablement l'affaire de Dakar qui va faire connaître de Gaulle au Québec et au monde entier. En première page de *la Presse*, la photographie d'un Charles de Gaulle au regard pur et dur retient toute l'attention du lecteur. C'est la première fois qu'il tient la vedette: "Sa première expédition!" titre le journal. L'éditorialiste s'interroge pour savoir si de Gaulle va réussir à rallier à la France libre cette partie de l'Afrique occidentale qui demeure toujours fidèle à Vichy. De Gaulle est un peu dans la position du "jeune premier" (il a 50 ans) dont on a vaguement entendu prononcer le nom et qui, propulsé d'un seul coup dans l'actualité, doit immédiatement faire ses preuves. L'attaque de Dakar par la flotte gaulliste et anglaise fut, on le sait, un ratage mémorable. "De Gaulle, écrit le *Devoir*, est un très brave soldat, un technicien de grande envergure. Ce n'est pas un chef renseigné à fond." On ne s'illusionne guère sur son avenir et l'on s'attend qu'il soit remplacé incessamment. De Gaulle conserva en tout cas une rancune tenace à l'égard des marins "bons seulement à descendre à terre pour engrosser les filles". L'affaire de Dakar est une douche froide pour les Anglais. Churchill va-t-il abandonner son poulain? Mais dans ces circonstances, moins de Gaulle a de moyens, plus il montre d'intransigeance. Il affirme à cette époque que le caractère est la vertu des temps difficiles! Cette attitude semble être payante puisqu'il demeure chef de la France libre. On parle de lui un peu plus fréquemment dans la presse québécoise. Une section de la France libre est fondée à Québec. Ce sera l'une des premières créées à l'étranger. D'autres suivent: à Montréal, à Halifax, à Vancouver. Le coup de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le retentissement fut considérable dans le monde, fut préparé en 1941 à Montréal et à Ottawa par l'un des chefs de la France libre, l'amiral Muselier. Un journal, particulièrement, le *Canada*, appuie sans réserve les gaullistes. Ce n'est pas toujours le cas des autres journaux. Pour beaucoup de Québécois qui restent opposés à la conscription et qui pensent que cette guerre est une affaire entre Européens, de Gaulle demeure "l'homme des Anglais". En outre, pour beaucoup de Canadiens français farouchement conservateurs, le général de Gaulle demeure avant tout l'homme opposé au maréchal Pétain dont le prestige ici reste très grand. Le chef du gouvernement de Vichy incarne en effet les vertus traditionnelles auxquelles sont attachés un grand nombre de Québécois: culte de la famille, retour à la terre, concept de la race et de la nation française. Face à Pétain, artisan du "re-

dressement moral" de la France, quel rôle pourrait bien jouer de Gaulle? Celui de trouble-fête? En réalité, un glissement imperceptible se produit au fil des mois. Aussi, dès le début de 1941, on commence à juger avec estime cet homme qui a refusé la défaite. Dans ce sentiment, il rentre certainement un penchant naturel du public pour les hommes qui défendent une cause désespérée, mais la France libre n'apparaît pas tout à fait comme une entreprise utopique puisqu'à la fin de 1941 plusieurs colonies d'Afrique se sont ralliées. Le mouvement devient assez sérieux pour que l'on considère "le groupe degaulliste", comme l'écrivent assez fréquemment à l'époque les journaux français du Canada. L'arrivée du gouvernement français de Londres à Alger en 1942 produit un gros effet ici. Et les journaux de broser des portraits du Général. Qui est de Gaulle? D'où vient-il? N'est-ce pas ce prophète qui, entre les deux guerres, a compris le rôle des blindés dans la guerre moderne? "C'est un géant!" écrit un journaliste. Un autre parle (déjà) de "l'énigme de Gaulle". Comme on dit aujourd'hui, il est lancé.

Arrive le débarquement de 44. On se demande quel accueil va recevoir en France son gouvernement dissident. Le 13 juin 1944, le général de Gaulle arpenté la plage de Courseulles. Moment historique! De Gaulle foule à nouveau le sol de la France. L'événement passe à peu près inaperçu ici: "C'est émouvant, dira à cette occasion l'un de ses familiers, il y a quatre ans jour pour jour les Allemands entraient dans Paris! — Eh bien, ils ont eu tort!" grôgnera de Gaulle. Le débarquement puis la progression des Alliés en Normandie éclipsent au Québec toutes les autres nouvelles. En début de juillet, on parle d'un voyage probable du général à Washington et d'une visite au Canada. Roosevelt, qui jusque-là n'avait jamais accepté de recevoir de Gaulle, voudrait que celui-ci sollicitât l'honneur de le rencontrer à Washington. Un tel geste n'était guère dans la manière du chef de la France libre. Il fit savoir qu'il se souciait peu d'être reconnu par les Américains et n'avait rien à solliciter. Du coup, les rapports changèrent du tout au tout. De demandeur, il devint demandé et posa ses conditions. C'est officiel: après un séjour à Washington, Charles de Gaulle s'arrêtera à Québec, puis à Ottawa et à Montréal. *La Presse* particulièrement fait un large écho à ce voyage. Le général de Gaulle sera reçu à Montréal par le maire, M. Adhémar Raynault. Détail piquant: on y parle déjà du fameux balcon qui, vingt-trois ans plus tard, fera couler tant d'encre. Le rédacteur s'interroge en effet pour savoir si le général acceptera de paraître au balcon de l'hôtel de ville pour, écrit-il, recevoir les acclamations de la foule.

Le mardi 11 juillet 1944, Charles de Gaulle touche donc pour la première fois le sol du Canada. Il fait un temps maussade à Québec. Mais qu'importe! Les autorités n'ont-elles pas pour la circonstance décrété "congé civique"? A travers le brouillard d'une pluie bruineuse, la foule voit brièvement passer un grand général dégingandé agitant d'un geste un peu raide ses longs bras comme s'il s'agissait de sémaphores. "Votre accueil m'a touché", dit sobrement Charles de Gaulle au maire, Lucien Borne. Il ajoute poliment: "Je reviendrai". A la sortie de l'hôtel de ville, il est chaudement acclamé par la foule. C'est à ce moment qu'il se sentit, comme il l'a écrit dans ses Mémoires, "submergé par une vague de fierté française". Mais comme toujours, chez de Gaulle, la

grandeur, le passé, celui des grands ancêtres, s'accompagne de "mélancolie", "Une douleur inconsolée (. . .) venue du lointain de l'Histoire" envahit soudain Charles de Gaulle. Mais la nostalgie n'est pas seulement, chez cet admirateur de Chateaubriand, un sentiment littéraire, c'est aussi un moyen de réflexion qui peut servir de tremplin pour l'avenir. Il serait ridicule d'imaginer que, lors de cette visite à Québec, le Général ait éprouvé un choc qui aurait pu par exemple motiver son attitude future sur le Québec. Pourtant, il n'est pas interdit de penser que des idées trottaient déjà dans la tête du grand homme. En tout cas, il cache bien ses sentiments. Accueilli à Ottawa par le Premier ministre, M. Mackenzie King, "homme digne et fort dans sa simplicité", selon ses propres mots, Charles de Gaulle exalte avec chaleur "la fidélité au Commonwealth". Cependant, il semble déjà faire une distinction. Pour lui, il est normal que le Canada garde des liens très étroits avec l'Angleterre. Le Canada, oui, mais le Québec? Déjà en 1944, pour lui, ce n'est pas tout à fait la même chose. Ainsi il ne manque pas de faire allusion à la France "qui se souvient d'avoir apporté ici la première la civilisation chrétienne et européenne". Charles de Gaulle n'oublie jamais dans ces occasions-là l'histoire de son pays. C'est le concept de nationalité si chère à la philosophie gaullienne. Il faut pourtant noter que, si les nationalités sont pour de Gaulle les réalités premières, il n'en reste pas moins que la seule nationalité qui se suffise à elle-même, c'est la nationalité française. Il l'affirmera plus tard à maintes reprises. Bien sûr, il y a une "nation française en Amérique", mais elle n'existe que dans la mesure où elle concourt à exalter la Nationalité française.

A Ottawa, il est l'hôte du comte d'Athlone, gouverneur général, et de son épouse, la princesse Alice, tante du roi George VI. Charles de Gaulle n'oubliera pas leur accueil prodigué "d'une inoubliable manière". "En dépit du temps, accueil chaleureux", note simplement *le Soleil*.

Montréal attend avec impatience le chef de la France libre. Les journaux sont remplis à chaque page de pavés publicitaires payés par des compagnies connues qui exaltent le passé du "prestigieux général". Le 12 juillet 1944, Charles de Gaulle gagne Montréal qui — ce sont ses propres mots — "lui fait la démonstration du plus émouvant enthousiasme". Le journaliste de *la Patrie* écrit: "le général gagne à être vu de près, les nombreuses photographies que l'on avait de lui ne lui rendaient pas justice". Comme s'il s'agissait d'un héros de western, le journaliste note son regard "profond et franc".

Sur le square Dominion, de Gaulle s'adresse à la foule. A la fin du discours, on assiste à un beau morceau de bravoure. Le maire, Adhémar Raynault, crie à ses concitoyens: "Montrez au général de Gaulle que Montréal est la deuxième ville française du monde!" Un tonnerre d'applaudissements et d'acclamations lui répond. Visiblement, de Gaulle est touché. Il repart "impressionné" de son séjour au Canada. Le 13 juillet, il est à Alger.

Venu au Canada comme chef d'un gouvernement provisoire qui n'avait encore aucune assise en France, le général suscitait ici, en raison de sa position précaire, beaucoup de réserves. Elles ne tardèrent pas à disparaître deux mois après. La prise de Paris eut

au Québec un immense retentissement. La descente triomphale sur les Champs-Élysées, le *Te Deum* à Notre-Dame susciterent les commentaires émus des journaux québécois. Mais perçait déjà un malaise qui ne tarda pas à s'amplifier. La raison? Tout simplement le maréchal Pétain. Réfugié quelque temps en Suisse, le chef du gouvernement de Vichy s'était remis de son plein gré aux mains de la justice française. Que va-t-on en faire? s'interrogeaient les gens d'ici. Une grande partie du public qui gardait encore pour le maréchal une certaine sympathie ne cachait pas son appréhension. Ne parlait-on pas déjà en France de condamnation à mort, d'exécution?

Au début du mois d'août 1945, surprise au Québec: après un bref passage aux États-Unis, le général s'arrêtera peut-être au Canada. On l'attend à Dorval le 21 août. "Le voyage ne comporte aucune signification politique", écrit le Devoir. Parti avec Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, le général de Gaulle subit un contretemps en raison du mauvais temps. Il ne peut passer la nuit à Montréal et file vers les États-Unis sans s'arrêter. Si on lit la presse de l'époque, on n'a nullement l'impression que le général va séjourner au Canada à son retour. Cette fois-ci, il semble très pressé. Viendra, viendra pas? Confirmations, démentis se succèdent. Enfin, c'est sûr: le général de Gaulle s'arrêtera à Ottawa en revenant de New York. Le mercredi 29 août 1945, "avec une exactitude toute militaire", le gros avion

de transport qui amène le général de Gaulle atterrit à l'aéroport de Rockland. "Il a vieilli", constate un journaliste. Un autre admire "son calme imperturbable, son grand sens pratique".

La presse québécoise salue avec enthousiasme le chef d'une France libérée, mais elle demeure inquiète au sujet du sort du maréchal Pétain, condamné à mort quinze jours auparavant. De Gaulle qui invoque la raison d'État refuse toute allusion sur ce sujet qui ne regarde que la France. Comme la première fois, il est accueilli avec démonstration par le comte d'Athlone et la princesse Alice.

— Vous avez pu constater, l'année dernière, à votre passage, quels sentiments vous portait l'opinion de ce pays, lui disent-ils. Mais, depuis, la France et vous avez gagné 300 p.c.

— Pourquoi? interroge le général.

— Parce qu'alors vous étiez encore un point d'interrogation. Maintenant, vous êtes un point d'exclamation.

Mackenzie King l'entretient de son côté des problèmes du Canada. "Mon pays, dit-il, est membre du Commonwealth, ce qui est quelquefois pesant. Il est limitrophe des États-Unis sur 5 000 kilomètres, ce qui est souvent écrasant."

De Gaulle parle de l'amitié qui unit le Canada et la France, et conclut: "Ce que vous venez de dire achève de me prouver que la France eut mille fois raison de venir ici jadis et d'y semer la civilisation".

Pensait-il déjà aussi que la France avait mille raisons d'y revenir? C'est peu probable, mais l'idée chemine. En rentrant à Paris, il fait escale à la base américaine de Gander, perdue au milieu d'une contrée déserte. Et qu'arrive-t-il? Il écrit dans ses Mémoires: "Je m'entends appeler par une foule de bonnes gens rassemblées le long des clôtures! Je vais les voir. Ce sont des habitants venus de divers points de l'île pour saluer le général de Gaulle. Fidèles aux aïeux normands, bretons et picards qui ont peuplé Terre-Neuve, tous parlent français. Tous aussi saisis par une émotion ancestrale, crient: "Vive la France!" et me tendent les mains."

On remarquera que Charles de Gaulle parle souvent de lui à la troisième personne. C'est le "il" de majesté employé un peu comme le "nous" par les rois de France. Cette façon de se nommer est courante chez lui. Plusieurs fois au cours de ses visites dans la France libérée, il dira à la foule qui l'attend: "Vous réclamez de Gaulle, eh bien, le voici!"

Terre-Neuve est la dernière vision qu'il emporte du Canada avant sa visite suivante en 1960. Plusieurs fois au cours de son exil volontaire à Colombey-les-deux-Églises, qui se terminera en 1958, il parlera du Canada. Époque pénible pour lui! Abandonné par ses fidèles, saisi par le découragement, il envisagera même un jour d'aller finir sa vie au Canada. "Je pêcherai des poissons, dit-il à sa femme. Vous, Yvonne, vous les ferez cuire." ●

ANDRÉ RUFIANGE 
et ses
commentaires

**A l'hôtel de
ville de Montréal**

Quelques minutes avant d'aller prononcer sa fameuse phrase sur le balcon de l'hôtel de ville de Montréal, le général n'avait pu s'empêcher de remarquer combien les marches étaient vieilles, usées et gondolées. A son aide-de-camp, il fit: "Ceux qui les ont montées avant moi, ou ils les ont montées souvent, ou ils étaient énormément lourds".

Il y a trois ans, du balcon de l'hôtel de ville, de Gaulle lançait son "Vive le Québec libre"

par Huguette LAPRISE

24 juillet 1967, au bout du Chemin du Roy... Trois ans... Jour après jour...
"Vive le Québec libre!", s'écrie un général.

Quatre mots lancés d'un balcon — celui de l'hôtel de ville de Montréal — par le président de la République française, Charles de Gaulle, devant des milliers de Québécois...

L'ancien président de la France, pays de la majorité de nos ancêtres, était en

visite au Québec. Moment illustre... Il est acclamé sur un parcours de 175 milles, sur le chemin du Roy, la première route de la Nouvelle-France.

Au terme du périple, il lance: "Vive le Québec libre!"

Quatre mots qui ont provoqué un raz de marée...

A Ottawa, le gouvernement tient une réunion extraordinaire...

L'ingérence étrangère dans les affai-

ces internes du pays est suspectée.

"Monsieur de Gaulle est sénile", apprécie le premier ministre canadien, Lester B. Pearson, prix Nobel de la paix. Il est bien consterné et se dit profondément inquiet.

Le chef de l'Opposition, John Diefenbaker, exige que son adversaire politique "réprimande" le "Grand Charles".

Mais pour M. T. C. Douglas, chef du Nouveau Parti démocratique, "Le général est un homme âgé rendu à la fin d'une longue carrière", il ne faut donc pas de "critique hâtive".

Quant à Réal Caouette, il se dissocie des Français. "Il a dit quelque chose contre l'unité canadienne", juge le chef des créditistes.

Dans les milieux diplomatiques, on se demande: "Doit-on déclarer le président de la France "persona non grata"?"

Mais comme un "grand", le président décide de ne pas aller dans la capitale fédérale. Il rentre directement à Paris, sans qu'Ottawa ne l'y invite.

A Québec, les quatre mots suscitent aussi des remous.

Le premier ministre Daniel Johnson appuie carrément le général. Ottawa est blâmé pour son départ précipité. "Québec libre, dit M. Johnson, n'est pas un slogan purement séparatiste".

Jean Lesage abat ses cartes... "C'est M. Johnson qui a influencé le général dans ses propos," accuse-t-il.

René Lévesque se frotte les mains d'aise pour les quatre mots du "Grand Charles". "Comme crescendo, cela n'est-il pas assez fort?" confie-t-il aux journalistes.

Aux Libéraux, les quatre mots coûtent un député: François Aquin, député de Dorion, quitte leurs rangs.

Dans les provinces anglophones, c'est du désarroi...

"Ayez la décence de vous taire", dit aux Anglo-saxons, Pierre Bourgault, président du Rassemblement pour l'indépendance nationale.

Dans les divers milieux du pays, de l'homme de la rue aux hommes d'Etat, reste suspendu sur nos têtes un énorme point d'interrogation. Qu'est-ce que Charles de Gaulle a bien pu vouloir nous dire? Quel message voulait-il nous livrer?

Avait-il été trompé par nos hommes politiques du temps sur le véritable climat qui baignait le Québec?

Pourtant, une mer d'applaudissements avait répondu à son célèbre "Vive le Québec... Vive le Québec libre!"

Après trois ans, on cherche encore la réponse. Peut-être la trouverons nous, un jour, dans la suite des "Mémoires" du général...

Au Quai d'Orsay, le 31 juillet, il nous livrait une mini-reponse: "La France entend aider les Canadiens français à atteindre les buts libérateurs qu'eux-mêmes se sont donnés".

Laporte impute à de Gaulle l'enlèvement de J. Cross!

Le ministre du Travail et de l'Immigration du Québec M. Pierre Laporte a rompu, hier matin, le silence que gardait le gouvernement autour de l'enlèvement par le Front de libération du Québec de M. James Cross, attaché commercial de la Grande-Bretagne, au Canada.

En effet, M. Laporte a imputé, en termes voilés, au "Vive le Québec libre" du général de Gaulle, les événements tragiques que connaît Montréal depuis une semaine.

M. Laporte a profité d'une rencontre avec une

délégation de courtiers français de la maison CIM pour mettre en garde ces derniers contre une ingérence française dans les affaires internes du Canada. Le ministre a dit: "Il m'apparaît évident que les propos de votre Président, en 1967, contenaient les germes des événements tragiques que l'on connaît actuellement".

On sait qu'un quotidien londonien signalait dans un éditorial, la semaine dernière, que l'enlèvement du diplomate anglais avait sa source dans les déclarations du

général de Gaulle.

Évitez de nous faire la leçon

Le ministre du Travail a aussi déploré le fait qu'un autre Français, cette fois-ci Jean-Jacques Servan-Schreiber, soit venu dire aux Canadiens que le fédéralisme était la solution à leurs problèmes. "Il faudrait, d'ajouter M. Laporte, que les Français évitent de venir ici nous faire la leçon".

Rappelant qu'il n'était pas exact de dire, comme de Gaulle que nous étions des Français



Les journalistes des grands quotidiens londoniens et américains demeurent postés jour et nuit devant le domicile du diplomate Cross enlevé par le FLQ.

du Canada, M. Laporte a précisé que les Québécois sont des Nord-Américains avec une mentalité nord-américaine. "Nous ne sommes pas disposés à tout abandonner pour l'indépendance du Québec, à abandonner toutes les gâteries qui sont les nôtres. Le peuple québécois n'a pas

maison vide de tout investissement parce que les capitaux sont nerveux.

M. Laporte est d'avis que les Québécois ne doivent pas aller trop vite. "Cent ans d'injustices ne se règlent pas en quelques années. Il y a trop longtemps que nous vivons dans la confédéra-

"Tandis que le général de Gaulle criait "Vive le Québec libre" les investissements français s'en allaient aux Etats-Unis ou en Nouvelle-Ecosse comme dans le cas de Michelin. Et ironie du sort, lorsque nous demandons au gouvernement français les raisons de ces décisions, on nous répond que le climat n'est pas propice au Québec pour les investissements. Les Français viennent ici brasser la marmite et ensuite ils disent que le climat n'est pas propice".

Répondant à une question d'un membre de la délégation sur les relations entre M. Trudeau et M. Bourassa, M. Laporte a annoncé que son gouvernement préparait une vaste offensive contre Ottawa dans le domaine de la main-d'oeuvre.

Le ministre a conclu son propos en annonçant qu'il serait en France dans une dizaine de jours.

FRANCE-SOIR

Les Canadiens français dégoûtés de la méthode utilisée par le FLQ

Paris — (UPI) — Un journal parisien a écrit hier que la plupart des Canadiens français sont dégoûtés des méthodes d'enlèvement utilisées par les membres du FLQ.

France-Soir publiait en effet en page frontispice une dépêche de son correspondant à Montréal, à propos des messages du diplomate britannique enlevé, M. James Cross, à son épouse. "Le Canada a honte", écrit M. A. de Segonzac, "et si bon nombre de Canadiens français sympathisent avec certains objectifs du FLQ, la plupart sont dégoûtés par la méthode employée".

accepté la révolution tranquille parce qu'elle coûtait trop cher. Va-t-on demander au même peuple de se sacrifier plus lourdement pour l'indépendance politique et économique du Québec?"

Une maison vide

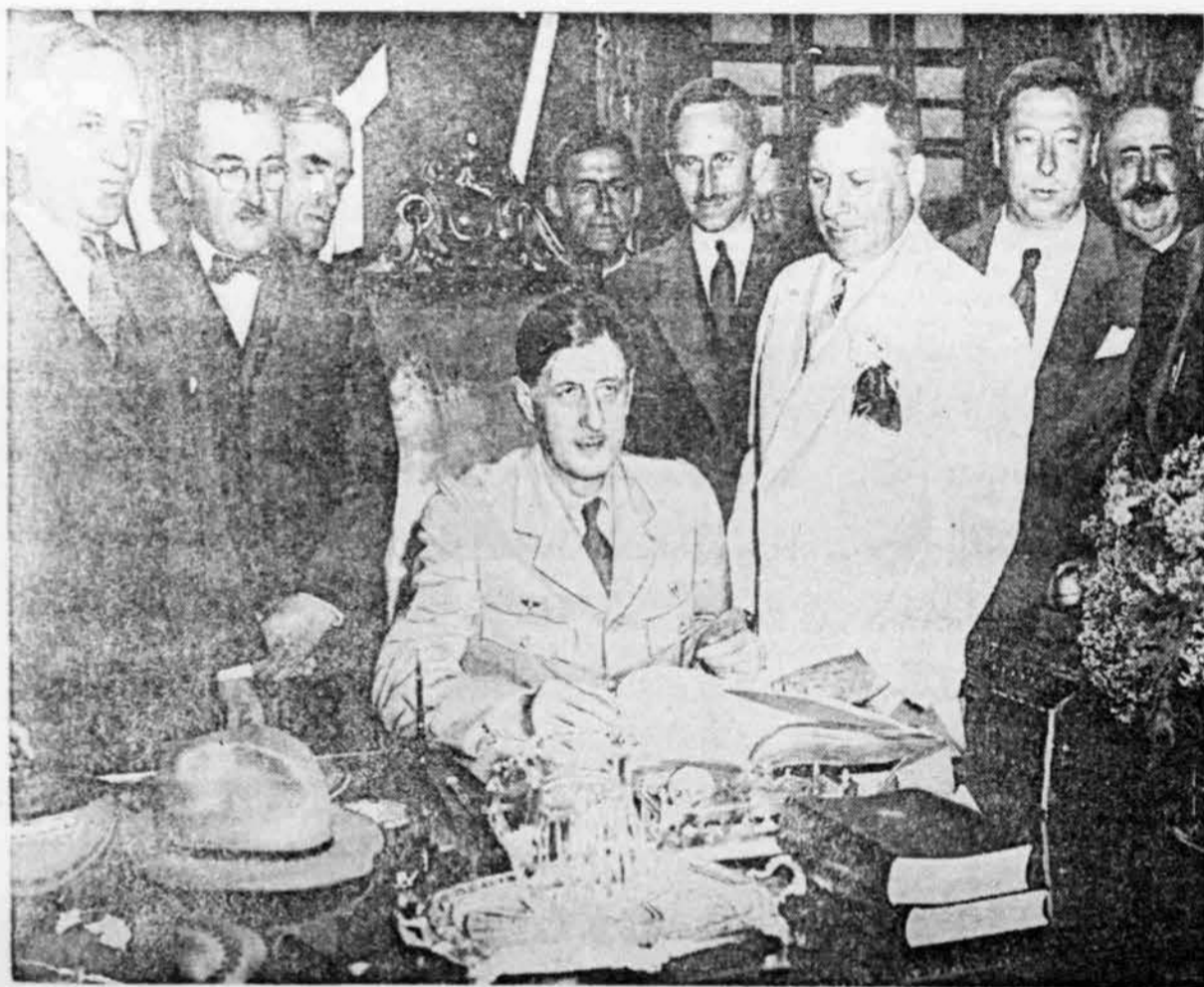
Poursuivant son propos, le ministre a laissé entendre que le Parti libéral était un farouche défenseur de l'autonomie québécoise, mais qu'il ne voulait pas une fois celle-ci acquise trouver la

tion. On ne change rien du jour au lendemain".

Il a expliqué à ses auditeurs français que les élections du 29 avril constituaient la dernière chance dans l'esprit de la population.

Abordant le problème des échanges franco-québécois, le ministre a déclaré qu'il était temps de mettre un terme aux accolades et aux sentiments pour faire quelque chose de concret, par exemple dans le domaine des investissements.

Trois voyages au Québec



1944

Le général de Gaulle était venu à Montréal pour la première fois en juillet 1944, un mois après le débarquement de Normandie et six semaines avant la libération de Paris. Il avait été reçu à l'hôtel de ville par le maire de l'époque, M. Adhémar Raynaud (en blanc, à sa gauche).

De Gaulle: The embodiment of lofty ideals

An indelible mark remained on all that he touched

By WILLIAM MILLINSHIP
© The Observer, London

Charles de Gaulle was the only war-time Big Four leader to survive in power into the 1960s. With a style and personality to match the heroic scale of Churchill, Stalin and Roosevelt, he came to look out of place in an age of low profile diplomacy and inter-dependence, like the sole survivor of an otherwise extinct species of giant.

The oddness was accentuated by the contrast between the concern of most political leaders with bread-and-butter problems such as balance of payments and growth rates and de Gaulle's obsession with national sovereignty, independence and grandeur.

One of the most common complaints of de Gaulle's many critics was that he was an anachronism, out of date not by 30 years but by one or even two centuries. This line of criticism has often been taken too far.



Charles de Gaulle as a boy

Charles de Gaulle was better informed about conditions in the modern world than many of his opponents gave him credit for. But it was hard not to suspect that he would have been more at home in an earlier age.

But, if he had more in common with the style of Louis XIV than with that of any Third or Fourth Republic President, he felt that his destiny was most closely paralleled by that of Joan of Arc. Like the Maid, he presumed to "save" France at a moment of great crisis.

Charles de Gaulle did not hear voices, but he did have his own vision of France. He saw her, he tells us in his War Memoirs, as "a fairy-tale princess . . . created by Providence for complete successes or exemplary misfortunes." If she failed to live up to "this certain idea of France," the fault lay with the French, not with "the genius of the fatherland."

He dedicated his life to the service of this vision rather than of the French people. He identified himself almost in a mystical way with France. But to him the country was an historical idea, not a group of human beings. His mission was to serve "the higher interest of France" and this was "something other than the immediate advantage of Frenchmen."

In a curious way, he despised the French, but accepted their cheers and their votes as the voice of eternal France. And he saw nothing strange in appearing on television at a moment of dire crisis to carry on a private conversation with the spirit of France.

He developed his deep sense of the continuity of French history from his father, Henri de Gaulle, who taught philosophy, mathematics and literature at a Jesuit college. Charles, the second of three brothers, was born on Nov. 2, 1890, at Lille in northern France. He was educated at private Roman Catholic schools, until he went to the St. Cyr military academy. He was commissioned second lieutenant in 1911, and his first commanding officer was colonel later Marshal Pétain.

Captain de Gaulle was badly wounded and captured in 1916, and spent the rest of the war in prison camps, reading, thinking and lecturing his fellow prisoners on military strategy. He tried to escape five times, but could never conceal his 6 foot 4 inch frame long enough to reach French lines.

Between the wars, de Gaulle was a clever, obviously ambitious and not particularly popular staff officer. As a military thinker, he may have been less original than Gaullists would have us believe. But he was certainly far in advance of the French high command in recognising the true nature of modern mechanised warfare and the need for a highly mobile regular army. In lectures, articles and books he tried to persuade the French to prepare for a Blitzkrieg, but he won a more attentive audience in Germany than in France. When the German offensive began in May 1940, what tanks the French had were spread thinly over a wide front, and there was nothing to match the concentrated power of the German Panzer divisions attacking with close air support.

Colonel de Gaulle, commanding a tank unit of the French Fifth Army, led one of the few successful counter-attacks, but it was little more than a local delaying action.

A few weeks later, the prime minister, Paul Reynaud, one of the few politicians to back de Gaulle's military theories, brought him into the government as under-secretary of state for war, and promoted him to acting brigadier-general, the two-star rank he kept for the rest of his life.

De Gaulle argued strongly that the French Government should move to Algiers and carry on the war from there, using the resources of the colonies. But, before this could be done, Reynaud resigned and Marshal Pétain took his place.

Exile in London

Leaving his wife to escape as best she could, de Gaulle flew to London and the following day, June 18, the anniversary of the Battle of Waterloo, he broadcast his historic appeal to the French to continue the war. The short speech was more than an emotional appeal. It contained a clear-headed prediction that Germany would ultimately be defeated, simply because this was a world war and Germany did not have the industrial power to win it.

The broadcast was the decisive moment in de Gaulle's life. Few people heard it, and even fewer had any idea who General de Gaulle was or what he stood for. But it was the basis of de Gaulle's power for the rest of his career. It was an act of rebellion against the government of France (the Pétain regime sentenced de Gaulle to death for it), and from it stemmed de Gaulle's permanent preoccupation with his "legitimacy."

The broadcast was a breathtaking piece of audacity based on clear reasoning and on the unreasonable conviction that an unknown officer, representing neither the army nor any political party, somehow had the right to speak for France. Significantly, de Gaulle seized his chance at a time of "exemplary misfortune," and did so in a broadcast direct to the people of France over the heads of all "intermediaries." It was typical of the method and attitudes of the future President of France.

Free French forces

It was also typical that his purpose in keeping France in the war was not much to hasten the defeat of Hitler's Third Reich, but "to save the



Col. de Gaulle, tank commander in 1939

nation and the state." De Gaulle believed that the greatest danger for a weak and defeated France came from the Allies. The Free French forces were too feeble to make much difference to the outcome of the conflict. Their purpose was to ensure that France would be in the fight when victory came and would be able to defend her national interests against the encroachments of Great Britain and the United States.

De Gaulle's bitter arguments with Churchill and Roosevelt were over this, not over the great decisions to be taken in the conduct of the war against Hitler. And de Gaulle was all the more stubborn and outspoken, because materially he was utterly dependent on Allied generosity and because the legality of his position was at least questionable.

Winston Churchill was infuriated but understood: "I knew he was no friend of England. But I always recognised in him the spirit and conception which, across the page of history, the word 'France' would ever proclaim. I understood and admired, while I resented, his arrogant demeanour."

This arrogance totally alienated President Roosevelt, and American hospitality in turn strengthened De Gaulle's conviction that the Anglo-Saxons would "press their interests to the detriment of France."

His relations with the Americans were so bad that he was not consulted about the landings in North Africa in 1942 and attempts were made to replace him by General Giraud.

It says as much for his nimbleness in political manoeuvre as for his sheer power of personality that he survived to enter Paris in August 1944 and march down the Champs Elysées at the head of the French provisional government.

His two immediate aims then were to block any attempted take-over by the Communist Resistance groups, and to increase the war effort of a weary country. His solution to the first problem was to bring two members of the Communist Party into his Government and travel to Moscow to sign a treaty with Stalin.

The war effort was given priority over improving the wretched material situation of the French after years of occupation. But it was a war for French interests. Typically, de Gaulle refused to allow Free French forces to evacuate a liberated Strasbourg, despite General Eisenhower's orders for a strategic withdrawal. And he saw to it that French troops fought their way into Germany, so that he could demand the right to a French zone of occupation.

But he did not win a seat beside the British, American and Russian leaders at the Teheran and Yalta conferences, and this exclusion left a permanent scar on his memory. It had a great deal to do with his anti-Anglo-Saxon attitudes in the late fifties and sixties.

There were other failures. He missed opportunities to initiate enlightened policies in Indochina and North Africa that might have saved France from two costly colonial wars. The seeds of the Algeria rebellion were sown in a ruthless massacre that began in Setif in May, 1945, and lasted for more than a week. And de Gaulle would not respond to the approaches of Ho Chi Minh. He was aware of a wind of change, but was not yet ready to dismantle the French Empire.

The other great failure was that he could not convince the country of the need for a strong government with a President able to take life and death decisions at moments of national disaster. French politicians feared de Gaulle's authoritarian manner and inclinations. He blamed them for wanting a return to the pre-war parliamentary intrigues, aware only of group interests and blind to the overriding good of France.

Suddenly, on January, 20, 1946, he summoned his cabinet ministers, and, without giving them time to sit down, announced his resignation and stalked out.

He may have believed that a parliamentary regime would quickly collapse in the disastrous post-war conditions, and that the country would recall him on his terms. It was 12 years before the call came for de Gaulle to save France a second time.

In the interval, de Gaulle gave occasional press conferences, toured the French empire and launched the ill-judged Rally of the French People, a movement designed to fight for a Gaullist-style constitution. It had initial electoral successes (de Gaulle himself was never a candidate), but its popularity declined, and the General killed it off in 1953. Politically, he seemed to die with it.

It has never been established how far Charles de Gaulle himself was involved in the events leading up to the Algiers revolt of colons (settlers) and the army in May, 1958, which destroyed the Fourth Republic. But the disruptive tactics of the Gaullist rump in Parliament did much to lessen what chances the Republic had of providing effective government. And some Gaullists were directly implicated in the Algiers plots.

With a threat of a military coup and civil war hanging over it, France seemed to have no choice but to accept once again a man who represented no organized force in the country. He was invested as the last prime minister of the Fourth Republic by the national assembly in accordance with the constitution.

He returned to power in a cloud of sibylline statements and half-promises. He could hardly do otherwise, since he had been given the impossible task of both keeping Algeria French and ending the war there.

Some of those closest to him in 1958

insist that he always intended to give Algeria independence. That may have been true, but de Gaulle certainly did try to avoid giving that independence to the nationalist FLN. On de Gaulle's orders, the French army carried out some of the biggest operations of the whole war against the nationalists, who were severely mauled and reduced to token guerrilla activity. There was never any likelihood of another Dien Bien Phu in Algeria. But politically, the FLN proved too strong.

With hindsight, it may be possible to criticise de Gaulle for taking so long to end the Algerian conflict. But that is to forget the enormous complexity and size of the problem, which at the time looked insoluble. De Gaulle did find a solution, despite successive revolts by the colons and part of the French army, despite the hideous bloodshed of the Secret Army (OAS) period, and the repeated attempts on de Gaulle's own life.

During those years of crisis and high drama, de Gaulle proved himself a consummate political operator, but it was the majestic virtuosity of his performance, the grand oratory, the physical courage and spiritual toughness that convinced the French and the rest of the world that only he stood between France and chaos.

As long as the Algerian war lasted, he looked indispensable. The French gave him overwhelming votes of confidence in repeated referenda, despite the bitter charges of "moral blackmail" from his left-wing critics. He governed with all the tricks of leadership — cunning, secrecy, audacity and timing — which he had described in his books published between the wars. His main interests were in power politics and in the conduct of his policy of national grandeur and prestige, but, until Algeria became independent, this super-patriot was paradoxically obliged to devote most of his energy to the dismemberment of the French Empire. Once that had been completed, he was able to concentrate his attention on world politics.

Revenging Churchill

The start of this second phase was marked early in 1963 by two almost simultaneous coups: the veto of British entry into the Common Market and the treaty with West Germany. The meeting of minds between de Gaulle and Konrad Adenauer may have rested on misunderstandings, but there was a nobility about their attempt at Franco-German reconciliation that contrasted sharply with the vindictiveness of de Gaulle's treatment of the "Anglo-Saxons."

He was, an uncomfortable, often infuriating ally. If he rarely won support for positive action, he did make his presence felt by negative moves, such as taking France out of NATO and NATO headquarters out of France. He could say "No" and he did so loudly and often. France under de Gaulle was listened to. His cool assumption that everyone was out of step but himself often seemed absurd, but he did the world a service in challenging accepted policies and ideas in a way that required an answer.

To some of his critics, he was some kind of Canute, ordering the waves of the twentieth century away from France. But, occasionally, the waves did seem to stop in amazement at the outrageous presumption of the man.

He made separate overtures to the Communist world, and, for a time, seemed to be seeking leadership of the Third World as a way of challenging what he called the Russo-American hegemony. But, for all his flamboyant gestures, he was firmly committed to the Western Alliance. During the Cuban missile crisis in 1962, he pledged France's unreserved support to President Kennedy in confronting the Russians. The hard truth was that Washington did not need any help from France. The matter was settled between the two super Powers, and confirmed de Gaulle in his fear of their hegemony.

It was de Gaulle's misfortune to lead France at a time when, like Britain, she no longer had the economic or military strength to sustain the role of a great world Power. His orthodox financial reforms of 1958 made the franc strong for a decade, but his attempt to use French gold reserves as a diplomatic weapon eventually backfired on him. And the French nuclear "force de frappe" he insisted on building at vast expense could never begin to rival the vast stockpiles and sophisticated delivery systems of Russia and the United States. De Gaulle knew perfectly well that France's position in the world had diminished. His policies, rather than his words, occasionally proved this. He repeatedly upset his Common Market partners by his high-handedness, but he kept France inside the European Community.

His style disguised his nation's weakness and created the illusion that France was still "in the front rank." His diplomatic coups certainly flattered, for a time, the self-esteem of a country that had suffered terrible humiliations at the hands of condescending foreigners during the sick-man-of-Europe period after the war. But eventually the French became weary of his mystical communion with his fairy-tale princess, his yearning for grandeur in all things and his inability to show a convincing interest in the humdrum, everyday problems of jobs, wages, the cost of living, housing, schools and universities.

Curiously, de Gaulle considered himself one of the few true revolutionaries of his time. He was not an ideologist. He believed that states acted

from national self-interest, not from ideology. And, though a brilliant politician himself, he despised political parties for representing sectional interests. He once lamented that in France "the Left is against the nation, and the Right is against the State."

His ambition was to find a middle road between capitalism and socialism. But he never quite managed to get his message across. Neither unions nor managements showed much interest in the legislation he brought in to encourage profit-sharing and "la participation."

The complex proposals he put to the country in his final referendum in April, 1969, were intended to lay the foundations of a participatory democracy that would replace the heavy centralization of Napoleonic France with a more regional-based system of Government.

This, combined with an alliance between labor and capital, was the Gaullist revolution. Once more the message went astray. To most Frenchmen, the referendum was yet another occasion for saying "yes" or "no" to de Gaulle, of choosing between him and chaos. But, during the strikes and street battles of May 1968, they had had de Gaulle and chaos. The "moral blackmail" no longer worked.

De Gaulle blamed his defeat partly on his ministers for not pushing the idea of participation much sooner and with greater energy and so anticipating the student outburst in 1968. But it was hard to believe de Gaulle genuinely intended to share power. He had not shared it with parliament nor with his ministers, and seemed hardly likely to share it with a Cohn-Bendit.

He had always been authoritarian,

and showed an unexpected pettiness in his choice of ministers, from whom he demanded total obedience and loyalty. He respected men who stood up to him, but always sacked them. He certainly admired Pierre Mendès-France, but chose not to put him in charge of the economy immediately after the war, when Mendès-France advocated a strict austerity program.

De Gaulle was a deliberately cold man. It was part of his conception of a leader to demand loyalty but to give none in return. He therefore had followers but few friends (these included André Malraux and, until the last two years of power, Georges Pompidou, who became too much of a political figure in his own right).

When he chose, de Gaulle could employ enormous old world charm, but he was better known for a savage sense of humour and a tendency to freeze anyone who presumed to treat him with anything remotely like familiarity. Sir Denis Brogan has remarked: "Queen Victoria had nothing on him for not being amused."

This icy quality may have had something to do with the artistic and political sluggishness of Frenchmen under de Gaulle. During the riots and strikes of May 1968 perhaps the most striking symptom of near revolution was the orgy of talk and criticism which even ordinary Frenchmen suddenly indulged in as if they had just woken from a long sleep.

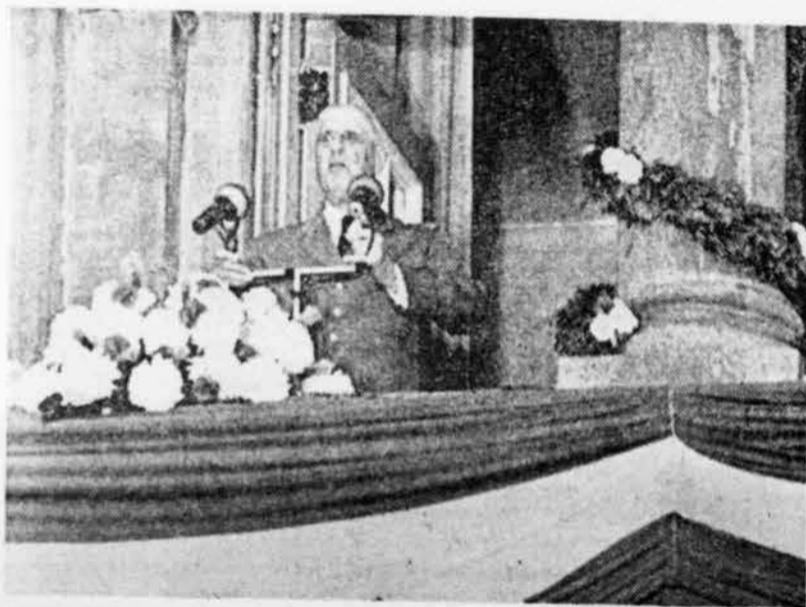
"Always," Winston Churchill said of him, "even when he was behaving worst, he seemed to express the personality of France — a great nation, with all its pride, authority and ambition."



DE GAULLE'S MOMENT OF GLORY: Charles de Gaulle, leader of the Free French Forces during the Second World War, has the honor of leading the 1944

parade down the Champs Elysée just after Paris was liberated from German occupation. De Gaulle then emerged as head of the provisional government.

AP Wirephotos



THAT SPEECH: President de Gaulle addresses the crowd from the balcony of City Hall during his visit here in 1967. It was at the end of the speech that he made his memorable and controversial cry "Vive le Québec Libre."

'Vive le Quebec Libre' recalled

General de Gaulle added fuel to the smouldering issue of Quebec separation from the rest of Canada and quite certainly added life to an old debate.

What he did in July of 1967, when he visited Montreal, was to draw international attention to an amorphous French-Canadian nationalism which remained just as amorphous after he had been discreetly booted out of the country by the Pearson government.

His shout of "Vive le Québec libre" from the balcony of city hall did not have the effect of crystallizing the sentiment of Quebecers. A few of extreme separatist inclination applauded but the majority found their spokesman in Mayor Jean Drapeau who voiced clearly and effectively the deep resentment of the people of Quebec to the French president's unmannerly intervention in the affairs of Quebec and Canada while a guest in Montreal.

De Gaulle found he and France were not loved in Quebec as the world might have expected them to be.

Jean Drapeau said it all when he publicly rebuked de Gaulle on television on the final day of the French president's visit.

Drapeau was incensed. And he showed it clearly to the whole country when he got up to speak at the final luncheon at city hall before de Gaulle left in a huff for Paris. The mayor set things straight.

It was during the fever of Expo 67 when the eyes of Canada, and to some extent of the world, were turned on the province of Quebec. Drapeau was a proud Quebecer when he declared before de Gaulle:

"Can we hope that those who come to help us accentuate this renewal of French Canada will be animated by the same spirit, so that French

Canada can better serve all of Canada?"

A reporter writing afterwards said: "The mayor's words held an implied rebuke of the general's controversial views on Quebec's future, but he managed to deliver them in such a way as to appeal to his understanding without grating on his notoriously touchy feelings."

And in his reply, de Gaulle immediately declared:

"... if one fact, one event could alone justify my trip . . . it would be the truly moving and profound speech you have just delivered."

The general went on to say the impact of his visit had enabled him to get to the fundamentals of French Canada's problems best.

Mayor Drapeau reminded him that French Canada had survived for centuries without help from France.



DE GAULLE MEETS WITH ALLIED LEADERS: Charles de Gaulle attends the famous Second World War conference at Casablanca. From left, General Henri Giraud, French commander in North Africa, U.S. President Franklin D. Roosevelt, de Gaulle and British Prime Minister Winston Churchill.



La Compagnie Franche de la Marine forms guard of honor for Charles de Gaulle's visit to U de M in 1967.

Fatal heart attack while watching TV

General de Gaulle dead at 79

By PETER COWAN
The Star's Paris Bureau

One of the last of the giants of the 20th century is dead. General Charles de Gaulle, whose death was announced this morning, died of a heart attack at La Boisserie, his home in Colombey-les-Deux-Eglises, between 7:30 and 8:00 p.m. yesterday, after he had sat down to watch television.

The man who shared the world stage with Churchill, Stalin and Roosevelt during the Second World War and then returned in 1958 to govern France for 11 years, restoring her national pride and making her a major power again, would have been 80 in 12 days.

De Gaulle was never a predictable man and despite the fact that he identified very strongly with his country and in many ways was its very incarnation, he stated in his will that he did not want a state funeral. Rather he will be buried at Colombey.

The general's body is laid out in a room in the home and his wife and family are there. President Pompidou will go to Colombey tomorrow to pay his respects.

The news of the general's death was not made public until about 9:30 a.m. today. Many Frenchmen were not immediately aware that the general had died. Then, the news started to spread. In Paris, people found radios or waited for the first edition of *France Soir* to find out more.

Reaction ranged from a sad shrug and a comment like "well, he was an old man", to consternation. Frenchmen may have had a love-hate relationship with the general, but few have forgotten that it was he who rallied men to the cause of free France after the Nazi occupation: That it was he who finally got France out of her bloody commitment in Algeria, that it was he who gave France a powerful position in the world and political stability at home.

From his famous call June 18, 1940, when he asked Frenchmen from London: "... Has the last word been said? Should hope disappear? Is the defeat permanent?" And then answered his own questions with 'No,' and launched a movement simply on his own desire to represent the legitimacy of France, to his final retirement in Paris of 1968 de Gaulle and France were intertwined in a common destiny.

The general could be rough on his own countrymen referring to them as "sheep" and "ungrateful," but he loved them as he loved the country. When he stepped down in April 28, 1969 after losing a referendum on regional reform, he knew that the no vote was the sign that Frenchmen wanted a change.

The student-worker uprising of May 1968 was the sign that Frenchmen were dissatisfied with a regime which had not paid enough attention to internal reforms.

Throughout the world those who had been shocked by his conduct in situations from the Common Market to Montreal were delighted.

He returned again to his beloved Colombey to work on his memoirs. The first of the new series, covering the period from 1958 to 1962, *Le Renouveau*, was just recently published. It was in this book that he says during a state visit to Canada, he felt the country should become a system of asso-

ciate states. While some of his conclusions are questionable, the book showed that he understood many of the profound problems which divide the country, even today.

But on his overall record, few could fault him. At six feet, four inches he physically towered over his political contemporaries as he towered over most of them intellectually.

To understand de Gaulle's accomplishments — accomplishments based on vision and a will to succeed — it is only necessary to read one of the most significant paragraphs of his Second World War memoirs. Describing his exile in London, he wrote:

"I was starting from scratch. Not the shadow of a force or an organization at my side. In France, no following and no reputation. Abroad, neither credit nor standing. But, this very destitution showed me my line of conduct. Limited and alone, though I was and precisely because I was so, I had to climb the heights and never come down."

De Gaulle was a nationalist who believed in France's mission in the world. From his youth, through his military career and into politics, he remained convinced of France's destiny to be great.

In part, this explains his reaction to French Canada. While his memoirs show that he understood much of the problems which harness Canada, it also shows that he considered French Canadians as Frenchmen, or Frenchmen of Canada. His moves to cement special relations with Quebec and his

cry of "Vive le Quebec libre," are probably the most graphic illustration of the sentiments which animated the man.

His memoirs show that he did not hate Canada or English Canadians. He also admitted that fact that French and English Canada were interdependent. But, he felt that each should enjoy a high degree of sovereignty because it was impossible for two different cultures to share a same country.

De Gaulle's attitude to Canada was a logical extension from his attitude to Europe and his belief in the grandeur of French culture and what it could offer to the world.



1967

Les Montréalais et les Canadiens gardent surtout en mémoire, avec des sentiments fort partagés d'ailleurs, le troisième et dernier voyage de l'ex-président, au cours de l'été de l'Exposition universelle de Montréal, en 1967. On voit ici le chef de l'Etat français avec le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson.



1960

La deuxième fois que le général est venu dans la métropole canadienne, en 1960, c'était deux ans après qu'il eut été reporté au pouvoir, et en plein milieu de la crise d'Algérie. C'est devant le chef Albert Langlois qu'il a alors signé le Livre d'or de la ville.

Le visionnaire d'une France rêvée

Paris. (AFP) — "Je n'oublierai pas de mourir..." Ce sarcasme de l'homme qui vient de quitter la place visait de quelconques adversaires, mais s'adressait aussi, dans son insolence royale, à l'histoire de France qui, depuis trente ans, apprête pour Charles de Gaulle un exceptionnel linceul.

Dernier survivant des grands chefs de la dernière guerre, Charles de Gaulle, en disparaissant, achève une époque. Au signal de sa mort, le rideau se baisse, non sans une mélancolique grandeur, sur une ère tumultueuse et riche de la vie des nations. Et sur sa tombe, la France et le monde contemplent ce qu'ils furent et qu'ils ne seront plus.

Personnage de l'histoire et historien, philosophe de l'histoire et homme d'action qui fait l'histoire. Voilà bien trente ans, en effet, que le général de Gaulle profile sa haute stature au long des événements nationaux et internationaux, vingt ans que le "président" dialogue avec le "général", dix ans que le "général" dialogue avec "le grand Charles"...

Pas de prédécesseur... pas de successeur

On connaît sa boutade : "Il y a mille ans que je vous le dis... Ce jour encore, celui que Winston Churchill son frère devant la gloire, appelait le "connétable" se livrait : pour Charles-André-Marie de Gaulle, "le général de Gaulle, qui n'a pas de prédécesseur et n'aura pas de successeur", ne saurait, non plus, avoir de ces passés biographiques que l'histoire comptabilise petitement, en dates et fiches, au détriment de la légende. Pas une vie, en quelque sorte... mais un destin.

Il se trouvera, de toute façon, assez d'intendants pour recenser la naissance lilloise en cette fin morose du siècle passé, l'adolescence bourgeoise, les grandeurs et servitudes d'un saint-cyrien tôt soumis à l'épreuve des tranchées, les méditations d'entre-deux-guerres d'un officier historien et politique, le désastre et la grande inspiration nationale, l'appel de juin 40, le long effort de "Charles sans terre", la victoire, la retraite et la "traversée du désert", puis le retour en 1958, l'affaire algérienne réglée, son départ en 1969... mais tout cela explique et n'explique pas.

De Gaulle, quant à lui, se préfère sorti tout armé de l'histoire et de la nuit des temps, porté au premier rang par cette "lame de fond" qui pousse en de certaines époques les hommes de caractère.

Cette lame de fond aura, en l'occurrence, dressé sur les rivages réguliers français une haute et baroque figure de proue, solitaire au milieu des foules. De cette solitude privilégiée qui est, à la fois, la misère et le rare délice des géants.

Un air altier

Déjà, son physique l'isolait : sa taille d'abord qui approchait les deux mètres, et qu'il redressait encore. Et cette gaucherie des grands qu'il changea peu à peu en une raideur majestueuse. De cette taille et de ses deux grands bras brandis en sémaphore, il fera l'affiche du "V" de la victoire. Par sa volonté à ne pas se vouter, il se composera une distance physique puis morale à l'égard des autres que les historiens et Machiavel, chacun à leur manière, recommandent.

Mais, comme pour corriger cette solitude d'albatros, le regard voilé de l'adolescent se change avec l'âge et l'expérience en un petit oeil vif, mobile et plein de ruse qui ne dédaigne pas toujours de suivre, en bas, le cours sinueux des péripéties.

Et devant l'interlocuteur de l'Elysée, où les millions de téléspectateurs, une main droite vive, aux gestes secs, impérieux, balaye d'un mouvement du poignet l'objection ou le "tracassin" adverse... Quant au masque, il est souvent rejeté en arrière par de brusques mouvements de tête qui composent une curieuse expression de sévérité, de surprise gourmée, et comme, semble-t-il, pour redonner au visage cet air altier qu'il aurait pu par mégarde abandonner.

Voilà, en tout cas, une silhouette d'homme peu commune. Et qui, par toute sa dignité anguleuse, rompt avec cinquante ans de rondeur radicale et méridionale.

Et certes, il n'est pas du Midi, mais bien des Marches, (Lille, Bourgogne, Champagne) ce visionnaire d'une France rêvée, à la passion d'une toute autre nature que le patriotisme romain d'un Jaurès, d'un Gambetta, d'un Tardieu...

Cette "certaine idée de la France" qui fut sa seule muse et l'unique passion de sa vie, c'est moins une idée qu'un sentiment, moins une idéologie qu'un état d'âme. Aussi bien la France de son cœur ne saurait être ni une France laïque ni une France cléricale, ni une France de droite ("la droite n'aime pas la nation"), ni une France de gauche ("la gauche n'aime pas l'Etat").

C'est encore moins la France moyenne entendue comme celle des Français moyens, celle des champs trop clôturés, du "système des bérêts basques, de la "belle époque" et du "fiercé". On aurait dû pour s'en convaincre entendre avec quelle ironie amère, contemplant du parc de la Boisserie un noir et sévère horizon champenois barré de futaies, sombre et noyé de pluies, il murmurait : "La voilà la douce France..."

La France de son état d'âme habituel est une France sirène, grande et tragique, ambitieuse et romantique, celle des longs efforts vers l'unité et des profonds et mystérieux réveils nationaux, celle de Jeanne d'Arc, de Louis XI, une France en imagerie d'Epinal aussi, celle du "vase de Soissons" et celle de "la Dernière Classe"...

Le romantisme de la nation

Et quelle passion, quel donquichotisme fallait-il pour jeter, un certain jour de juin 1940, dans un petit studio de la BBC, une jeune général de brigade dans l'aventure épique et solitaire de la Résistance, quel sentiment irréductible d'une mission inspirée par Dieu et par l'Histoire ne lui fallut-il pas pour tailler sa route dans les intrigues de la guerre, pour imposer la folie de son geste à Churchill (qui le comprit tout de suite), à d'autres qui sourient, s'agacèrent. Contre ces sceptiques pleins de "raison" commença alors de se forger chez lui cette carapace de défense et de dureté qui rend toujours chez lui le son amer d'une passion blessée. Et quand, la victoire conquise, il veut en France retrouver le vrai climat de cette étrange équipée, c'est à L'île de Sein — battue des vents et des flots — qu'il se rend, à ce bloc farouche de landes et de rochers d'où, par un profond et naturel accord, partirent ses premiers compagnons.

Il n'est pas jusqu'à la notion d'Etat qu'il n'entoure d'une liturgie, comme pour en souligner l'ordre rituel et mystique. Quant à l'Histoire, comme Michelet, il n'en aime que les "époques" et en déteste les périodes.

De là vient sans nul doute la plus profonde réticence de ceux qui furent ses adversaires. Rassemblés quand le péril menace (putsch algérien), les Français se divisent à l'épreuve des "jours ordinaires".

Certains se lassent de cette exigeante passion de la France et se plaignent de voir la France préférée aux Français. Contre la grandeur de gloire, ils brandissent les pancartes revendicatives d'une grandeur de prospérité.

D'autant que d'autres (qui sont souvent les mêmes), renâclent devant les moyens, les méthodes, le mystère, la ruse...

Les choses étant ce qu'elles sont

Et certes, pour cet amoureux passionné de la France, tous les stratagèmes sont bons. Meticuleusement, patiemment, il n'en néglige aucun, allant d'un pas ferme et sans remords, persuadé que les sentiments nationaux tiennent lieu de principes. La légitimité — ce romantisme de l'Etat — d'aventure relaie la légalité, et les illusions ne sont pas le fort de cet Alceste pessimiste qui ne renoncera jamais à réformer la nation "légère et dure" qu'il a choisi d'aimer. Dans les traverses algériennes, et les grandes parties d'échecs internationales, le général avance masqué, accepte tous les détours pourvu qu'au bout du compte ce soit l'unité de la France et la restauration du prestige de la France qui progressent.

Un non-conformiste

Bourgeois en fréquente révolte contre la bourgeoisie, militaire en butte aux militaires, exilé inspiré, il cherche ses seules forces dans la foi personnelle qui l'étreint lorsqu'il s'agit de la mission de la France... Et sa volonté d'être "légitime" n'est que le désir ardent que la France réponde à son acte de foi.

D'un bout à l'autre de sa vie, les noirs forêts francomtoises auront pour cet enfant de novembre plus de charme qu'un ciel de Loire, le donjon de Vincennes plus d'attrait que Versailles.

Finalement, le dialogue le plus vrai qui parcourt sa longue et étonnante carrière n'est sûrement pas celui du militaire et du civil, ni celui du bourgeois et de l'homme de guerre, ni celui du romantique et du classique de l'Histoire.

C'est l'étonnant dialogue de la méditation et de l'action chez l'homme d'Etat, c'est-à-dire celui de l'historien et du politique acharné à découvrir "au-delà des "péripéties" des hommes et des faits — cette "obscur harmonie" qu'il orientera — pour combien de temps? — le destin d'une nation.

Charles de Gaulle, dans cette perspective, aura combattu comme un des derniers héros d'une histoire nationale de la France. Par ce jour de novembre, son ombre démesurée suggère aux Français, pour pleurer sa disparition, deux mots qu'il affectionnait : Aujourd'hui le chagrin, demain la mélancolie.



**Le plus
beau jour**

Le 25 août 1944 a probablement été le plus grand jour dans la glorieuse carrière du général de Gaulle : c'est à pied qu'il a voulu mener l'immense cortège qui, le long des Champs Élysées, célébrait la libération de Paris après quatre années de luttes opiniâtres.

de Gaulle

His Canadian visit chilled comradeship

By Charles Lynch
Chief of Southam News Services

OTTAWA — Ottawa is heavy with memories today, brought on by the coincidence of Remembrance Day and the death of Charles de Gaulle.

In no world capital, except for Paris herself, are the reflections more poignant, for de Gaulle, the old wartime ally, had intervened in Canadian affairs in a way that no other foreign leader had ever dared to do, chilling the warm comradeship of two world wars.

In doing so, he became himself a figure in the Canadian story, forever to be identified with the new image of France as Canada's other morth-er country — an image revived after 200 years of mutual indifference.

De Gaulle's Canadian involvement was only a footnote to the heroic story of a man who was larger than life, and who restored a shattered France to the topmost councils of the world, almost by force of will. But it is the part of him that Canadians have cause to remember, and to go on remembering, most vividly.

We have had to live with the consequences of it, and the end is not yet.

No parallel

There is no parallel in our history for the de Gaulle visit of 1967, or the abrupt manner of his departure, and the tensions that followed, and continued to unfold.

Looking back on his cry of "Vive Le Quebec Libre," I find that at the time I called him an old gasbag, and a sagging old warhorse.

De Gaulle had decreed that France was incapable of outside interference where Quebec was concerned, on the ground that France and Quebec had more in common than Quebec and Ottawa.

The questions

These questions were posed for Quebecers: Did they prefer the company of de Gaulle to that of the rest of Canada? Did France offer them more than they had accomplished as partners in Canadian nationhood? Had we severed our ties with Britain, and held the United States at arm's length, only to have Quebec fly to the arms of old Mother France after an absence of 200 years?

I remarked that Washington was writhing, and that London, which used to run Canada but hadn't a vestige of influence here now, looked on in astonishment as de Gaulle addressed Quebecers the way Hitler talked to the Sudeten Germans in 1938.

He forced our NATO troops off French soil. He boycotted the 20th anniversary of the Normandy landings in 1964, and the 50th anniversary of the Battle of Vimy Ridge, and erected a virtual barrier against our diplomats and politicians seeking to visit our places of sacred pilgrimage in the fields of France.

France loved

Through all of this we loved France, though de Gaulle



de Gaulle at City Hall with Drapeau

seemed at pains to make clear that insofar as Anglo-Canadians were concerned, it was an unrequited love.

He did not always feel that way.

Photographs running beside his obituary show him at our national war memorial in 1960 when, as John Diefenbaker recalled yesterday, he spoke in feeling terms of Canada's sacrifice.

He had done so many times, and one of his deepest personal relationships was with our most distinguished soldier-statesman, General Georges P. Vanier, who did not live to witness a split that would have torn his heart.

My own love of France goes back to de Gaulle in Normandy in 1944, when he returned to his country and I followed him through the streets of Bayeux.

For me, to that point, France was the place where we did battle with Nazi Germany — we were still calling our landings "The Invasion", rather than "The liberation."

Stood taller

Suddenly, with de Gaulle's arrival, France stood taller, and there were things to talk about other than killing Germans. De Gaulle put them

into words, and good and stirring words they were.

Moved by the man, many of our soldiers joined that global legion of men and women who have two homelands, their own and France.

Of foreigners, de Gaulle demanded not love for France, but respect. In doing so, he restored her respect for herself, and it is for this, and all that stemmed from it, that he will be best remembered.

Many Drapeau-de Gaulle similarities

Mayor says he meant no rebuke

There were always elements of some irony in the strange relationship that lasted nearly 10 years between Charles de Gaulle and Mayor Jean Drapeau.

With the untimely death of de Gaulle before completion of his memoirs, the full story may never be told.

It is a pity, because it's an important chapter in Quebec life during the 1960s and it remains shrouded in confusion and misinformation.

It is still part of the Drapeau legend, for example, that the mayor very nearly prevented de Gaulle from exploding his "Vive Le Quebec Libre" bombshell by telling the French President the microphones on that City Hall balcony weren't working.

NOT TRUE

The tale may have won Drapeau political mileage — but it's utter poppy-cock. The mayor never attempted, nor claimed to do, any such thing.

And it will surprise many Canadians who still believed his famous "de Gaulle lecture" on July 26, 1967 was his greatest speech, that the mayor thinks it has been largely misinterpreted by the news media.

Drapeau was privately appalled when his highly emotional, off-the-cuff statement of Quebec ties to North America was trumpeted as a stern "put-down" of de Gaulle.

The very last thing he intended, Drapeau says, was to insult the French President in any way . . .

Despite some considerable evidence to the contrary, in fact, Drapeau believes to this day that his relations with de Gaulle remained excellent.

VERY DIFFERENT

Even before the speech, however, observers of both men found their apparent mutual regard difficult to comprehend considering their difference in position, background, and personality.

But Drapeau, the former Bloc Populaire candidate who

At
City Hall

By
Brian
Stewart



veered so uncomfortably close to Petainism during the Second World War went on to become a fervent admirer, and sometimes imitator, of the French liberator.

For his part, the man who seldom forgave officials who had shown pro-Vichy sentiments in the 1940s, afforded Drapeau honors which he denied much more prominent men.

A Drapeau visit to Paris in the 1960s was usually accompanied by the highest of accolades — a private audience in the Elysee Palace. Probably no other urban politician outside of France could claim such attention.

FRIENDLY DE GAULLE

De Gaulle gave friendly attention to France's participation in Expo '67 and was exceedingly full in his praise of Montreal both before and after his "Quebec Libre" speech.

Quite probably his growing attention to the Quebec "nation" focused sharply on the dynamism and potential of the world's second-largest French-language city. And Drapeau welcomed growing French in-



De Gaulle leaves Canada after rebuke by then Prime Minister Pearson

interest in the city, saw its value in terms of cosmopolitan transfusion, but remained convinced the city's vocation was international, rather than national.

Whatever doubts he had about de Gaulle's concepts of a new Quebec, however, the mayor continued to look upon "the General" with reverence, if not awe.

Some who know Drapeau well admit there may have been considerable identification with de Gaulle's career on the mayor's part, despite obvious differences.

Both had risen to overcome the liabilities of unusual physiques, and both had seen their careers swing between great triumphs and miserable defeats. Both had the same reverence for the past, and obsession with the future.

PARALLELS

De Gaulle had returned from isolation to dispense with the meanderings of the Fourth Republic. Drapeau re-

turned from his 1957 disaster to reshape Montreal government.

And above all, the grandeur Drapeau planned for Montreal coincided in microcosm with the time and spirit of de Gaulle's own "reawakening" of France.

He was fully aware of the risk and admitted it openly when he began his speech with a remark which was later ignored in the clamor:

"I am running a risk addressing you in these words at the moment. I had proposed to tell you this at the first opportunity offered me since your arrival at Wolfe's Cove..."

NO REBUKE

What followed may well have been one of the most moving tributes to the French-Canadian spirit ever delivered and it was in this spirit, rather than in terms of a rebuke, that Drapeau intended it to be received.

"We do not believe we have ever set these virtues aside. The language, the culture, the civilization — they sometimes had to be stored away in the barn with the instruments which history forced our ancestors to take in order to survive while more cultivated and wealthy people returned to France two centuries ago.

"But if they were stored away in a barn, it was to conserve them better and those who remained here without means but who continued to speak, to teach French, did so with their own means."

Speaking to the Great Liberator he wanted to show how French Canada had liberated itself. He was looking for approval...

And Drapeau later wished people had payed more attention to one request he made in the middle of his speech:

"... it should be noted that nothing which I am saying should take on a flavor of a reproach, a tone of reproach."

Drapeau souligne le patriotisme indéfectible de Charles De Gaulle

MONTREAL.— Le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, a fait parvenir, mardi, un message de condoléances à la famille de Gaulle et au gouvernement français, à la suite du décès du général de Gaulle.

Entre-temps, le consulat général de France à Montréal a annoncé qu'un service religieux, en présence de l'archevêque Paul Grégoire, sera célébré à la mémoire du général de Gaulle le jeudi 12 novembre à 11 h., en l'église Notre-Dame de Montréal.

"Avec la mort du général de Gaulle, a notamment affirmé M. Drapeau, disparaît une des grandes figures de notre histoire contemporaine. S'il appartenait d'abord à la France, les événements auxquels il a été mêlé en avaient fait une personnalité mondiale."

"J'ai eu l'honneur et le plaisir de connaître personnellement l'illustre disparu. Avec tous ses concitoyens, je m'incline devant son patriotisme indéfectible, son vif amour pour la France et son profond respect de la légalité et des valeurs fondamentales de la famille et des institutions démocratiques."

Le président du comité exécutif de Montréal, M. Lucien Saulnier, s'est joint au maire Drapeau pour exprimer sa sympathie à la famille de Gaulle, ainsi qu'au gouvernement français.

Québec, il s'en réjouira profondément".

La tournée triomphale tirait à sa fin. On ne savait pas encore si de Gaulle se rendrait à Ottawa. La veille, on avait évalué à 500,000 personnes le nombre de Montréalais qui s'étaient massés sur la rue Sherbrooke pour saluer le cortège présidentiel. Qu'arriverait-il outre Outaouais ?

De Gaulle fait cachette de ses intentions. Dans son entourage on se fait discret. Le programme sera complété, répète-t-on ici, alors que dans les milieux fédéraux on semble savoir qu'il s'arrêtera au Québec. Effectivement, le Général remplit deux engagements: allocution à l'Université de Montréal, et dîner officiel à l'Hôtel-de-ville. Puis c'est le départ vers la France.

A Ottawa, on se retrouse les manches pour commencer à "réparer" les effets de la visite présidentielle. La presse du Canada se déchaîne. L'américaine aussi. Avant de partir, le Général laissait ce message à l'adresse de son hôte, le maire Jean Drapeau: "Votre oeuvre et celle des Français de France, ce sont deux oeuvres conjuguées, ce sont deux oeuvres liées, ce sont des oeuvres qui procèdent de la même inspiration, ce sont des oeuvres françaises. N'ayons pas peur de le

voir, de le dire et de le faire.

Cela implique, c'est évident, que nous resserrions beaucoup plus étroitement nos rapports physiques et nos rapports moraux, que nous nous rapprochions à tous les égards par des échanges intellectuels, spirituels, scolaires, littéraires, artistiques, professionnels, touristiques, familiaux.

Cela doit être organisé et développé. Nous avons commencé sur la base d'accords signés entre le gouvernement de ce Québec et le gouvernement de la France. Nous devons le poursuivre et le développer, et quant au reste, tout ce qui grouille, grenouille, scribouille, n'a pas de conséquence historique dans ces grandes circonstances pas plus qu'il n'en eut jamais dans d'autres."

Dans un discours qui fit son tour de presse, le maire de Montréal se chargea ensuite, délicatement mais fermement de "replacer les événements dans une juste perspective".

Un peu partout sur le Chemin du Roy, des Québécois portaient fièrement des pancartes souhaitant la bienvenue aux visiteurs. Un jeune garçon eut la brillante idée d'inscrire sur la sienne:

VIVE CHARLEMAGNE II

Ce pourrait être le titre du récit de ce voyage. Il est à souhaiter que de Gaulle lui-même nous livrera ses propres impressions dans les cahiers qu'il noircissait depuis son départ de l'Elysée.



C'est le premier ministre Daniel Johnson qui avait invité le général à visiter le Québec. Au balcon, il n'allait pas broncher...

L'ACCUEIL EST DÉLIRANT, PUIS LE VOYAGE DEVIENT BOULEVERSAANT

23 juillet 1967, à l'Anse au Foulon, un général descend du croiseur Colbert, c'est le général de Gaulle. Son arrivée est attendue depuis des jours, le gouvernement de l'Union nationale a invité la population à lui faire un accueil délirant. L'accueil sera délirant. Tout le long du Chemin du Roy, en remontant le St-Laurent, le général ravivera un sentiment de fierté nationale et le clou, le point final, le sommet triomphal de cette tournée sera le "Vive le Québec libre" qu'il lancera du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal.

Après cette déclaration, qui fera les manchettes de la presse mondiale, les journalistes et les observateurs se pencheront sur sa tournée au Québec et constateront que le Chemin du Roy ne fut qu'une escalade, l'escalade d'un nationalisme. En voici le film.

A Donnacona, le général s'adresse à la foule, constituée majoritairement de cultivateurs, de mères de familles et de papetiers, il leur dit: "Votre



Le général de Gaulle aimait prendre des bains de foule. Au cours de sa visite au Québec, le peuple allait lui en donner amplement l'occasion.

peuple canadien-français ne doit dépendre que de lui-même."

Un peu plus loin, à Ste-Anne-de-la-Pérade, l'âme de la France libre, lance aux habitants du petit village: "Vous serez ce que vous voulez être, c'est-à-dire, maîtres chez vous."

Et le général continue sa tournée.

Arrivé dans la Mauricie, à Trois-Rivières, au coeur du Québec, il déclare à la foule nombreuse venue l'accueillir: "La France a le devoir d'aider le Canada français dans son développement."

Puis, le général continue de remonter le Chemin du Roy, la route 2. En arrivant à Louiseville, celui qui a relevé la France, surenchérit: "Le Québec est un peuple qui monte et qui est maintenant lui-même," déclare-t-il avant de remercier le maire qui est venu l'accueillir aux portes de la ville.

Le général ne parle plus maintenant du Canada français mais du Québec.

Le général repart, en direction de Berthier cette fois. Sur son passage, des femmes, des enfants, des cultivateurs le saluent et brandissent des drapeaux. Le général plait manifestement au peuple.

A Berthier, le général fait une pause, il dit: "Le Québec devra devenir lui-même mais pacifiquement et par des moyens modernes." Le général connaît bien l'histoire du Québec, peut-être a-t-il été mis au courant de l'existence du FLQ?

A Repentigny, le général de Gaulle semble baisser le ton, il ne soulève plus le sentiment de fierté nationale et ne parle que d'un rapprochement de la France.

Les observateurs se rendront bien compte plus tard que ce n'était là qu'une tactique. Le général, on le sait, était un grand stratège.

Finalement, arrivé dans la métropole, le président de la France à ce moment-là, fait une entrée triomphale. Sur la rue Sherbrooke, les enfants, la relève, agitent des drapeaux. Les ménagères, sur leurs balcons, le saluent des deux mains.

En montant au balcon, le général déclare: "Je sens ici une atmosphère du même genre que celle de la libération." Déjà, on tique dans certains milieux. Daniel Johnson ne bronche pas.

Puis tout à coup ça y est, il lâche le morceau: "Vive le Québec libre!" La foule sur la place Viger n'en revient pas. Pierre Bourgault est sidéré. L'incroyable s'est produit. Le général vient de saluer du coup tous les indépendantistes du Québec. Le Canada ne s'en remettra probablement jamais complètement.

"Vive le Québec libre!"

Au terme du Chemin du Roy, le général de Gaulle, au balcon de l'hôtel de ville, allait soulever le peuple à sa façon en lançant: "Vive le Québec libre." Ces mots allaient atteindre le coeur des indépendantistes et raviver le sentiment de fierté nationale de tous les Québécois. Par la suite, certains allaient commenter et dire: "C'est inadmissible." D'autres allaient interpréter: "Le général a voulu dire que le Québec était libre." Cependant, le peuple allait comprendre que le général venait de lancer un appel à l'indépendance du Québec. En hauts lieux, dans la capitale fédérale, on rageait d'impuissance. Le protocole, le protocole...



(Photo Le Journal — UPI)



De Gaulle, chez lui, au Québec

/LA PRESSE, MONTREAL, MERCREDI 11 NOVEMBRE 1970

Vive de Gaulle

Ils étaient quatre, au temps des géants de la Guerre Mondiale.

Trois d'entre eux tenaient surtout leur taille de la puissance qu'ils incarnaient. Roosevelt et Staline avaient derrière eux les masses continentales des USA et de l'URSS; Churchill était en première ligne mais sur une île-forteresse alors soutenue par le plus grand empire de l'histoire.

De Gaulle, lui, était pratiquement seul. Il a raconté dans ses Mémoires de Guerre comment il parvint tout de même à faire le poids et à ramener peu à peu au premier rang un pays défait, asservi, diminué, dont il se trouvait coupé par-dessus le marché. Ce fut à force d'obstination farouche, de fierté intraitable et presque ridicule. Il se voyait justement trop faible et démuné pour se permettre la moindre concession ...

Bref, cette première étape historique de sa légende, elle fut tout entière une oeuvre personnelle. On l'a dit, d'ailleurs: de Gaulle a plutôt bâti une carrière et employé les événements en fonction de la vie qu'il avait rêvée et du personnage qu'il avait décidé de devenir.

Alors que les autres hommes, même ceux qui passent pour grands, sont la plupart du temps "agis" par l'existence, lui fut incomparablement acteur, au sens plein et fort du mot: celui qui joue un rôle actif dans les faits, qui s'y injecte pour les plier à sa propre vision.

Qu'il n'ait pas achevé sa seconde grande étape aussi triomphalement que la première, c'est que le héros ne réussit tout à fait qu'en période exceptionnelle, quand le rêve en marche et le geste décisif prennent temporairement le pas sur les intrigues et le train-train coutumiers.

En dépit de la médiocrité

De Gaulle en était lui-même des plus conscients. A l'annonce de sa mort, je venais de commencer à lire le premier tome tout récent de ses "Mémoires d'espoir", qui resteront son autre oeuvre inachevée. Il s'y montre lucidement incertain, dès le début, du succès de cette restauration qu'il envisageait d'arracher à la crise algérienne et à l'effondrement de l'Etat, lors de son retour au pouvoir en 58:

— En dépit des difficultés que je rencontre en moi-même: mon âge — soixante-neuf ans —, les lacunes de mes connaissances et les limites de mes capacités, si rudes que puissent être les obstacles que je ne manquerai pas de trouver dans notre peuple, toujours mobile, et que presque tous ses cadres, politiques, intellectuels, sociaux, voudraient mener en sens opposé, enfin, malgré la résistance que les Etats étrangers opposeront à la puissance renaissante de la France, je vais, pour la servir, personnifier cette grande ambition nationale ...

"... Certes, par contraste avec celle qui m'incomba dix-huit ans plus tôt, ma tâche sera dépouillée des impératifs exaltants d'une période héroïque... Parmi les hommes d'Etat avec qui j'aurai à traiter des problèmes de l'univers, ont disparu la plupart des géants, ennemis ou alliés, qu'avaient fait se dresser la guerre. Restant des chefs politiques, visant à assurer des avantages à leur pays, fût-ce bien sûr au détriment des autres, mais soucieux d'éviter les risques et les aventures.

"Combien, dans ces conditions, l'époque est-elle propice aux prétentions centrifuges des féodalités d'à présent: les partis, l'argent, les syndicats, la presse, aux chimères de ceux qui voudraient remplacer notre action dans le monde par l'effacement international, au dénigrement corrosif de tant de milieux, affairistes, journalistiques, intellectuels, mondains, délivrés de leurs terreurs! Bref, c'est en un temps sollicité de toutes parts par la médiocrité que je devrai agir pour la grandeur."

Puisqu'il nous a touchés

Personnifier la France, la France telle que lui la voulait. S'imposer à elle, et alors la tirer de force, rouspéteuse et divisée, jusqu'à la hauteur de l'amour exclusif, exigeant, démesuré, qu'il lui portait. Voilà ce que fut l'obsession constante de cet homme au nom prédestiné.

Même son fameux cri montréalais lui fut dicté d'abord — comme l'avait été son impulsion décisive au rapprochement franco-québécois — par cette même "francité" jalouse et soucieuse de tous les prolongements de son cher vieux peuple.

Ce qui n'enlève rien à l'écho universel qu'il obtint, ni à l'amorce de reconnaissance qu'il nous valut, ni à la gratitude que nous lui en devons.

Ce personnage des hauteurs, qui a dominé et marqué son temps et dont nous sommes parents par la langue et la culture, fut ainsi le premier grand du dehors à comprendre et traduire nos aspirations.

Puisqu'il nous a touchés et a sans doute quelque peu infléchi notre destin, ne serait-il pas indiqué d'en tenir compte en attachant tout de suite son nom à quelque endroit bien choisi du Québec? Maintenant qu'il est mort, personne ne devrait plus trouver malaisé de dire: Vive de Gaulle.



RENÉ LÉVESQUE



ÉDITORIAL de Nélida C.-Turgeon

DE GAULLE:

L'Histoire jugera son oeuvre

Tout a été dit et tout a été écrit sur Charles de Gaulle. Plusieurs écrivains modernes, parmi les plus grands, ont tour à tour loué et critiqué son oeuvre. L'Histoire seule la jugera.

Aussi, nous tenterons ici de rendre simplement hommage à un homme dont la personnalité et le génie — car il en avait! — auront marqué son siècle. A un militaire de haut calibre doublé du politique le plus prestigieux que la France, certes, a connu depuis Clemenceau. A un homme, enfin, que la légende, même de son vivant, s'acharna à envelopper, à la face du monde entier.

A nous, Québécois, qui habitons, selon son concept propre, encore et toujours la Nouvelle-France, le général de Gaulle apparaissait comme un homme éminemment supérieur que nous savions capable, d'abord, de mettre ses paroles en pratique et, ensuite, de parler conformément à ses actions. L'escalade verbale sur le Chemin du Roy n'était-elle pas là pour en témoigner! Admirateurs, détracteurs ou dénigreur de De Gaulle fussions-nous — et que cela importe! — sa supériorité, aux yeux de tous, ne lâchait pas facilement prise.

Il est sûr que les nations de la terre restent étonnées, pour ne pas dire consternées, devant la mort de De Gaulle. Des hommes bâtis comme lui, physiquement et intellectuellement, semblent faits pour ne jamais mourir. Son action politique aura, nous le répétons, réjoui les uns et contrarié

les autres. Mais tous les citoyens du monde le concèdent: de Gaulle était un puissant qui s'est fait lui-même. Et qui a refait la France.

Quant aux Québécois — et ils sont légion! — qui vouaient un culte particulier à Charles de Gaulle, le pourquoi de leur admiration rejoint peut-être, sans doute, ces racines profondes qui nous "mèlent" encore à la France. Notre "première" mère-patrie a eu beau nous abandonner, nous oublier, cela n'a pas empêché le sentiment de nostalgie de se répandre. Notre culture, notre langue, nos idiotismes mêmes ne restent-ils pas greffés à la culture, à la langue, aux patois provinciaux de France? De Gaulle était l'un des Grands de la France d'aujourd'hui à avoir bien compris cela. Qu'on le veuille ou non, nous lui en sommes redevables.

Le général Charles de Gaulle est mort à l'âge de 79 ans. Un homme qui s'était fait vèpres avec tant de dignité, comme le redirait Claudel. Ce grand vieillard était trop clairvoyant pour ne pas voir venir le froid éternel. Mais il ne se lassa jamais de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance. Ses récents MESSAGES D'ESPOIR en font certainement foi.

Tout cela se voulait un simple mais sincère hommage à un homme à qui le Destin confia la chose la plus difficile au monde: le gouvernement des hommes en société. Tout ce qu'il a fait de bon portera fruit et influence. Les morts gouvernent les vivants. Dans bien des cas.

De Gaulle : un dernier hommage des Montréalais

par Lise BLAIS

Tandis qu'à Paris et à Colombey-les-Deux-Eglises, le peuple français se recueillait hier pour rendre un dernier hommage au père de la Libération, à Montréal, c'est dans la plus grande simplicité, comme l'avait exprimé le général de Gaulle dans ses dernières volontés, qu'a été célébré un service religieux en sa mémoire à l'église Notre-Dame, en présence de l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire.

Une foule nombreuse, parmi laquelle on pouvait reconnaître plusieurs membres de la colonie française de Montréal, a pris part à la cérémonie que présidait un prêtre français, le rév. père Muchenblet, assisté du rév. père Gross.

Le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, et le président de la Communauté urbaine de Montréal, M. Lucien Saulnier, ainsi que M. Etienne Coidan, consul général de France à Montréal, étaient présents, de même que plusieurs personnalités du monde politique et des représentants de diverses associations.

Debout, de chaque côté du chœur, deux porte-drapeau déployaient les étendards de l'Association des Français libres et de l'Association des anciens combattants de Montréal.

Il n'y a pas eu d'homélie, ainsi que l'avait demandé le Général dans ses dernières volontés, mais au moment de l'action de grâce, Mgr Grégoire a donné un court message de condoléances dans lequel il a rappelé que Charles de Gaulle était un fils de l'Eglise.

"La foi chrétienne, qui a été un ressort certain de la pensée et de l'action de Charles de Gaulle, doit illuminer aussi nos regards à l'heure où nous rendons hommage à cet homme qui a intensément vécu et combattu pour la cause de la paix et dont le dernier écrit porte précisément l'enseigne de "l'Espoir".

Il a ensuite exprimé ses sympa-

thies personnelles à la famille du général de Gaulle, "à la grande famille française de Montréal et au peuple de France tout entier".

A la fin du service funèbre, les cloches de Notre-Dame n'ont pas sonné le glas mais ont carillonné à toute volée pendant que la foule qui

avait pris part à la cérémonie s'attardait sur le parvis de l'église échangeant quelques derniers souvenirs.



Notre-Dame de Montréal a vibré avec Notre-Dame de Paris pour rendre un dernier hommage à celui qu'on surnomme le sauveur de la France, le général Charles de Gaulle.

photo Antoine Déslières. LA PRESSE

De Gaulle est mort en croyant que l'avenir du Québec lui donnerait raison

Pierre
SAINT-GERMAIN



DE sa retraite de Colombey-les-Deux-Eglises, où il continuait à suivre de près la politique québécoise, le général a, quelques mois avant sa mort, fait savoir à l'un de ses héritiers politiques que son espoir de voir le Québec devenir un Etat souverain se réaliserait plus tôt qu'il ne l'avait cru au moment où il lança son célèbre "Vive le Québec libre !"

Cette confidence m'a été faite par une haute source française qui appartenait, lorsque de Gaulle était président de la Ve République, au cercle restreint des hommes de confiance que l'Elysée avait chargés de ce qu'on appelait couramment le "dossier Québec".

Selon cette haute source française, il n'est pas exclu que l'un des prochains tomes des "Mémoires d'espoir" du général précise, dans le cadre de l'exposé des grands moments de sa politique québécoise, comment il entrevoyait, à la fin de sa vie, l'avenir politique des "Français canadiens".

Osera-t-il ?

De Gaulle ira-t-il jusqu'à révéler, dans cet éventuel document, quelques-uns des dessous de la coopération franco-québécoise dont il était l'architecte et que Paris ne poursuit plus avec la même ardeur depuis son départ de l'Elysée ?

Osera-t-il dire, par exemple, ce qu'il reprochait à certains milieux économiques français qui gravitaient dans son orbite mais qui ont refusé de suivre son plan d'action dans le domaine des investissements au Québec ?

Se permettra-t-il, d'autre part, d'indiquer comment certaines autorités politiques québécoises — sans parler des dirigeants fédéraux — ont elles aussi freiné, à ses yeux, le développement des rapports privilégiés que la Ve République avait établis, sous sa direction, avec "une nation française" qu'il considérait comme le seul "morceau de notre peuple" ?

Car il ne fait pas de doute que de Gaulle, heureux d'avoir, pour l'essentiel, atteint les objectifs qu'il s'était fixés en ce qui concerne le Québec, n'a pu voir se concrétiser — pour des raisons qui ne dépendaient pas de lui — certains des projets qu'il avait conçus.

Les relations économiques

C'est dans les domaines économique et technique que le rapprochement franco-québécois, dont les fondements furent posés lors de l'entretien entre le premier ministre libéral du Québec, M. Jean Lesage, et le général, le 12 novembre 1964, à Paris, a connu les tribulations les plus douloureuses.

A Cannes, le 16 septembre 1968, à l'occasion du congrès international des clubs Richelieu, le secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères, M.

Jean de Lipkowski, délégué par de Gaulle, montra avec un éclat sans précédent l'importance que la France attachait aux relations économiques avec le Québec. Il relança à la télévision française peu avant la défaite de de Gaulle au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat, en avril 1969, l'appel de son gouvernement aux industriels français sur l'opportunité de participer à la mise en valeur du Québec (autant dans leur propre intérêt que dans celui de la population francophone du Québec).

"Un dossier bouleversant"

A Cannes, après avoir brossé à l'emporte-pièce l'impressionnant bilan des échanges de la France, "non seulement avec le Québec, mais avec tout le Canada français et notamment les chers

(L'auteur de cet article a été correspondant de "La Presse" à Paris pendant plus de six ans, de mai 1963 à septembre 1969. Les points de vue qu'il y émet ne sont pas nécessairement les siens, mais ceux qu'il a recueillis de la bouche du général de Gaulle et de ses proches collaborateurs.)

Acadiens", dans les secteurs de l'éducation et de la culture, M. de Lipkowski s'écria: "L'économie doit suivre".

Il fit alors état du "bouleversant dossier de la coopération France-Québec" et "des très nombreux projets d'implantation en cours". Tout en signalant que rien ne pouvait être rendu public "à ce moment", le secrétaire d'Etat énuméra les branches industrielles intéressées par les investissements au Québec: informatique, énergie électrique, mines, pétrole, travaux publics, construction mécanique, etc.

Par ailleurs, M. de Lipkowski — qui est encore secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et qui a été reçu officiellement à Québec il y a un an — insista sur un aspect que l'Elysée jugeait prioritaire: les télécommunications. Après son exposé sur l'état des rapports franco-québécois, il souligna que tout "pourrait être mis en cause sans un effort dans le domaine des télécommunications".

"Le cosmos doit parler français"

Puis, citant le "mot prophétique" du premier ministre unioniste, M. Daniel Johnson, selon lequel "le cosmos doit parler français", M. de Lipkowski ajouta: "Nous risquons de voir les satellites américains inonder la francophonie. C'est pourquoi M. Johnson — qui, lors de sa visite officielle à Paris en mai 1967, avait amorcé une entente avec Paris à ce sujet — étudie la participation du Québec au projet (du satellite) *Symphonie* et, en un deuxième temps, envisage la construction d'un satellite France-Québec".

Or, bien que les investissements français au Québec se soient sensiblement accrues sous la Ve République gaulliste,

toutes les grandes opérations industrielles envisagées sont restées en plan ou bien ont été réduites à des proportions plus modestes — qu'il s'agisse des implantations concernant l'exploration et l'exploitation pétrolières, les télécommunications par satellites, l'informatique, l'aviation (construction au Québec par Dassault d'un appareil de transport léger), l'automobile et les pneumatiques, la mise en valeur de gisements miniers, etc.

Les échecs et leurs causes

Pourquoi ces échecs ou demi-échecs? Pour bien des raisons, dont la moindre n'est pas le poids relativement léger de la puissance financière et industrielle française par rapport à celle des Etats-Unis, pour l'instant maîtres du développement économique du Québec (et du Canada). A cette faiblesse se greffait la nécessité pour les milieux d'affaires français de défendre leurs positions sur des terrains vitaux, principalement au sein du Marché commun européen, et de l'Afrique dite francophone.

Malgré tout, la France gaulliste voulait faire plus pour le Québec sur le plan économique. Elle n'y est pas parvenue parce que, d'une part, l'industrie de pointe française — qui soutenait de Gaulle et que ce dernier utilisait également — n'a pas cru rentable de lutter pour les objectifs politiques du général au Québec. D'autre part, parce que le gouvernement Johnson et ses alliés dans le monde économique québécois ont rejeté, plus ou moins carrément, et pas toujours pour les mêmes motifs, l'appel du pied que leur lançaient le maître de l'Elysée et ses conseillers inconditionnels.

Accusations

Combien de fois ai-je entendu, de la bouche de très proches collaborateurs du président de la Ve République, condamner "les capitalistes français qui s'obstinaient à ne pas suivre le général sur le terrain québécois"?

Des accusations semblables, qui provenaient aussi du Palais présidentiel, ont été proférées contre le premier ministre Johnson, dont on déplorait "la nature de ses risques calculés, et particulièrement contre presque tous ses conseillers financiers, y compris les ministres des Finances des gouvernements formés par l'Union nationale. A cet égard, M. Jean-Paul Beaudry, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui accompagnait M. Jean-Guy Cardinal lors de la dernière visite officielle d'une mission gouvernementale unioniste à Paris, a été sévèrement éti-queté par les gardiens gaullistes du dossier québécois.

A l'époque, comme on sait, la France se déclarait prête à s'associer au gouvernement québécois dans une entreprise de recherche et d'exploitation pétrolière au Québec. Selon la version du camp fidèle à de Gaulle, cette tentative — et bien d'autres — fit long feu par suite, avant tout, de l'aversion du gouvernement québécois à s'engager dans un dirigisme économique.

En fait, selon les points de vue que j'ai pu recueillir chez les gaullistes pur teint, et au plus haut échelon, la pénétration économique française au Qué-



Une profonde amitié les liait

bec n'a pas progressé comme le souhaitait le général à cause, dans une large mesure, de la "timidité des conceptions économiques des autorités québécoises".

Lesage, Johnson et Bertrand

Sur le plan strictement politique, le général n'était pas non plus parfaitement satisfait de la conduite de ses alliés québécois à l'égard d'Ottawa.

Pendant la première période des "retrouvailles" franco-québécoises, il s'est félicité de l'audace du gouvernement Lesage, qui a conclu avec Paris, sans l'aval ferme du gouvernement Pearson, les premières ententes avec celui de la Ve République: l'entente sur l'éducation, en février 1965, et l'entente sur les affaires culturelles et techniques, signée pour le Québec par feu Pierre Laporte en novembre de la même année.

De Gaulle s'est également réjoui que le Québec assiste, en l'absence d'Ottawa (qui n'y avait pas été invité), à la première conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones, en mai 1968, à Paris.

"Personnalité nationale"

Cet épisode donne l'occasion de signaler, s'il en est besoin, que le général a fait tout en son pouvoir, lorsqu'il était maître après Dieu en France, pour faciliter au Québec l'affirmation de "sa personnalité nationale" sur la scène internationale.

Ce sont les gouvernements Lesage, de 1960 à 1966, et Johnson, de 1966 à 1968, qui ont le plus profité de cet appui, encore que de Gaulle espérait qu'ils auraient pris les moyens d'en bénéficier davantage.

Toutefois, dès que M. Jean-Jacques

Bertrand a assumé la direction du gouvernement québécois, le général a vite senti que l'alliance franco-québécoise entrait dans une ère nouvelle. Il n'avait aucune admiration pour le successeur de M. Johnson, qu'il ne jugeait pas de taille — surtout après l'arrivée au pouvoir de M. Pierre Elliot Trudeau — à contrer "l'offensive fédéraliste et anti-québécoise" de l'ex-animateur de "Cité libre".

L'éloge de Cardinal

De Gaulle a très mal pris, soit dit en passant, la décision de M. Bertrand de ne pas se rendre en voyage officiel à Paris, mais il ne manqua pas de faire faire, par ses porte-parole, l'éloge de M. Cardinal, qui dirigea la mission du gouvernement québécois en l'absence du premier ministre, en janvier 1969.

On m'a laissé clairement entendre qu'il regrettait de ne pas s'être rendu au Québec, comme il eut jusqu'à la dernière minute l'intention de le faire, pour assister aux funérailles de M. Johnson en vue, principalement, d'amener M. Bertrand à poursuivre la "ligne" franco-québécoise qu'a vait adoptée son prédécesseur comme chef du gouvernement du Québec.

Quant aux dirigeants fédéraux, de Gaulle les considérait comme "d'inévitables et irréductibles ennemis des Français canadiens". S'il s'est montré compréhensif à l'égard de M. Pearson, il a été impitoyable pour ce qui concerne la politique de M. Trudeau, qu'il voyait comme l'instrument "choisi par les anglophones pour étouffer les aspirations des Canadiens français".

"Trudeau: un ennemi"

Je le sais pertinemment, et non pas

seulement parce que j'ai posé à de Gaulle, à une conférence de presse qu'il donna à l'Élysée peu après l'accession de M. Trudeau à la direction du gouvernement canadien, la question de savoir s'il apporterait des changements à sa politique canadienne et québécoise par suite de l'élection d'un chef francophone à Ottawa. "Pas du tout", se contenta-t-il de répondre devant près de 1,000 journalistes et diplomates des quatre coins du monde.

En vérité, de Gaulle soutenait que non seulement M. Trudeau était "au service de la classe dirigeante anglophone" et qu'à l'exception de M. Gérard Pelletier, secrétaire d'État, considéré à l'Élysée comme le moins antipathique des membres du gouvernement canadien et à qui on accorderait encore "le bénéfice du doute", tous les collaborateurs francophones, M. Jean Marchand en tête, du premier ministre canadien figuraient sur la liste noire de l'Élysée. D'ailleurs, le général avait décidé de fermer les portes du Palais présidentiel à toute cette équipe.

L'Histoire jugera

Au moment de sa mort, de Gaulle n'en continuait pas moins de croire, en invoquant notamment les résultats des élections du 29 avril au Québec, qu'il ne s'était pas trompé en prédisant, en réponse à la question que je lui posai à sa conférence de presse du 27 novembre 1967, quatre mois après son voyage au Québec, "que la solution de la question canadienne implique un changement complet des structures constitutionnelles résultant de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et que ce changement aboutira à l'avènement du Québec comme État souverain."

De Gaulle est mort. Seule l'Histoire dira si sa prophétie se réalisera.

Separatist writes

General's visit recalled: 'I heard him speak, I savored every word'

Claude Charron, 24, the youngest member in the National Assembly has been an admirer of Gen. Charles de Gaulle since his early youth but the Parti Québécois member for Montreal Saint Jacques said this week in an interview if he lived in France he'd be an anti-Gaullist.

By CLAUDE CHARRON

I remember well when General Charles de Gaulle came here in July 1967.

When I heard a few days before his city hall speech in Montreal that his ship, the Colbert, was in territorial waters and flying the Quebec flag instead of the Canadian flag as is the custom, I said to myself "that's just like the general."

I went to Quebec with a friend to watch the ship arrive. I heard him speaking and I savored every word.

We rushed back to Montreal and got to city hall the next day two hours before he appeared, standing around with hundreds of others.

ALL WRAPPED UP

I was so wrapped up — those guys have a way of getting you all wrapped up.

And when everybody in the street started singing the Marseillaise, it was just too much.

I felt the same way I'd feel with liberation.

And then he said "Vive le Quebec" and I thought why doesn't he say it all — there's a word missing — he's got to be thinking it. And then he said it: "Vive le Quebec libre."

It was too much. There was a guy in front of me I had never seen before who turned around and started to hug me.

Everywhere in the streets people were shouting "He said it, he said it!"

I have the recording at home of that event. I play it over and over again and each time I ask myself "will he say it?"

Right away the headlines in the newspapers the next day flashed through my mind. What I couldn't see right away was the pettiness of our politicians.

Drapeau said Montreal wasn't a French city only. It was cosmopolitan, he said, bilingual and all that. It was just a little politician trying to reduce a great guy.

The General replied that Montreal may be a cosmopolitan city but it had a French character nobody could ever take away from it.

That put Drapeau in his place.

We celebrated that night in the taverns. The women were allowed in too. We watched the television news to see how English Canada would react.

We saw Lester Bowles



CLAUDE CHARRON

Pearson, a man totally left behind by the events. I saw the gap between the little politician and the great man.

I was at the University of Montreal the next day when the General was roundly applauded.

And when we learned he wasn't going to Ottawa, everybody was so happy they were calling each other.

LIKE PARTI QUEBECOIS

Then he went home and later he explained he meant that Quebec would have to redefine its relations with Canada. It was nothing more than the program of the Parti Québécois, although the General hadn't seen it.

Editorialists tried splitting hairs four ways to make out the General hadn't really said what he had said.

But if I was a Frenchman living in France I wouldn't be a Gaullist. I would be in the opposition.

He was authoritarian. If I had been in France in May 1968 (during the Paris riots) I'd have been on the barricades (set up in the streets by rioters.)

It was more than a man the students were fighting — it was a system. And perhaps because he was so authoritarian, he held up that system. The French students weren't so much against him

but against the fact he governed alone.

RESPECTED HIM

I would have opposed him but that doesn't prevent me from respecting him.

I'd include him among the 10 great men of the 20th century alongside Lenin, Churchill and Mao-Tse-Tung.

Those men had real stature. It seems that when a society is questioning itself it brings out the greatness in great men.

The narrow minds will say Gen. de Gaulle was at the origin of the FLQ because of what he said in Montreal. It isn't because he's dead or isn't dead that they'll change their minds, no matter what I say.

When the General spoke in Montreal he was only saying what he saw was happening here. Whether he came here or not it still will happen.

/ Rebaptiser la rue Sherbrooke | boulevard Charles-de-Gaulle

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vient de demander aux autorités municipales que l'on change le nom de la rue Sherbrooke en celui de "boulevard Charles-de-Gaulle".

Ceci, "en hommage à ce grand ami du Québec, qui a su percevoir et exprimer les aspirations les plus profondes des "Français canadiens" et qui, le premier, a contribué à déchirer, à la

face du monde, le voile du silence qui couvrait le destin de la collectivité franco-québécoise".

Le comité exécutif de l'association du Parti québécois d'Ahuntsic abonde dans le même sens... tout en allant plus loin.

C'est par la route 2, ou chemin du roi, que le général de Gaulle a passé triomphalement, en juillet 1967, et l'on voudrait que ce chemin s'appelle désormais le "boulevard Général-de-Gaulle".

Et lancé dans le remaniement toponymique, la SSJB de Montréal prie d'autre part le conseil municipal de changer l'appellation "boulevard Dorchester" en celle de "boulevard Lionel-Groulx", et celle de la rue Craig en celle de "rue Pierre-Laporte".

Cardinal révélera des confidences que lui a faites de Gaulle, dimanche à Saint-Denis

par Gilles GARIEPY

L'ancien ministre de l'Éducation Jean-Guy Cardinal profitera de la commémoration de la victoire des Patriotes de 1837 à Saint-Denis, dimanche prochain, pour divulguer des confidences que le général de Gaulle lui a faites en 1969, à l'occasion d'un entretien avec lui en France.

C'est ce qu'a laissé entendre hier M. Louis De Noncourt, président du Comité des fêtes des Patriotes, au cours d'une conférence de presse où il précisait les modalités de la cérémonie commémorative prévue pour le 22 novembre.

M. Cardinal prendra la parole à deux reprises à Saint-Denis ce jour-là, d'abord au pied du monument

aux Patriotes (où il rappellera le souvenir de son ancêtre Joseph Narcisse Cardinal, pendu à Montréal en 1838), puis au cours d'une assemblée publique où on attend de 3,000 à 3,500 personnes.

M. De Noncourt a indiqué que M. Cardinal lui avait précisé la teneur du discours qu'il prononcera et que le député de Bagot ferait, à propos de ses entretiens avec de Gaulle, des révélations "qui intéresseront tous les Québécois".

La participation de M. Cardinal à la fête commémorative annuelle (la huitième à être organisée par le Comité des fêtes) paraît toutefois devoir être contestée par un groupe qui lui reproche son attitude en rapport avec le bill 63 sur

les langues d'enseignement au Québec.

Au nom d'un "comité ad hoc", un certain Rolland Dumais a remis aux journalistes hier un communiqué affirmant que "le geste antipatriotique qu'a posé M. Cardinal en votant la loi 63 le rend indigne, pour le moment, de prendre la parole à Saint-Denis, dimanche". Ce comité a sommé par télégramme l'ancien ministre de "condamner publiquement" la loi 63 d'ici dimanche sous peine d'être dénoncé comme "patriote vendu".

Quoi qu'il en soit, le Comité des fêtes entend donner à la journée de commémoration de la victoire de Saint-Denis un éclat sans précédent, et a invité les présidents des trois centrales syndicales, MM.

Pepin, Laberge et Charbonneau, ainsi que le directeur du Devoir, M. Ryan, à prendre la parole à cette occasion. Ces derniers n'ont pas encore rendu réponse, mais on est déjà assuré de la participation de Mme Simone Chartrand, épouse du syndicaliste bien connu, de M. Fernand Foisy, secrétaire du Conseil central de Montréal (CSN), du Dr Camille Laurin (leader parlementaire du Parti québécois), et des artistes Raymond Lévesque et Pauline Julien.

Cette dernière arrivera du reste à Saint-Denis-sur-Richelieu en hélicoptère, a-t-on précisé.

On a aussi annoncé que l'hélicoptère du poste CKLM accompagnera dans les airs le défilé d'automobiles qui se rendra de Lon-

gueuil à Saint-Denis, dimanche après-midi.

Le cortège de plusieurs centaines d'automobiles prendra le départ à 13 heures, de la Place Longueuil, non loin de la sortie du métro, et se rendra à Saint-Denis en défilé qu'on espère ininterrompu grâce à la collaboration de la Sûreté du Québec. A 15 heures, ce sera la cérémonie devant le monument aux Patriotes, après quoi les participants se rendront à l'assemblée qui se tiendra à la salle Lussier, 186 rue Yamaska.

La veille, samedi 21 novembre, une messe à la mémoire des Patriotes sera célébrée à l'Oratoire Saint-Joseph, à compter de midi quinze. Il s'agit là d'une initiative de la Société nationale populaire.

● Il me semble assez inexplicable de justifier le fait que le maire Drapeau ne pouvait se rendre aux funérailles de De Gaulle à cause des événements terroristes qui sévissent dans la métropole, mais, qu'il s'est rendu en Europe quelques jours plus tard, soit samedi, pour participer au congrès du B.I.E. (Bureau International d'Expositions).

Aucune demande officielle

La rue Sherbrooke deviendrait le boulevard Charles-de-Gaulle?

(Par M.A.) — La ville de Montréal n'a reçu encore aucune demande officielle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal visant à donner le nom de "boulevard Charles-de-Gaulle" à l'actuelle rue Sherbrooke.

C'est ce qu'a révélé hier midi le président du comité exécutif de la métropole, M. Lucien Saulnier, à l'issue d'une réunion régulière des commissaires montréalais.

A L'ETUDE

Advenant le cas où la ville de Montréal serait saisie de la requête de la SSJB —

dont la teneur a été rendue publique mardi — c'est au comité de toponymie de la métropole qu'elle serait remise.

Ce comité formé d'un certain nombre de conseillers municipaux et de fonctionnaires de la ville de Montréal est responsable du "baptême" des nouvelles rues, des nouveaux parcs et squares publics, de même que du changement d'appellation des rues, parcs et squares existants.

ON VEUT REBAPTISER

La SSJB a aussi réclamé

le changement de nom du boulevard Dorchester en "boulevard Lionel-Groulx" et celui de la rue Craig en "rue Pierre-Laporte".

Comme il s'agirait de rebaptiser des rues portant déjà des noms précis, c'est le conseil municipal de Montréal qui, en dernier ressort, serait appelé à se prononcer.

Dans le cas de noms de nouveaux parcs et squares et de nouvelles rues, c'est le comité exécutif qui se charge de la tâche.

Hommage permanent de Montréal à de Gaulle

La ville de Montréal est vivement intéressée à rendre un hommage permanent au défunt général Charles de Gaulle.

Le maire, M. Jean Drapeau, dans une déclaration écrite, a fait savoir que plusieurs suggestions intéressantes et variées lui sont parvenues au cours des dernières semaines en vue de rendre hommage au général de Gaulle par l'attribution de son nom à une rue ou à une place publique, ou sous d'autres formes.

"Toutes les suggestions feront l'objet d'un examen qui permettra d'en arriver à une décision qui sera conforme à la qualité de l'hommage permanent que Montréal se doit de rendre à cet illustre disparu."

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, entre autres, a suggéré que la rue Sherbrooke porte dorénavant le nom de "Rue du Général Charles de Gaulle".

The war, de Gaulle and street names

Sir, — Remembrance Day will always remind us of the thousands of young Canadians who died in France to help our neighbors, the Americans, as well as the English, give-back to General de Gaulle the country which was lost to Hitler. Showing his appreciation for all these sacrifices he came here in 1967 to shoot us in the back. We know that he did his best to destroy our country Canada.

This is why we ask you to use all the prestige you have so that Mayor Drapeau does not accede to the demands of the St-Jean Baptiste Society, which has become a separatist movement. We are certain that the majority of Montreal citizens and of the province do not want the name of de Gaulle in the streets of our beautiful metropolis.

We must not change the name of Sherbrooke to that of de Gaulle.

E. Toupin,
Berthier.

■ lettres au Devoir

Pour un boulevard de Gaulle

A Montréal, ma ville natale, j'adresse ce message inspiré des moments tragiques que nous avons traversés et qui ont fait verser des larmes à nos compatriotes de toutes les tendances, à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays.

Pourquoi les Montréalais poussent-ils la tolérance jusqu'à honorer par une rue (Amherst) qui longe par endroits le parc Lafontaine, la mémoire d'un obscur général anglais qui, après avoir capturé leur ville en 1760, incendia, dans sa marche victorieuse, toutes les habitations de nos colons, le long des deux rives du Saint-Laurent?

Et que dire de la plus grande ville française d'Amérique qui arbore des monuments, des ponts, des quais, des hôtels, des rues et ruelles, et à l'étalage des écuelles et "bébelles" de toutes sortes, à

l'effigie d'une reine dont la perfidie proverbiale envoya à l'échafaud une dizaine de nos patriotes?

Allons, enfants de Montréal, à quand le boulevard — et l'un des plus beaux à la mémoire du général de Gaulle, dont l'enthousiasme pour notre patrie incendia les coeurs et qui sut avec amour se pencher sur notre destinée?

Selon les paroles mêmes, à la télévision américaine, de Lord Kenneth Clark, l'auteur de "Civilization", Charles de Gaulle, par ses dons prophétiques, par sa manière et son style d'une élégance insurpassée, et qui exerça ses talents de persuasion sans jamais tomber au rang des démagogues, fut peut-être le plus grand génie de notre temps.

Montréal, pour marquer son passage parmi nous, lui doit bien une place d'honneur.

Marie-L. BOSWORTH
Floride, 5-1-71

Qu'attend la Ville de Montréal pour perpétuer le souvenir de de Gaulle ?

Il y a cinq ans, plus précisément le 9 novembre 1970, mourait à la résidence de Colombey-les-Deux-Eglises celui qui de son vivant avait déjà reçu la consécration de l'Histoire. Du moins, c'est ce que Pierre Elliot Trudeau a dit le jour de sa disparition. Le Monde, unanimement, pleurait de Gaulle. Un concert d'hommages s'est élevé de tous les coins de la Terre, à la mémoire de celui qui avait dit: "La gloire se donne seulement à ceux qui l'ont toujours rêvée".

Ses funérailles avaient eu lieu à Colombey-les-Deux-Eglises, en dehors de toute cérémonie officielle, comme l'avait exigé le général. Au même moment, à Notre-Dame de Paris, se déroulait un office religieux qui avait rassemblé quatre-vingt chefs d'Etat et de gouvernement, dont messieurs Richard Ni-

xon et Alexis Kossiguine. Deux seuls chefs brillaient alors par leur absence et c'étaient Trudeau et Bourassa. La crise d'octobre devait apparemment forcer nos deux leaders à rester dans leur bunker... Il est vrai que le premier ministre canadien représente un gouvernement anglophone, du moins prioritairement anglais. Mais que le premier ministre du deuxième plus gros Etat français au monde (le Québec) trouva prétexte pour ne pas aller rendre, en notre nom, un hommage au chef inavoué de la francophonie, demeure pour les Québécois un bien mauvais prétexte. Cette bévue est inscrite à jamais dans les pages de l'histoire du Québec. M. Bourassa avait beau nous faire croire que la crise d'octobre le retenait dans son fort, il oubliait que de nombreux chefs présents à Paris

avaient des problèmes drôlement plus compromettants pour leur avenir politique. Il n'y avait pas de prétexte pour ces chefs. Il s'agissait de rendre à l'un des génies de l'histoire politique un dernier hommage. En 1967, lors d'un été chaud et humide, le général de Gaulle vint au pays du Québec, exprimer sa sympathie pour le sort de la collectivité québécoise; son appui sincère au gouvernement de son ami Johnson fit de cette visite tapageuse un souvenir que nous ne sommes pas prêts d'oublier, même si l'histoire n'a plus de valeur à l'école. Comme l'Histoire avait déjà consacré, de son vivant, ce titan de la politique, il serait grandement temps que les autorités de la Ville de Montréal songent à perpétuer son souvenir parmi nous.

Marie-Louise PERREAULT
Montréal, le 27 octobre 1975.

Montréal et le souvenir du général De Gaulle

Il y a cinq ans, au mois de novembre 1970, mourait à sa résidence de Colombey-les-Deux-Eglises celui qui de son vivant avait déjà reçu la consécration de l'histoire. Du moins, c'est ce que Pierre-Elliott Trudeau a dit le jour de sa disparition. Le monde, unanimement, pleurait De Gaulle. Un concert d'hommages s'est élevé de tous les coins de la terre, à la mémoire de celui qui avait dit: "La gloire se donne seulement à ceux qui l'ont toujours rêvée".

Ses funérailles avaient eu lieu à Colombey-les-Deux-Eglises, en dehors de toute cérémonie officielle, comme l'avait exigé le général. Au même moment, à Notre-Dame de Paris, se déroulait un office religieux qui avait rassemblé 80 chefs d'Etat et de gouvernement, dont messieurs Richard Nixon et Alexis Kossiguine. Deux-seuls chefs brillaient alors par leur absence et c'était Trudeau et Bourassa. La Crise d'octobre devait apparemment forcer nos deux lea-

ders à rester dans leurs bunkers respectifs. Il est vrai que le premier ministre canadien représente un gouvernement anglophone, du moins prioritairement anglais. Mais que le premier ministre du deuxième plus gros Etat français au monde (Le Québec) ait trouvé un prétexte pour ne pas aller rendre, en notre nom, un hommage au chef implicite de la francophonie, on a de quoi s'étonner. Cette bévue est inscrite à jamais dans les pages de l'histoire du Québec. M. Bourassa pouvait bien nous faire croire que la Crise d'octobre le retenait dans son fort, mais il oubliait que de nombreux chefs présents à Paris avaient des problèmes drôlement plus compromettants pour leur avenir politique. Il n'y avait pas de prétexte pour ces chefs. Il s'agissait de rendre à l'un des génies de l'histoire politique un dernier hommage. En 1967, lors d'un été chaud et humide, le général De Gaulle vint au pays du Québec exprimer sa sympathie pour le sort de la collectivité québécoise; son appui sincère au gouvernement de son ami Johnson fit de cette visite tapageuse un souvenir que nous ne sommes pas prêts d'oublier, même si l'histoire n'a plus de valeur à l'école. Comme l'histoire avait déjà consacré, de son vivant, ce titan de la politique, il serait grandement temps que les autorités de la ville de Montréal songent à perpétuer son souvenir parmi nous.

Marie-Louise Perreault
Montréal

Sur le balcon de l'hôtel de ville de Montréal DE GAULLE S'EST-IL "SACRIFIÉ"?

PARIS (PC) — "J'ai le sentiment que le général Charles de Gaulle a presque sacrifié sa carrière politique lorsqu'il a crié sur le balcon de l'hôtel de ville de Montréal: "Vive le Québec libre."

C'est l'opinion émise par M. Paul Gros d'Aillon, directeur des communications au ministère québécois des Affaires intergouvernementales, après avoir analysé en profondeur, depuis 1967, et entendu et participé en fin de semaine, à Paris, à un débat organisé par l'Institut Charles-de-Gaulle.

Ce débat portait notamment sur le fait de savoir si le cri "Vive le Québec libre" du général de Gaulle, le 25 juillet 1967, alors que le premier ministre Daniel Johnson était au pouvoir, était

prémédité ou conditionné, ou s'il venait vraiment d'un coup de tête sentimental.

M. Paul Gros d'Aillon était à cette époque l'un des principaux conseillers politiques du premier ministre québécois auteur de la thèse "égalité ou indépendance" en plus d'être un spécialiste en matière de communication.

Pour M. Paul Gros d'Aillon, le geste du général de Gaulle, président et auteur de la constitution de la Cinquième République fran-

çaise, il s'agissait d'un acte venant vraiment du cœur et ressenti au plus profond de son âme après avoir effectué un parcours historique, sur le Chemin de roi, le conduisant de Québec, à Montréal.

Refus de Johnson

Au cours d'un entretien, le haut fonctionnaire québé-

cois qui a vécu de près, plus que tout autre cette visite historique, a déclaré: "C'est probablement la mission la plus importante du septennat du général de Gaulle. Ce geste a été posé volontairement et avec lucidité".

Et c'est ainsi que le premier ministre Daniel John-

son l'a bien compris, alors qu'il a refusé, le 27 novembre, à la demande de M. Marcel Faribault, d'envoyer une lettre de désapprobation au général de Gaulle pour avoir posé ce geste en territoire fédéraliste. L'exigence de M. Faribault, alors conseiller législatif et détenteur d'un portefeuille, avait été formulée à Toronto, lors

de la conférence: "Canada de demain".

D'ailleurs a précisé M. Paul Gros d'Aillon, deux membres du Cabinet à cette conférence auraient remis leur démission si M. Johnson s'était plié à cette exigence.

Il s'agissait en l'occurrence de MM. Marcel Masse et Jean-Noël Tremblay.

French author follows de Gaulle's meddlesome course

By **GRETTA CHAMBERS**
Special to The Gazette

Off and on through the centuries, France has taken an interest in our part of the new world which was once, after all, called New France.

Many historians feel that it was Louis XV's disinterest in what Voltaire described as a "few acres of snow" that was the real cause of Montcalm's defeat. And, after the Conquest, French Canadians were cut off spiritually as well as politically from their mother country.

Quebecers, however, have always been conscious of France, if not always in an approving sense.

The French have seemed quite indifferent to the people of their long lost territories, but every now and again some Frenchman has rediscovered the North America his forefathers settled and become a convert. Converts are often the most intense.

The most widely read Québécois novelist is still probably Louis Hémon, who was a Frenchman. His book, *Maria Chapdelaine*, is now a classic, compulsory reading for years in Quebec schools of both languages and to be found on many an academic book list.

First published in serial form in the Paris newspaper *Le Temps* in 1913, the story of the *colons* of Lac St. Jean made quite a stir. The first Canadian edition did not appear before 1916, but by 1936 over a million copies of *Maria Chapdelaine* had been sold around the world.

There are German, Dutch, Hungarian, Czechoslovakian, Spanish, Portu-

CAHIER: QUEBEC

guese, Japanese, Belgian, and Swiss editions of *Maria*, and its author, the mysterious young Frenchman who was killed by a train near Chapleau, Ontario, two weeks after he sent his manuscript off to Paris has become almost as much of a legend as his heroine.

His was a strange journey from France to Montreal and then up to the wilds of the Lac St. Jean district. There, in Peribonka, this erudite intellectual from Europe settled down as a hired man to gather material for the book that would define Quebec to itself and the world for almost 50 years.

This year, another Frenchman has tried his hand at defining the Quebec of today. His name is Pierre-Louis Mallen and he was the French radio-television service's first permanent correspondent in Canada.

His book, *Vive Le Québec Libre*, is an account of his six year stint in Quebec, from 1963 to 1969, updated to take in René Lévesque's triumphal reception in France last year.

One of the observations often attributed to Jean Lesage at the beginning of the Quiet Revolution was how much "the land of Quebec" had changed since *Maria Chapdelaine*.

The thought is taken up and expounded by Mallen who claims to have arrived in Montreal like a typical Frenchman, knowing nothing whatever about Quebec or Canada. "Since I see you fly the British flag, I'll have a cup of tea," was his answer to the welcoming Radio-Canada official who offered to buy him a drink at the airport.

Perhaps that gaffe was enough to jolt him out of his supercilious ignorance. But it also seems to have pitched him into blind devotion for all aspects of Quebec nationalism and produced a malevolent myopia when it came to the rest of Canada.

'Nothing of that historic 1967 visit has been left out. Every phrase is noted, chronicled and interpreted'

For Mallen, outside Quebec there exists only Ottawa and the far West. And he keeps repeating the question, does Canada exist?

While deploring the lack of interest displayed by his countrymen, the author plunges into a paroxysm of enthusiasm for the separatist cause to which he tries to convert any and every French man or woman with whom he comes in contact.

At first, only de Gaulle appears to share his commitment, and his defence of the general's "Vive le Québec libre" is a masterpiece of partisan journalism.

Nothing of that historic 1967 visit has been left out. Every phrase, phase or incident associated with the diplomatic

drama is noted, chronicled and interpreted.

No one could fault the documentation. There may be some who find the interpretation gratuitous. And many will find their worst, or best, suspicions of de Gaulle confirmed.

The outrage felt by many Canadians about the general's balcony scene at Montreal's City Hall is painstakingly and unsparingly written off.

René Lévesque, at this point, gets off with a mild rebuke. Being then a minister in Jean Lesage's government, Lévesque apparently claimed that de Gaulle had definitely pronounced one word too many. But this reaction is put down to spur of the moment blindness due to universal colonial conditioning.

Quebec is several times referred to as "the French colony." Jean Drapeau's farewell speech to the president of the republic is described as the "worst speech" of the mayor's life, its phrasing obscure, its syntax incorrect, its line of reasoning arbitrary.

Having disposed of the Drapeau ineptitude, we pass on to other events and personalities of which Pierre Trudeau is one of the most interesting.

De Gaulle, we discover, disliked him and once stated flatly that he would prefer Canada to have an English-speaking prime minister instead of trying to put an artificial francophone veneer on a solidly anglophone country.

We know this because Mallen came across some of the general's private papers which somehow, probably by mistake, got into the public domain.

De Gaulle had a habit of pronouncing judgment on communiqués by writing

notes in the margins of the original memoranda. Several of the communications from the French ambassador to Canada, a sorely tried man, were annotated in this fashion.

A plea for a let up in the Ottawa-Paris cold war was rejected with, "The question isn't that Mr. Pearson's wound should be healed but rather that the French people of Canada should

'The elaborate reception given Lévesque in France is the fruit of the de Gaulle prophecy'

have full power to dispose of themselves."

On a telegram from Ottawa dated December, 1967, the president wrote, "Quebec must be supported." And in April of the next year, the ambassador, obviously at his wits' end, gave the new prime minister a pretty good chit.

"He has his faults but is a pragmatist and an intelligent realist with whom this embassy has good relations and from whom it is possible to get direct, friendly answers even on the most delicate matters."

To which de Gaulle allegedly replied, "We have no concessions nor any civilities to offer Mr. Trudeau who is the adversary of the French fact in Canada."

All this goes to show how right the general was. So right, says Mallen, that even the French have come around to his way of thinking about Quebec.

The elaborate reception given Lévesque in France is the fruit of the de

Gaulle prophecy and it is with great complacency that the author reports the discomfiture of Canadian authorities who, we are told, lost their cool over this explicit snub to their "artificial country."

The unctuous pretentiousness of most of the book's 378 pages, full as they are of interesting and factual detail, makes Premier Lévesque's glowing preface rather embarrassing. One tends to wish he had stuck to the line he adopted when first quoted by Mallen, back when he was minister of natural resources.

At that time, he apparently took the French journalist aside and told him, "We are rich but penniless. Our wealth is enormous but it is in our soil, our forests and rivers. We are asking France to come and develop it with us. But France never answers. . . . Explain that to your compatriots."

And France answered with de Gaulle.

Vive Le Québec Libre will not sell a million copies in a million years. But its picture of Quebec may not be any more romanticized than the one drawn so long ago by Louis Hémon.

Hémon knew that *Maria Chapdelaine* and her kind would make it all the way, but he was the first to suggest that they might make it with less pain in their relations with the God they believed in and the people they loved had not always been directed by that meddlesome middleman, the curé.

Mallen, on the other hand, feels that to make it at all, we must fulfill the hopes and live up to the vision of that other meddlesome middleman, de Gaulle.

Éveiller la France au Québec

par

LISE MOREAU

PARIS — Ayant réalisé qu'aucun représentant de l'information française n'était en poste à Montréal en 1963, le général de Gaulle, alors président de la république française, décida de combler cette lacune. Pour ce faire il choisit non pas un journaliste de carrière mais plutôt un diplomate.

Monsieur Pierre-Louis Mallen, ancien conseiller culturel et d'information à l'ambassade de France en Belgique, fut donc nommé délégué permanent de l'O.R.T.F. au Québec (office de la radio diffusion-télévision française).

Dès son arrivée il réalisa rapidement l'importance de sa mission. Il fut à même de mesurer à quel point les Français ignoraient tout du Québec. Dans un livre préfacé par le premier ministre René Lévesque il raconte ce qu'il a vu, vécu et appris chez nous pendant les six ans que dura son mandat.

Ce livre *Vivre le Québec Libre* publié aux éditions Presse de la Cité et chez Plon à Paris est un récit presque historique. C'est aussi un témoignage d'amitié sincère. Dans sa préface René Lévesque invite les Français: "à comprendre le Québec comme Mallen l'a compris" et les Québécois: "à comprendre comment un ami lucide voit, juge et comprend notre destin."

J'ai rencontré l'auteur.

— Quel était votre but en écrivant ce livre?

"Je pense que quand on écrit un livre, à moins qu'il vous soit commandé par quelqu'un, ce qui n'est pas le cas, on cherche souvent à se vider de quelque chose qu'on a sur le coeur. A cette envie viscérale s'ajoutait un certain sentiment de responsabilité. J'ai eu la chance, grâce au poste que j'occupais, d'être un des rares Français en place à avoir pu observer le réveil des Québécois. Le général de Gaulle étant mort sans avoir eu le temps de terminer la partie de ses mémoires concernant son voyage au Québec, j'ai senti qu'il me fallait sans doute relater les événements dont j'ai été le témoin et raconter la mutation historique passionnante d'un peuple qui lutte pour sa survie, sans l'aide de personne, pas même de la France."

— Cette indifférence de la France comment l'expliquez-vous?

"Après la conquête anglaise sans doute y-a-t-il eu un sentiment de gêne de la part de la

France. Pourtant le mystère qui plane autour de la visite à Québec du vaisseau français "La Capricieuse" en 1855 laisse supposer que certains Français se souvenaient. La vexation des Anglais face à l'accueil chaleureux du peuple du Québec devant cette surprenante arrivée conduisit à des manoeuvres diplomatiques auprès des autorités françaises afin d'empêcher que de tels voyages se répètent. Y aurait-il eu des ententes secrètes? Comment expliquer alors la disgrâce qui frappa le capitaine, à la suite de ce voyage? En France le Québec retomba dans l'oubli. Puis il y eut ce livre de Jules Verne "Famille sans nom" dont l'action se passe au Québec pendant les événements de 1837, exceptionnellement négligé par la critique et boudé par les lecteurs. A signaler que le livre vient d'être réédité. Depuis le début du siècle, sauf les historiens, archivistes et quelques rares nationalistes endurcis la grande majorité des Français semblaient jusqu'à ces dernières années, avoir oublié le Canada et ses descendants."

— Comment alors expliquer l'intérêt de de Gaulle pour cette terre méconnue même par les médias d'information qui sont particulièrement en France intéressés par ce qui se passe à l'étranger.

"Je raconte dans mon livre les efforts que j'ai dû déployer pour éveiller l'intérêt de mes compatriotes au sujet du fait français au Québec. Pour ce qui est du général, on semble facilement négliger la visite qu'il fit au Canada en 1960 et son séjour au Québec. De Gaulle était un homme moderne qui ne reniait pas la tradition. Au contraire il s'en nourrissait. Il tentait constamment d'avoir une vision historique des faits. Récemment, j'ai eu avec son fils, l'amiral de Gaulle, un entretien qui m'a permis de mieux comprendre les motifs du général. Celui-ci m'a parlé de son grand-père. Il semble que Charles de Gaulle ait reçu de son père une éducation axée sur la grandeur de la France. Ce qui lui a permis de réunir deux qualités qui ont été généralement, dans l'histoire, exploitées séparément soit: les vertus traditionnelles alliées à une vision moderne, presque visionnaire de l'avenir. Il est donc certain que le voyage de 1960 passé presque inaperçu et dont peu de personnes se souviennent avait dans son esprit préparé celui de 1967."

— Comment expliquez-vous, monsieur Mallen, la compréhension indulgente dont Charles de Gaulle a fait preuve à l'égard du maire Drapeau? Vous faites mention dans votre livre d'un personnage qui lui aurait fait comprendre les difficultés du maire de Montréal, lors du dîner au pavillon français.

"Je dois admettre qu'à la suite de ce dîner, lorsque cette personne, dont je dois taire le nom, m'a fait cette confidence, je suis resté si stupéfait que j'ai omis de lui demander des éclaircissements sur la nature des difficultés qu'il qualifiait de situation impossible. Par la suite j'en suis venu à la conclusion que certains projets du maire, comme les jeux olympiques qui demandaient l'appui du fédéral, auraient été compromis s'il n'avait affiché une attitude de réprobation face au cri du général. Il faut bien se rappeler également qu'au moment de l'Exposition universelle on fêtait également le centenaire de la confédération canadienne.

— N'est-il pas difficile d'imaginer que le général de Gaulle se soit incliné devant des raisons aussi personnelles?

"De Gaulle était imprévisible et c'est sans doute ce qui faisait sa force. Il pouvait sembler transparent à certains événements. La preuve: sa réaction indifférente devant le pilote unilingue anglais qu'on lui a expédié sur le Colbert afin de remonter le St-Laurent."

— On a l'impression à la lecture de votre livre, monsieur Mallen, qu'à vos yeux le voyage du président français a été déterminant pour le peuple québécois.

"Fut-il déterminant? Il fut sans doute très utile pour réveiller les consciences! Il faut bien admettre que le cri du général, s'il fut un scandale, s'il fut contraire à l'éducation et aux usages diplomatiques, força le monde à réaliser que le Québec existait. Le lui reprocher est aussi ridicule que de reprocher à quelque un de briser les carreaux d'une personne qui s'asphyxie au gaz. Il a rompu la conspiration du silence! Si le général n'avait pas été plus loin que ce que la bienséance autorisait il n'aurait pas fait son travail. Ce séjour, si grandiose qu'il ait été, au Québec serait maintenant oublié. Bien entendu tous les aspects du voyage doivent être pris globalement. Si on prend le cri isolément on ne le comprend pas. Son génie a été de sentir qu'il fallait qu'il sorte des sentiers battus. S'il avait dit "Vive le Québec" tout court, qui sait si les événements qui ont suivi auraient été les mêmes! Moi personnellement je ne le crois pas."

Un livre où l'auteur prend beaucoup de place

par

CLÉMENT TRUDEL

Il y a quinze ans, Pierre-Louis Mallen se prenait d'une fièvre amoureuse pour la "Nouvelle Nouvelle-France", le Québec, où de Gaulle l'avait nommé délégué de la Radio-Télévision française. Postérieurement, Mallen découvrira, grâce à une fuite, que de Gaulle, à la pensée d'une visite possible de M. Lester B. Pearson à Paris, en cette même année 1963, avait écrit: "Le Canada français deviendra nécessairement un Etat, c'est dans cette perspective que nous devons agir".

Autant le prosélytisme de Mallen paraîtra-t-il suspect en cette période où "dire l'éveil du Québec était interdit... seul le Noir était à la mode" (le livre de Mallen est destiné à un public français), autant le "salutaire éclat" de Gaulle, quatre ans plus tard au sortir du Chemin du Roi, semblera d'abord relever, pour l'ensemble des Français, d'un manque de bienséance teinté de machiavélisme.

Mallen se fait en quelque sorte l'exégète du "Vive le Québec libre", le mémorialiste — avec ce que cela comporte d'anecdotes versées au dossier sans vouloir pour l'instant brûler ses sources — d'une série d'événements analysés dans cette optique gaulleuse où la coopération internationale est d'abord fonction de la souveraineté d'une nation.

Il en résulte un ouvrage où Pierre-Louis Mallen prend à la vérité beaucoup de place. Heureusement que la verve du grand reporter ne noie pas tout à fait l'événement et que Mallen sait poser clairement les jalons de son récit.

René Lévesque écrira dans la préface: "Dans la perspective qu'il rétablit, tout s'enchaîne, tout se comprend". Amitié oblige, car Mallen et Lévesque, des leurs premières rencontres en 1963, auront perçu la nécessité d'une information soutenue et bien documentée auprès des Français sur ce que Mallen appelle "l'affaire Canada" (depuis le rapport Durham jusqu'à l'utopie de la commission sur le biculturalisme et le bilinguisme, dite B-B).

À Paris, l'auteur fut secrétaire général de l'association France-Québec.

Mallen a été témoin du "Samedi de la matraque" à Québec (octobre 1964), de la nervosité d'un Jean Lesage mais surtout de la "stupidité répressive et de la prétention têtue du responsable de l'ordre" (Claude Wagner) lors de la visite d'Elizabeth II. Il ne sera pas tendre chaque fois qu'il aura à faire entrer en scène un Jean Marchand, quelque peu francophobe, mais l'essentiel de ces pages est imprégné d'une sympathie immense pour les Pierre Bourgault, Marcel Chaput, Claude Morin, François Aquin et Daniel Johnson, du côté québécois. Mallen fleurit le langage diplomatique pour toutes circonstances où l'Elysée est partie prenante.

"Le Canada n'existe pas, je ne l'ai pas rencontré", clame le titre d'un chapitre. Et Mallen rappelle la réticence de certains milieux à la transformation du sigle TCA (Trans Canada Airlines) en un vocable bilingue: Air Canada; l'hostilité de maints autres cercles à l'adoption d'un drapeau canadien (après 97 ans de "Confédération"); l'anglophilie de groupes d'hommes d'affaires français: la déconfiture de quelque 600 "notables" réunis sur la terrasse de l'hôtel de ville, ahuris par le cri de de Gaulle. "Vive le Québec libre" n'était pas le slogan d'une formation politique mais bien le fruit d'une compréhension profonde du phénomène des Français canadiens, dire Mallen. Même René Lévesque a pensé, en ce soir du 24 juillet 1967, que de Gaulle avait dit un mot de trop... qui allait toutefois "accélérer beaucoup de choses".

Ce livre fustige les "passés-tes", se désolé sur le plus mauvais discours qu'ait commis Jean Drapeau (en réponse aux propos de de Gaulle, qui équivalaient à un électrochoc) et cherche à rassurer le Français canadien, dira Malgarant d'un Canada libre vis-à-vis du colosse américain. Il s'agit d'un livre d'histoire où le lecteur Français est invité à brûler les étapes, à rompre le "blocus culturel" dont aurait été victime le Québec depuis deux siècles.

Pour un citoyen de l'Hexagone, quel meilleur indice l'auteur aurait-il pu trouver du changement nécessaire: l'ORTF n'arrivait pas à enregistrer un seul tenant du "statu quo" lorsqu'avaient cours les débats sur la crise constitutionnelle!



De Gaulle, Drapeau, Mallen

Le Devoir, samedi 15 avril 1978

Raymond Barre à Québec

Un accueil triomphal

Québec (UPC) - Le froid sibérien qui régnait sur la vieille capitale n'a pas empêché les troupes séparatistes et fédéralistes de réserver un accueil triomphal au premier ministre français M. Raymond Barre qui est arrivé hier après-midi à Québec pour une visite officielle qui durera deux jours.

L'avion de M. Barre a atterri avec deux heures de retard et plusieurs centaines de personnes l'attendaient malgré le froid de -35 degrés celsius qui régnait à l'aéroport. Les uns agitaient le drapeau fleur de lys en criant: "le Québec aux Québécois!" tandis que leurs opposants faisaient claquer le drapeau à la feuille d'érable en criant: "Vive le Canada!".

Faisant preuve de neutralité absolue, M. Barre a refusé d'accepter l'un et l'autre des deux drapeaux

qu'on lui a offerts.

Une cavalcade de 22 limousines a conduit les dignitaires vers Québec où M. Barre a assisté hier soir à un dîner d'Etat donné en son honneur.

Le déficit des jeux olympiques et le prix astronomique des installations olympiques étaient fort loin dans les esprits, hier matin, lorsque le premier ministre français, accompagné du maire Drapeau, a visité le stade. L'architecte français Roger Taillebert, concep-

teur du complexe sportif, escortait les politiciens et M. Barre s'est montré fort jovial pendant les quinze minutes qu'a duré son séjour au stade.

Cet arrêt au parc olympique était la dernière étape du séjour de deux jours du premier ministre Barre dans la deuxième plus grande ville française du monde. Un peu plus tôt dans la journée, le distingué visiteur avait assisté à la messe à Vaudreuil, où le père Gaston Guay a demandé à ses 800 paroissiens de prier pour tous les chrétiens francophones, sans insister davantage sur la présence de M. Barre.

MM. Barre, Drapeau, leurs épouses et environ 200 dignitaires et reporters ont ensuite visité le métro,

ouvert en 1967 à l'occasion de l'Expo. Comme M. Barre était en retard, le métro a été fermé sans préavis pour une heure, laissant les Montréalais un peu désemparés.

Sur le chemin de l'hôtel de ville, MM. Barre et Drapeau ont croisé une cinquantaine de manifestants. C'étaient des cols bleus qui protestaient contre la volonté de l'administration Drapeau de mettre à pied des employés pour épargner de l'argent. Les cols bleus ont fait savoir qu'ils n'ont rien contre le premier ministre français.

Après le dîner, M. Barre devait prendre l'avion à destination de Québec, où il doit s'adresser à l'Assemblée nationale, aujourd'hui.

C'est la première fois depuis vingt-deux ans qu'un premier ministre de France visite le pays et c'est le plus haut dignitaire français à nous rendre visite depuis la venue, en 1967, du général de Gaulle. M. Barre est au Canada pour six jours. Jusqu'à maintenant, il s'est montré soucieux d'éviter de se mêler de politique canadienne; le général de Gaulle, on s'en souvient, avait lancé un "Vive le Québec libre!" qui avait "gelé" pour des années les relations France-Canada. M. Barre, pour sa part, est resté impassible lorsque quelques personnes se sont mises à chanter, sur son passage: "Le Québec aux Québécois"... Il s'est abstenu d'agiter un petit drapeau du Québec qu'on lui avait remis et l'a donné à un membre de sa suite.



Un accueil chaleureux pour le couple Barre à Québec.



«Vive le Québec libre!» De Gaulle avait prévu le «coup»

PARIS (AFP) — Le «Vive le Québec libre» lancé par le général de Gaulle le 24 juillet 1967, du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, n'était pas improvisé, contrairement à ce que certains ont pu penser.

Ce cri n'était pas dû à l'émotion ressentie par le président français devant l'accueil enthousiaste des Québécois. Tout était prémédité. Un livre, *Les trois derniers chagrins du général de Gaulle*, d'Anne et Pierre Rouanet, journalistes français, en fait aujourd'hui la démonstration.

Citant de nombreux témoignages, les époux Rouanet montrent comment le général de Gaulle, invité par le Québec, avait décidé de réparer, sur place, «la lâcheté de la France» envers les Français du Canada. «Je compte frapper un grand coup, ça bardera, mais il le faut», avait-il confié à son gendre, le général de Boissieu, quelques jours avant son embarquement sur le Colbert, à Brest.

Le général de Gaulle devait révéler, dans l'avion du retour: «J'avais fixé l'orientation, j'attendais l'événement, la foule, pour doser ce que je disais, à quel endroit, à quel instant. Mais je savais que j'allais faire quelque chose. Je me réservais seulement, sur place, de voir comment.»

À sa descente d'avion, à l'aérodrome d'Orly, le 27 juillet, devant les membres du gouvernement venus l'accueillir, médusés et vaguement inquiets, il se montra ravi. «Messieurs, ce fut un voyage magnifique, magnifique, dit-il, il fallait bien que je parle aux Français du Canada. Nos rois les avaient abandonnés... Je n'aurais plus été de Gaulle si je ne l'avais pas fait.»

Le général savait bien qu'il allait, se faisant, au-devant de difficultés d'ordre international et intérieur, qu'il allait «prendre des coups», comme il le disait.

Il ne se trompait pas. L'épisode québécois fit scandale dans le monde diplomatique et agita en France les sphères politiques. Lorsque resonna dans les radios, à Paris, la voix qui lançait «Vive le Québec libre», le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, dit à son directeur de cabinet, M. Michel Jobert, qui devait plus tard devenir ministre des Affaires étrangères: «On va se faire engueuler». Il voyait juste. C'est à propos de ce cri de Montréal que, un mois plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'époque chef du Parti des républicains indépendants — conservateurs modérés — reprocha à de Gaulle «l'exercice solitaire du pouvoir».

À Orly, les ministres ne sont pas convaincus par l'enthousiasme du général de Gaulle. La déclaration qu'il leur fait, selon laquelle il fallait agir ainsi, passe mal. Aussi, après que le président eût monté dans sa voiture pour regagner l'Élysée, tout le gouvernement fait cercle autour du ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, qui avait accompagné le général au Québec. Maintenant que de Gaulle n'était plus là, ils attendaient qu'il leur explique.



Le 24 juillet 1967, un jour historique pour le Québec.

De Gaulle avait bien mûri son «Vive le Québec libre»

PARIS (AFP) — Le «Vive le Québec libre» lancé par le général de Gaulle le 24 juillet 1967, du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, n'était pas improvisé, contrairement à ce que certains ont pu penser.

Ce cri n'était pas dû à l'émotion ressentie par le président français devant l'accueil enthousiaste des Québécois. Tout était prémédité. Un livre, «Les trois derniers chagrins du général de Gaulle», d'Anne et Pierre Rouanet, journalistes français, en fait aujourd'hui la démonstration.

Citant de nombreux témoignages les époux Rouanet montrent, en 200 pages,

comment le général de Gaulle, invité par le Québec, avait décidé de réparer, sur place, «la lâcheté de la France» envers les Français du Canada. «Je compte frapper un grand coup, ça bardera, mais il le faut», avait-il confié à son gendre, le général de Boissieu, quelques jours avant son embarquement sur le Colbert, à Brest.

Le général de Gaulle de-

vait révéler, dans l'avion du retour: «J'avais fixé l'orientation, la foule, pour doser ce que je dirais, à quel endroit, à quel instant. Mais je savais que j'allais faire quelque chose. Je me réservais seulement, sur place, de voir comment».

«Je n'aurais plus été de Gaulle...»

À sa descente d'avion, à l'aérodrome d'Orly, le 27 juillet, devant les membres du gouvernement venus l'accueillir, médusés et vaguement inquiets, il se montra ravi: «Messieurs, ce fut un voyage magnifique, magnifique, dit-il, il fallait bien que je parle aux Français du Canada. Nos rois les avaient abandonnés... Je n'aurais plus été de Gaulle si je ne l'avais pas fait».

Le général savait bien qu'il allait, ce faisant, au-devant de difficultés d'ordre international et intérieur, qu'il fallait «prendre des coups», comme il le disait.

Il ne se trompait pas. L'épisode québécois fit scandale dans le monde diplomatique et agita en France les sphères politiques. Lorsque résonna dans les radios, à Paris, la voix qui lançait «Vive le Québec libre», le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, dit à son directeur de cabinet, M. Michel Jobert, qui devait plus tard devenir ministre des Affaires étrangères:

«On va se faire engueuler». Il voyait juste. C'est à propos de ce cri de Montréal que, un mois plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'époque chef du Parti des républicains indépendants — conservateurs modérés — reprocha à de Gaulle «l'exercice solitaire du pouvoir».

Les créatures et le créateur

À Orly, les ministres ne sont pas convaincus par l'enthousiasme du général de Gaulle. La déclaration qu'il leur fait, selon laquelle il fallait agir ainsi, passe mal. Aussi, après que le président eut monté dans sa voiture pour regagner l'Élysée, tout le gouvernement fait cercle autour du ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, qui avait accompagné le général au Québec. Maintenant que de Gaulle n'était plus là, ils attendaient qu'il leur explique...

«Insignifiant épisode que ce petit groupe frileux qui s'attarde sept minutes à peine, écrivent Anne et Pierre Rouanet. Rien n'en sort, sinon qu'il marque le plus grand tournant depuis la fondation de la Cinquième République, huit ans auparavant. Les créatures viennent de douter du créateur».

Moins de deux années plus tard, la majorité des Français dira «non» au général, rejetant son référendum sur la participation — réforme régionale et du Sénat — et provoquant de ce fait son départ.



Le général de Gaulle avait décidé de frapper un grand coup au Québec.



La célèbre «scène du balcon» au cours de laquelle le général de Gaulle a lancé son «Vive le Québec libre».

Anne et Pierre Rouanet:

De Gaulle avait préparé son «Vive le Québec libre»

par Georges ROCHE

PARIS (AFP) — Le «Vive le Québec libre» lancé par le général de Gaulle le 24 juillet 1967, du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, n'était pas improvisé, contrairement à ce que certains ont pu penser.

Ce cri n'était pas dû à l'émotion ressentie par le président français devant l'accueil enthousiaste des Québécois. Tout était prémédité. Un livre *Les trois derniers chagrins du général de Gaulle*, d'Anne et Pierre Rouanet, journalistes français, en fait aujourd'hui la démonstration.

Citant de nombreux témoignages, les époux Rouanet montrent, en deux cents pages comment le général de Gaulle, invité par le Québec, avait décidé de réparer, sur place, «la lâcheté de la France» envers les Français du Canada. «Je compte frapper un grand coup. Ça bardera, mais il le faut», avait-il confié à son gendre, le général de Boissieu, quelques jours avant son embarquement sur le «Colbert», à Brest.

Le général de Gaulle devait révéler, dans l'avion du retour: «J'avais fixé l'orientation, j'attendais l'événement, la foule, pour doser ce que je dirais, à quel endroit, à quel instant. Mais je savais que j'allais faire quelque chose. Je me réservais seulement, sur place, de voir comment...»

A sa descente d'avion, à l'aérodrome d'Orly, le 27 juillet, devant les membres du gouvernement venus l'accueillir, médusés et vaguement inquiets, il se montra ravi: «Messieurs, ce fut un voyage magnifique, magnifique, dit-il, il fallait bien que je parle aux Français du Canada. Nos rois les avaient abandonnés... Je n'aurais plus été de Gaulle si je ne l'avais pas fait.»

Le général savait bien qu'il allait, se faisant, au devant de difficultés d'ordre international

et intérieur, qu'il allait «prendre des coups» comme il le disait.

Il ne se trompait pas. L'épisode québécois fit scandale dans le monde diplomatique et agita en France les sphères politiques. Lorsque résonna dans les radios, à Paris, la voix qui lançait «Vive le Québec libre», le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, dit à son directeur de cabinet, M. Michel Jobert (qui devait plus tard devenir ministre des Affaires étrangères): «On va se faire engueuler». Il voyait juste. C'est à propos de ce cri de Montréal que, un mois plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'époque chef du parti des républicains indépendants (conservateurs modérés), reprocha à de Gaulle «l'exercice solitaire du pouvoir».

À Orly, les ministres ne sont pas convaincus par l'enthousiasme du général de Gaulle. La déclaration qu'il leur fait, selon laquelle il fallait agir ainsi, passe mal. Aussi, après que le président eut monté dans sa voiture pour regagner l'Elysée, tout le gouvernement fait cercle autour du ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, qui avait accompagné le général au Québec. Maintenant que de Gaulle n'était plus là, ils attendaient qu'il leur explique...

«Insignifiant épisode que ce petit groupe frileux qui s'attarde sept minutes à peine», écrivent Anne et Pierre Rouanet. «Rien n'en sort, sinon qu'il marque le plus grand tournant depuis la fondation de la Cinquième république, huit ans auparavant. Les créatures viennent de douter du créateur.»

Moins de deux années plus tard, la majorité des Français dira «non» au général, rejetant son référendum sur la participation (réforme régionale et du Sénat) et provoquant de ce fait son départ.

Cordiale bienvenue au général de Gaulle

LE général de Gaulle, président du Comité français de la Libération nationale, est descendu de son avion, à l'aéroport de Dorval, quelques minutes après midi et demi (le 12 juillet 1944). Il était accompagné du général Béthouard. Il a adressé le salut militaire à la foule de civils, de militaires, d'aviateurs et de marins.

Puis il s'est avancé vers le drapeau français hissé à son arrivée. Les assistants ont entonné la Marseillaise. Son honneur le maire de Montréal, M. Adhemar Raynault, a ensuite serré la main au général de Gaulle pour lui souhaiter la bienvenue. L'illustre visiteur a ensuite reçu l'accueil du vice-maréchal de l'air Adélaré Raymond, du capitaine J.E.W. Oland, du lieutenant-colonel Kippen, représentant respectivement l'aviation, la marine et l'armée canadiennes.

Le général de Gaulle a passé en revue deux groupes d'aviateurs français à l'instruction au pays; le premier était revêtu de l'uniforme bleu, le second de l'uniforme kaki.

Le général a aussi passé en revue un détachement de 100 aviateurs canadiens, commandé par le chef d'escadrille Langlois. (...)

De Dorval le général de Gaulle et ses hôtes se rendaient à l'hôtel de ville de Montréal — (ou il a signé le livre d'or en présence de dignitaires). (...)

Le départ de Montréal

Le général de Gaulle est parti de Montréal au milieu de l'après-midi.

La visite du général de Gaulle à Montréal a été brève. Elle n'a duré que quelques heures. Descendu à 12 h. 45 à Dorval du puis-

sant avion américain à quatre moteurs qui l'a conduit d'Algérie à Washington, puis de Washington à New York, à Ottawa, à Québec, et enfin à Montréal, il repartait à quatre heures.

Son passage en trombe à Montréal laissera quand même de profonds souvenirs chez tous ceux qui l'ont entendu, qui ont eu l'occasion de lui serrer la main.

Au moment de remonter dans l'avion, le chef de la résistance française à l'extérieur, a remis au premier ministre de la province de Québec, l'hon. Adélaré Godbout, le message de gratitude et de confiance que voici:

«Au moment de quitter le Canada, je tiens à vous exprimer, monsieur le premier ministre, mes vifs remerciements pour l'accueil que vous-même, les membres de votre gouvernement et la population canadien-

ne avez voulu me réserver. Nous avons trouvé à Ottawa, à Québec, à Montréal, une emouvante confirmation de l'amitié fraternelle de la France et du Canada. Cette amitié est consacrée à nouveau par le sang des soldats canadiens et par celui des soldats français qui coulent dans la bataille commune. Bientôt, après la victoire, le Canada et la France y trouveront le meilleur élément de leur confiante coopération dans la paix.

(Signé) CHARLES DE GAULLE

Au vrombissement du quadrimoteur se sont mêlés les cris de: Vive de Gaulle! Vive la France! Les témoins du départ ont longuement suivi des yeux l'avion qui ramenait à la lutte pour la libération de la France celui que plusieurs pays ont reconnu comme le chef du gouvernement provisoire. (...)

100 ans d'actualités

C'EST ARRIVÉ UN 12 JUILLET

1937 — Inauguration à la bibliothèque municipale de la première école française de bibliothéconomie d'Amérique.

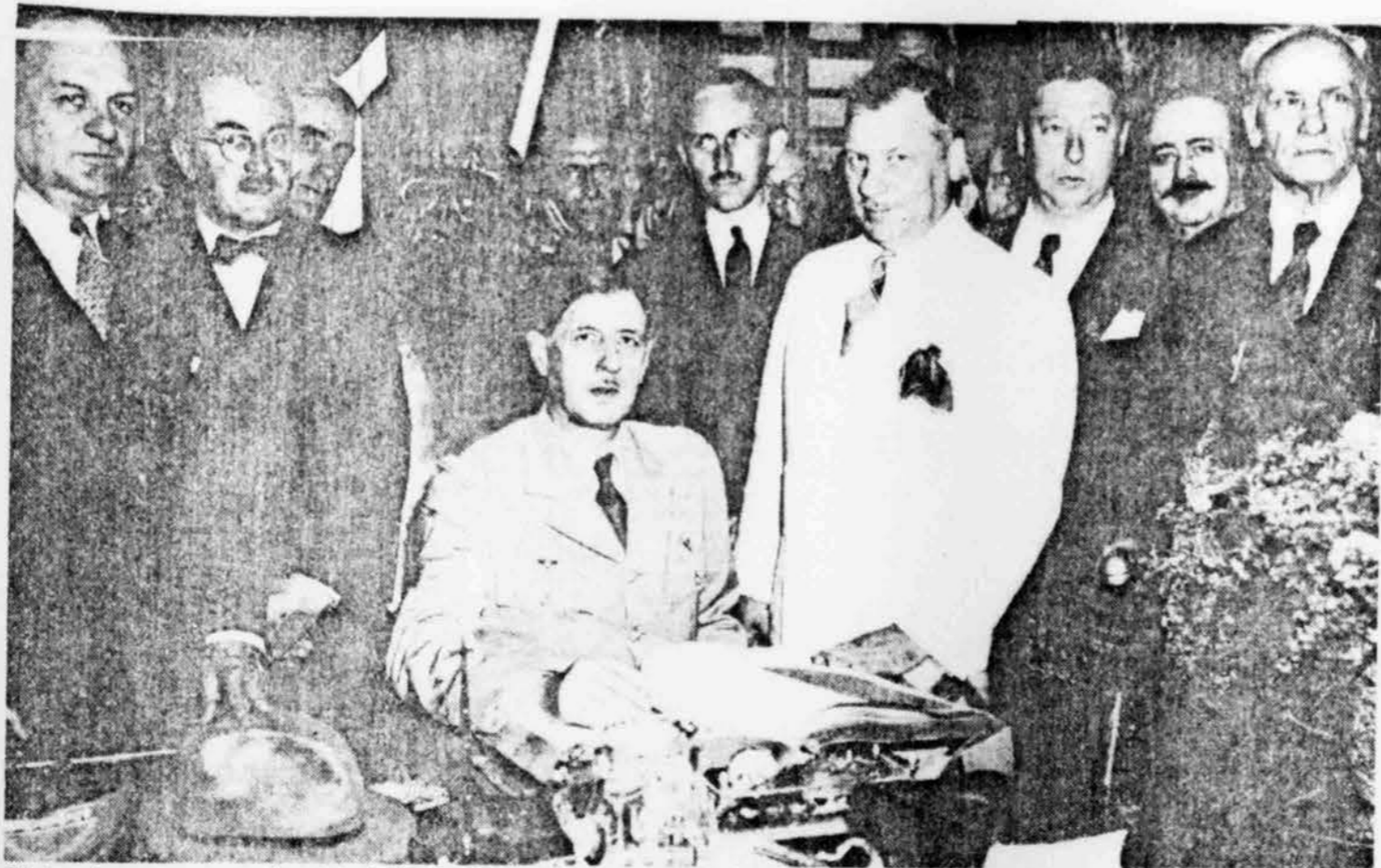


Photo prise au moment où le général Charles de Gaulle se préparait à signer le livre d'or, au bureau du maire Adhemar Raynault. Apparaissent sur la photo, de gauche à droite: J.-O. Asselin, président du comité exécutif; Georges Guévremont, commissaire; Emile Naud, conseiller; de Gaulle; Hector Lortie (derrière la chaise), conseiller; George Marler, vice-président du comité exécutif; le maire; R F Quinn, commissaire; le Dr Eudore Dubeau, conseiller; et A.-E. Govette, leader du conseil.

28 avril 1969

Le général de Gaulle quitte la barre en silence



SERGE MANNUCCI
Agence France-Presse
PARIS

« Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi. Il est minuit dix, ce lundi 28 avril 1969, quand tombe sur les télescripteurs cette déclaration qui, dès l'aube, va secouer le monde entier: le général de Gaulle vient de démissionner.

Les Français, eux, s'y attendaient. Le général, qui avait soumis à référendum, la veille, son projet de régionalisation, avait averti qu'en cas d'échec il quitterait les affaires. Or, depuis des semaines tout laissait prévoir que l'homme du 18 juin ne serait pas suivi: non seulement l'opposition avait appelé à voter «non», mais les partenaires des gaullistes au sein de la majorité, par la bouche de M. Valéry Giscard d'Estaing, s'étaient eux aussi déclarés hostiles au projet de réforme régionale. Le général de Gaulle ne pouvait donc plus compter que sur les voix purement gaullistes, dont le nombre était bien loin de lui assurer l'un de ces «oui francs et massifs» qu'il avait précédemment obtenus.

Le général, d'ailleurs, ne s'y trompe pas: le week-end précédant la consultation, il confie à ses intimes: «Je sais que ce référendum sera perdu». Cette prévision est partagée de longue date par les membres du gouvernement: le premier ministre, M. Maurice Couve de Murville, et le ministre des Affaires étrangères, M. Michel Debré, notamment, ont depuis plusieurs mois insisté pour que le président retarde la date du vote. Mais pour de Gaulle, qui sent depuis quelque temps les Français s'éloigner de lui, il s'agit d'un test essentiel. «Je me serais bien passé d'un référendum, leur a-t-il répondu, mais j'avais le choix entre ne rien faire du tout, durer jusqu'à la fin du septennat et faire ce que je crois devoir faire (...). Si par bonheur nous obtenions la majorité absolue, l'avenir de la V^e République serait assuré.» Et il conclut: «Je n'ai plus le choix. Ou je crève l'abcès, ou je m'en vais.»

«Je n'ai plus d'illusion»

Le mercredi 23 avril, le général préside, comme chaque semaine, le conseil des ministres. Après les délibérations, il prend congé de ses collaborateurs en se contentant de dire: «Nous nous réunissons en principe mercredi prochain (...). S'il n'en était pas ainsi, ce serait un chapitre de l'histoire de France qui serait terminé.»

Le lendemain, jeudi, le président reçoit M. Michel Debré pour un entretien dont ils ignorent qu'il est le dernier: M. Debré ne reverra le général que sur son lit de mort, à Colombey-les-Deux-Églises. «Le peuple français ne veut plus de moi, le n'ai donc plus qu'à m'en aller», déclare l'ancien chef de la France libre. Le ministre des Affaires étrangères s'ingurge: «Votre discours, demain, peut amener un certain nombre d'hésitants», dit-il. «Je leur parlerai une dernière fois», répond de Gaulle, mais je n'ai plus d'illusion.»

Il en a si peu que dans l'après-midi, après qu'il a reçu M. Jacques Foccart, secrétaire général à l'Élysée pour les Affaires africaines et malgaches, celui-ci confie: «Il semblait déjà parti». Et de fait le général fait ses préparatifs de départ: il fait déménager ses archives personnelles dans le bureau qu'il occupait avant son retour au pouvoir, rue de Solferino. Encore précise-t-il que ce transfert n'est que



Le général en compagnie du maire de Montréal, M. Jean Drapeau. Cette photo a été prise en juillet 1967.

provisoire, car il entend bien «se retirer totalement». «Je n'interviendrai plus en rien», dit-il à ses intimes. Au demeurant, il a 79 ans et il a déjà prévu depuis quelques mois de «ne plus poursuivre sa tâche au-delà de 80 ans»: «C'est trop âgé pour un chef d'État.»

Le vendredi 25 avril, il enregistre en fin de matinée, dans la salle des fêtes de l'Élysée, le discours qui doit être diffusé à la radio et à la télévision le soir à 20 heures. Près de 29 ans après le 18 juin 1940, c'est son dernier appel aux Français. Il expose, de son habituelle voix rocailleuse, les raisons pour lesquelles il demande encore une fois à la nation de lui faire confiance. Après l'enregistrement, il lâche: «Tout ça ne servira à rien. C'est foutu.»

Puis il monte en voiture avec Mme de Gaulle pour se rendre à Colombey, sachant parfaitement que ce départ à toutes les chances d'être définitif. Il remet d'ailleurs à M. Bernard Tricot, secrétaire général de l'Élysée, le communiqué de deux lignes annonçant sa démission, et qui doit être rendu public, en cas de victoire du «non», le lundi 28 avril à 11 heures du matin. En quittant l'Élysée, il murmure à son aide de camp: «Comme sortie, ça pourra aller.»

Il est en effet dans son style de «quitter la barre en silence, sans s'en prendre à personne, ni en public, ni en privé.» Il l'a déjà fait le 20 janvier 1946 quand, président le gouvernement provisoire après avoir restauré la souveraineté de la France, il a préféré partir, considérant qu'il était «submergé par le torrent stérile des partis.» Charles de Gaulle avait alors 56 ans, et il devait effectuer une «traversée du désert» de douze années avant de revenir au pouvoir.

«Nous rentrons, Charlotte»

À 16h 30, la voiture présidentielle arrive à la Boisserie, résidence de la famille de Gaulle à Colombey. Le général annonce à la servante qui l'accueille:

«Nous rentrons définitivement. Cette fois-ci, Charlotte, c'est pour de bon.»

Le président s'isole à la Boisserie toute la journée de samedi, sans donner ni recevoir de coup de téléphone. Le dimanche 27 avril, jour du référendum, il va voter avec Mme de Gaulle. En sortant de l'isoloir, le général serre la main du maire sans dire un mot. Puis, à la Boisserie, l'attente commence: une majorité de «oui» va-t-elle, malgré tout, sortir des urnes?

Installe dans la bibliothèque, devant une table à jeux où il aime faire des reusses, le général regarde le début de la «soirée électorale» à la télévision, et surtout attend le coup de téléphone de Bernard Tricot qui doit lui faire part en début de soirée des premières prévisions. Ponctuel, le secrétaire général de l'Élysée appelle: les «fourchettes» laissent prévoir la victoire des «non». Ce qui se confirme lors d'une seconde communication, à 22 heures. «Le communiqué annonçant que je cesserai d'exercer mes fonctions lundi à midi ne doit pas être publié demain à 11 heures, comme il était entendu, mais aussitôt après minuit», répond simplement le général.

Il est résolu. Il ne regagnera pas l'Élysée, ne s'adressera pas une dernière fois aux Français: il est parti. Et reste convaincu, au demeurant, d'avoir eu encore une fois raison: «L'avenir dira que j'ai été renversé sur un projet qui était essentiel pour le pays.»

«Je vais maintenant écrire»

Le lendemain, lundi 28 avril, à l'Élysée Bernard Tricot réunit le personnel de la présidence dans la salle des fêtes à 11h 30. «Le général de Gaulle m'a chargé de vous faire connaître son regret de n'avoir pu vous dire au revoir ou adieu, déclare-t-il. Il m'a chargé aussi de vous exprimer son affection fidèle». Dans l'assistance beaucoup pleurent.

A Colombey, dans les premiers jours de mai, le chef de l'État démissionnaire organise sa retraite: il se refuse d'organiser à toute action publique, n'assistera plus à aucune cérémonie officielle (pas même aux commémorations du 18 juin au Mont Valérien), et décide de ne recevoir personne qui joue encore un rôle dans la vie publique. «Je vais maintenant écrire et rendrai peut-être ainsi un plus grand service à la France», dit-il. Il trace le plan de ses «Mémoires d'Espoir». Dernier geste qui le relie aux grands de ce monde: le 3 mai il écrit une quarantaine de réponses aux principaux chefs d'État qui lui ont écrit — tous l'ont fait — ainsi qu'à ses anciens ministres et collaborateurs.

Il règle en outre les questions financières inhérentes à sa démission: il refuse sa dotation annuelle d'ancien président de la République et son traitement de membre du Conseil constitutionnel. Déjà, en 1946, en abandonnant ses fonctions il avait renoncé à sa pension de général de brigade.

Puis viennent — enfin — les projets d'évasion: il met au point son départ pour l'Irlande, qu'il doit visiter à partir du 10 mai. Jusqu'à cette date il s'isole à la Boisserie parmi les siens (son fils, Philippe, vient le voir. Au jour prévu, le départ pour l'Irlande s'effectue dans la discrétion la plus totale, au point que le général est déjà à Cork quand les Français apprennent son départ.

L'année d'après, il visite l'Espagne. En 1971, il devait se rendre en Chine. Mais il n'en a pas eu le temps.

Avenue de Gaulle

Lettre à M. Jean Doré

DANS les semaines qui suivirent le décès de René Lévesque, la Ville de Montréal décidait, en tout bien tout honneur et dans les meilleurs délais, de perpétuer la mémoire de l'ancien Premier ministre du Québec : elle rebaptisait de son nom le boulevard Dorchester, prestigieuse artère de la métropole.

Même traitement pour John Kennedy. Pourtant, combien de Montréalais se souviennent de ce Président américain a fait ou dit à Montréal, pour nos concitoyens, pour les Québécois ou pour les Canadiens français. Avec le boulevard René-Lévesque, certains chuchotèrent que vous alliez un peu vite en besogne.

Ne croyez-vous pas, M. le Maire, qu'en signe de reconnaissance, et 19 ans après la mort du Général de Gaulle, il serait plus que temps d'honorer dignement enfin la mémoire de cet homme de coeur et de courage ?

Il su prendre, comme bien peu de Français ou de chefs d'État, une position généreuse et historique en faveur de ses compatriotes québécois et canadiens-français, qu'il qualifiait fraternellement de Français canadiens.

Le 22 novembre de l'année prochaine marquera le 100^e anniversaire de sa naissance. Ne serait-ce pas l'occasion ou jamais de réparer un fâcheux oubli ? Renseignements pris en effet auprès de Mme Martine Dufour de la Commission de Toponymie, il n'existe, inexplicablement, aucune place, boulevard, rue ou même minuscule ruelle portant aujourd'hui à Montréal, le nom du Général de Gaulle.

Seule une avenue prestigieuse serait évidemment à la dimension de ce géant de l'histoire contemporaine. Je vous suggérerai donc, humblement et personnellement, en tant que montréalais, l'Avenue Côte-des-Neiges, de façon à ne débaptiser, ni froisser personne. D'autres boulevards, ou artères importantes pourraient évidemment être envisagés.

— **FRANÇOIS LUBRINA**
président du Rassemblement
des Français canadiens
Montréal, le 24 avril



Pour l'avenue Charles-de Gaulle

Dans les semaines qui suivirent le décès de M. René Lévesque, la Ville de Montréal décidait de perpétuer la mémoire de l'ancien Premier ministre du Québec: elle rebaptisait de son nom le boulevard Dorchester, prestigieuse artère de la métropole. Même traitement pour le président Kennedy. Pourtant, combien de Montréalais se souviennent de ce que ce président américain a fait ou dit à Montréal, tant pour nos concitoyens, pour les Québécois ou pour les Canadiens français.

Ne croyez-vous pas cependant, Monsieur le maire, qu'en signe de reconnaissance, et 19 ans après la mort du Général de Gaulle, il **serait plus que temps** d'honorer dignement enfin la mé-

moire de cet homme de coeur et de courage. Il a su prendre, comme bien peu de Français ou de chefs d'État, une position généreuse et historique en faveur de ses compatriotes québécois et canadiens-français, qu'il qualifiait d'ailleurs fraternellement de Français-canadiens.

Seule une avenue prestigieuse serait évidemment à la dimension de ce géant de l'histoire contemporaine. Je vous suggérerai donc, humblement et personnellement, en tant que Montréalais, l'avenue Côte-des-Neiges, de façon à ne débaptiser, ni froisser personne. D'autres boulevards ou artères importantes pourraient évidemment être envisagés.

Docteur
François Lubrina



Pour honorer de Gaulle

■ L'année 1990 marque le 100^e anniversaire de la naissance du général de Gaulle, le 50^e de son célèbre appel du 18 juin 1940 et le 20^e de son décès.

Comment ne pas profiter de la démolition du stationnement étage qui avoisine le château de Ramezay pour donner à cette future petite place le nom de celui qui, le 24 juillet 1967, du haut du balcon de l'hôtel de ville (en face) lançait un cri qui est passé à l'histoire!

Personnage international, le général de Gaulle a été honoré dans le monde entier où son nom se retrouve dans tant de villes et de lieux. Ne serait-il pas normal, indépendamment de toute perspective politique, que Montréal ait sa « place Charles-de Gaulle »?

Lucien BOUCHER
Saint-Laurent

Une rue de Gaulle bientôt à Montréal?

MARIANE FAVREAU

■ La rue Sherbrooke deviendra-t-elle la rue du Général-de-Gaulle? Ou bien serait-ce la rue Peel qui aura cet honneur? A moins que ce ne soit le futur square, angle Sainte-Catherine et Berri?

Chose certaine, Montréal honorerait la mémoire de Charles de Gaulle en donnant son nom à une rue ou à une place, en cette année du 100^e anniversaire de sa naissance. Le maire Doré y est favorable et la commission municipale de toponymie a reçu le mandat de trouver le lieu qui s'y prêterait le mieux.

Mais il paraît peu probable qu'on change le nom d'une rue aussi connue que Sherbrooke pour commémorer celui qui a fait connaître le Québec en lançant son fameux «Vive le Québec libre!» du balcon de l'hôtel de ville de Montréal.

«C'est une procédure tout à fait exceptionnelle, indique M. André Berard, chargé de recherches en toponymie. Même s'il n'est pas exclus qu'on change le nom d'une rue ou d'une place, la commission préférerait donner son nom à un nouveau projet.»

Elle veut cependant recommander son nom à un projet d'une certaine ampleur, indique M. Berard, dans le centre de la ville et non en périphérie, pour bien marquer son importance. Le choix qui retiendra le comité exécutif, sera annoncé au printemps.

Mais nombreux sont les citoyens qui souhaitent que là rue Sherbrooke (dont le personnage ne dit plus rien à personne) prenne son nom. Ou encore la rue Peel.

«John Kennedy n'a rien fait de particulier pour Montréal, mais une rue importante porte son nom. Nelson Mandela a son parc. Qu'attend-on pour donner le nom de Charles de Gaulle à une rue importante alors que sa visite à Montréal a marqué l'histoire? demande M. François Lubrina, qui a l'appui de plusieurs personnalités.

De même, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a demandé à plusieurs reprises à la ville de donner le nom de de Gaulle «à la rue Sherbrooke, ou toute autre rue bien connue, dans un endroit très visible». Si le maire Drapeau faisait la sourde oreille, le maire Doré se montre «très réceptif», assure le président Jean Dorion.

«Il avait une telle passion pour le Québec», rappelle le docteur Lubrina, qui caresse aussi l'idée de lui élever un monument qui serait financé par souscription publique. «De Gaulle a engagé toute sa responsabilité dans son appel sur le balcon de l'hôtel de ville», ajoute-t-il.

Le cri du général de Gaulle couronnait une réception semblable à nulle autre au pays de Neuve-France. Arrivé à Québec, le général avait emprunté jusqu'à Montréal le Chemin du Poy, la plus ancienne voie de communication du continent nord-américain. Partout acclamé et fêté, le président avait repris, à Montréal, le cri d'espoir de toute une génération.

Depuis le petit balcon de l'hôtel de ville, son «Vive le Québec! Vive le Québec libre!» avait créé plus qu'un incident diplomatique: une véritable commotion, un délire.

Son 100^e anniversaire sera souligné un peu partout dans le monde. Il y aura aussi 50 ans cet été que le général lançait son appel du 18 juin 1940, invitant les Français à rejoindre les Forces libres. Et le 1^{er} août, il faisait appel aux Canadiens français, «ce ramienu de vieille souche française».

Un colloque lui sera consacré, en avril, à l'Université de Montréal. Le professeur de sciences politiques, M. Guy Boubillier, y annonce la participation d'une quinzaine de personnalités du Québec, du Canada et de France.

City to name street after de Gaulle

Make it Sherbrooke St., says man who proposed idea

IRWIN BLOCK
THE GAZETTE

Montreal's toponomy commission is looking for an appropriate street or square to name after Charles de Gaulle, but for the man who first launched the idea, the obvious choice is Sherbrooke St.

"It has to be somewhere where de Gaulle has been, reflecting the greatness of the man and his importance to national and local history," said François Lubrina, a French-born veterinarian who proposed the idea last year.

His letter to Mayor Jean Doré was passed on in June to the toponomy com-

mittee, in charge of naming new streets and squares or changing old ones. A decision is expected in weeks, officials said.

De Gaulle was born Nov. 22, 1890, and the naming is to coincide with the 100th anniversary of his birth.

Lubrina says Sherbrooke St. is the obvious choice because the late French president used it when he rode in from Quebec City in July



LUBRINA

1967 and launched his "Vive le Québec libre" cry from the balcony at Montreal city hall.

This was rebuked by the Canadian government as an interference in Canadian affairs. De Gaulle cut short his official visit to Canada and returned home.

The St. Jean Baptiste Society has also been advocating the renaming of a well-known thoroughfare such as Sherbrooke St. in de Gaulle's honor.

But Kathleen Verdon, the executive committee member responsible for the toponomy commission, said she doubted that any existing street or square would be renamed after de Gaulle. "This is not

at all what we envisage," Verdon said.

The toponomy commission follows provincial guidelines that, except in exceptional circumstances, names of existing streets should not be changed, she said.

It was more likely a new square or street would be named in his honor.

But Lubrina insisted that nothing less than a great thoroughfare such as Sherbrooke St. would be appropriate.

Lubrina dismissed a suggestion that the parking lot behind city hall could be transformed into Charles de Gaulle Square.

"It's too small for a man of his stature. You can't mail a letter to a square. It's better to do nothing."



Arnold Bennett, standing at a socialist crossroad.

Politics makes name-dropping a risky task in Montreal

IRWIN BLOCK
THE GAZETTE

IN THE NEXT few weeks, an obscure commission of Montreal city council will be debating the delicate question of how to remember Charles de Gaulle.

Does that mean forgetting Sir John Coape Sherbrooke, governor general of Canada from 1816-1818, by renaming Montreal's most elegant avenue in honor of the former French president?

For Quebec nationalists, including the Montreal St. Jean Baptiste Society, the answer is an emphatic yes.

St. Jean Baptiste Society president Jean Dorion says Sherbrooke St. is the choice because de Gaulle used it when his motorcade arrived from Quebec in 1967 to deliver his "Vive le Québec libre" cry from a balcony at city hall.

Dorion also insists that "the main streets of Montreal should have French names," reflecting the majority-French character of the city.

"We should francize the main streets, not in the manner of the Khmer Rouge, but gradually."

Mayor Jean Doré has already told Paris Mayor Jacques Chirac that Montreal will commemorate the 100th anniversary of de Gaulle's birth this year.

The big question is how, and the toponymy commission is now examining options.

Gabriel Bodson, a commission spokesman, says the preference is to name a new street, park or square in de Gaulle's honor. Renaming an established street is only done in exceptional circumstances, he said.

The same policy, however, was in effect when city council decided in 1987 to change Dorchester to René Lévesque Blvd.

Is Sherbrooke St. next?

"We're unanimous: It's not a good idea to change street names," says Arnold Bennett, one of two city councillors and the only anglophone on the seven-member commission.

"You don't change historic street names on a whim. That's historic vandalism."

Renamings for technical reasons

Bennett says the Doré administration wants to avoid the negative fallout from the Dorchester-René Lévesque change.

In fact, there have been no English-surname to French-surname changes since then, although dozens of new streets and parks have been christened.

Commission records show any renamings have been for technical reasons, and not involving English names.

Monkland Park, for example, was changed to Paul-Doyon Park to honor a well-known and beloved church organist.

And a substantial number of new street and park names reflect non-francophone history and personalities.

In a new development just behind Décarie Square, former NDP leader Tommy Douglas, labor lawyer and NDP leader David Lewis, and left-wing labor lawyer and civil libertarian Bernard Mergler are honored with street names.

There's a Sun-Yat-Sen Park in Chinatown, Laos St. and streets in honor of 19th-century photographers George Arless and Geoffrey Notman in Rivière des Prairies.

The francization of old street names is a process that began in the late 1960s and became fairly common — and controversial — over the next decade.

But public pressure forced the city to abandon other proposed changes, including one to rename Atwater Ave. in honor of Marguerite Bourgeoys, and another to change Queen Mary Road to Chemin de l'Oratoire.

Francization of English names has been advocated by Quebec nationalists, led by the St. Jean Baptiste Society of Montreal.

François-Albert Angers, its former president, suggested in 1970 changing Craig to Pierre Laporte St., Dorchester to Lionel Groulx Blvd., and Sherbrooke to Charles de Gaulle St.

"We wanted to give a French face to Montreal by relating the three principal avenues of Montreal to French life," Angers recalled.

Drapeau replied that an important Métro station would be named after Groulx, a nationalist historian.

The new Quebec City-South Shore bridge was named after Laporte, killed by Front de Libération du Québec terrorists in October 1970.

And a bridge linking Rivière des Prairies to Autoroute 40 in Repentigny was dedicated to de Gaulle.

Putting oil on the fire

But Sherbrooke St. is still Sherbrooke St., and news of the push to rename it for de Gaulle brought a stream of angry calls to *The Gazette* this week.

"Why put oil on the fire?" asked Antonia Delorme, recalling that de Gaulle was rebuked by the federal government for interfering in Canadian affairs by appearing to support Quebec independence.

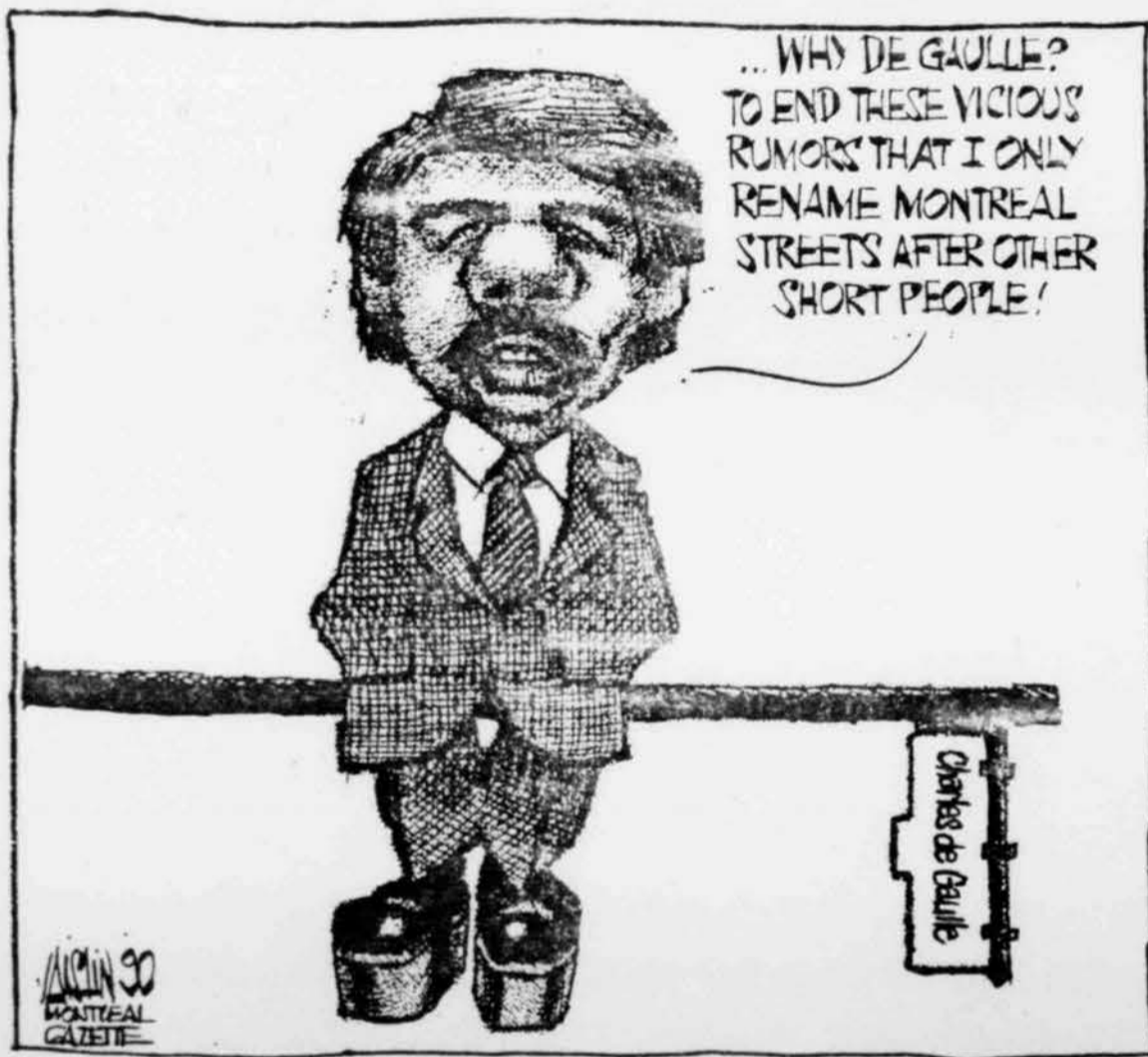
"He's done more harm than good," said Hector Boulay. "Toronto should put up a monument for de Gaulle since they benefited when everybody left here to start businesses there."

The toponymy commission says a recommendation will be ready within weeks for the city's executive committee.

Bennett says the public in affected districts will then have to be consulted through the district advisory committees.

As for possible alternatives to renaming Sherbrooke St., Bennett suggests Parc Maisonneuve could be a good candidate.

There are already monuments and streets dedicated to Sieur de Maisonneuve, Montreal's founder, and the park is one of the largest in the city.



DE GAULLE ET MANDELA:

ils seront sur la première ligne

Le célèbre appel du 18 juin 1940 de Charles de Gaulle à ses compatriotes envahis par les Allemands — «La France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre» — sera rappelé ce soir à TV 5 par une émission de télévision qui sera simultanément diffusée en Europe et au Québec grâce à un relais par satellite.

Intitulé «Les combattants de Londres», le documentaire retrace les faits ayant mené à ce que de Gaulle était le célèbre général à arrivé le 17 juin, ce qui a permis de prendre la direction

des Forces françaises libres.

Le journaliste Jean-Marc Le Vaillant a reconstitué l'itinéraire des quelque 2500 jeunes Français qui ont répondu à l'appel du général et quitté la France pour rejoindre de Gaulle à Londres.

Cette enquête regroupe des témoignages individuels, des archives photographiques et des documents filmés qui apportent un éclairage nouveau sur la constitution de la France Libre.

Ce soir à TV 5, 22 heures.

La visite de Nelson Mandela

Demain, le leader du mouvement anti-apartheid mondial, Nelson Mandela, est reçu en visite officiel-

le à Montréal et tous les réseaux de télévision suivront pas à pas le déroulement de cette visite.

À CFTM et TVA,

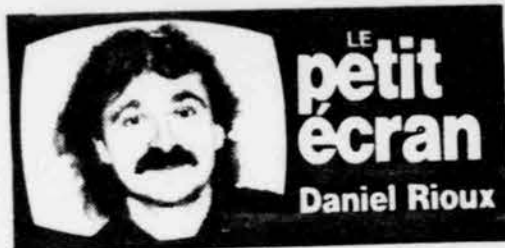
un documentaire européen de 52 minutes intitulé «Au nom de Mandela».

On y retrace l'évolution du mouvement



Photo d'archives

L'émission consacrée à de Gaulle sera retransmise simultanément en Europe et au Québec grâce à un relais par satellite.



on a déjà annoncé que le bulletin de nouvelles de 18 heures sera prolongé de 30 minutes et Pierre Bruneau sera installé au Champs-de-Mars d'où il transmettra les informations en direct.

Et à 21 heures demain soir, «Le Match de la vie» présentera

de libération des Noirs depuis 1912. Une première partie trace l'histoire du mouvement, une seconde dévoile les activités de l'ANC clandestine et une dernière partie s'interroge sur les chances de voir l'ANC changer le cours de l'Afrique du Sud.



Photo AP

Demain, tous les réseaux de télévision suivront pas à pas le déroulement de la visite de Mandela à Montréal.



PHOTO JACQUES GRENIER

L'appel du 18 juin

Des représentants du clergé, du consulat français, de la ville de Montréal de même que plusieurs personnalités ont assisté hier à la courte cérémonie qui s'est déroulée en début de soirée au Parc Lafontaine pour commémorer l'Appel du 18 juin lancé il y a 50 ans par le général de Gaulle. Le président de la section montréalaise de l'Association des Français libres, M. André Malavoy (ci-haut), a notamment souligné, dans son allocution de circonstances, le courage du jeune général qui, seul, avait refusé de capituler, devenant le puissant symbole de la Résistance. Une messe et un banquet ont également marqué cette journée qui, au-delà de la France pour qui cette date représente un point tournant de son histoire, a aussi trouvé son écho chez-nous.

Pourquoi n'y a-t-il pas d'avenue Charles-de-Gaulle à Montréal?

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Les Français libres, anciens combattants de la dernière guerre et leurs amis québécois, ont commémoré hier avec ferveur, mais avec quelque regret, le cinquantenaire du fameux appel du général de Gaulle à la nation française, le 18 juin 1940, et le centième anniversaire de la naissance de l'ancien président de la République.

Le porte-parole des Français qui se sont ralliés à l'Appel, M. André Malavoy, se trouvait hier, pour la 32^e année consécutive, au milieu de centaines de francophiles devant le cenotaphe du parc Lafontaine sur lequel on lit cette inscription: « Aux morts français de Montréal et aux volontaires canadiens de l'armée française ».

M. Malavoy s'est demandé pourquoi, sur les marches du monument décoré de couronnes de fleurs, au terme d'une allocution émouvante, la Ville de Montréal n'a pas encore nommé une avenue pour honorer la mémoire de l'illustre chef d'État.

« Comment n'y a-t-il pas encore, en cette année symbolique 1990, une rue de Gaulle? » a lancé avec un pincement au cœur le président de l'Association des Français libres. « Mais en ce moment, a-t-il poursuivi,

ne nous attardons pas à certaines mesquineries. »

Diverses associations d'amitié franco-québécoises avaient installé un petit kiosque près du monument, où les citoyens étaient invités à signer une pétition. Dans ce document, que



PHOTO DENIS COURVILLE. La Presse

M. André Malavoy a rappelé hier le courage de ses compatriotes qui ont répondu à l'appel du général De Gaulle en 1940.

plusieurs participants signaient spontanément, on demande au maire de Montréal, M. Jean Doré, « qu'en cette année du centenaire de la naissance du général De Gaulle, du vingtième anniversaire de sa mort, une grande artère de Montréal soit enfin baptisée Avenue du général De Gaulle ».

Il ne reste qu'une vingtaine de véritables anciens combattants de l'armée française de la dernière guerre à Montréal. M. Malavoy a signalé que l'effondrement de la nation, en 1940, a été suivi d'un « miracle », celui que De Gaulle a réclamé à partir de Londres, soit cette « présence à la victoire » en 1945. Les visites au Québec du général n'ont pas été évoquées.

La France était représentée hier pas le consul de Montréal, M. Beauchateau, et le Québec par des représentants de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Un petit détachement d'une douzaine de soldats du régiment no 935 de l'armée canadienne (celui des « transporteurs » stationné à Saint-Hubert) a claironné le salut aux morts.

Les Français de Montréal et leurs amis ont participé, dans l'après-midi, à une messe solennelle, à la chapelle Notre-Dame-de-Bonsecours. Le soir, ils ont fêté au salon Bersimis de l'hôtel Reine-Elizabeth.

De Gaulle a su imposer une tournure aux événements confus...

MARC-FERNAND
ARCHAMBAULT

■ La fascination du grand homme, Freud l'a bien montré, est le fait de l'infantilisme, de l'immatrité. Régis Debray revient à l'imagier d'Histoire de France sur lequel il rêvait sans doute, adolescent.

Il désirait tellement se faire un nom dans les années soixante qu'il laissa libre cours à sa fascination pour Fidel Castro. Il désirait à tout prix être du bon bord, être vraiment dans le sens de



ESSAIS

l'Histoire. Il ne s'agissait pas pour lui de la faire mais bien de suivre.

Faire la mode, attiser les engouements parisiens n'est pas faire l'histoire. On n'a qu'à rougir des erreurs qui étaient celles de tous, ce qui, au fond et fort heureusement, en France, ne prête ja-

mais à conséquence. On serait bien mal venu alors de reprocher le fanatisme, la naïveté dangereuse d'un jeune homme, le front bombé d'idéal, qui s'assied avec cet aréopage des conseillers de la Présidence.

Et là, on découvre que les bons sentiments et la bonne conscience ne suffisent pas, que les actions ont des conséquences imprévisibles et souvent contraires. On revient aux vérités premières que tous les écoliers pouvaient lire dans Montaigne et Pascal et même dans Cicéron.

Le culot n'est pas la chose la mieux partagée du monde car il en faut une bonne dose pour attribuer à l'époque et surtout partager avec les autres ses égarements et son fanatisme.

C'est ainsi que même si l'on a tout de même réussi sa vie, si l'on a évité les erreurs qui auraient pu en d'autres lieux et circonstances faire de nos bonnes volontés des monstruosité cruelles et sanglantes, il n'empêche que l'on se prend d'une grande nostalgie. Il est beau et chic d'avouer ses erreurs de jeunesse, dont la principale aura été de ne pas voir en de Gaulle autre chose qu'une survivance du XIXe siècle, une vieille baderne ayant tout de même du panache et du style.

Et lorsque l'on est bien revenu des grandes idées, il ne reste plus que le style. Mitterrand fait tellement notaire. Il est un homme du passé ou plus exactement d'un paysage. De Gaulle, lui, est un prophète, l'homme qui a su imposer un style, une tournure aux événements confus, à l'agitation désordonnée de la masse des hommes. De Gaulle est l'homme de demain qui sait que l'Etat n'est qu'un lieu de parole et de mémoire. Il est celui qui avait la vision claire de cette nouvelle Europe qui se profilait à l'horizon de l'Histoire. On en arrive presque à oublier qu'il y avait au temps de Gaulle des hommes comme Hubert Beuve-Méry (le fondateur du journal *Le Monde*) qui ne prenaient pas les vessies pour des lanternes et qui tout en ayant une vision politique aussi large n'étaient pas éblouis par le personnage.

Debray ne recule devant rien pour bien faire saisir toute l'ampleur de sa vision, la force de sa nostalgie. C'est que nous avons droit dans des pages qui se veulent brillantes, désinvoltes, à la comparaison entre Napoléon et de Gaulle. On pourrait craindre de voir surgir Vercingétorix ou le fier Sicambre au détour d'un paragraphe. Au bout du compte de quoi s'agit-il sinon d'asseoir la V^e République sur un mythe. .



A DEMAIN DE GAULLE par Régis Debray. Paris. Gallimard, 1990

Drapeau's book defends de Gaulle

*Ex-mayor feels 'Québec libre'
misunderstood, friends say*

INGRID PERITZ
THE GAZETTE

Former Montreal mayor Jean Drapeau has thrown himself into a controversial project again — this time it's a book on former French president Charles de Gaulle's fateful visit to Montreal in 1967.

Friends of Drapeau told *The Gazette* yesterday that he is "80 per cent finished" a book that sets out to prove that de Gaulle's famous speech from the balcony of city hall was not deliberately intended to incite Quebec separatism.

De Gaulle caused an uproar with his "Vive le Québec libre," a pronouncement widely regarded as calculated to fan separatist flames.

Drapeau, 74, who is now Canada's ambassador to UNESCO in Paris, has been rising at 4 a.m. daily to set down his views about the famous incident, friends said.

The project has become his consuming passion, they said.

"It's like his debt to history — he has to situate the incident," said cartoonist Robert La Palme, one of Drapeau's oldest friends. "(Drapeau) understood that de Gaulle meant 'Vive le Québec libre' in a strong Canada. He's irritated at seeing the misunder-

standing." While in office, Drapeau never revealed his views on separatism, though he was widely viewed as a Quebec nationalist. Now, the normally tight-lipped Drapeau will set the record straight.

"He is a federalist, without hesitation," La Palme said. "He's not for the separation of Quebec."

Drapeau has begun talks with publishers and hopes to have the book ready in English and French versions by next year, said another longtime Drapeau acquaintance, who asked not to be named.

The book will be part of several "testimonials" the ex-mayor hopes to write.

For now, however, it does not appear that the testimonials will include a response to the 1980 Malouf

report, which assigned Drapeau most of the blame for mismanagement and cost overruns at the 1976 Montreal Olympics.

Drapeau still has not replied to the charge.

La Palme said Drapeau and de Gaulle were "very intimate" and the former mayor had visited de Gaulle several times at the Elysée Palace in Paris.

Senator John Lynch-Staunton, a former Montreal city councillor and another old friend of Drapeau, said Drapeau keeps a rare autographed photograph of de Gaulle in his Paris apartment.

"It has a very personal inscription," Lynch-Staunton said, though he declined to reveal it.

Lynch-Staunton agreed that Drapeau's book rejects the argument that de Gaulle was whipping up

Quebec nationalism. "The interpretation that (de Gaulle) was encouraging separatism is not one the mayor supports."

Lynch-Staunton said Drapeau had planned to present his writings on de Gaulle at a symposium on the French general in Paris this year, which marks the centenary of de Gaulle's birth.

"It started out as a monograph and became a huge volume," Lynch-Staunton said.

Drapeau declined to be interviewed this week, maintaining a public silence he imposed on himself when he retired in 1986 after nearly three decades as mayor.

Those who see him regularly say Drapeau is mentally sharp but has difficulty walking since he broke his hip in Montreal in 1982.

He has shaved off his mustache

and remains fastidious about what he eats.

And while Drapeau keeps abreast of Montreal news — friends send him newspaper clippings — he deliberately avoids discussing municipal issues, they said.

Although his accomplishments are not as visible as when he was mayor, Drapeau is working hard at UNESCO, officials said. He succeeded in getting a UNESCO office opened in Quebec City this year and made sure that the provincial capital would be chosen as host to a major symposium on world heritage sites next year.

Drapeau has also worked hard at reorganizing the world body since it has come under fire for overspending and mismanagement — particularly by the United States, which withdrew in 1984.

"We're very, very satisfied with Jean Drapeau's work in Paris," said Denis Laliberté, a press officer with the External Affairs Department in Ottawa.

There has been one major change in Drapeau's work habits since he left Montreal: at UNESCO, he's working as part of a team.

"He has ceased being a dictator," La Palme joked. "He didn't distinguish himself (at UNESCO) because if he did there would have been a lot of people quitting. He's intolerable when he starts to want something."

Drapeau's term as UNESCO ambassador is up next May. A source said he has been asked to serve a second term but is leaning toward stepping down to devote more time to writing.



Charles de Gaulle 1967 speech sparked outrage

Sur le général de Gaulle

Un livre de Drapeau

pour expliquer le

«Vive le Québec libre!»

(JMD) — **Ambassadeur du Canada à l'Unesco à Paris, Jean Drapeau est en train de mettre la dernière main à un livre pour expliquer le « Vive le Québec libre » du général de Gaulle.**

Le général français avait lancé cette fameuse expression du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, en 1967.

Selon le caricaturiste Robert La Palme, M. Drapeau, qui était un ami personnel du général, croit avoir compris que le général voulait dire un Québec libre dans un Canada fort.

Le caricaturiste, qui est un ami personnel de l'ancien maire de Montréal, croit que celui-ci est un fédéraliste convaincu et qu'il n'a jamais été séparatiste.

Jean Drapeau devrait présenter son livre à l'occasion d'un symposium qui sera tenu cette année à Paris pour souligner le 100^e anniversaire de naissance du général.

Première promesse de Doré

En campagne électorale hier, le maire Jean Doré a promis de fournir une aide allant jusqu'à 1 million de dollars aux 11 maisons de jeunes de Montréal.

Il a de plus annoncé que son parti s'engage à prendre tous les moyens pour faciliter la participation des jeunes aux discussions sur l'aménagement de leur quartier.

Débat télédiffusé

La candidate du Parti civique, Ni-

cole Gagnon-Larocque, veut mordicus qu'il y ait un débat télévisé entre les principaux candidats à la mairie, d'ici au 4 novembre.

Elle croit qu'on accorde trop d'importance à des subtilités de la loi.

M^{me} Gagnon-Larocque croit que les Montréalais ont droit à un débat public, qu'il soit télédiffusé ou radiodiffusé.

Électeurs montréalais

Il y a 610 524 électeurs pour le scrutin du 4 novembre. C'est 85 000 de moins qu'en 1986.

Du fait, les candidats des différents partis devront restreindre leurs dépenses électorales.

Au lieu des 325 000 \$ prévus initialement en fonction du nombre d'électeurs d'il y a quatre ans, c'est 288 900 \$ que les quatre partis pourront dépenser pour mousser leurs candidats.

Le même montant s'applique pour les candidats à la mairie.

Usagers de Longueuil

La candidate à la mairie du Parti civique de Longueuil, Gisèle Hamelin, a promis hier une réduction du prix de la carte mensuelle du transport en commun pour les Longueuillois.

Elle veut ramener le tarif à 35 \$, qui était en vigueur avant la création de la carte mensuelle régionale de 42 \$ qui permet d'utiliser tous les réseaux de transport.

M^{me} Hamelin a dit qu'elle réaliserait cet engagement dans les six mois qui suivraient son élection.